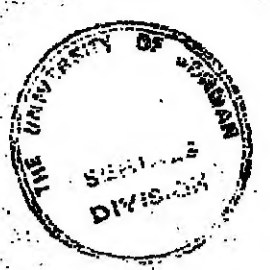


مكتبة العالم



96 166
70

Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 16075 - 7 F

MERCREDI 2 OCTOBRE 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Nicole Notat prend l'Unedic

La secrétaire générale de la CFTD devrait être élue à la présidence de l'Unedic grâce au soutien du patronat. p. 6

Le président bosniaque à Paris

Alija Izetbegovic doit rencontrer à Paris, jeudi 3 octobre, le président de Serbie, Slobodan Milosevic. p. 3

Cinq ans de rigueur

Le gouvernement propose de réduire en cinq ans le déficit budgétaire de 93 milliards de francs en multipliant les économies. p. 7

Le désamiantage au programme

François Bayrou programme le désamiantage total de Jussieu pour 1999 alors que les experts s'alarment de la toxicité des fibres artificielles. p. 20 et 29

Le CIC passé au crible

La Cour des comptes se penche sur le passé du CIC au moment où le groupe bancaire doit être privatisé. p. 17

Le dernier repas de Van Gogh

Jean-Pierre Quélin flâne à Auvers-sur-Oise et pénètre dans l'auberge Ravoux. p. 22

L'automobile casse ses prix

La «juppette» a dopé le marché en septembre. Les constructeurs s'adaptent à sa disparition en baissant leurs prix. p. 15

Bonn renonce au missile Apache

L'Allemagne renonce à participer au développement du missile Apache et met le groupe Matra en difficulté. p. 29

Un appel contre la corruption

Sept grandes figures de la magistrature en Europe lancent un appel pour dénoncer la corruption. p. 10

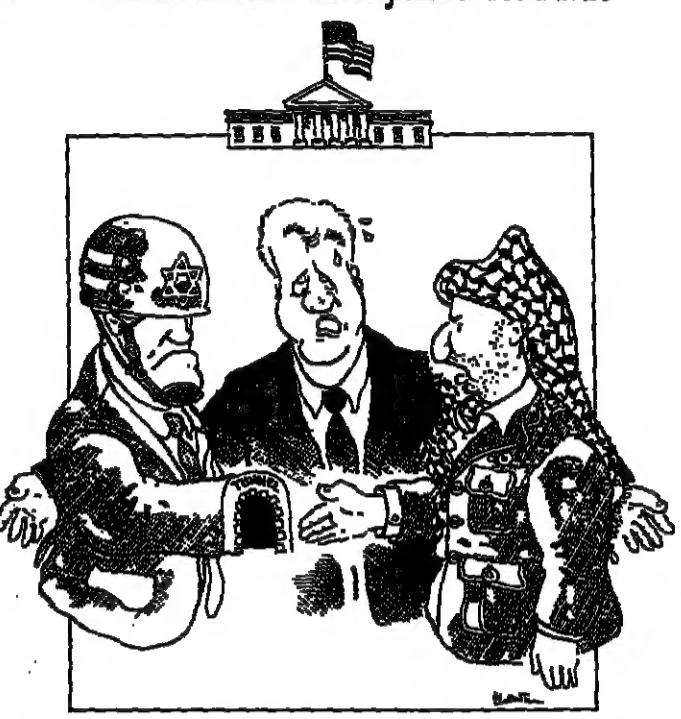
Punir ou guérir la pédophilie

Un avant-projet de loi pour réprimer la pédophilie et une émission grand public. p. 10 et 28

Israël redoute un retour des violences en cas d'échec du sommet de Washington

Bill Clinton réunit mardi et mercredi MM. Nétanyahou et Arafat

L'ARMÉE israélienne craint que la violence reprenne dans les territoires palestiniens si le sommet le-réfco-palestien, qui se tient mardi 1^{er} et mercredi 2 octobre à Washington, se solde par un échec, a indiqué la radio israélienne. Les États-Unis ont l'intention d'imposer un «blackout» total sur le sommet pour tenter de faire retomber la tension. Compte tenu de l'antagonisme affiché des positions de Benjamin Nétanyahou, premier ministre israélien, et de Yasser Arafat, chef de l'Autorité palestinienne, Bill Clinton, qui présidera le sommet, aura du mal à dégaier un compromis. Si le roi Hussein de Jordanie devait participer à la rencontre, Hosni Moubarak, le président égyptien, a finalement décliné l'invitation des États-Unis. Avant de se rendre à Washington, M. Arafat a rencontré à Luxembourg les ministres des affaires étrangères de la trinité européenne.



Lire page 4

Ecoutes : la justice dénonce l'« attentat à la Constitution »

Le juge est autorisé à poursuivre l'instruction

L'ENQUÊTE sur les écoutes téléphoniques perpétrées, entre 1983 et 1986, par la cellule antiterroriste de l'Elysée, peut se poursuivre. Dans un arrêt rendu, lundi 30 septembre, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a validé les investigations conduites, depuis le 19 mars 1993, par le juge d'instruction Jean-Paul Valat, et ordonné leur continuation. Présidée par Martine Anzani, la chambre d'accusation a estimé que les faits mis au jour, après la révélation d'écoutes effectuées sur la ligne privée de notre collaborateur Edwy Plenel, constituaient «non seulement une atteinte à l'intimité de la vie privée de particuliers» mais également un «attentat à la Constitution», au sens de l'article 114 de l'ancien code pénal, abrogé en 1994 mais encore en vigueur lorsque l'information judiciaire fut ouverte. Dans leur arrêt, les magistrats soulignent «l'institutionnalisation du système et de l'ampleur des écoutes, de surcroît réalisées par

une cellule constituée par les plus hautes autorités de l'Etat». Ils estiment que la pratique de cet espionnage organisé, dont les victimes étaient notamment des avocats, des journalistes, des écrivains, des politiques ainsi que de simples particuliers a «porté atteinte à de nombreuses libertés publiques constitutionnellement reconnues». La décision de la chambre d'accusation ouvre la voie à un procès correctionnel de l'affaire des écoutes, dans laquelle le juge Valat a, jusqu'ici, mis en examen les anciens directeurs des cabinets de François Mitterrand à l'Elysée et de Laurent Fabius à Matignon, Gilles Ménage et Louis Schweitzer, ainsi que le préfet Christian Proust, ancien chef de la cellule, et plusieurs de ses subordonnés. Les défenseurs de M. Schweitzer et de M. Proust ont décidé de se pourvoir en cassation.

Lire page 8 et notre éditorial page 13

Londres, capitale de la mode « politiquement incorrecte »

«GOD SAVE MCQUEEN !» Vingt ans exactement après le «God Save the Queen» des Sex Pistols et de la bombe punk lancée contre l'établissement par Malcolm McLaren et Vivienne Westwood, le Sunday Times du 29 septembre célèbre en six pages le nouvel «enfant terrible» de la mode londonienne. Pour la journaliste Paula Reed, Alexander McQueen, vingt-sept ans, est le héros d'une «nouvelle tradition britannique», qui concilie l'art de la coupe et le sens de la provocation. Le nouveau pit bull de la fashion a déjà présenté des vêtements tachés de sang et une collection déclinée sur le thème : «Viol dans les Highlands». Ses pantalons à taille plus que basse le posent comme l'inspirateur en chef de la ligne «svelte», reprise de manière plus commerciale par les Italiens et les Américains. Ancien élève de la St Martin's School, comme John Galiano, il a travaillé pour un tailleur de Savile Row, puis comme assistant de Romeo Gigli et du japonais Koji Tsutsuno. Tandis que la Fashion Week de Londres s'achève, les rumeurs vont donc bon train sur sa nomination au sein de l'écure française LVMH : selon des sources non officielles, il serait choisi comme directeur artistique de la

maison Givenchy. Elu créateur anglais de l'année, John Galiano pourrait être alors «transféré» chez Christian Dior, où Gianfranco Ferré réalise sa dernière collection de prêt-à-porter. «Pourra-t-il rester sur le fil du rasoir, face à une telle pression ?», se demande à propos d'Alexander McQueen le Sunday Times, dans une allusion à des pourparlers avec une maison de couture capable de lui offrir une «crédibilité internationale». Cette médiatisation coïncide avec l'intérêt particulier que suscite désormais la capitale britannique. En prélude aux défilés de Milan, Paris, New York, la Fashion Week est sortie de son isolement de catin : trente-cinq défilés, cent trente exposants, plus de mille cinq cents acheteurs. Les Anglais qui avaient quitté le navire, comme John Rocha, Katharine Hammett ou Vivienne Westwood - absente après cinq ans de saison parisienne -, sont revenus défilier. Un vent de folie souffle sur la ville. Pendant cette semaine, la New-Yorkaise Donna Karan, partie à la conquête de l'Europe, a ouvert sa deuxième boutique à Bond Street, tandis que Tommy Hilfinger, qui compte parmi ses clients le président Clinton, présentait sa première collection pour femmes.

«Let's go London !», titre à la une de son spécial mode d'octobre le magazine ID, où figure Iris Palmer, top model de dix-neuf ans coiffée d'une voilette de Philip Treacy, le modiste star. Serait-ce «la capitale la mieux habillée du monde» ? Une floraison de nouveaux talents a surgi, liés à la mode, à la musique, à l'art et à la photographie, défendue par les rois du «dirty realism». Le monde entier vient chercher énergie et créativité à Londres, terre de l'outrage au néo-puritanisme où, cette saison, les transparences narguent le beige international. «Les designers britanniques n'ont pas le glamour de Paris, ni l'élégance de Milan, mais ils ont un sens de l'excitation et de l'engagement, qui laisse les rivaux ressembler à des douairières outragées par une maîtrise folle...», écrit le Times du 26 septembre. Alexander McQueen, qui n'a pas vraiment l'allure d'un jeune premier, cultive sous son crâne rasé et sa dent sculptée l'art du cynisme : «Les chroniqueurs de mode disent que Londres change en mieux. C'est un mensonge diabolique», dit-il en posant coiffé de deux cornes.

Laurence Benaim

Le Coran règne sur Kaboul

LA CAPITALE AFGHANE vit depuis quelques jours sous l'ordre implacable de la charia (loi islamique) des talibans, les nouveaux maîtres de Kaboul. Surgi à l'automne 1994 de la frontière afghano-pakistanaise, ce mouvement des «étudiants en religion» est une énigme. Au départ encouragé par le Pakistan, il s'est propagé au sein de populations exaspérées par l'anarchie qui faisaient régner des chefs moudjahidines qui se sont entredéchirés après la chute du régime communiste. Le projet taliban ? Le Coran, tout le Coran, rien que le Coran. Mais aussi le pachounwaï, c'est-à-dire le code d'honneur des Pachounes, qui prennent, à travers les nouveaux chefs de Kaboul, une revanche ethnique sur leur rivaux tadjiks.

Lire page 71

La course de M. Chirac contre le temps

RAREMENT un président de la République se sera montré aussi franc que Jacques Chirac reconnaissant, lundi 30 septembre, dans un discours aux «forces vives» du Pas-de-Calais : «Les Français doutent de tout, y compris de notre aptitude à faire face». La suite du propos présidentiel dissipe toute ambiguïté : l'«aptitude» dont les Français doutent, selon le chef de l'Etat, est bien la sienne et celle de son gouvernement à «faire face». On en est donc là. Au bout d'un an et demi, le chiraquisme est contraint à l'aveu d'un échec et, anticipant sur un affrontement électoral qui lui semble désespérément lointain, à la formulation d'une alternative : tenir bon ou «renoncer». Lors de son entretien télévisé du 14 juillet, M. Chirac avait déjà pris acte du scepticisme et de la morosité des Français. Il avait alors décerné au gouvernement un brevet de bonne conduite, mais en conservant vis-à-vis de lui une sorte de distance de sécurité. Alain Juppé et ses ministres agissent «aussi bien qu'il est possible», disait le chef de l'Etat. Ils ne manquent ni de «détermination», ni de «constance», assure-t-il aujourd'hui, mais il assortit ses compliments de réserves expli-

cites : lenteur excessive dans la mise en œuvre des réformes, timidité dans la modernisation de l'Etat, voire manque de fermeté dans la sanction des «dérives» qui ont indigné l'opinion, c'est-à-dire, semble-t-il, la gestion erratique d'institutions financières telles que le Crédit lyonnais et le Crédit foncier. Ainsi, quelques jours après avoir fait savoir aux parlementaires du RPR qu'aucun d'eux n'est fondé à s'autoriser de lui pour critiquer le gouvernement, le président de la République énonce lui-même des critiques. Sans mettre en cause l'orientation de la politique gouvernementale, ni les qualités de celui qui est chargé de la diriger, M. Chirac retrouve les accents, sinon la posture, de sa campagne pour exprimer une impatience. Comme au plus fort de son offensive contre «l'immobilisme» imputé à Edouard Balladur, il dénonce les scléroses et les conservatismes entravant l'élan espéré en mai 1995, lorsqu'il avait pris en charge une France qui, a-t-il répété lundi, «après s'être trop longtemps laissée aller, n'était pas en bon état».

Patrick Jarreau
Lire la suite page 13

Jean-François Lyotard

Jean-François Lyotard

Signé Malraux

Biographie

Grasset

Les galeries d'art s'exposent

LA FOIRE internationale de l'art contemporain (FIAC), l'un des grands rendez-vous annuels des galeries d'art, ouvre mercredi 2 octobre à Paris. Cent quarante galeries y participent. Yvon Lambert, galeriste réputé, est à la tête du comité d'organisation de cette manifestation. Il affiche clairement son ambition : rendre à cette foire internationale tout son dynamisme.



YVON LAMBERT

Lire page 24

International	2	Agenda	23
France	6	Abonnements	23
Sociétés	8	Météorologie	23
Horizons	11	Mots croisés	23
Carrel	14	Culture	24
Entreprises	15	Guide culturel	26
Financiers	18	Communication	27
Aujourd'hui	20	Radio-Télévision	28

M 0147-1002-7,00 F

Abonnements : 3 DM ; Autriche : 3,50 S ; Belgique : 3,50 F ; Canada : 2,50 \$ CAN ; Danemark : 220 F ; Espagne : 220 PTA ; Grande-Bretagne : 1 £ ; Grèce : 2000 Dr ; Irlande : 1400 Ir ; Italie : 2000 L ; Luxembourg : 40 F ; Maroc : 10 DH ; Norvège : 140 NOK ; Pays-Bas : 3 FL ; Portugal : 200 Esc ; Suède : 100 SKr ; Suisse : 2,50 CHF ; Taiwan : 1,2 DM ; USA (NY) : 2,50 \$; USA (autres) : 2,50 \$.

ÉTATS-UNIS Bill Clinton a signé, lundi 30 septembre, une loi de finances pour l'année fiscale 1996-1997, avant l'heure limite de minuit, évitant ainsi une fermeture partielle

des services administratifs fédéraux. Ce vote précède de peu la fin des travaux du Congrès dont le bilan législatif, revendiqué à la fois par les républicains et les démocrates, sera

au centre de la campagne électorale avant les scrutins présidentiel et parlementaire du 5 novembre. ● LA LOI qui a été adoptée, lundi, par le Sénat après l'avoir été samedi par la

Chambre des représentants prévoit aussi un durcissement de la législation sur l'immigration; elle renforce les dispositions pour lutter contre les clandestins et rend plus difficile l'ob-

tention du droit d'asile. ● DANS UN ÉCHANGE de lettres, MM. Chirac et Clinton ont précisé leurs positions respectives sur la réforme et l'élargissement de l'OTAN.

L'accord sur le budget constitue une victoire de M. Clinton sur les républicains

Si le chef de la Maison Blanche et les conservateurs peuvent se disputer le bilan de la législature qui s'achève, le premier apparaît comme celui qui a obligé les seconds à modérer le programme radical sur lequel ils avaient été élus en 1994

WASHINGTON
de notre correspondant
Au moment où le Congrès achève ses travaux, chaque camp crie victoire. C'est de bonne guerre, surtout au moment où les parlementaires s'apprêtent à quitter la capitale fédérale pour se lancer dans le marathon électoral précédant le scrutin du 5 novembre. A bien des égards, le bilan politique d'un travail législatif sur lequel le Parti républicain a imprimé sa marque en 1994 - en devenant majoritaire dans les deux chambres, pour la première fois depuis quarante ans - peut nourrir ces revendications de part et d'autre.

Mais un fait s'impose: Bill Clinton aborde la dernière ligne droite de la campagne électorale avec un bilan positif. La croissance de l'économie américaine est soutenue sans être inflationniste, le chômage est à un niveau historiquement bas, le taux de pauvreté, bien qu'encore élevé, est en nette régression; enfin, les revenus de la majorité des Américains progressent plus vite que prévu.

Même s'il est vrai que M. Clinton a bénéficié des cadeaux de la croissance, il a incontestablement gagné la bataille politique et médiatique qui a suivi le raz-de-marée électoral des républicains en 1994. Il a réussi à convaincre l'Amérique que les propositions de ses adversaires étaient «extrémistes» et obligé ces derniers à défendre des thèmes plus pragmatiques, voire centristes. Le bilan du 104^e Congrès porte témoignage de cet agencement, lequel a servi

de tremplin à Bill Clinton pour engager une impressionnante reconquête politique. Les républicains ont tenté de convaincre l'opinion que le chef de la Maison Blanche s'opposait systématiquement aux réformes pour lesquelles ils avaient reçu un mandat. Cette épreuve de force s'est traduite, à deux reprises, par la fermeture partielle de l'administration et la reconduction de dispositions budgétaires provisoires, bref par une crise politique dont l'impopularité a cependant épargné Bill Clinton. Les républicains étaient les héritiers d'une «révolution» conservatrice qui avait deux priorités essentielles: une réduction drastique du déficit des finances publiques, et une large décentralisation des responsabilités du gouvernement fédéral au profit des États.

CURE D'AMALGAMISSEMENT
S'agissant de la première, l'accord budgétaire entre le Congrès et la Maison Blanche prévoit des économies de 53 milliards de dollars (environ 265 milliards de francs) pour 1996 et 1997, ce qui est peu et beaucoup à la fois. Peu



par rapport aux ambitions initiales des républicains, beaucoup en comparaison des précédentes législatures. Tous les départements ministériels - à l'exception notable de la défense - ont été touchés par cette cure d'amalgamisme destinée à progresser vers l'objectif de

l'équilibre budgétaire en 2002 et quelque 300 programmes fédéraux d'importance secondaire ont été supprimés.

Profitant de la volonté des républicains d'obtenir coûte que coûte un accord, c'est-à-dire un bilan à offrir aux électeurs, M. Clinton est

cependant parvenu à arracher d'ultimes rallonges budgétaires dans des secteurs qu'il estime prioritaires, comme l'éducation, le commerce ou l'environnement. Les programmes sociaux ont, dans l'ensemble, été préservés, les républicains ayant dû renoncer à opérer des économies massives dans les budgets de Medicare et Medicaid (l'assurance-maladie des personnes âgées et des plus démunies).

En chemin, le Parti républicain a échoué à mettre en chantier une vaste réforme du système de santé, imitant en cela l'exemple de M. Clinton en 1992-1993. Si l'on reprend les promesses les plus radicales du Contrat avec l'Amérique, la bible électorale de la campagne républicaine de 1994, force est de constater que peu d'entre elles ont été tenues: la «croisade» menée par Newt Gingrich a tourné court, le président de la Chambre des représentants devenant lui-même un symbole d'impopularité.

Quant à Bob Dole, dont la stratégie consistait à souligner l'obstruction de Bill Clinton en provoquant les vetos présidentiels, il a été obligé de faire des conces-

sions, en particulier envers ses propres troupes (à propos de l'immigration), apparemment plus soucieuses de la campagne législative que des intérêts de leur candidat à la Maison Blanche. Il reste que les républicains sont parvenus à faire évoluer le débat politique en direction de leurs priorités (moins d'État fédéral, priorité à la baisse des impôts et fin d'une culture du déficit), comme l'a amplement montré le recensement politique, vers la droite, du chef de la Maison Blanche.

Bill Clinton a notamment été obligé d'accepter une profonde remise en cause du Welfare (l'aide sociale), l'un des piliers de l'héritage du New Deal. Les importantes réformes des télécommunications et de l'agriculture ont, d'autre part, souligné la priorité accordée par les républicains au libéralisme économique. Bill Clinton et Bob Dole, ainsi que les parlementaires, peuvent d'autant plus facilement faire campagne sur le bilan contrasté du Congrès que chacun peut y trouver des motifs de satisfaction.

Laurent Zecchini

Le Congrès et la Maison Blanche durcissent la législation sur l'immigration

WASHINGTON
de notre correspondant
La proposition de loi sur l'immigration adoptée, lundi 30 septembre, par le Congrès américain et, aussitôt, promulguée par Bill Clinton est de ces textes qui traitent de problèmes sociaux fondamentaux, mais que l'on vote en toute hâte, presque à la sauvette, à la veille d'une élection. Ce texte ne satisfait pleinement ni ceux qui l'ont voté ni celui qui l'a signé; il permet cependant aux élus des deux partis de se représenter le 5 novembre devant leurs électeurs avec une mission accomplie: celle de lutter contre l'immigration clandestine.

Preuve que le thème est porteur, Bob Dole, l'adversaire républicain de Bill Clinton, a tout fait pour que la proposition de loi ne passe pas, afin d'éviter que le président ne reprenne à son compte une législation aussi populaire. Il y avait donc fait introduire une mesure particulièrement extrême - la possibilité pour les États de refuser de scolariser les enfants d'immigrés clandestins - qui

voulait l'ensemble du projet à l'échec, car, même s'il était adopté, un président démocrate ne pourrait décemment accepter de signer un texte aussi radical. Mais les élus, en particulier ceux de Californie, voulaient absolument retourner dans leurs circonscriptions avec une loi sur l'immigration. Ils ont donc négocié jusqu'à la dernière minute avec la Maison Blanche, qui, sous la menace du veto, a réussi à en faire retirer les dispositions les plus sévères, dont celle soutenue par M. Dole. Le résultat est un compromis sur le contrôle de l'immigration légale, assorti d'un ensemble de mesures destinées à lutter contre l'immigration clandestine.

Les velléités des auteurs du texte initial de restreindre ouvertement l'immigration légale avaient été tuées dans l'œuf au début de l'été par une campagne menée conjointement par les entreprises de haute technologie, qui font un grand usage de main-d'œuvre étrangère, les associations de défense des droits civiques et certains courants conservateurs très ouverts à l'immigration.

Le texte final a renoncé aux dispositions prévoyant l'expulsion d'immigrés légaux ayant bénéficié de certaines allocations sociales pendant plus d'un an sur sept, ou l'interdiction aux immigrés (légaux ou pas) de bénéficier de traitements subventionnés par l'État. Mais il prévoit le doublement des patrouilles sur les frontières du sud, déjà notablement renforcées par l'administration Clinton, et l'expulsion des immigrés titulaires d'un casier judiciaire; il complique le processus de demande d'asile et rend plus difficile la réunification des familles.

HYPOCRISIE
La nouvelle législation sur l'aide sociale (le welfare) adoptée cet été permet déjà aux États de refuser aux immigrés légaux l'aide alimentaire et la couverture maladie normalement offertes aux personnes démunies. Ulcéré, le financier et philanthrope George Soros, lui-même originaire de Hongrie, a annoncé lundi qu'il faisait don de 50 millions

de dollars à une fondation, Emma Lazarus Fund, qui aide les immigrants à s'insérer dans la société et à obtenir la nationalité américaine.

D'autres critiques de la nouvelle loi sur l'immigration dénoncent l'hypocrisie d'un texte qui réprime les candidats à l'immigration mais s'abstient d'agir sur le problème à la source, c'est-à-dire les employeurs qui, soucieux de trouver de la main-d'œuvre à bon marché à un moment où le chômage est très bas (5,1 %), accueillent à bras ouverts les immigrés clandestins.

Aux États-Unis, pays d'immigrants, le vent a tourné ces dernières années, pour des raisons plus sociales qu'économiques. Conscients d'une situation devenue précaire, les immigrés légaux se précipitent pour se faire naturaliser américains: ils étaient 450 000 en 1995 à prêter serment, ils devraient être cette année 1,1 million. Tous de futurs électeurs.

Sylvie Kauffmann

Le manifeste du candidat-président

Le livre du président Bill Clinton, publié le 21 août aux États-Unis, est disponible dans sa version française. Sous le titre *Quand l'histoire et l'espoir se rencontrent. Se préparer au XXI^e siècle* (Éditions Odile Jacob, 224 pages, 120 francs), le président américain détaille sa vision du rêve américain et rend compte des «valeurs qui ont guidé son administration» depuis bientôt quatre ans. Dans ce manifeste électoral destiné à convaincre le lecteur-électeur de lui renouveler sa confiance, Bill Clinton développe une stratégie en trois points pour l'avenir: «La voie que doit emprunter l'Amérique, pour entrer dans le XXI^e siècle, nous la suivons depuis quatre ans, et il est manifeste qu'elle commence à porter ses fruits», écrit-il, en citant notamment les dix millions d'emplois créés, la résorption du déficit et la baisse de la criminalité.

DUBLIN
de notre envoyé spécial
C'est une idée originale, presque une provocation, en tout cas ressemblant ainsi à la presse locale et les Verts, que d'organiser une conférence de l'OTAN - même informelle - dans un pays qui est peut-être le dernier en Europe à défendre à brèchement sa neutralité. Le choix ne doit rien au hasard. La représentation américaine auprès de

l'organisation atlantique a convié, dimanche 29 et lundi 30 septembre, des experts, des diplomates et des journalistes dans une banlieue chic de Dublin, non seulement parce que l'Irlande a la présidence de l'Union européenne jusqu'à la fin de l'année, mais aussi parce que les pays non membres de l'OTAN, qui, cependant, participent à des opérations de maintien de la paix avec elle, qu'ils veulent ou non y adhérer à l'avenir, sont l'objet de toutes les attentions.

Tout se passe comme si l'élargissement de l'OTAN était une affaire entendue et qu'il interviendrait plus vite que celui de l'UE. Le prochain sommet de l'Alliance, prévu dans les premiers mois de 1997, dressera la liste des pays de l'Europe centrale qui seront admis en 1999, à l'occasion du 50^e anniversaire du traité de l'Atlantique nord. L'extension vers l'Est pose deux types de questions: comment organiser la sécurité des pays qui ne seront pas dans la première vague? Quelles relations établir avec la Russie pour faire passer l'élargissement?

ÉCHANGE CHIRAC-CLINTON
Au cours des dernières semaines, MM. Chirac et Clinton ont eu un échange de lettres sur ces sujets. Le président de la République a rappelé l'intérêt porté à la réforme de l'OTAN, dont les principes ont été décidés au Conseil atlantique de Berlin en juin. Il a jugé normal que les commandements européens de l'OTAN reviennent à des Européens, que l'adjoint du commandant en chef des forces de l'OTAN

soit aussi un Européen (proposé par l'UEO), a précisé Charles Millon, ministre de la Défense) et souligné que, dans la chaîne de commandement, les éléments européens devaient être identifiables, y compris en temps de paix. L'adaptation réussie de l'OTAN créerait des conditions favorables à l'élargissement, qui ne doit pas être le seul point à l'ordre du jour du sommet atlantique de 1997; la réforme de l'OTAN et les relations avec la Russie doivent aussi y figurer, a ajouté M. Chirac. M. Clinton aurait manifesté son accord sur ce dernier point.

Les principes sont une chose, l'application une autre. Les discussions achoppent principalement sur le commandement sud, basé à Naples, assuré par un amiral américain. Les États-Unis ne veulent pas le confier à tour de rôle à un Français, à un Italien et à un Espagnol, alors que son contrôle s'étend à toute la Méditerranée jusqu'au Proche-Orient et que ce commandement a autorité sur la V^e flotte. Pour le secteur nord, un arrangement devrait être plus facilement trouvé (le commandant serait à tour de rôle un Français, un Allemand et un Britannique), mais un accord sur ce point comme sur le commandement en chef adjoint de l'OTAN dépend du marchandage final, qui promet encore quelques bras de fer. Dans sa lettre à M. Chirac, le président américain s'est opposé au principe de la rotation.

Est-ce à dire que la France pourrait bloquer l'élargissement si elle

n'obtenait pas satisfaction sur la réforme de l'organisation atlantique? Ce serait sans doute exagéré, mais il est clair que les deux sujets ne peuvent être traités indépendamment l'un de l'autre. La diplomatie française se soucie de la situation des États d'Europe centrale qui ne seront pas parmi les premiers à entrer dans l'OTAN. Elle a avancé des propositions précises au sujet des pays baltes, afin que ceux-ci ne se retrouvent pas à la merci d'éventuelles pressions russes.

«SUPER-PARTENARIAT»

Au siège de l'OTAN, à Bruxelles, on pense développer le Partenariat pour la paix créé en 1994, en instituant un «super-partenariat», ouvert aux candidats de la liste d'attente et aux pays qui n'ont pas l'intention d'entrer dans l'OTAN. Celui-ci leur permettrait d'être associés étroitement à la planification et aux exercices du maintien de la paix, d'avoir des officiers dans les états-majors, etc.; bref, de se retrouver dans une situation proche de celle des États membres, à cette différence près qu'ils ne seraient pas liés par l'article 5 du traité de Washington, qui oblige tout État de l'organisation à assister un autre membre objet d'une menace. Toutefois, dans la pratique des nouvelles missions de l'OTAN (par exemple, la Bosnie), la différence entre participants au «super-partenariat» et membres à part entière serait faible.

Face à la Russie, l'attitude de l'OTAN est double: Moscou ne doit pas avoir un droit de veto sur

l'élargissement, mais il doit être associé à la sécurité en Europe. Pour ce faire, l'Alliance atlantique propose au Kremlin une charte de partenariat stratégique dont les contours se précisent. Le texte contiendrait trois parties: la première, la renonciation à la force dans la résolution des conflits; la deuxième sur les mécanismes de consultation entre l'OTAN et la Russie concernant la sécurité en Europe; et la troisième sur les secteurs dans lesquels la coopération pourrait se développer (gestion des crises, missions humanitaires, non-prolifération, etc.).

Jusqu'à maintenant, les Russes ont fait la sourde oreille: ils répètent leur opposition à l'élargissement de l'OTAN, sans toutefois mettre officiellement en cause la coopération avec les Occidentaux dans le Partenariat pour la paix ou à leurs réunions «16+1» qui permettent à leurs diplomates ou à leurs militaires de rencontrer leurs collègues des seize pays membres de l'OTAN. Les Américains ne désespèrent pas de convaincre le Kremlin que les avantages du développement de la coopération avec l'OTAN dépassent de loin les éventuels inconvénients de l'élargissement, mais ils refusent d'admettre le calendrier que suggèrent implicitement les Russes: d'abord, la réforme de l'OTAN, ensuite, le partenariat stratégique et, dans un troisième temps seulement, l'extension de l'OTAN.

Daniel Vernet

Journées Européennes de la prévention de la prostitution

Vendredi 22 novembre 1996
Les acteurs sociaux et la prévention de la prostitution
Débats animés par Lucile de HOYOS
♦
Trafic et prostitution: les dangers de laisser faire
♦
Prévention et insertion: leur rôle ou réalité

Samedi 23 novembre 1996
Les jeunes et la prévention de la prostitution
Débats animés par Patrick DREVEY
♦
La prostitution, ce n'est pas du cinéma!
♦
Prostitution: "putain de galère!"

AU COURS DE CES DEUX JOURNÉES

Lancement de la Bande dessinée "Pour toi Sandra"
Œuvre de Doris, animée par le Mouvement du 104.

Présentation du livre "La Prostitution"
(Éditions Mille) de Claudine Legendre, résultat d'un travail collectif mené par les Associations spécialisées, et coordonné par la Direction de l'Action Sociale du Ministère des Affaires Sociales.

Frais d'inscription: 350 F repas compris.
(23 novembre pour les jeunes: 30 F repas compris)

CONTACT: 01 42 70 92 40
(23 novembre pour les jeunes: 30 F repas compris)

Les trois présidents de Bosnie se sont rencontrés à Sarajevo

La première réunion du Parlement a été fixée au 5 octobre et un premier ministre sera désigné à la fin du mois

SARAJEVO

Les trois présidents de la Bosnie-Herzégovine se sont rencontrés pour la première fois, lundi 30 septembre, sur les hauteurs de Sarajevo. Alija Izetbegovic (musulman), le président bosnien des années 1990 à 1996, devra désormais partager son pouvoir avec Momčilo Krajišnik (serbe) et Kresimir Zubak (croate).

Jusqu'au dernier moment, le séparatisme serbe a exigé que la réunion n'ait pas lieu dans le centre de la capitale, afin de bien marquer son refus d'une réunification du pays. Les trois hommes se sont donc retrouvés à l'est de la vieille ville, sur la route qui mène au fief serbe de Pale, dans la chambre d'une maison close, devenue récemment le fort respectable Hôtel Saraj.

A huis clos, les trois chefs des partis nationalistes bosniaques ont discuté durant quatre heures, afin de s'entendre sur le fonctionnement futur des institutions.

Louise Arbour, nouveau procureur général du TPI

Un magistrat canadien, Louise Arbour, succède au juge sud-africain Richard Goldstone au poste de procureur général du Tribunal pénal international (TPI). Juge depuis cinq ans à la cour d'appel de l'Ontario, M^{me} Arbour, qui devait prendre ses fonctions mardi 1^{er} octobre, a plaidé en faveur d'un mandat plus large et plus contraignant d'une éventuelle IFOR II en matière d'arrestation de criminels de guerre.

Le nouveau procureur a reconnu le risque que la volonté d'arrêter les suspects « s'effiloche avec le temps », et que l'on commence à « parler d'immunité pour faciliter la reconstruction économique », mais elle a promis de tout faire « pour qu'on ne cède pas à ces tentations ». Son prédécesseur, a pour sa part, indiqué que son plus grand regret, en deux ans de mandat, était de n'avoir pu obtenir de l'OTAN l'arrestation des dirigeants serbes Radovan Karadzic et Ratko Mladic.

Carl Bildt, le haut représentant de la communauté internationale, a tenu à souligner que MM. Izetbegovic, Krajišnik et Zubak s'étaient serrés la main : ils prirent toutefois garde à ce qu'aucune caméra de télévision ne puisse capter ce premier geste postérieur.

Les trois présidents ont commencé à fixer un calendrier pour leur prise de fonctions officielle et la première réunion du Parlement bosnien, fixée au samedi 5 octobre, ainsi que pour la nomination d'un premier ministre, à la fin du mois. Ils ont en outre conclu des accords sur la libération des derniers prisonniers de guerre, sur un nécessaire changement de rhétorique de leurs médias respectifs et sur l'établissement de lignes téléphoniques entre leurs trois bureaux.

TROIS ARMÉES, TROIS POLICES

Nous aurons des problèmes, nous aurons des crises et des ruptures, mais il était très important qu'ils se rencontrent pour la première fois, a commenté Carl Bildt, qui a décrit l'atmosphère comme étant « bonne et studieuse ». Les trois ennemis, réunis au sein d'une présidence qui doit être l'autorité suprême de l'Etat de Bosnie-Herzégovine, conduiront la politique étrangère du pays et proposeront un budget aux parlementaires. Ils sont censés organiser peu à peu la réunification d'une Bosnie ravagée, divisée en trois armées et trois polices, une Bosnie où flottent trois drapeaux. Pour Momčilo Krajišnik, cette réunion présidentielle fut un premier retour à Sarajevo. Les Sara-

jéviens considèrent M. Krajišnik, à juste titre, comme l'un des principaux organisateurs du siège de leur ville, et le nouvel élu fut le gardien de la ligne ultranationaliste de Pale aux côtés de Radovan Karadzic. M. Krajišnik a argué de soucis de sécurité pour refuser de venir dans le centre de Sarajevo, une ville dont il avait maintes fois proposé le partage à Alija Izetbegovic. Si le leader serbe n'est plus en position de maintenir ses exigences, sa situation demeure extrêmement ambiguë. Momčilo Krajišnik n'a jamais reconnu publiquement l'existence de la Bosnie-Herzégovine. Durant la campagne électorale, il avait au contraire défendu l'idée d'un Etat serbe sur les ruines du pays fané.

REUNION SERBE A PARIS

Le Croate, Kresimir Zubak, dont les Bosniaques appréciaient la modération, n'a pas non plus caché que la « République » croate autoproclamée devait se rapprocher de la Croatie.

La nouvelle présidence tricéphale pourrait donc connaître des problèmes de fonctionnement, puisque les ex-belligérants n'ont pas renoncé aux objectifs qui ont conduit le pays à la guerre. Des diplomates estiment que les trois hommes vont, sous la pression internationale, travailler activement à la mise en place des institutions « daytoniennes ». « Les six premières semaines devaient être satisfaisantes, raconte un observateur. Washington maintient une pression intense sur les trois camps, notamment pour que Bill Clinton se présente à l'élection présidentielle d'été un "succès" bosniaque. Le problème commença après le 5 novembre. Va-t-on se préoccuper du fonctionnement quotidien de ces institutions très complexes ? » « Le pays n'est pas près de sortir de la paralysie », conclut-il.

La tenue de cette première réunion présidentielle devrait permettre la levée des sanctions contre le camp serbe. Alija Izetbegovic doit aborder ce sujet, jeudi 3 octobre, à Paris, avec le président de Serbie, Slobodan Milosevic. M. Izetbegovic, élu « président de la présidence » bosniaque, va en effet continuer à représenter le pays à l'étranger, sauf si les trois membres sont conjointement invités.

A Paris, la Bosnie et la Serbie vont tenter d'avancer vers une reprise des relations économiques et diplomatiques, au point mort malgré une reconnaissance mutuelle l'an dernier. Belgrade semble particulièrement intéressée par une normalisation rapide des relations commerciales. La Serbie lie une reprise des relations diplomatiques au retrait de la plainte déposée par les Bosniaques pour « génocide » devant la Cour internationale de Justice de La Haye. Sarajevo n'a pour l'instant aucune intention de retirer sa plainte, et veut démontrer au monde entier que les crimes commis en Bosnie-Herzégovine étaient commandés par M. Milosevic lui-même.

La nouvelle présidence tricéphale pourrait à cet égard remplir un rôle conciliateur, espèrent les diplomates occidentaux. Si le Croate Zubak s'alliait au Serbe Krajišnik pour une décision présidentielle, Alija Izetbegovic serait mis en minorité au sein de l'institution dont il est le chef. La Croatie vient de renouer ses relations diplomatiques avec la Serbie, et elle pourrait trouver un intérêt à ce que la Bosnie ne poursuive pas ses actions sur le chemin de la confrontation, fût-elle judiciaire. Cette éventuelle alliance serbo-croate est la crainte majeure des Bosniaques, malgré l'existence officielle d'une Fédération croato-musulmane.

« Comme en 1990, nous avons des institutions fragiles, commente un diplomate. Et, comme en 1990, l'avenir est incertain. Tout reste possible, la guerre ou la paix. »

Rémy Ourdan

Le sommet de Dublin va chercher à cerner les priorités de la réforme des institutions européennes

Paris et Bonn défendront la nécessité d'un véritable projet politique

Les chefs d'Etat et de gouvernement des quinze se retrouvent samedi 5 octobre à Dublin pour un sommet spécial consacré à la relance

des négociations sur la réforme de l'Union politique européenne (CIG). Français et Allemands attendent les résultats de cette réunion pour

prendre une nouvelle initiative en novembre. Les 3 et 4 octobre, le président Chirac se rend à Naples pour rencontrer les dirigeants italiens.

L'EURO officiellement lancé sur ses rails, le président Chirac et le chancelier Kohl ont bien l'intention de profiter du conseil européen extraordinaire convoqué à leur demande, samedi 5 octobre à Dublin, à propos de la conférence intergouvernementale (CIG) sur la réforme du fonctionnement de l'Union, pour réaffirmer l'importance que la France et l'Allemagne attachent à l'édification d'une vraie Europe politique. A la mi-novembre, avant le conseil européen qui se tiendra en décembre, également à Dublin (Dublin 2), à la fin de la présidence irlandaise, Paris et Bonn tireront les enseignements de Dublin 1 pour faire à leurs partenaires de nouvelles propositions dans cette optique.

Contrairement à l'impression qui a pu parfois être donnée, le président Chirac est fermement décidé, affirme-t-on dans son entourage, à ce que cette conférence intergouvernementale débouche sur du concret. Le message doit être clair, notamment à l'intention des Britanniques et des Scandinaves. Il n'est pas question d'intégrer les pays d'Europe de l'Est dans une Union qui se limiterait pour l'essen-

tiel au grand marché intérieur. Si les négociations ne débouchent pas sur un résultat satisfaisant, les Français sont prêts à risquer la crise. On rappelle qu'il n'est prévu d'entamer les négociations d'élargissement qu'après la conclusion de la CIG, prévue pour 1997.

Cette mise en garde n'est pas contradictoire, aux yeux de Bonn et de Paris, avec leur volonté, affichée, de voir les premiers candidats à l'élargissement entrer le plus tôt possible. En allant dire aux Polonais, à Varsovie, qu'il était possible d'imaginer leur intégration dès l'an 2000, le président Chirac n'a pas caché que, dans son esprit, il s'agissait de les voir adhérer à un projet politique et pas seulement marchand. Un message plutôt bien reçu à Varsovie, où l'Europe intéresse tout autant pour des raisons économiques que de sécurité, où l'on est sensible à la dimension politique du projet européen.

Les diplomates français et allemands se sont, de concert, activement préparés aux prochaines échéances. Les ministères des affaires étrangères des deux pays se retrouvent mercredi 2 octobre à Paris pour peaufiner les positions de leurs gouvernements avant Du-

blin 1. Il y a dix jours avait déjà eu lieu, à l'Élysée, une rencontre plus discrète des principaux conseillers du président Chirac et du chancelier Kohl.

Le chef de l'Etat français se rend les 3 et 4 octobre à Naples pour un sommet franco-italien qui devrait permettre de remettre les pendules à l'heure avec l'Italie. L'année dernière, Jacques Chirac avait annulé au dernier moment le précédent sommet prévu, furieux des critiques du gouvernement Dini contre la campagne d'essais nucléaires français. Mais le nouveau président du conseil, Romano Prodi, a multiplié, depuis sa prise de fonction, les déclarations rassurantes, affirmant son intention de voir l'Italie reprendre sur l'échiquier européen un rôle plus conforme à sa tradition pendant l'intermède berlusconien.

Le chancelier Kohl devait pour sa part préparer les débats du week-end en se rendant les 3 et 4 à Dublin, un peu à l'avance, pour rencontrer les dirigeants irlandais, qui assument la présidence de l'Union.

Tout n'est pas réglé dans le détail entre Paris et Bonn. Mais les problèmes en suspens, notamment sur le rôle à impartir aux Parlements européen et nationaux dans la fu-

ture configuration européenne, ou encore la mise en place d'un haut représentant pour la politique étrangère commune, devraient trouver leur solution. Malgré des différences de sensibilité bien connues, le dialogue franco-allemand est rodé, souligne-t-on de part et d'autre. La polémique soulevée par Laurent Fabius dans les colonnes du Monde, qui reprochait au gouvernement d'être trop à la remorque de l'Allemagne dans la mise en place de l'Union monétaire, ne correspond pas à la réalité du vécu franco-allemand.

Le pacte de stabilité budgétaire, défendu par les Allemands pour être sûr que les disciplines acceptées pour le passage à la monnaie unique ne seront pas oubliées demain, est un engagement volontaire souscrit par les futurs partenaires, qui ont tous intérêt à ce qu'il y ait des règles du jeu, estime-t-on à Paris.

Pas question d'intégrer les pays d'Europe de l'Est dans une Union qui se limiterait au grand marché intérieur

Unilever entend révolutionner la contraception

LES PHARMACIES britanniques proposent, à compter du mardi 1^{er} octobre, une nouvelle méthode de contraception qualifiée de « révolutionnaire » par son promoteur, le géant industriel d'origine néerlandais Unilever. La firme annonce, d'autre part, une campagne publicitaire de près de 8 millions de dollars pour soutenir le lancement de ce produit dans plusieurs pays américains, asiatiques et européens, parmi lesquels la France, en mai prochain. « Ce test aura une répercussion majeure sur la vie de nombreuses femmes et de leurs partenaires », a annoncé, lundi 30 septembre à Londres, Léendert Staal, président de l'unité d'Unilever, chargé de la production de ce système, baptisé « Persona » et qui sera vendu environ 500 francs, auxquels il faut ajouter à peu près 100 francs par mois pour les indispensables réactifs.

PEU ROUGE, PEU VERT

Cette « révolution » dans la contraception a pour origine un système de dosage hormonal urinaire, dosage reflétant les cycles hormonaux caractéristiques de la physiologie féminine. Il ne s'agit pas stricto sensu d'une méthode contraceptive, au même titre que peuvent l'être les préservatifs masculins ou encore les pilules oestroprogestatives qui visent, chez la femme, à modifier les cycles pour prévenir les ovulations. Plus modestement, « Persona » ne cherche qu'à avertir les utilisatrices qu'elles sont ou non dans la période féconde. Cela permet au fabricant d'affirmer que « ce nouveau

système de contraception n'est ni chimique ni mécanique ».

« Notre test se présente sous la forme d'un appareil portable, capable de lire les tests hormonaux à partir de bâtonnets. Une lumière témoin indique si la femme est fertile (lumière rouge), ce qui est le cas environ six à dix jours par mois ou si elle ne l'est pas (lumière verte). Cette nouvelle méthode permet de faire l'amour en toute sécurité sans utiliser de contraceptif durant les « jours verts », ont expliqué à Londres, en avant-première mondiale, les responsables du groupe Unilever.

Reste à connaître avec précision l'efficacité de « Persona » et à savoir si son usage peut être envisagé sans l'aide éclairée, sinon la prescription d'un gynécologue-obstétricien. Une étude, conduite auprès de 1 200 femmes volontaires en Grande-Bretagne, en Irlande et en Allemagne, aurait permis de situer sa fiabilité à 95 % soit, fait-on valoir chez Unilever, « tout autant que le préservatif ». Outre que les industriels du latex pourraient engager des poursuites pour publicité comparative, un tel pourcentage laisse entrevoir de futures plaintes émanant d'utilisatrices enceintes après avoir cru pouvoir faire confiance au feu vert de la firme anglo-néerlandaise. Déjà présente sur le marché des tests de grossesse, cette firme juge utile de rappeler que « Persona » ne protégera pas contre les maladies sexuellement transmissibles et que ce produit cible « les femmes qui vivent une relation stable ».

Jean-Yves Nau

L'INDOCHINE DES FRANÇAIS

LA RECONSTRUCTION ACHÈVÉE EN DÉSASTRE



- Une conquête mal engagée, réprouvée par l'opinion publique.
- La mise en coupe réglée du pays.
- Les rapports passionnés, tissés de fascination et d'hostilité, entre les Français et les colonisés.
- L'engrenage dramatique de 1946.

A LIRE ARRSI :

Budapest, 1956 : il y a 40 ans, la première révolution anticommuniste

N° 203 - OCTOBRE 1996 - EN KIOSQUE - 36 F

Henri de Bresson

M. Clinton aura du mal à renouer le dialogue entre Israéliens et Palestiniens

Alors que la situation de la population arabe de Cisjordanie et de Gaza est de plus en plus critique, le président américain a réussi à organiser, sous son égide, un sommet, mardi 1^{er} et mercredi 2 octobre, entre Yasser Arafat, Benyamin Nétanyahou et Hussein de Jordanie

Bill Clinton devait s'entretenir, mardi 1^{er} octobre à Washington, successivement avec le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, et le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, avant d'ouvrir

les travaux du sommet proprement dit, auquel participera aussi le roi Hussein de Jordanie. Le président égyptien, Hosni Moubarak, a décliné l'invitation à se joindre à la réunion. Avant de se rendre à Washington,

M. Arafat a fait un crochet par Luxembourg, où il s'est entretenu avec les ministres des affaires étrangères de la trinité européenne. Il a affirmé qu'il se rendait à Washington pour faire avancer le proces-

sus de paix. La situation économique et sanitaire s'est très sensiblement dégradée dans la bande autonome palestinienne de Gaza, soumise à un bouclage hermétique, cependant qu'à Hébron les colons juifs re-

vendiquent plus fort que jamais l'appartenance de la ville à « Eretz Israël ». Le décès, lundi, d'un soldat israélien blessé porte à 81 le nombre des tués depuis le début de la crise, dont 65 Palestiniens.

APRÈS UNE JOURNÉE riche en rebondissements, la décision a été prise, lundi 30 septembre, de maintenir aux dates prévues le sommet israélo-palestinien convoqué par le président Bill Clinton. Les réunions devaient donc se tenir mardi 1^{er} et mercredi 2 octobre. Le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, et le président égyptien, Hosni Moubarak, avaient demandé que la rencontre soit différée jusqu'à dimanche, mais la Maison Blanche a rapidement fait savoir qu'un tel report était exclu, dimanche étant le jour du premier débat de la campagne présiden-

tielle américaine entre Bill Clinton et son adversaire républicain, Bob Dole. Le sommet devait s'ouvrir mardi à 10 h 45 (16 h 45 heure française), par une entrevue dans le bureau ovale de la Maison Blanche entre M. Clinton et le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, suivie, environ une heure plus tard, d'une deuxième rencontre entre le président américain et Yasser Arafat. Le roi Hussein de Jordanie devait ensuite se joindre aux trois hommes pour une séance de travail à quatre, prévue pour durer environ une heure. Un tête-à-tête

entre M. Arafat et M. Nétanyahou, ardemment souhaité par les États-Unis, n'était pas certain, sa tenue dépendant visiblement de la bonne marche des premières discussions.

« RÉAJUSTER » LES ACCORDS
M. Nétanyahou a appelé, lundi, les Palestiniens « à des négociations intensives et continues jusqu'à ce que [l'on aboutisse] à un accord », a-t-il dit. Ces négociations porteront sur « le redéploiement israélien à Hébron et la question du bouclage [des territoires palestiniens] et des problèmes de sécurité », a précisé M. Nétanyahou, qui a soulevé de

nouvelles exigences pour la protection des colons juifs d'Hébron. « Tout un chacun comprend le présent le risque que posent pour la sécurité [des colons] les quatre cents policiers palestiniens armés qui, selon les accords conclus, devaient être déployés sur les collines », a-t-il dit. Aussi faudra-t-il, selon le premier ministre israélien, « réajuster » ces accords. En revanche, selon M. Nétanyahou, l'affaire du tunnel, qui a mis le feu aux poudres, n'est pas à l'ordre du jour. De son côté, le président égyptien, Hosni Moubarak, a refusé de se rendre à Washington. Selon le

ministre égyptien de l'information, Safouat El Chérif, M. Moubarak estime que le sommet aurait dû être mieux préparé pour aboutir à des résultats. Lundi soir, à son arrivée à Washington, le monarque jordanien a eu un entretien d'environ quarante-cinq minutes avec M. Clinton. La présidence américaine s'est bornée à indiquer que les discussions ont porté sur les préparatifs du sommet. Aussi ignorait-on si M. Clinton et le roi avaient discuté d'une proposition, dont faisait état, lundi soir, la chaîne de télévision américaine ABC, consistant à créer une

commission indépendante pour décider du sort du fameux tunnel de la discorde de Jérusalem. Le vice-président américain, Al Gore, le secrétaire d'État, Warren Christopher, le conseiller du président pour la sécurité nationale, Anthony Lake, le coordonnateur spécial pour le Proche-Orient, Dennis Ross, et le conseiller de M. Clinton pour les affaires du Proche-Orient, Mark Parris, assistaient à l'entretien, a précisé la Maison Blanche. Le roi Hussein était notamment accompagné de son premier ministre, Abdel Karim Kabariti. (AFP, Reuters.)

A Luxembourg, M. Arafat déclare : « Je vais demander ce qui a été promis »

LUXEMBOURG
Union européenne
de notre envoyé spécial

A l'évidence, la réunion s'est bien passée. Sur le chemin de Washington, le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, a rencontré, lundi 30 septembre dans la soirée, à Luxembourg, la trinité européenne (les ministres des affaires étrangères irlandais, italien et néerlandais), ainsi que Manuel Marín, le commissaire chargé des affaires méditerranéennes. « Nous avons eu des entretiens constructifs et chaleureux », a déclaré M. Arafat lors d'une conférence de presse. L'Union européenne a un rôle important à jouer pour protéger et relancer le processus de paix. Un rôle et une responsabilité que personne n'est en droit de négliger. Les Européens, s'ils évitent encore de formellement condamner le comportement du gouvernement israélien (« condamner, c'est se sortir du jeu », dit-on du côté français), se trouvent dans une position très voisine de celle défendue par le président de l'Autorité palestinienne. Elle sera exprimée dans la déclaration que les quinze ministres des affaires étrangères publieront, toujours à Luxembourg, à l'issue de leur réunion du mardi 1^{er} octobre.

M. Arafat voudrait savoir si Benyamin Nétanyahou s'estime toujours engagé par les accords israélo-palestiniens d'Oslo et de Washington. « Je ne vais pas demander la lune, mais ce qui a été promis. Nous n'avons pas conclu un accord avec les travaillistes, ou bien avec le Likoud, mais avec le gouvernement. Et il a été ratifié par la Knesset, comme par les institutions palestiniennes. Il engage le gouvernement et le peuple d'Israël », a-t-il déclaré.

Les Européens souhaitent eux aussi voir M. Nétanyahou indiquer clairement et publiquement sa position par rapport aux engagements pris. Ils voudraient éviter qu'Israël ne prenne prétexte d'incidents qu'il contribue à susciter pour expliquer qu'il est devenu impossible d'appliquer telle ou telle partie sensible des accords.

M. Arafat a affirmé qu'il était im-

portant qu'il puisse revenir de Washington avec des résultats concrets, comme la fermeture du nouvel accès du « tunnel de la colère » de la vieille ville de Jérusalem, ou le redéploiement de Tsahal à l'extérieur de la ville d'Hébron. Il a également évoqué des « mesures techniques afin de rétablir la confiance ».

DÉCLARATION DES QUINZE
« Les demandes de M. Arafat sont raisonnables. Il ne réclame rien de plus que ce qu'il aurait déjà dû obtenir », dit-on du côté européen. On se félicite aussi du caractère « très ferme » de la déclaration que les quinze s'apprêtent à approuver mardi. L'Union européenne (UE) inviterait Israël à fermer le fameux tunnel, demanderait l'arrêt des actes de violence et souhaiterait que ne soient pas déployés des chars et des hélicoptères. Précision qui, compte tenu des forces en présence, ne vise que les Israéliens.

L'UE étant de très loin le principal bailleur de fonds de l'Autorité palestinienne, son souci d'exercer une influence politique dans les débats en cours, paraît largement justifié aux yeux de ses membres. Une aide supplémentaire de 20 millions d'euros (près de 130 millions de francs) sera accordée aux Palestiniens. Lamberto Dini, le chef de la diplomatie italienne, a souligné que l'UE aidait aussi Israël en lui ouvrant très largement son immense marché. Certains ont interprété ce rappel comme une mise en garde voilée à l'égard d'Israël.

Michel Barnier, le ministre français des affaires européennes, a remis à M. Arafat un message personnel de Jacques Chirac. Ce message « témoigne de la vigilance (du président) à l'égard du processus de paix », a déclaré M. Barnier. Après le sommet de Washington, il devrait y avoir d'autres étapes, où la France et l'Europe seraient conduites à jouer un rôle. M. Chirac a aussi tenu à redire au président palestinien qu'il serait « toujours le bienvenu à Paris », a indiqué M. Barnier.

Philippe Lemaître

Publication judiciaire

GUERRES SECRÈTES À L'ÉLYSÉE du CAPITAINE PAUL BARRIL
« Cet ouvrage est l'expression de l'intime conviction de l'auteur. Certains passages sont de nature à porter atteinte à l'honneur et à la considération de Monsieur Gilles MENAGE. D'autres constituent une atteinte à la présomption d'innocence dont Monsieur Gilles MENAGE bénéficie en vertu de l'article 9.1 du Code Civil. Il est donné acte à Monsieur Gilles MENAGE de ce qu'il se réserve de poursuivre les passages concernés devant le juge compétent. »
Ordonnance du 9 septembre 1996
du Président du Tribunal de Grande Instance de Paris

« Un jour, Hébron tout entière sera à nous. Et rien qu'à nous »

HÉBRON
de notre envoyé spécial

Certains jours, les colons n'ont pas tort lorsqu'ils clament qu'Hébron est « une ville juive ». Depuis cinq jours, depuis que les cent vingt mille résidents arabes de l'antique cité sont « bouclés » chez eux par l'armée d'Israël et que seules circulent les Jeeps militaires et les voitures des quatre cent cinquante colons implantés en son cœur, Hébron est « une ville juive ». Lundi, sur l'esplanade de la mosquée-synagogue dite du « cimetière d'Abraham », ils étaient environ cinq mille, porteurs de calotte ou de redingote et chapeau noir, venus célébrer à grand renfort d'autocars de la compagnie publique nationale Egged la fête des tabernacles dans « la cité des patriarches ».

Esquimaux, jus de fruits, sandwiches, fionfions et harangues d'un côté, silence obligatoire, portes barricadées et stockage de sucre, de farine et d'huile d'olive, de l'autre. A Hébron comme à Jérusalem, quand Moshe Riff, Mohamad Pleure. Ce matin, comme hier, les Palestiniens de la ville se sont vu offrir quelques heures de liberté par l'armée, de 4 heures à 7 heures. Juste le temps d'ouvrir les boutiques et de faire les courses. Des jeunes en ont profité pour lancer des pierres aux soldats - les rues de la ville en sont jonchées - et le couvre-feu général a été rétabli.

« Qu'est-ce que vous voulez, ces gens-là ne savent pas se tenir », constate sans rire Aryé,

un père de famille en redingote, venu de Haifa. Sur l'esplanade baignée de soleil et de musique hassidique - le groupe de rockers en kippa sur la scène exécutera un *Let's Twist Again* avec des paroles à la gloire d'« Eretz Israël » (le « Grand Israël »), qui en étonnera plus d'un... -, les organisations de l'extrême droite ont dressé leurs stands publicitaires. Ici, l'on vend l'ouvrage de l'ancien général Rehavam Zeevi, député et chef d'un petit parti extrémiste qui prône le « transfert volontaire » de tous les Arabes hors de la terre d'Israël.

« BIBI, SOUVIENS-TOI ! »

Un peu plus loin, la secte des loubavitch, fer de lance de la colonisation juive des territoires palestiniens - notamment par des Français - et inventeur du fameux slogan qui aide à la victoire de Benyamin Nétanyahou - « Bibi est bon pour les Juifs », distribue des tracts et des autocollants qui clament : « Eretz Israël est en danger ! Pour nos ancêtres, pour nos enfants, Hébron est une ville juive, éternellement ! »

« C'est vrai, ici, c'est chez nous », affirme Michel, électricien de vingt-sept ans, originaire de Dijon, « monté » en Israël il y a deux ans après une rencontre avec « un sage », un rabbin loubavitch, Rafael Botbol, qui se présente comme un ancien directeur d'antenne de Radio Shalom, à lui aussi quitté la France il y a deux ans. Pour s'installer à Kiryat Arba, la

grande colonie juive (sept mille habitants) à la sortie d'Hébron, « parce que j'ai senti que c'était là que je pourrais le mieux vivre mon judaïsme ». Il jure qu'il n'a « rien contre les Arabes », mais « Hébron n'est pas à eux ».

Danièle Benayoun, elle, vit à Jérusalem. Depuis longtemps. Comme la plupart de ceux qui sont là, elle est venue « par solidarité » avec les colons de la ville. La soixantaine élégante, chapeau fleuri et longue robe noire, la dame ne fait pas dans la dentelle. « Un jour, nous jugerons Shimon Pérès comme vous avez jugé Pétaï. Pour trahison. » Sur le podium, Noam Arnon, porte-parole du yishouv (implantation) d'Hébron, a pris la suite de Rehavam Zeevi. Il rappelle que le premier ministre est en route pour Washington, où il rencontrera Yasser Arafat.

« Bibi ! lance-t-il, tu as vu ce que les terroristes palestiniens font avec les armes que nous leur avons données. Souviens-toi des promesses que tu nous a faites ! Ne leur donne pas Hébron ! » La foule applaudit. 18 heures : la kermesse est finie. En convoi et sous la protection des véhicules militaires, les flottilles d'autocars reprennent la route d'Israël. Les passagers regardent la ville morte qu'ils traversent. Comme Michel, ils en sont sûrs : « Un jour, la ville tout entière sera à nous. Et rien qu'à nous, car Dieu nous a choisis. »

Patrice Claude

Totalement « bouclée », Gaza ne respire que faiblement

GAZA
de notre envoyé spécial

Au poste frontière d'Erez plus rien ne passe, ni les marchandises, ni les hommes, à moins de disposer d'un passeport diplomatique. Pour la première fois depuis des années, la bande de Gaza a même été, lundi 30 septembre, momentanément interdite aux journalistes. Un bouclage hermétique étrange à nouveau l'étroit territoire depuis les affrontements sanglants qui ont mis aux prises, jeudi, soldats israéliens, manifestants et policiers palestiniens. Depuis la vague d'attentats qui avait endeuillé Israël en février, Gaza ne respire que faiblement et par intermittence. Mais la fermeture, décriée vendredi, rappelle les plus sombres heures de mars, lorsque le spectre d'une pénurie alimentaire avait précipité une intervention d'urgence.

Si rien de tel ne menace, pour l'instant, les Palestiniens, la ri-

gueur de la fermeture pèse déjà sur la situation sanitaire de l'enclave. Submergé, jeudi, par les blessés déposés par une noria d'ambulances, l'hôpital Chifa a dû parer au plus pressé. Le « ministre » de la santé de l'Autorité palestinienne ne cache pas son inquiétude. « Nous avions constitué des stocks de médicaments pour trois mois, mais, en trois jours, nous avons utilisé 80 % de nos réserves, explique Riyad Zanoon. Heureusement, les diplomates italiens et français n'hésitent pas à prendre eux-mêmes le volant de camions de médicaments pour assurer un approvisionnement d'urgence. »

LE TRAVAIL DES ENFANTS

Ali Bakar, le directeur de l'hôpital, est encore sous le choc de la violence des affrontements de jeudi. « Rien à voir avec l'intifada, assure-t-il, cette fois-ci, nous avons eu affaire à des blessés par balles réelles. » Pour l'avenir, le professeur se montre plutôt pessimiste. « La fermeture, cela signifie pour nous une chute de la qualité des soins, surtout ceux qui relèvent de spécialistes, que l'on ne peut pas faire ici et que l'on ne peut plus faire ailleurs », explique-t-il. « Bouclé » depuis huit mois, il n'a pu partir de Gaza qu'une seule fois, en juillet, pour se rendre au Caire. Quant à ses deux fils, étudiants à l'université de Bir Zeit, en Cisjordanie, il ne les a pas revus depuis le début de l'année.

« Je ne peux pas sortir et si eux reviennent, alors, ils pourront faire une croix sur leurs études, parce qu'on ne les laissera jamais repartir. » Dans le bureau des Nations unies, près de la Résidence des hôtes, que l'Autorité palestinienne a installée à la place de l'ancien siège du gouverneur britannique de Gaza, le coordonnateur de l'aide destinée au territoire mesure les dégâts. « Intervenant après un premier bouclage total, cette deuxième fermeture porte un coup très dur à l'économie palestinienne, qui n'avait pas besoin de cela, dé-

claire-t-il. Mardi dernier, nous nous trouvions à Ramallah et nous étions en train d'expliquer aux responsables du Fonds monétaire international que l'ouverture partielle d'Erez à partir du mois de mai et les efforts des pays donateurs avaient eu un effet positif en août : la dépression semblait stabilisée, mais quelques instants plus tard, les premiers coups de feu retentissent... »

Un deuxième bouclage total en moins de huit mois, quel pire signal pourrait-il, en effet, être envoyé aux investisseurs potentiels, palestiniens et jordaniens, pour la plupart, qui voient une nouvelle fois la circulation des marchan-

déjà au travail. Par ailleurs, 90 % de cette population active nouvelle recensée par l'Unicef ne fréquente déjà plus l'école. « L'augmentation du travail des enfants et des femmes est le signe le plus manifeste de l'appauvrissement des Palestiniens de Gaza », assure l'un des responsables de l'ONU.

Prise à la gorge, l'Autorité palestinienne a du souci à se faire. Faute d'activités dans le secteur privé, elle risque, en effet, de multiplier les emplois dans une administration déjà pléthorique, pour soutenir le niveau de vie de ses administrés, aux dépens d'un déficit budgétaire qui alarme déjà plus

Tunnel : l'erreur d'appréciation du Shin Beth

Le chef du service de sécurité israélien, Shin Beth, l'amiral Ami Ayalon, a admis qu'il s'était trompé dans ses estimations concernant les conséquences de l'ouverture du tunnel de la discorde à Jérusalem, ont indiqué, lundi 30 septembre, des sources parlementaires. Le Shin Beth a présenté au premier ministre, Benyamin Nétanyahou, deux scénarios possibles projetant des troubles moins graves que les émeutes qui ont eu lieu, a déclaré l'amiral devant la commission de la défense du Parlement. Le chef du Shin Beth a indiqué qu'une enquête avait été ouverte pour déterminer les raisons de cette erreur d'appréciation. Le ministre israélien de la défense, Itzhak Mordechai, a, pour sa part, indiqué qu'il avait été prévenu de la décision d'ouvrir un nouvel accès au tunnel, quelques heures seulement avant son application, dans la nuit de lundi à mardi. Le chef d'état-major, le général Amnon Shuhak, avait déclaré à la fin de la semaine qu'il n'avait pas été consulté par M. Nétanyahou. (AFP.)

dises et des hommes reportée sine die. Un phénomène inquiétant a d'ores et déjà été enregistré dans la société palestinienne de Gaza. L'impossibilité dans laquelle se trouvent de nombreux ouvriers de travailler en territoire israélien, et le chômage technique qui frappe les entreprises fonctionnant par intermittence, ou dont les produits ne se vendent pas, contraignent de plus en plus de femmes et d'enfants à vendre leur force de travail.

Selon une enquête menée en mai par l'Unicef (Fonds des Nations unies pour l'enfance), plus de 6 % des enfants de plus de douze ans et de moins de seize ans sont

d'un pays donneur. « Ce serait une folie que de maintenir longtemps le bouclage », estime le même responsable de l'ONU.

Pour l'instant, le bouclage continue, avec son cortège d'absurdités comiques ou tragiques. Le coût des voyages flambé en Israël, alors que les fruits palestiniens ne peuvent quitter les enclaves. Et à Erez, dimanche, un enfant est décédé dans une ambulance. Il avait attendu, en vain, pendant six heures, que les barrières se lèvent pour qu'il puisse subir une dialyse de l'autre côté de la frontière.

Gilles Paris

Le FMI
pour faire f

مكتبة الشرح

Le FMI va disposer de moyens accrus pour faire face aux crises de type mexicain

La contagion de « l'effet tequila » en Amérique latine a été stoppée

Réunis à Washington, les grands argentiers des pays industrialisés ont tiré les conséquences de la liberté de circulation des capitaux dans le

monde. Ils préfèrent éviter l'éventualité de « crises systémiques » atteignant toutes les économies, plutôt que de laisser les investis-

seurs privés supporter intégralement les risques de défaillance d'États débiteurs. Le sauvetage du Mexique a été considéré comme un succès.

WASHINGTON
de notre envoyé spécial
Les banquiers et spéculateurs qui investissent dans les « économies émergentes » doivent-ils être abandonnés aux seules lois du marché ou faut-il leur épargner, grâce à un solide filet de sécurité, d'éventuelles pertes dramatiques pour eux et potentiellement redoutables pour toute l'économie mondiale ? Deux ans après le krach du peso mexicain, en décembre 1994, la question continue à soulever les passions dans les milieux financiers internationaux.

A Washington, les ministres des finances des pays riches, réunis pour les assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale, ont tranché. Ils ont décidé, dimanche 29 septembre, de renforcer les moyens à la disposition du FMI pour faire face à d'éventuelles crises de liquidités d'un quelconque État souverain, crises qui pourraient menacer l'ensemble du système économique mondial.

UN DOCUMENT TRÈS LIBÉRAL
Un investisseur doit toujours supporter l'intégralité des conséquences de ses choix – les profits comme les pertes. Dans les débats de Washington, tous les experts s'accordent sur ce principe plutôt simple. Ils divergent en revanche sur les modalités de sa mise en œuvre. Regroupant les grandes institutions financières privées du monde, l'Institut de l'économie internationale (IIE), a ainsi rendu public un document, d'inspiration très libérale, attaquant vivement la démarche du « G 10 », le groupe des onze pays les plus industrialisés, jugé par lui encore trop interventionniste.

Pour l'IIE, toutes les dispositions qui contribuent à « alléger les souffrances consécutives à une crise financière » sont défectueuses. Elles conduisent à des « attitudes laxistes chez les débiteurs et à une prudence accrue chez les prêteurs ». Elles en-

couragent par exemple les pays à suspendre le paiement de leurs dettes. Elles font en définitive payer par le contribuable les erreurs des spéculateurs. « Les crises financières doivent être résolues au cas par cas, sur une base ad hoc et à travers des mécanismes de marché estime ainsi William Cline, responsable de l'IIE, plutôt qu'à travers des arrangements préétablis gérés par des organismes officiels internationaux ».

Dans le rapport remis il y a quelques semaines aux ministres du

FMI, avait baptisé « première crise du XXI^e siècle », c'est cette crainte qui a mené, dimanche, les ministres des finances du G 10 à décider d'augmenter les munitions à la disposition du Fonds. Soutenu par le Trésor américain, le FMI a usé pour cela d'un argument fort : la réussite, du moins à l'aune des critères de Washington, du plan d'urgence mis en œuvre en faveur de Mexico au début de 1995.

La gigantesque opération de sauvetage (un ensemble de prêts et de garanties de 50 milliards de

dollars), explique ensuite le FMI dans sa dernière note de conjoncture. Après une chute de l'activité de 6 % en 1995 et un effondrement du niveau de vie (de 20 % parfois), la reprise est effectivement sensible (une croissance de 4 % en 1996, et d'autant, prévoit-on, en 1997). A l'instar de Robert Rubin, secrétaire américain au Trésor, le FMI dresse finalement un bilan très positif de l'opération de sauvetage mise en œuvre à l'improviste. Tant redouté, « l'effet tequila » – la transmission de la crise mexicaine à l'ensemble des pays latino-américains – a pu être maîtrisé. Le Mexique a pu commencer à reconstituer ses réserves (15,5 milliards de dollars), en relevant sur le marché international des capitaux.

NOUVEAUX CONTRIBUTEURS

Grâce à ce succès, Michel Camdessus a réussi à convaincre les onze membres du G 10 ainsi que treize autres nations (l'Australie, l'Espagne, Hong Kong, plusieurs États nordiques, quatre pays asiatiques et l'Arabie saoudite) de la nécessité de renforcer les moyens du Fonds. Dimanche 29 septembre, le G 10 a donc confirmé qu'un « nouvel arrangement d'emprunt » allait être mis en place dans les mois à venir.

Les réserves mobilisables vont être multipliées par deux (Le Monde du 9 septembre) : elles se porteront de 17 à 34 milliards de « droits de tirage spéciaux » (50 milliards de dollars). Un compromis aurait aussi été trouvé sur la gestion du dispositif : il permettra d'y associer anciens et nouveaux contributeurs. Sans supprimer le risque encouru par les spéculateurs, ce « nouvel arrangement d'emprunt » donne donc au FMI les armes qu'il souhaitait pour pouvoir faire face aux prochaines crises du XXI^e siècle.

Erik Izraelewicz

Les « onze commandements »

Le FMI a présenté, lundi 30 septembre, un document intitulé *Partenariat pour une croissance mondiale soutenue*, guide mondial de bonne gestion économique à l'usage de ses 181 membres. Les onze recommandations du Fonds mettent bien sûr l'accent sur la réduction des déséquilibres budgétaires, la maîtrise des dépenses publiques, la stabilité monétaire, l'ouverture commerciale. Ils insistent aussi sur « la qualité et la composition » des ajustements budgétaires, qui doivent permettre le développement des ressources humaines dans l'éducation, la protection sociale, ou la lutte contre la pauvreté. Le FMI souhaite renforcer la sécurité des systèmes bancaires et la lutte contre le blanchiment de l'argent sale. L'un des « commandements » du Fonds stipule qu'il convient d'« améliorer l'efficacité du secteur public », dans sa capacité à rendre des comptes et à lutter contre la corruption. – (AFP)

G 10, Mario Draghi, président des adjoints du Groupe des dix, reconnaissait effectivement qu'il n'est pas souhaitable que la communauté internationale saute systématiquement les investisseurs victimes des crises de liquidité des États souverains. Mais il insistait aussi sur les risques liés, dans un système financier globalisé, à un krach local. Celui-ci peut très facilement se transmettre par un mécanisme classique de dominos et provoquer une « crise systémique », un craquement généralisé de l'ensemble du système financier mondial.

Après le krach du peso mexicain de décembre 1994, que Michel Camdessus, directeur général du

dollars) menée conjointement dans les premiers jours de 1995 par le FMI et le Trésor des États-Unis est en effet considérée ici comme un succès. « Sans les Américains et le FMI, la situation du Mexique serait pire encore aujourd'hui qu'elle ne l'est », expliquait dimanche Guillermo Ortiz, ministre mexicain des finances. Le gouverneur de la banque centrale, Miguel Mancera, également à Washington, se félicitait de ce que son pays ait pu rembourser, dès cet été et par anticipation, une partie importante de ses emprunts auprès du Trésor américain (9 milliards de dollars sur les 12,5 milliards effectivement versés) et du FMI.

« L'économie mexicaine redé-

La France veut renforcer ses échanges avec les pays du cône sud

POUR GAGNER DU TERRAIN en Amérique latine, la France parle sur le Mercosur. Yves Galland, ministre délégué aux finances et au commerce extérieur, a entamé lundi 30 septembre à Sao Paulo une visite de cinq jours en Amérique du Sud, qui le mènera, après le Brésil, au Chili et en Argentine. M. Galland, qui est accompagné d'une délégation de patrons français, y rencontrera les responsables de l'économie côté gouvernemental et les chefs d'entreprise. Destinée à appuyer les sociétés françaises en Amérique latine, sa visite prépare aussi celle que Jacques Chirac doit effectuer dans la région en 1997.

Le choix des pays est significatif : les Français entendent s'implanter et vendre dans le Mercosur, ce Marché commun du cône sud (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay), renforcé par le Chili depuis le 1^{er} octobre. Cet ensemble de 218 millions d'habitants représente 63 % du PIB de l'Amérique du Sud ; il compte 30 millions de consommateurs disposant d'un revenu supérieur à 10 000 dollars, plus que les pays d'Europe centrale et orientale.

L'« explosion » des échanges internes au Mercosur n'a pas mis au commerce avec l'extérieur. Cette zone reçoit déjà une bonne partie des investissements étrangers en Amérique latine – d'Amérique du Nord, d'Europe ou du Japon – ; son dynamisme attire aussi les pays voisins, puisque, après la Bolivie, c'est le pacte

andien dans son ensemble qui envisage de s'y associer. Ce qui donne naissance à de nouveaux grands projets d'infrastructures. L'association avec le Chili lui apporte, à la fois, un label de sérieux et un accès au Pacifique. Ce pays, qui offre la sécurité la plus grande aux investisseurs étrangers, redistribue, notamment à travers les fonds de pension, une partie des capitaux qu'il reçoit vers le Mercosur stricto sensu.

CONTRE LA LOI HELMS-BURTON

Sur ce marché, la France voudrait ne pas être devancée non seulement par les États-Unis, premier partenaire des Latino-Américains, mais aussi par l'Allemagne – le chancelier Helmut Kohl a effectué une visite au Brésil, en Argentine et au Mexique il y a huit jours –, voire par l'Italie ou l'Espagne. Les Français ne sont que le cinquième fournisseur de l'Argentine, le sixième du Brésil et le septième du Chili. Sans avec l'Argentine, leurs échanges commerciaux sont défectueux, notamment avec le Brésil, malgré la création, en janvier dernier, d'un « comité stratégique » franco-brésilien, qui s'est à nouveau réuni, lundi, sous la présidence d'Yves Galland.

Les Français font mieux pour les investissements. Ils sont devenus, depuis 1992, les premiers en Argentine ; au Brésil, ils n'arrivent qu'au cinquième rang, en dépit de la présence

d'une dizaine de grands groupes industriels, mais leur position va s'améliorer avec l'arrivée d'EDF et de Renault. Au Chili, la France ne figure qu'à la septième place, malgré une implantation très forte dans le domaine des assurances.

Les privatisations de services publics, qui ont permis aux Français de faire leur percée à Buenos Aires, offrent une bonne occasion : elles doivent se poursuivre dans les provinces argentines, comme au Brésil et au Chili. Les responsables français peuvent mettre en avant l'expérience des entreprises de l'Hexagone dans les domaines des télécommunications, de l'eau et de l'électricité, de la gestion des infrastructures. Ils vont aussi tenter de tirer profit, au détriment des Américains, de leur opposition à la loi Helms-Burton, qui permet de sanctionner des sociétés travaillant avec Cuba. Si l'Union européenne attend les élections aux États-Unis pour adopter la réplique anti-boycottage qu'elle envisage, Paris prépare une législation pour contrer d'éventuelles sanctions américaines contre des sociétés françaises, et le Conseil national du patronat français a invité les entreprises françaises à ne pas se laisser intimider. Une attitude qui rejoint celle des Latino-Américains, aussi hostiles à l'initiative des États-Unis.

Guy Herzlich

Des experts de l'ONU dénoncent les discriminations contre les séropositifs

GENÈVE
de notre correspondant
En Inde, des prostituées ont été emprisonnées parce qu'elles étaient atteintes du sida. En Birmanie, les corps de trente prostituées présumées séropositives ont été découverts dans une fosse commune. Toutes ont subi une injection de cyanure. Au Mexique, trois homosexuels qui distribuaient du matériel éducatif de prévention contre le sida et des préservatifs ont été retrouvés nus, suppliciés, assassinés. Au Zimbabwe, une femme séropositive qui venait en aide aux femmes atteintes du sida a accordé un entretien à un journal pour exposer la situation. Il n'en fallait pas davan-

tage pour que ses enfants soient battus à l'école, sa maison incendiée, et qu'elle-même échappe par miracle aux balles qui la visaient. Aux États-Unis, deux cent soixante Haïtiens, hommes et femmes, séropositifs, ont été détenus pendant plus de dix-huit mois dans un camp privé d'eau courante, et soumis à des « conditions inhumaines ». Dans les prisons de certains pays d'Amérique latine, des contrôles sont effectués avec la même seringue, de sorte que des détenus ont été contaminés. Ce sont quelques exemples rapportés par des experts internationaux réunis à Genève dans le cadre du programme des Nations unies contre le sida (l'Onusida), et

du centre de l'ONU pour les droits de l'homme. Ces pratiques, qui violent les droits de l'homme, constituent aussi un frein à tout effort de protection contre la maladie. Selon l'Onusida, 21 millions de personnes ont contracté le virus du sida, et chaque jour, 8 500 nouveaux cas sont décelés. Pourtant, jusqu'à présent, une véritable protection juridique des séropositifs dans leur milieu professionnel, comme au sein de la société, fait cruellement défaut.

La dernière session de la Commission des droits de l'homme de l'ONU avait voté, le 29 août, une résolution demandant aux États de faire en sorte que la législation nationale res-

pecte les normes internationales ayant trait aux droits de l'homme, qui interdisent toute discrimination liée au sida. L'Onusida et le Centre des droits de l'homme estiment qu'il est nécessaire de mettre en place un mécanisme international destiné à dénoncer toutes les violations des droits de l'homme dont les séropositifs sont victimes. De plus, l'Onusida demande qu'un rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme de l'ONU soit désigné pour défendre les droits des séropositifs et recommander que tout soit mis en œuvre pour en finir avec les attitudes discriminatoires.

Isabelle Vichniac

Deux nouveaux cas britanniques de Creutzfeldt-Jakob

EDIMBOURG. L'unité épidémiologique d'Edimbourg vient d'annoncer officiellement qu'elle a diagnostiqué deux nouveaux cas de la nouvelle forme atypique de maladie de Creutzfeldt-Jakob. Ce qui porte à quatorze le nombre des personnes atteintes par cette affection mortelle que l'on suppose due à l'agent infectieux responsable de la maladie de la « vache folle ». Un quinzième cas, non confirmé, concerne une jeune fille de quinze ans chez laquelle le nouveau diagnostic américain (Le Monde du 27 septembre) s'est révélé positif. D'autres cas suspects sont à l'étude. Selon les spécialistes britanniques, les quatorze victimes ont en commun une caractéristique génétique concernant la région du patrimoine génétique impliquée dans la synthèse de la molécule prion.

Le pape opéré la semaine prochaine

VATICAN. Le pape sera hospitalisé dimanche 6 octobre, au plus tard lundi 7 à la clinique Gemelli de Rome, pour une opération de l'appendicite qui pourrait avoir lieu dès le lundi 7 octobre. Son hospitalisation devrait durer quatre ou cinq jours au maximum. Ce sera sa quatrième opération depuis l'attentat de 1981. En 1992, Jean Paul II avait subi l'ablation d'une tumeur bénigne au colon. Dans l'hébergement d'oggi, le chirurgien, Francesco Crucitti, s'est voulu rassurant : « Il n'y aura pas de problèmes, à part les risques normaux des interventions. Les conditions générales sont bonnes. »

AFRIQUE

■ **NIGÉRIA** : cinq partis politiques ont été légalisés, lundi 30 septembre, mais une dizaine d'autres ont été écartés, dont le principal mouvement d'opposition, le Parti progressiste du peuple, formé par des membres de la Coalition nationale démocratique (Nadeco). Cette décision a été prise juste avant que, dans un discours à la nation, à l'occasion du 36^e anniversaire de l'indépendance, le général Sani Abacha n'annonce, mardi, la création de six nouveaux États au sein de la fédération nigérienne qui en compte trente actuellement. – (AFP, Reuters).

■ **RWANDA** : l'ambassadeur du Rwanda à Paris, le Hutu Christophe Mizi, s'attendait à être limogé, à récemment préféré présenter sa démission. Dans une lettre, dont *Libération* a révélé le teneur, mardi 1^{er} octobre, il explique qu'il a été victime de « harcèlement depuis plusieurs mois » de la part du pouvoir rwandais, dominé par les Tutsis. Les ambassadeurs en Suisse et au Zaïre, également hutus, avaient été révoqués précédemment.

ASIE

■ **AFGHANISTAN** : le mollah Omar, chef suprême de l'organisation des talibans, est arrivé mardi 1^{er} septembre à Kaboul, pour mettre en place sa nouvelle administration. Selon des informations non confirmées, les talibans auraient pénétré, lundi, dans la vallée du Panjshir (nord-est de Kaboul) où des combats se déroulaient avec les troupes du commandant Massoud, principal chef militaire du régime déchu. – (AFP).

■ **VANUATU** : le Parlement a élu, lundi 30 septembre, Serge Vohor au poste de premier ministre de cet archipel du Pacifique sud. M. Vohor remplace Maxime Carlot, renversé par le vote d'une motion de censure. – (AFP).

EUROPE

■ **TURQUIE** : le département d'État américain a mis en garde, lundi 30 septembre, la Turquie contre la tentation de « normaliser ses relations » avec la Libye. Le premier ministre turc, Necmettin Erbakan, entame mercredi, et jusqu'au 8 octobre, une tournée en Egypte, en Libye et au Nigeria qui a un caractère essentiellement économique et commercial. – (AFP).

ÉCONOMIE

■ **POLOGNE** : le ministère des privatisations est supprimé à partir du 1^{er} octobre, transformé en un simple département au sein du ministère du Trésor. Cette décision s'inscrit dans le cadre d'une réforme gouvernementale plus globale, qui prévoit la création dans les prochains mois d'un grand ministère de l'économie. – (AFP).

EUROPÉENNE DE PROPULSION

Résultats du premier semestre 1996

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe SEP s'élève au premier semestre 1996 à 2 377 millions de francs contre 2 622 millions de francs au premier semestre 1995. Ceci représente une diminution de 9,34 %.

Le chiffre d'affaires consolidé pour l'ensemble de l'exercice 1996 est prévu en baisse par rapport au chiffre d'affaires réalisé en 1995. Cette évolution traduit d'une part le déroulement normal du développement de la propulsion d'Ariane 5 qui parvient à sa conclusion et d'autre part le décalage de certaines livraisons de fournitures Ariane 5 lié à l'échec du premier vol de qualification du 4 juin 1996.

Les vols d'Ariane 4 se sont poursuivis avec succès tout au long du premier semestre 1996. A fin septembre 1996, 9 lancements ont permis la mise en orbite de 13 satellites.

La SEP, dont les responsabilités n'ont été en aucun moment mises en cause dans l'échec du vol 501 le 4 juin 1996, est complètement solidaire de la communauté des acteurs du programme Ariane. Il appartient à l'Agence Spatiale Européenne et au CNES de mettre en application les recommandations de la commission d'enquête. L'objectif retenu pour effectuer le prochain lancement est la mi-avril 1997.

Dans le domaine de la propulsion stratégique la SEP poursuit le développement de la propulsion principale du missile M51, programme inscrit dans la loi de programmation militaire votée par le Parlement en juin 1996.

Les activités dans le domaine du freinage sont en croissance. Le chiffre d'affaires additionné de Carbone Industrie et Dehoussé s'élève à 214 millions de francs au 30 juin 1996 contre 186 millions de francs au premier semestre 1995.

Le résultat net social s'établit au 30 juin 1996 à 98,3 millions de francs à comparer à 87 millions de francs au 30 juin 1995, soit une augmentation de 12,9 %. Le résultat net consolidé (part du Groupe) du premier semestre 1996 s'établit à 102 millions de francs contre 83,5 millions de francs au premier semestre 1995, soit une augmentation de 22,1 %.

Pour l'ensemble de l'exercice 1996, grâce notamment aux efforts de productivité engagés depuis plusieurs années, le résultat net consolidé (part du Groupe) devrait aussi être en amélioration par rapport à celui de 1995.



SEP sur internet : <http://www.sep.fr>

SOCIAL Le conseil d'administration de l'Unedic devait élire, mardi 1^{er} octobre, dans l'après-midi, le nouveau président du régime d'assurance-chômage. Au lendemain

du vote, à bulletin secret, du conseil exécutif du CNPF en sa faveur, Nicole Notat était assurée de l'emporter face à Marc Blondel. **UNE RÉUNION** intersyndicale, or-

ganisée lundi, avait conduit au maintien des candidatures de la secrétaire générale de la CFTD et du secrétaire général de FO mais le candidat de la CFE-CGC, Jean-Louis

Walter, devait annoncer son retrait. **L'ÉLECTION** de M^{me} Notat provoque une redistribution syndicale à risques. Elle pourrait relancer la contestation à l'intérieur de la

CFTD et accentuer la radicalisation de FO. **LES PARTENAIRES** sociaux s'affrontent sur l'utilisation des 13 milliards d'excédents dégagés par l'assurance-chômage en 1996.

Nicole Notat prend la présidence de l'Unedic grâce au patronat

Le vote du CNPF en sa faveur garantit à la secrétaire générale de la CFTD son élection à la tête de l'organisme d'assurance-chômage. La mise en minorité de FO au sein des régimes paritaires de protection sociale pourrait amener Marc Blondel à radicaliser son discours

IL N'Y A QU'UN HOMME à savoir combien de voix du conseil exécutif du CNPF favorables à Nicole Notat, secrétaire générale de la CFTD, se trouvaient dans l'urne chargée de déterminer, lundi 30 septembre, à quel syndicat l'organisation patronale confierait la présidence de l'Unedic, le régime d'assurance-chômage. Secrétaire général du CNPF, Yves Monier a dépouillé, seul, les bulletins des vingt-six membres présents et des dix représentés avant de les détruire dans un incinérateur. Il s'est contenté de communiquer au conseil le nom du vainqueur. Même le président, Jean Gandois, n'a pas eu connaissance du nombre de voix obtenues par M^{me} Notat et par son adversaire, Marc Blondel.

Ce luge de précautions avait été décidé pour prévenir le bavardage des membres du conseil et éviter de blesser inutilement soit le vaincu avec lequel il faudra continuer de travailler soit le vainqueur si le score avait été étié. D'après les interventions faites au cours du conseil, les participants ont tiré la conviction que M^{me} Notat avait obtenu une « confortable » majorité.

Du côté des syndicats, ils étaient tous au rendez-vous, lundi matin, dans un lieu conservé secret : Alain Deleu, président de la CFTC, grand ordonnateur de la réunion, Claude Jénet pour FO, Michel Jalmain, pour la CFTD, Maurice Lamoot, pour la CGT et enfin Jean-Louis Walter, le candidat de la CFE-CGC

à l'Unedic. Les chances de succès de cette réunion de dernière minute étaient bien minces et pourtant c'était la première fois qu'avant l'élection d'un président d'un organisme paritaire, les cinq confédérations se retrouvaient pour se concerter. Si aucun retrait de candidature n'est sorti de cette réunion, chaque partie a pu librement expliquer sa position. L'atmosphère a été courtoise.

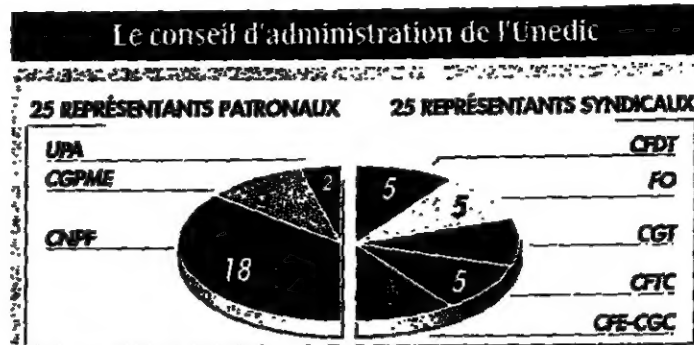
« On aime bien FO mais pas Marc Blondel », résume un participant

M. Jénet a justifié la candidature de M. Blondel par la volonté de sa centrale de ne pas être exclue du champ des relations contractuelles. M. Jalmain a eu beau jeu de répondre que ce n'était pas la candidature de M^{me} Notat qui posait problème mais bien M. Blondel qui voulait jouer les trouble-fêtes. Quant à M. Walter, il a expliqué qu'il maintenait sa candidature, dès lors que FO maintenait la sienne. Le statu quo étant donc de mise, la conversation a porté sur le renouvellement de la convention Unedic et de l'allocation de remplacement

pour l'emploi (ARPE). Les cinq participants sont tombés d'accord pour se retrouver avant l'ouverture des négociations.

Au CNPF, les débats ont été également « sereins », chacun expliquant, de façon équilibrée, un choix dont il mesurait les inconvénients. Même parmi les représentants de l'UIMM qui se sont divisés, il n'y pas eu d'inconditionnels de M. Blondel ou de M^{me} Notat. Le premier plaisait plus aux patrons siégeant aux côtés de FO dans les organismes paritaires. Les plus « blondéliens » faisaient aussi valoir que la CFTD campe sur des positions plus dures que FO au niveau local. En revanche, M^{me} Notat semblait aux PDG de grandes entreprises plus « prévisible » et plus responsable que le secrétaire de FO auquel ils ne pardonnent pas son rôle de bouc-émissaire lors des grèves de la fin 1995 dans les services publics. « On aime bien FO, mais pas Marc Blondel », résume l'un des participants, « et ce n'est pas le moment de retirer à M^{me} Notat la présidence de l'Unedic alors qu'elle y a bien travaillé et qu'elle a accepté de retravailler ses manches à la Caisse d'assurance maladie ».

Nombre de participants étaient satisfaits d'un conseil exécutif dont le débat a permis à tous d'adhérer à la ligne arrêtée démocratiquement. « Les pronostics qui annonçaient la mise en minorité de notre président ou des fractures au sein du CNPF ont été déçus », analyse l'un des plus



critiques de l'action de M. Gandois. « Le CNPF et Jean Gandois, ajoute-t-il, sortent confortés d'une procédure qui nous a forcés à réfléchir à ce que nous voulions faire de l'Unedic, car il ne s'agit pas d'une question de personne, mais de programme ».

Le communiqué du CNPF, le 30 septembre, précise le sens du vote en faveur de M^{me} Notat. D'abord, l'organisation patronale y réaffirme « sa volonté de poursuivre la politique contractuelle avec l'ensemble des organisations syndicales », et fera son possible pour éviter la marginalisation - et la radicalisation - de FO. Ensuite, il n'est pas question de donner un blanc-seing à la CFTD : les dix-huit voix du CNPF, les cinq voix de la CGPME et les deux voix de l'UIMM

porteront, le 1^{er} octobre, M^{me} Notat à la présidence de l'Unedic mais pas pour y mener une politique « laxiste ».

Après avoir pris connaissance du vote du patronat, la CFTD se montre « sereine ». « Le CNPF a choisi une politique de continuité », commente-t-on sobrement. Par contre, des signes de nervosité se sont manifestés très tôt à FO.

Par deux fois, M. Blondel a mis en cause Alain Juppé qui « a mis cul par dessus tête tous les interlocuteurs sociaux ». « Cette élection provoque un mini-drame à l'intérieur du patronat, qui est obligé de voter à bulletin secret. C'est anormal », a-t-il ajouté avant le conseil exécutif du CNPF et avant de présider un bureau confédéral.

Une fois le résultat connu, il

n'était pas question pour M. Blondel de jeter l'éponge. Hésitant à se démettre, la CFE-CGC devait tenir mardi matin un bureau exceptionnel « pour arrêter sa position définitive ». M. Gandois, le suspens jusqu'au bout, M. Walter devait toutefois annoncer son retrait au conseil d'administration de l'Unedic. Si aucun candidat ne se désistait, Alain Deleu a indiqué que la CFTC « s'abstiendrait ». C'est également la position retenue par la CGT. Mais pour la CFTD, il est important de ne pas être éliminé qu'avec le renfort des voix du patronat.

La renégociation de la convention de l'assurance-chômage promet d'être agitée. Le CNPF est d'accord pour continuer à se servir des excédents de l'Unedic pour financer des « mesures incitant les chômeurs à redevenir actifs » comme l'ARPE mais dans une enveloppe fixe et pour une durée limitée. Il veut le « maintien du principe de l'allocation unique dégressive » et attend une « réduction des cotisations chômage des salariés et des employeurs » pour un montant de 8 à 10 milliards de francs. La future présidente de l'Unedic affiche comme priorité l'amélioration des prestations versées aux chômeurs et la poursuite des politiques d'aide au reclassement et à la formation des chômeurs.

Alain Beuve-Méry et Alain Faujas

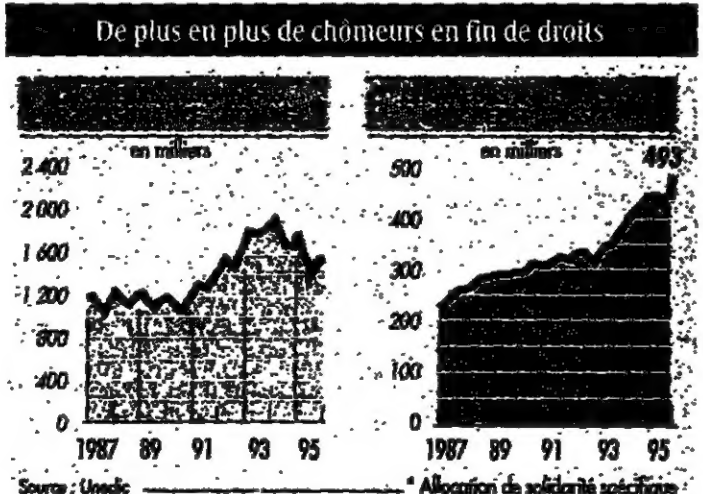
Bataille en perspective autour de 13 milliards d'excédents

LA CFTD CONFORTÉE dans son rôle d'interlocuteur privilégié du patronat, et Nicole Notat réélue présidente de l'Unedic après un intermède patronal de deux ans, les partenaires sociaux vont pouvoir engager, dans les semaines à venir, de difficiles négociations sur le renouvellement de la convention d'assurance-chômage, qui expire le 31 décembre 1996.

Que faire des excédents considérables dégagés en 1995, 1996 et probablement 1997 : relever les allocations des chômeurs ou réduire les cotisations ? Faut-il revenir sur le principe même de l'allocation unique dégressive instaurée en 1993 ? Quels moyens consacrer à la politique d'activation des dépenses, qui privilégie l'insertion économique sur l'indemnisation passive ? A quelle hauteur l'Etat doit-il poursuivre son effort dans le cadre de la formation-reclassement des demandeurs d'emploi ? Le rétablissement de la situation financière intervenue ces trois dernières années va, paradoxalement, rendre plus difficile la négociation d'une nouvelle convention. Hors endettement, le solde recettes/dépenses est passé de -15,5 milliards en 1992 et -9,1 milliards en 1993 à +8,7 milliards en 1994, +22,4 milliards en 1995 et +13 milliards cette année (sur la base d'une hypothèse de 90 000 à 130 000 chômeurs de plus). L'excédent devrait atteindre 15 milliards de francs l'an prochain, selon les experts de l'Unedic.

BAISSE DES COTISATIONS

Ce retour à l'équilibre est dû à la hausse des cotisations, à l'aide de l'Etat et à l'instauration, en 1993, de l'allocation unique dégressive, qui se traduit par une réduction de 17 % de l'allocation tous les quatre mois. Il s'explique aussi par la baisse sensible, depuis 1993, du nombre de chômeurs indemnisés par les Assedic, qui est passé de 1,880 million en 1994 à 1,760 en 1995 (-120 000). Les demandeurs d'emploi victimes de la récession de 1992-1993 commencent, en effet, à épuiser leurs droits, et il vont gonfler les rangs des bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique (2 400 francs par mois) financée par l'Etat (60 000 nouveaux entrants pour le mois de juillet) ou du



Le nombre de chômeurs indemnisés par les Assedic ne cesse de baisser depuis la fin 1993. En revanche, celui des chômeurs en fin de droits a continuellement progressé depuis 1987.

revenu minimum d'insertion. A moins que le revenu de leur conjoint ne leur donne droit à aucune aide.

Le patronat réclame une baisse des cotisations payées par les employeurs et les salariés (6,6 % actuellement). Le président de la commission économique du CNPF, Denis Kessler, a placé la barre très haut, estimant que sur les 13 milliards d'excédents, 8 à 10 milliards pourraient y être consacrés. Sans souscrire à une baisse d'une telle ampleur, la CFTD et FO devraient accepter une réduction des cotisations, à condition que l'on relève aussi l'allocation des chômeurs, notamment les minima. L'équilibre entre baisses des prélèvements et hausses des prestations sera l'un des grands enjeux de la négociation, même si, dans les deux cas, leurs effets seront limités. Un point de cotisation rapportant 16 milliards, on voit mal comment les partenaires sociaux pourraient décider une réduction de plus de 0,5 à 0,6 point.

L'autre point difficile des prochaines négociations portera sur le rôle même de l'assurance-chômage, une partie du patronat et Force ouvrière jugeant qu'il s'agit avant tout d'une assurance et non d'un outil destiné à soutenir des créations d'emplois. Or, deux dispositifs destinés à favoriser un re-

tour rapide des chômeurs sur le marché du travail doivent être renégociés avant la fin de l'année : l'allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE), qui permet à des salariés ayant 40 ans de cotisations de prendre leur retraite pour laisser leur place à un jeune ; les conventions de coopération, qui

contraire, tenir le cap. Elle fait remarquer que 29 000 chômeurs, souvent jeunes, ont pu être embauchés grâce à l'ARPE et que l'objectif de 60 000 doit être atteint à la fin de l'année. D'une manière générale, elle souhaite que le fonds paritaire d'intervention pour l'emploi, créé en juillet 1995 par un accord des partenaires sociaux et alimenté par l'Unedic, finance d'autres initiatives en faveur d'une réinsertion des chômeurs.

L'Etat, qui n'intervient pas directement dans la gestion paritaire du régime, risque pourtant d'être omni-présent au cours des discussions. Les syndicats vont demander au gouvernement de verser au fonds paritaire les 1,6 milliard qu'il consacrait jusqu'à présent à l'allocation pour le premier emploi des jeunes (APEJ), supprimée en septembre.

Sans faire de promesse ferme, le premier ministre en avait envisagé la possibilité, le 13 juin, lors du sommet de Matignon sur l'insertion des jeunes. Mais depuis, aucune confirmation n'est venue de Matignon. De plus, les pouvoirs publics ont décidé de réviser à la baisse (-2,5 milliards de francs) leur contribution au financement de l'allocation de formation-re-

Une dette de l'Etat de 12,5 milliards de francs

L'assurance-chômage est soumise, plus que d'autres régimes de protection sociale, aux aléas de la conjoncture : un plus grand nombre de chômeurs se traduit immédiatement par moins de recettes et plus de dépenses. Il ne faut donc pas surestimer ses excédents, qui sont toujours fragiles. Si le résultat annuel est bon, la situation financière, prenant en compte l'endettement, a longtemps été mauvaise, voire catastrophique. Fin 1993, l'Unedic avait un besoin de financement de 33,6 milliards. Il était encore de 2,4 milliards fin 1995. Le solde devrait redevenir positif en 1996 (+10 milliards) et en 1997 (+25 milliards). En février 1994, l'Unedic a emprunté 22 milliards de francs auprès d'un pool bancaire. Elle devra rembourser 10 milliards en 1999. Alors premier ministre, Edouard Balladur s'était engagé à ce que l'Etat, qui doit encore 12,5 milliards à l'assurance-chômage, prenne à sa charge cette première échéance. Mais l'Unedic devra encore, sur ses propres fonds, rembourser 12 milliards en 2002.

prévoient que l'Unedic verse pendant un an l'allocation à l'entreprise embauchant un chômeur inscrit depuis plus de huit mois.

Face à un patronat qui ne souhaite pas que ces mesures coûteuses d'activation des dépenses se développent, la CFTD entend, au

classement, qui permet à des chômeurs souvent faiblement qualifiés de suivre des formations longues (trois ans maximum), augmentant ainsi leurs chances de retrouver du travail.

Jean-Michel Bezat

Une redistribution syndicale à hauts risques

LE SCRUTIN qui a départagé, lundi 30 septembre, au siège du CNPF, les candidats syndicaux, pour la présidence du régime d'assurance-chômage, a fait un vainqueur, Jean Gandois, et un laissé-pour-compte, Marc Blondel. Le président du CNPF, qui avait convoqué ses pairs pour qu'ils se

déterminent, à bulletin secret, voit son choix avallé. M. Gandois n'avait pas caché qu'il souhaitait continuer à travailler avec Nicole Notat, en insistant sur le travail réalisé avec elle, pendant quatre ans à l'Unedic, « de façon remarquable ». Mieux, M. Gandois, qui s'était fait vivement reprocher d'avoir accepté, sans concertation interne préalable, le 12 juin, une nouvelle répartition des présidences de caisse de Sécurité sociale, au détriment de FO, voit cette fois-ci son choix approuvé.

Le président du CNPF a les courtoises franchises pour aborder la seconde partie de son mandat. Le 17 décembre, l'assemblée générale du CNPF élira, pour trois ans, un nouveau conseil exécutif, au sein duquel M. Gandois sélectionnera les présidents des différentes commissions. C'est le moment où un président du CNPF peut imprimer sa marque par le choix des hommes. En second lieu, le président du CNPF va pouvoir relancer sa dynamique de rénovation du dialogue social, initiée le 28 février 1995, en favorisant « la constitution d'un pôle réformiste ». M. Blondel, demandeur d'un débat de fond sur le paritarisme, pourrait être « récupéré » dans ce cadre. Mais la redistribution syndicale engagée n'est pas sans risque.

« On est sérieusement largué, on n'est plus dans la course », reconnaissait un responsable de FO, après avoir pris connaissance du vote du patronat en faveur de la CFTD. Pour FO, le coup est dur. Deux mois après avoir été contrainte de céder la présidence de la Caisse nationale d'assurance-maladie, la centrale, qui s'est illus-

trée depuis sa fondation par la « politique de la présence », chère à André Bergeron, n'a pas reconquis l'Unedic, ce que dernier avait considéré pendant trente-deux ans. C'est un échec pour une stratégie fondée à la fois sur la contestation et la cohabitation avec les pouvoirs. FO ne dirige plus qu'un seul régime paritaire, l'Arro, alors que la petite CFE-CGC préside la Caisse nationale d'assurance-vieillesse et l'Agirc.

Le secrétaire général de FO a déjà trouvé un responsable d'un tel gâchis : Alain Juppé, qui, selon lui, « a fait pression sur le patronat » pour l'élection du jeu paritaire. Cet échec devrait radicaliser le discours de la centrale de l'avenue du Maine et pousser FO peu ou prou dans les bras de la CGT. M. Blondel a cependant de la ressource. Une radicalisation de FO, à l'origine du premier rassemblement réussi de la rentrée, avec les 15 000 personnes réunies, le 21 septembre, à la Bastille, se situerait ainsi en phase avec un climat social qui demeure tendu.

La CFTD est devenue le partenaire privilégié de la politique contractuelle. M^{me} Notat a achevé au forceps la mue de son syndicat, entamée par Edmond Maire et poursuivie par Jean Kaspar. Un véritable axe s'est construit entre M. Gandois et M^{me} Notat, où « l'entreprise citoyenne » de l'un rejoint « le parti pris de la solidarité » de l'autre. Déterminée d'une vision globale et cohérente de la vie économique et sociale, la CFTD compose avec le gouvernement sur l'assurance-maladie comme avec le patronat sur l'assurance-chômage.

Assurée d'être élue à l'Unedic, pour l'instant avec les seules voix du patronat et de ses propres administrateurs, à moins que le candidat de la CFE-CGC ne se retire, M^{me} Notat devra justifier cette alliance qui apparaît, pour son opposition interne, comme une compromission. Cette élection confortera aussi les ex-CFTD passés à l'UD de la justice de leur choix. A la CFTD de faire la preuve qu'elle peut utiliser cette position centrale au service des salariés.

A. B.-M.

Jacques Chirac célèbre l'esprit d'initiative et dénonce le pessimisme ambiant

En visite dans le Pas-de-Calais, le président de la République se lance à la reconquête du pays

Sous un ciel triste, lundi 30 septembre, le chef de l'Etat a voulu mettre en évidence la chaleureuse volonté de ceux qui entreprennent localement, dans le département sinistré du Pas-de-Calais, pour conquérir des marchés mondiaux, en appelant l'Etat à se mettre au service du dynamisme. Ce voyage de M. Chirac se déroule sur fond de lancement de campagne pour des élections législatives prévues dans dix-huit mois.

ARRAS

de notre envoyée spéciale
Parfaite, la pluie. Impeccable, le brouillard. On aurait même apprécié plus froid. Envoyez le vent sur les terrils, la bise sur les friches industrielles ! Pour sa deuxième journée dans le Pas-de-Calais, le président de la République ne pouvait rêver meilleure météo que celle de ce lundi 30 septembre. C'est comme cela qu'il le voulait, ce département : triste, mouillé et désespérant de l'extérieur, pour mieux le révéler optimiste, chaleureux et entreprenant à l'intérieur.

Pour inaugurer le nouveau discours du chef de l'Etat sur les « initiatives locales, moteur de la croissance », qui marque l'engagement présidentiel dans le champ de la politique intérieure à dix-huit mois des élections législatives, le décor a fait l'objet d'un soin minutieux. Le Pas-de-Calais présentait tous les avantages. En toile de fond, il offre un cin d'oeil à sa campagne présidentielle, qui avait été lancée à l'automne 1994 dans le département voisin du Nord, pour signifier aux sceptiques que M. Chirac entend rester fidèle à son discours de candidat sur la « fracture sociale ».

Au second plan, il symbolise à lui seul toutes les tourmentes écono-

miques des vingt dernières années et le désastre d'une partie du territoire, qui serait légitimement fondé à désespérer. Enfin - et là, la réalisation est exemplaire -, on aperçoit, sur le devant de la scène, les nouveaux héros du chiraquisme présidentiel : des jeunes qui créent leur entreprise, des anciens chômeurs qui s'accrochent et qui s'en sortent, des filières condamnées, comme le textile, qui ressuscitent. Dans le bassin minier, des primevères annonciatrices de printemps poussent sur les terrils endeuillés. L'épilogue est donc tout trouvé : c'est sur ces terres ancrées à gauche que le chef de l'Etat décide de partir à la reconquête du pays.

C'est à Arras, tout d'abord, en compagnie de Jean-Pierre Raffarin, ministre des PME, du commerce et de l'artisanat, qu'il a reçu une sélection de jeunes chefs d'entreprise, nouveaux conquérants de ces « niches mondiales » désormais omniprésentes dans le vocabulaire présidentiel. Des gens fort mûrs, s'est réjoui M. Chirac. Des gens, comme il les aime, qui pestent contre les « titillations administratives », les contraintes véterinaires kafkaïennes, la « jungle des aides », les banquiers qui « ne sont jamais là quand on en a besoin et

qui reviennent tout d'un coup vous voir quand ça va mieux » ; des gens qui sont « à quatre heures du matin sur le carreau, m'sieu le président », qui n'ont « pas pris un jour de congé de l'année », qui ne se sont pas versé de salaire « pendant un an, pour assurer celui de mes salariés » ; des gens, enfin, qui « ne sont pas des fils à papa », qui, armés de leur « seul CAP et de beaucoup de volonté », se sont « lancés dans un challenge ».

LE DROIT D'ENTREPRENDRE

Pour tous ces porteurs d'espoir, le chef de l'Etat a appelé au respect de l'un des « droits de l'homme dont on ne peut pas dire qu'il est aujourd'hui vraiment respecté : le droit d'entreprendre ». « L'Etat, leur a-t-il dit, ne doit pas être une espèce de tuteur omniprésent, un empêchement, même pater de bonnes intentions. Il doit se mettre au service du dynamisme. Il doit privilégier une culture de responsabilité contre une culture de l'assistance, qui ne peut conduire qu'à la décadence ».

Dans l'après-midi, le programme présidentiel a été consacré à la cueillette médiatisée de ces merveilles primaires des terrils. La première a fleuri à Calonne-Ricourt, au cœur du bassin minier.

Son maire, André Delcourt, communiste, a emmené le chef de l'Etat patanger sur les greens détrempés du golf municipal avant de le laisser partager son déjeuner avec douze salariés d'une jeune entreprise d'aménagement d'espaces verts et de jardins. La seconde, déjà aperçue le matin, était l'usine d'étiquettes multicolores des deux frères entrepreneurs et néanmoins sociaux, où M. Chirac a pu se livrer à son plaisir favori de la poignée de main virile et chaleureuse.

Enfin, est venue l'heure du bouquet. Dans la salle des fêtes d'Aire-sur-la-Lys, deux à trois mille personnes l'attendaient, dans un décor imposant et sobre, tout de gris officiel et de blanc, dont le fond était simplement barré de mots sonnant comme un slogan de campagne : « L'esprit de création est notre richesse ». Seul à s'exprimer à la tribune, le chef de l'Etat a lancé son adresse au pays, son cours de morale civique à l'intention des pessimistes en tout genre, en leur renvoyant le « bel exemple » de ce Pas-de-Calais qui « tout en restant fidèle à sa tradition industrielle », a su « explorer d'autres voies, se remettre en question et jouer la carte du changement ».

Puis le chef de l'Etat est sorti comme il était entré, par la petite porte, après avoir salué les parlementaires installés au premier rang de la salle. Nulle traversée galvanisante de la salle. Nul bain de foule. Nulle ovation prolongée. Il ne faudrait tout de même pas croire que la campagne des élections législatives a commencé et que son directeur s'appelle Jacques Chirac !

Pascal Robert-Diard

« Je ne me résoudrai jamais à la résignation »

DANS LE DISCOURS qu'il a prononcé lundi 30 septembre à Aire-sur-la-Lys, dans le Pas-de-Calais, le président de la République a déclaré : « Les Français sont inquiets. Les Français sont sceptiques. Les Français doutent de tout, y compris de notre aptitude à faire face. Les objectifs de la politique du gouvernement demeurent incertains. Les résultats se feraient attendre. Les réformes entreprises manqueraient d'efficacité, de cohérence et de lisibilité. Bref, il n'y aurait rien d'autre à faire que de laisser aller ou de renoncer ».

« C'est un tout autre message que je voudrais délivrer aujourd'hui », a-t-il affirmé, ajoutant : « Il est vrai qu'un certain nombre de réformes sont trop longues à entrer dans les faits, en sorte que les Français croient inefficaces des mesures qui ne sont pas encore appliquées. Le chef de l'Etat a indiqué : « La tâche est im-

mense, et il faut au gouvernement détermination et constance pour tenir le cap. Il ne manque aujourd'hui ni de l'un ni de l'autre. » Après avoir évoqué l'assainissement des finances publiques, M. Chirac a dit : « Trop de scandales ont indigné l'opinion au cours de ces dernières années pour que l'on ne réagisse pas aujourd'hui, clairement, ce qui suppose de sanctionner les responsables. On ne peut pas demander des efforts aux Français en laissant impunit des dérives qui, au-delà de leurs conséquences financières souvent considérables, ont fait beaucoup de mal dans les têtes ».

Au sujet de la mondialisation, qui n'est pas seulement une menace, un risque, mais « aussi une chance à saisir », le président a mis en évidence « les cartes superbes que nous avons en main : une monnaie qui inspire confiance, une inflation maîtrisée, une avance technologique dans bien des domaines, des entreprises parmi les plus performantes au monde ; mais, surtout, des hommes et des femmes compétents, créatifs, qui ne demandent qu'à simplifier

dans leur métier et dans leurs responsabilités ».

« Aujourd'hui, a-t-il indiqué, la priorité, c'est de désengorger l'Etat, de rapprocher la décision du citoyen (...). Après la décentralisation, l'heure de la déconcentration est maintenant venue (...), mais c'est une œuvre de longue haleine, qui n'a pas sans résistances, sans combats d'arrière-garde. Je demande au gouvernement de tenir le cap et d'aller au-delà des premières mesures qu'il a prises ».

A propos du malaise dans la majorité, il a souligné : « J'observe avec inquiétude une tendance au pessimisme. Je sais bien, nous sommes fiers de notre esprit critique (...), mais prenons garde qu'il ne se transforme en esprit de dénigrement systématique, suscitant scepticisme et réserve face à toute ambition affichée, à toute conviction affirmée (...). Nous avons longtemps tenu le discours du changement sans oser le faire. (...) Je sais que les réformes porteront leurs fruits. Je comprends toutes les impatiences, mais je ne me résoudrai jamais à la résignation, qui est la plus mauvaise conseillère ».

Le gouvernement programme la rigueur budgétaire jusqu'en 2001

SI CERTAINS DÉPUTÉS de la majorité espèrent, à l'instar de Lionel Jospin en 1983, que la rigueur ne serait qu'une parenthèse, ils déchanteront en prenant connaissance des engagements budgétaires à cinq ans que le gouvernement entend prendre devant eux. Joint en annexe du projet de loi de finances pour 1997, le traditionnel « rapport économique et financier », transmis mardi 1^{er} octobre à l'Assemblée nationale ne laisse aucun doute à ce sujet : pour les cinq années qui viennent, le déficit budgétaire continuera d'être sensiblement réduit et les dépenses de l'Etat évolueront nettement moins vite que les prix - autrement dit, elles baisseront en volume.

Le gouvernement avait déjà pris un premier engagement devant le pays, celui de baisser l'impôt sur le revenu de 25 milliards de francs en 1997, puis de 12,5 milliards de francs les quatre années suivantes, jusqu'en 2001. Le nouveau rapport qui vient d'être transmis au Parlement complète ce calendrier, en fixant une « perspective quinquennale » d'évolution du déficit et de la dépense publique. Il ne s'agit donc pas, à proprement parler, d'un engagement formel, à l'image de celui pris par Edouard Balladur, quand il avait présenté en 1993 une loi quinquennale sur les finances publiques. Il s'agit plutôt d'un engagement

moral, mais qui encadrera fortement la politique budgétaire.

Le gouvernement se fixe d'abord pour objectif de réduire le déficit budgétaire de 92,9 milliards de francs en cinq ans. Celui-ci devrait ainsi passer de 283,7 milliards de francs en 1997 à 257,3 milliards en 1998, puis 236,9 milliards en 1999, 214,8 milliards en 2000 et 190,8 milliards en 2001. Chaque année, la baisse sera donc comprise entre 20,4 et 26,4 milliards de francs. En conséquence, le déficit budgétaire devrait reculer de 3,45 % du produit intérieur brut (PIB) en 1997 à 2 % en 2001, au sens de la comptabilité nationale, et de 2,9 % à 1,9 % selon les critères européens.

NORME DRACONIENNE

En contrepartie, le gouvernement estime donc qu'il faudra poursuivre une politique de maîtrise très stricte de la dépense. Pour 1997, le projet de loi de finances avance une prévision très rigoureuse. Alors qu'au cours des années récentes les crédits de l'Etat ont souvent progressé au rythme de 4 % l'an, le budget de l'an prochain prévoit une simple réduction des dépenses en francs courants, soit une baisse en volume du montant de l'inflation.

Au-delà, la norme sera légèrement assouplie, mais devrait rester tout de même draconienne. Sur les cinq années, les dépenses de l'Etat

ne devraient ainsi progresser que de 71 milliards de francs, passant de 1552,9 milliards de francs en 1997 à 1624 milliards en 2001. Cette progression correspond à une augmentation en valeur de 0,75 % en 1998, puis de 1,25 % au-delà. Autrement dit, les dépenses de l'Etat devraient continuer à baisser en volume tout au long de la période, ce qui impliquerait la poursuite de très sérieux efforts d'économies.

Comme toute projection, celle-ci est évidemment aléatoire. Le gouvernement l'a en effet assise sur une hypothèse de croissance de 2,5 % l'an. Or celle-ci peut, certes, être plus forte. « Lorsque la croissance s'avère plus dynamique, le gouvernement utilisera la marge de manœuvre ainsi dégagée pour accélérer la réduction du déficit (...) tout en procédant à des allègements d'impôts supplémentaires. Ceux-ci s'effectueront en priorité par la suppression des majorations exceptionnelles de la TVA et de l'impôt sur les sociétés intervenues en 1995 », précise le rapport.

Qu'advient-il si la croissance était plus faible ? La réponse coule de source : pour respecter ces engagements, il faudrait réaliser encore plus d'économies. Au risque de ne toujours pas refermer la parenthèse de la rigueur.

Laurent Mauduit

Pour Alain Madelin, « il y a des différences entre les races »

ALAIN MADELIN a refusé de « reprendre à son compte » les qualificatifs de « raciste, antisémite et xénophobe » appliqués récemment par Alain Juppé à Jean-Marie Le Pen. Invité, lundi 30 septembre, de la nouvelle émission politique de France 2, « Franchement », l'ancien ministre de l'économie a jugé que cette formule lui « paraît entraîner une dangereuse escalade ». Revenant que les propos de M. Le Pen sur « l'inégalité des races » avaient entraîné un « charivari », le vice-président du Parti républicain a demandé : « Qui a répondu à M. Le Pen ? Il est vrai qu'il y a des différences entre les races. Il est vrai que personne ne sait très bien ce qu'est une race ». M. Madelin a précisé : « Non, monsieur Le Pen, il y a une égale dignité de tous les êtres humains, et nous ne partageons peut-être pas les mêmes valeurs sur ce point ».

Le Conseil d'Etat condamne la gestion de l'eau à Saint-Etienne

LE CONSEIL D'ETAT a confirmé, lundi 30 septembre, le jugement du tribunal administratif de Lyon qui avait annulé, en décembre 1993, plusieurs délibérations du conseil municipal de Saint-Etienne relatives au prix de l'eau et à la concession de ce service à la Société stéphanoise des eaux, filiale commune de la Lyonnaise des eaux et de la Compagnie générale des eaux. Les juges considèrent que « l'institution de redevances à la charge des usagers sans que celles-ci trouvent leur contrepartie directe dans les prestations fournies par le service » est entachée d'une erreur de droit. « Rassuré », le maire (UDF-rad.) de Saint-Etienne, Michel Thibault, juge cette décision conforme à la délibération de la majorité du conseil municipal, en décembre 1995, qui avait instauré une redevance unique d'occupation du domaine public et un nouveau prix de l'eau tenant compte des conclusions d'une expertise diligentée par le tribunal administratif de Lyon. Pour Gérard Lindeberg, président du groupe socialiste et radical, cet arrêt doit être l'occasion, de « remettre ce dossier à plat ». (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ MAJORITÉ : deux députés de la majorité ne voteront pas la confiance au premier ministre, mercredi 2 octobre, à l'Assemblée nationale : Bruno Retailleau, député (non-inscrit) de la Vendée, « viliériste » et Jean-Louis Beaumont, député (UDF) du Val-de-Marne.

■ RPR : Jean-François Mancel, secrétaire général du RPR, a mis en place, lundi 30 septembre, une commission interne chargée d'élaborer des propositions sur la modernisation de la vie politique. Parmi les dix-sept membres de cette commission, on relève les noms de Nicolas Sarkozy et de Pierre Mazeaud.

■ AMBULANCIERS : Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, a ajourné, lundi 30 septembre, jusqu'au terme des travaux sur les transports sanitaires, fixé au 10 octobre, l'application de la circulaire réduisant la prise en charge de certains frais de transport liés à l'hospitalisation. Ce texte est vivement contesté par les ambulanciers (Le Monde du 19 septembre).

■ CORSE : le FLNC-canal historique a revendiqué, lundi 30 septembre, l'attentat commis contre la cour d'appel d'Aix-en-Provence, le 28 septembre. Cela pourrait signifier que les nationalistes clandestins ont stoppé le « processus de paix » entamé le 12 janvier. José Rossi (UDF-PR) a demandé au président de l'Assemblée nationale une mission d'information parlementaire sur la Corse.

ÉCOLES, COLLÈGES, LYCÉES. POURQUOI APPROUVER EN RESTAURATION SCOLAIRE LA SOLUTION DES SOCIÉTÉS DU S.N.R.C. :

La restauration au sein des établissements scolaires est, pour les 24 sociétés adhérentes au Syndicat National de la Restauration Collective, un complément à l'action éducative qui requiert la pleine coopération entre professionnels de l'enseignement et professionnels de la restauration.

Qualités culinaires, sociale, économique et technique sont les lignes de force du contrat « QUALITÉ DE SERVICE PUISSANCE 4 » que les sociétés membres du S.N.R.C. appliquent au sein de chaque collectivité.

La sécurité alimentaire pour une bonne croissance

Apprendre à respecter l'équilibre nutritionnel et favoriser l'éveil du goût, faire preuve d'imagination dans le choix des produits et la variété des prestations, cultiver le sens de la découverte par l'animation de journées à thèmes dans les restaurants scolaires : autant de composantes qui transforment le repas en un moment d'échanges essentiels à l'épanouissement des enfants.

Sous le contrôle des responsables d'établissements scolaires, les sociétés du S.N.R.C., en véritables partenaires de proximité, assurent professionnellement un service d'intérêt général.

Une contribution pédagogique au service des missions de l'école

Faire plus dans le cadre de budgets maîtrisés implique de faire mieux. C'est tout le sens de la coopération étroite mise en œuvre par les sociétés membres du S.N.R.C. avec leurs clients.

Dans l'environnement scolaire et universitaire, les sociétés adhérentes au S.N.R.C. sont partenaires des collectivités éducatives qui leur accordent leur confiance, dans le secteur public comme dans le secteur privé, en respectant contractuellement des règles rigoureuses de gestion économique et sociale.



SYNDICAT NATIONAL DE LA RESTAURATION COLLECTIVE

Le Privé au Service du Public

12, rue Torricelli - 75017 PARIS

Téléphone : 01 44 09 93 30 - Télécopie : 01 44 09 91 42

24 entreprises nationales et régionales s'engagent, chaque jour, à toujours mieux servir le public.

JUSTICE Dans un arrêt rendu lundi 30 septembre, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a autorisé la prolongation de l'instruction menée depuis 1993 par le juge

Valat dans l'affaire dite des « écoutes de l'Elysée ». ● LA COUR D'APPEL a estimé que l'espionnage mis en place par la « cellule antiterroriste » constituait non seulement le délit d'at-

teinte à l'intimité de la vie privée, mais aussi le crime d'atteinte à la Constitution, prévu par l'ancien code pénal. Elle considère donc que ces faits, commis dans les années

1983-1986, ne sont pas prescrits. ● CETTE DÉCISION ouvre la voie à un procès. Six personnes ont déjà été mises en examen dans ce dossier, dont les deux anciens directeurs de

cabinet de François Mitterrand et de Laurent Fabius - Gilles Ménage et Louis Schweitzer - et le chef de la cellule, Christian Prouteau. (Lire aussi notre éditorial page 13.)

Les écoutes de l'Elysée étaient un « attentat à la Constitution »

Constatant, dans son arrêt rendu lundi 30 septembre, que ce crime a disparu du nouveau code pénal, la cour d'appel de Paris ouvre cependant la voie à un procès pour « atteinte à l'intimité de la vie privée ». De 1982 à 1986, trois mille conversations ont été captées par la cellule présidentielle

EN INSTITUANT, à l'abri des murs de la présidence de la République, entre 1983 et 1986, un véritable réseau d'espionnage d'Etat, fondé sur la pratique intensive des écoutes téléphoniques, les hommes de la défunte cellule antiterroriste de l'Elysée se sont rendus coupables, non seulement d'une atteinte à l'intimité de la vie privée d'avocats, de journalistes, d'hommes politiques et de bien d'autres personnes, mais aussi d'un « attentat à la Constitution ». Telle est la principale conclusion de l'arrêt rendu, lundi 30 septembre, par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris (lire ci-dessous).

Par cette décision, qui valide et autorise la prolongation de l'instruction conduite, depuis le 19 mars 1993, par le juge Jean-Paul Valat, la juridiction présidée par Martine Anzani ouvre la voie à un procès de l'affaire dite « des écoutes de l'Elysée ». Dans son arrêt, la chambre d'accusation prend acte de « l'institutionnalisation du système » mis en place sous couvert d'antiterrorisme, et de « l'ampleur des écoutes » effectuées. Outre les membres de la cellule et leur chef, l'ancien gendarme devenu préfet Christian Prouteau, les deux anciens directeurs des cabinets de François Mitterrand et de Laurent Fabius - alors premier ministre - Gilles Ménage et Louis Schweitzer, ont été mis en examen dans ce dossier.

Six mises en examen

Depuis le début de l'instruction, en 1993, six personnes ont été mises en examen pour « atteinte à l'intimité de la vie privée » par le juge parisien Jean-Paul Valat. L'une d'elles, Pierre-Yves Guezou, s'est suicidée le 13 décembre 1994. ● Gilles Ménage, directeur de cabinet adjoint de François Mitterrand à l'Elysée de 1981 à 1988, a été mis en examen le 9 décembre 1994. M. Ménage, président d'EDF de 1992 à 1995, est aujourd'hui chargé de mission auprès du ministre de l'Industrie, Franck Boretta. ● Christian Prouteau, ancien chef de la cellule anti-terroriste, a été mis en examen le 9 décembre 1994. M. Prouteau est aujourd'hui préfet hors cadre. ● Jean-Louis Esquivé, ancien

En remettant à un gendarme du palais de Justice, le 14 février 1995, cinq disquettes informatiques contenant une partie des fichiers de l'ancienne cellule sur les ordinateurs du 2, rue de l'Elysée, une mystérieuse femme « d'assez grande taille, brune, cheveux coupés au carré », jamais identifiée, a fait basculer l'instruction du juge Valat (Le Monde daté 19-20 février 1995). Ce véritable annuaire des personnes surveillées, écoutes ou simplement « entendues » par les hommes de M. Prouteau, qui attestait la réalité et la matérialité de l'espionnage, avait en effet mis à mal la défense des anciens de la cellule et de celui qui passe pour leur supérieur, Gilles Ménage.

PRESCRIPTION PLUS LONGUE

A compter de la création de la cellule antiterroriste, en 1982, et jusqu'à la victoire de la droite aux élections législatives de 1986, quelque trois mille conversations furent ainsi captées et retranscrites dans les souterrains des Invalides, siège du Groupement interministériel de contrôle (GIC), l'organisme chargé des écoutes gouvernementales, avant d'être « traitées » par les hommes - gendarmes et policiers - du préfet Prouteau.

Devant la chambre d'accusation, le représentant du ministère public avait considéré que les faits mis au jour à la suite de la révélation, par Libération, le 4 mars 1993, d'écoutes

colonel de gendarmerie, cofondateur de la cellule de l'Elysée, a été mis en examen le 9 décembre 1994. M. Esquivé est aujourd'hui général, commandant des écoles de gendarmerie. ● Pierre-Yves Guezou, ancien capitaine de gendarmerie, affecté, à partir de 1983 au Groupement interministériel de contrôle (GIC), a été mis en examen le 9 décembre 1994.

● Pierre-Yves Gilleron, ancien commissaire de la DST, membre de la cellule de l'Elysée, a été mis en examen le 9 décembre 1994. Il travaille aujourd'hui dans le secteur de la sécurité privée. ● Louis Schweitzer, directeur de cabinet de Laurent Fabius à Matignon de 1981 à 1986, a été mis en examen en novembre 1995. Il est aujourd'hui PDG de Renault.



ayant visé notre collaborateur Edwy Plenel ne constituait qu'un délit - une « atteinte à l'intimité de la vie privée » - et se trouvait donc prescrits trois ans après leur commission. Les défenseurs des personnes mises en examen soutenaient la même argumentation. Considérant en revanche que cet espionnage constituait le crime d'« attentat à la Constitution », les avocats du Monde et de la compagnie d'Edwy Plenel, dont la plainte initiale fut déposée, en 1993, « l'abrogation par le nouveau code pénal (...) du texte criminel prévoyant la répression des atteintes à la Constitution est sans influence sur l'interdiction de la prescription antérieurement intervenue », ajoute la chambre d'accusation. L'enquête du juge Valat pourra donc se poursuivre.

La chambre d'accusation a partiellement suivi leurs conclusions. Dans son arrêt, elle considère que les faits constituent non seulement une atteinte à l'intimité de la vie privée, mais aussi une atteinte à la Constitution au sens de l'article 114 de l'ancien code pénal. « Lors d'un fonctionnement public, un agent ou un préposé du gouvernement, note ce texte, aura ordonné ou fait quelque acte arbitraire ou attentatoire soit à la liberté individuelle soit aux droits civiques d'un ou de plusieurs citoyens, soit à la Constitution, il sera condamné à la peine de la dégradation civique. » Edifiée, selon les magistrats, « dans le but de lutter contre tout arbitraire émanant des autorités publiques », cette disposition entendait par « actes attentatoires à la Constitution » les « atteintes à la

jouissance et à l'exercice de toutes libertés en général, pourvu qu'elles soient garanties par la Constitution ». Les magistrats précisent que, si cet article a disparu du nouveau code pénal, entré en vigueur le 1^{er} mars 1994, il se trouvait toujours en application au moment où la plainte initiale fut déposée, en 1993. « L'abrogation par le nouveau code pénal (...) du texte criminel prévoyant la répression des atteintes à la Constitution est sans influence sur l'interdiction de la prescription antérieurement intervenue », ajoute la chambre d'accusation. L'enquête du juge Valat pourra donc se poursuivre.

Les hommes de la cellule de l'Elysée et leurs éventuels commanditaires n'encoururent cependant plus de sanction criminelle puisque l'atteinte à la Constitution ne figure plus dans le nouveau code pénal. Cet article a en effet été remplacé par l'« acte attentatoire à la liberté individuelle », qui, selon la chambre d'accusation, ne protège que la seule « liberté d'aller et venir ». C'est donc sur l'unique fondement de l'atteinte à l'intimité de la vie privée que pourront être jugés les responsables des « interceptions » dont l'enquête a montré qu'elles furent effectuées par le GIC sur le contingent des lignes attribuées à la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), c'est-à-dire les services secrets, placés sous l'autorité du ministre de la Défense et du premier ministre.

Ancien chef du bureau des affaires réservées au cabinet du ministre de la Défense, Charles Hernu, de septembre 1983 à août 1984, le général François Fresnel avait expliqué au juge d'instruction, le 13 juin 1995, dans quelles circonstances certains responsables militaires s'étaient efforcés de prendre leurs distances à l'égard d'« un processus qui [leur] semblait être à la limite ». « Nous étions amenés à demander des précisions complémentaires, avait-il déclaré, mais pour la cellule, M. Hernu nous disait de ne pas le faire. Il nous précisait que la cellule disposait d'autres renseignements qui ne nous étaient pas communiqués et qui justifiaient les demandes (...). Seul M. Hernu signalait les demandes venant de la cellule. » Conseiller du chef de l'Etat, direc-

teur adjoint puis directeur de son cabinet à l'Elysée, M. Ménage a, pour sa part, toujours nié avoir eu la responsabilité hiérarchique de la cellule, tout en admettant, devant le juge Valat, n'avoir « pas ignoré complètement » ce que faisaient ses membres. Mais à l'instar des anciens de l'équipe de Christian Prouteau, il s'est jusqu'ici retranché derrière le « secret défense » pour refuser « de dire qui a été écouté, comment et par qui » (Le Monde du 15 mars).

Voyant dans l'arrêt de la chambre d'accusation « une sorte de préjugement difficilement admissible », le défenseur de Christian Prouteau, M^{re} Francis Szpiner, a indiqué, lundi 30 septembre, qu'il avait l'intention de former un pourvoi en cassation. « La chambre d'accusation, dont ce n'est pas le rôle, considère comme acquis des faits qui font encore l'objet d'une information judiciaire, nous a déclaré M^{re} Szpiner. En outre, elle nous condamne, de fait, pour des faits qualifiés d'« attentat à la liberté » alors qu'aucune mise en examen n'a été prononcée de ce chef, et qu'aucun des mis en examen n'a été en mesure de répondre de cette accusation, en violation flagrante des droits de la défense. » Le défenseur de Louis Schweitzer, actuel PDG de Renault, a également annoncé son intention de se pourvoir en cassation contre l'arrêt du 30 septembre. Ce n'est qu'au terme de l'examen de cette procédure par la Cour de cassation que pourra se tenir, le cas échéant, le procès de l'affaire des écoutes.

Hervé Gattegno

« Institutionnalisation du système »

VOICI un extrait de l'arrêt rendu, lundi 30 septembre, par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris. « Les faits dénoncés dans la présente procédure sont de nature à constituer non seulement une atteinte à



VERBATIM

l'intimité de la vie privée de particuliers, pris chacun dans leur individualité, mais également une atteinte à la Constitution, en raison de l'institutionnalisation du système et de l'ampleur des écoutes, de surcroît réalisées par une cellule constituée par les plus hautes autorités de l'Etat, et commises au préjudice de très nombreuses personnes à raison de leur profession notamment de journalistes, d'avocats et hommes politiques, écrivains, etc.

« L'atteinte à la Constitution, en tant que telle, réside également du fait que de tels actes sont susceptibles d'avoir porté atteinte à de nombreuses libertés publiques constitutionnellement reconnues, telles les libertés d'opinion, de communication, d'expression, de la presse, le respect des droits de la défense, l'inviolabilité du domicile, ainsi qu'à l'article 12 de la Déclaration des droits de l'homme du 26 août 1789 disposant que la force publique est instituée pour l'avantage de tous et non pour l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée. »

« En conséquence, il convient de constater que les faits reprochés étaient susceptibles de recevoir cumulativement la qualification criminelle d'« attentat à la Constitution » et la qualification correctionnelle spécifique d'« atteinte à l'intimité de la vie privée. »

L'indécence de deux amateurs de mots volés

LES DEUX HOMMES s'étaient mis, en leur temps, au service de François Mitterrand. Pistolet au poing, l'ex-gendarme Paul Barril fut l'un des hommes de la cellule antiterroriste de l'Elysée, qu'il rêvait de doter, derrière les murs du palais présidentiel, d'un véritable service Action.



Imprudemment qualifié par l'ancien chef de l'Etat de « meilleur écrivain de sa génération », Jean-Edern Hallier avait défilé, le 10 mai 1981, jusqu'au Panthéon, sur les pas du nouveau monarque. Que l'ancien capitaine et l'écrivain-provocateur aient aujourd'hui lancé, comme dans un même élan, deux violentes charges contre le prince qu'ils aspiraient à servir n'est pas une surprise : il y a beau temps que tous deux étaient entrés, de gré ou de force, en dissidence du mitterrandisme.

Leurs réquisitoires constituent d'abord de longs plaidoyers pro domo, dans lesquels deux personnages sûrs, toujours en mal de reconnaissance, s'efforcent avant tout de justifier leurs propres dérives, d'expliquer le passé et de ménager l'avenir. Aujourd'hui, Jean-Edern Hallier se prévaut volontiers de ses amitiés au sein du nouveau pouvoir chiracien, et Paul Barril

donne dans l'allégeance benoîte : « J'ai confiance. Un nouveau président de la République, un gouvernement digne de la France, des hommes de cœur et de valeur, hommes et désintéressés, sont à l'œuvre... »

On aurait tort, pourtant, de traiter à la légère la publication quasi-simultanée des nouveaux « Mémoires » de l'ex-capitaine Barril et du « roman-vérité » de Jean-Edern Hallier. Car au-delà même de la violence qu'ils recèlent, ces deux livres suscitent plus qu'un malaise. Fort de son - bref - passage à l'Elysée et de son « intime conviction », l'ancien gendarme accuse Michel Charasse d'avoir commandité l'assassinat de François de Grossouvre, officiellement maquillé en suicide, cependant que l'écrivain, retranché derrière le paravent commode de la « littérature », s'autorise à accuser Roland Dumas d'avoir voulu sa mort, sur la foi des confidences d'un petit voyou. Les preuves manquent à l'appel, mais à quoi bon ? La seule publication de telles assertions ne suffit-elle pas à leur conférer un commencement de légitimité ? Que Jean-Edern Hallier confonde le pamphlet et l'injure, la diatribe littéraire avec la diffamation publique, est finalement moins grave que de voir des considérations commerciales abolir les dernières barrières pour convaincre un éditeur d'y apposer son label.

En livrant avec jubilation les prétendus secrets de sa propre intimité,

au motif qu'ils furent surpris par les écoutes présidentielles, Jean-Edern Hallier ouvre la voie à un mélange des genres qui fait bon marché des libertés. C'est peu dire que l'ancien capitaine Barril s'engouffre à plaisir dans cette voie scabreuse, qui n'est pas sans rappeler le clair-obscur des reality-shows télévisés. Voici François de Grossouvre promptement réhabilité - « c'était un national », écrit l'ex-gendarme à son propos - et convoqué d'office à témoigner post-mortem contre François Mitterrand. Voici le corps des navigateurs de combat de la DGSE, muets par profession, appelé à la rescousse pour dénoncer les « manipulations » du « pseudo-journalisme d'investigation » après l'affaire Greenpeace.

Les cibles privilégiées de ce réquisitoire sans nuance sont, outre l'ancien président lui-même, les conseillers de M. Mitterrand, nombre de dirigeants socialistes, certains dirigeants policiers, des avocats, et les journalistes du Monde. L'indécence maximale est atteinte avec la divulgation, sans vergogne, de pages entières de conversations captées, au téléphone, par les espions de la cellule de l'Elysée, contre lesquels M. Barril a lui-même déposé plainte pour « atteinte à l'intimité de la vie privée ». De ces mots volés, extorqués, archivés, pour être un jour retournés contre ceux qui les prononcèrent, l'ancien capitaine

prétend tirer la preuve de collusion et de compromissions qu'il se fait un devoir de dénoncer. Dans son entreprise de révélation, Paul Barril omet, certes, de signaler l'origine de cette vindicte anti-journalistique. Singulièrement épargné dans l'affaire des Irlandais de Vincennes, l'ancien numéro deux de la cellule antiterroriste de l'Elysée dut à sa défaite, dans un procès qu'il engagea contre Le Monde, la seule reconnaissance publique - et judiciaire - de sa culpabilité dans le « montage policier » orchestré contre les militants irlandais.

On ne saurait mieux dire combien, près de quinze ans après les faits, l'étrange absence de la justice dans ce dossier continue de laisser la porte ouverte au mensonge public. Assuré d'une diffusion spectaculaire, l'ex-capitaine, ainsi d'ailleurs que Jean-Edern Hallier, peut bien se moquer des faits, puisque les chiffres parleront pour lui. A la lecture des classements des meilleures ventes en librairie revient ce mot d'André Gide : « Le succès n'est qu'une imitation frelatée de la gloire. »

H. G. ● *Guerres secrètes à l'Elysée*, de Paul Barril. Editions Albin Michel, 368 pages, 130 francs. ● *Les puissances du mal*, de Jean-Edern Hallier. Editions du Rocher/ Les belles lettres, 310 pages, 129 francs.

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS
TEL : 40.75.45.45 - FAX : 45.63.89.01

75 LA VILLE DE PARIS vend LIBRES
En la Chambre des Notaires de PARIS, Place du Châtelet
le MARDI 8 OCTOBRE 1996 à 17 h - EN 6 LOTS.
à PARIS (16^{ème})

entre la Place de la Porte d'Auteuil et le Bd Suchet

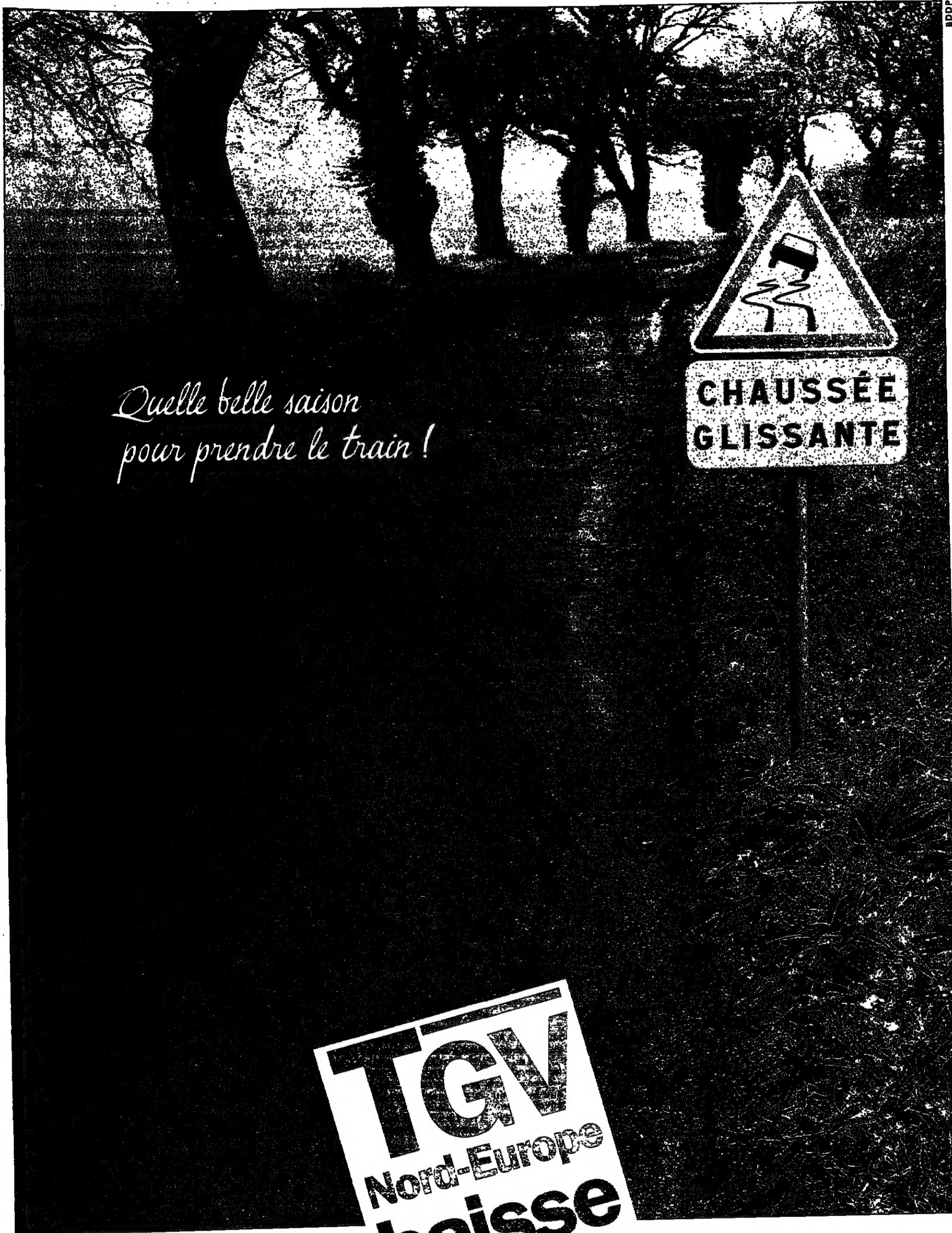
2 APPARTEMENTS de 4 PIECES - 91 et 93 m² environ,
2 APPARTEMENTS de 3 PIECES - 67 et 71 m² environ,
1 APPARTEMENT de 2 PIECES - 58 m² environ,
1 STUDIO de 23 m² environ.

POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS : Tél : 45.63.52.94

VISITES sur place, au 2, place de la Porte d'Auteuil,
les 3, 5 et 7 octobre 96 de 10 h à 13 h.

Me BELLARGENT, Notaire associé à PARIS (75001)
14, rue des Pyramides - Tél : 44.77.37.33.

92 Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice de Nanterre
Jeudi 10 Octobre 1996 à 14 heures - En deux lots
à ANTONY (92), 4 à 8, rue Paul Bourget
1^{er} lot : UN APPARTEMENT, au 10^{ème} étage comprenant :
entrée, séjour, grand séjour, 3 chambres, cuisine, 2 salles de bains
2 wc, 2 terrasses, 2 balcons - CAVES - GARAGE
2^{ème} lot : UN STUDIO, au 10^{ème} étage comprenant :
entrée, cuisine, salle de bains, wc, balcon - CAVES - GARAGE
MISES A PRIX : 1^{er} lot : 600.000 F - 2^{ème} lot : 250.000 F
S'adresser à Me MALLAH-SARKOZY, Avocat au Barreau de Nanterre,
184, avenue Charles de Gaulle à Neuilly-sur-Seine (92)
Tél : 46.24.02.13 - Me B.C. LEFEBVRE, Avocat, 20, quai de la Mégisserie à
Paris 1^{er} - Tél : 40.39.07.39



*Quelle belle saison
pour prendre le train !*

TGV
Nord-Europe
**baisse
des prix**

Les premières grosses pluies annoncent l'automne, mais aussi la saison des glissades. C'est le moment pour prendre le train, et se laisser conduire en toute sécurité. D'autant plus qu'être prudent n'empêche pas d'être économe, car les prix du TGV

Nord-Europe ont baissé, maintenant Paris-Lille c'est 140 F* avec Vermeil. Voilà un prix qui devrait vous encourager à quitter la route pour aller prendre le train.
*Prix réduit en 1^{re} classe, soumis à certaines conditions.

À NOUS DE VOUS FAIRE PRÉFÉRER LE TRAIN.

SNCF

La journée de grève dans l'éducation nationale a été largement suivie à Paris et en province

Les syndicats ont dénoncé le « tournant de la politique gouvernementale »

La journée de grève dans l'éducation nationale, à laquelle appelaient la quasi-totalité des syndicats lundi 30 septembre, a été largement suivie.

Plusieurs manifestations se sont déroulées à Paris et en province pour protester contre les restrictions budgétaires programmées dans le pro-

jet de budget 1997. Cette mobilisation intervient avant la journée d'action dans la fonction publique prévue le 17 octobre.

LA JOURNÉE devait servir de test : lundi 30 septembre, près de 75 % des instituteurs et 65 % des enseignants du second degré étaient en grève, selon les syndicats. Même si le ministère plaçait la grève un peu plus bas - 59 % de grévistes dans les écoles, 44 % dans les collèges et les lycées - ces chiffres prouvent que les enseignants ont répondu massivement à l'appel quasi unitaire des syndicats. En quittant ainsi leur classe, des centaines de milliers d'enseignants entendaient protester contre les 5 000 suppressions de postes annoncées au budget 1997 (une première depuis la Libération, soulignent les syndicats), contre la dégradation de leurs conditions de travail et la précarité qui frappe les non-titulaires.

A l'unisson, les organisations syndicales se sont félicitées de cette « grosse grève », faisant valoir qu'il « ne s'agissait pas seulement de revendications catégorielles ». Michel Deschamps, secrétaire général de la FSU, a exprimé un point de vue largement partagé parmi les dirigeants syndi-

caux : « Nous avons le sentiment d'assister à un véritable tournant dans la politique gouvernementale vis-à-vis de l'éducation, qui ne semble plus être une priorité. Il s'agit de répondre massivement pour que le gouvernement sache qu'il ne peut tailler dans l'éducation comme dans le reste », a-t-il déclaré.

RÉPÉTITION GÉNÉRALE

Deux conseillers régionaux Front national d'Île-de-France, Jean-Yves Le Gallon et Olivier Pichon, ont critiqué la grève qualifiée de « cache-sexe de la déroute de l'éducation nationale ». M. Le Gallon a estimé que « la dernière fonction encore assurée par l'éducation nationale », celle d'« hôpital-gardiennage » avait fait défaut en raison de cette grève.

A Paris, environ 8 000 manifestants ont défilé dans une ambiance bon enfant avec un ballet aérien des ballons géants de la FSU, du SNU-ipp et du SNES sur fond musical. En tête de cortège, les dirigeants syndicaux affichaient, bras dessus, bras dessous,

leur unité retrouvée pour l'occasion. Côte à côte, Jean-Michel Boullier (SGEN-CFDT), Guy Le Néouanic (FEN), Hervé Baro (SE-FEN), Michel Deschamps (FSU), Daniel Le Bret (SNU-ipp), Monique Vuillat (SNES), entourés de militants de la CGT, ont remonté le boulevard Saint-Michel, suivis par l'immense banderole du « collectif des non-titulaires ». Le SNES et le SNU-ipp, ainsi que d'autres syndicats de la FSU, bien implantés dans la région parisienne, formaient le gros des troupes, suivis par les lycéens de la FIDL, le syndicat des enseignants (SE-FEN), la FEN, une poignée d'anarchistes de la CNT et une centaine de manifestants de SUD-éducation. Pour nombre de manifestants, cette démonstration faisait figure de répétition générale avant la journée d'action de la fonction publique, le 17 octobre.

SANS-CLOTTES DE L'AN 2000

Des dizaines de manifestations rassemblant quelque 30 000 personnes se sont déroulées à travers le pays : 4 000 manifestants à Mar-

seille, 3 000 à Lille et à Lyon, 2 000 à Bordeaux ainsi qu'à Grenoble, Montpellier, Toulouse, Caen et Limoges, 1 400 à Nice, 1 300 à Clermont-Ferrand, 1 000 à Avignon et Rouen... La Bretagne a également été à la pointe avec 3 000 manifestants à Nantes, 500 à Quimper et 2 000 à Lorient.

A Rennes, la manifestation a réuni 4 000 personnes selon les organisateurs. Comme ailleurs, les enseignants, avec le renfort de parents d'élèves de la FCPE, étaient venus montrer leur solidarité avec les maîtres-auxiliaires sans poste, protester contre le projet de budget, et réclamer au passage l'amélioration des carrières et des salaires. Nombreux maîtres disciplinés, les manifestants n'avaient pas, lundi en fin de matinée, qu'une banderole accrochée aux grilles du rectorat, signée du Mouvement des jeunes communistes : « Sans-emploi, sans-logement, sans-diplôme, sans-droit, soyons les sans-cloottes de l'an 2000 ! »

Béatrice Gurrey et Martine Valo (à Rennes)

Le suicide de Patrice Vic, adepte de l'Eglise de scientologie

LYON

« Un jour, nous avons reçu un prospectus dans la boîte aux lettres. Par curiosité, mon mari a fait le test. On lui a dit qu'il avait des points négatifs et qu'il pouvait s'améliorer. Au début, je ne savais pas ce que c'était. Après, c'est devenu un harcèlement (...), ça a créé des tensions entre nous. Il prenait du recul avec les enfants. Mon mari disait : « Je me mets en question, je fais le vide. »

M. Mazier m'a appelé : « Votre mari est dans mon bureau, j'ai quelque chose à lui proposer. » Ils sont venus tous les deux l'après-midi. Il s'agissait d'une cure de purification, un programme de 30 000 francs. J'ai dit que c'était de la folie. M. Mazier m'a répondu : « Si c'est un problème d'argent, on peut vous consentir un prêt. » Le soir, mon mari était agité. Il n'arrivait pas de souffler. Il me demandait mes fiches de paie. J'ai dit non. Le matin, vers 5 heures, il m'a dit : « Ne me retiens pas, c'est la seule solution. » Il s'est dirigé vers le balcon... Et voilà. »

Nelly Vic est la veuve de Patrice Vic, ce scientologue de trente et un ans, qui s'est défendu le 24 mars 1988 du douzième étage de son immeuble. Son témoignage est l'un des deux piliers de l'accusation, qui poursuit, depuis lundi

30 septembre devant le tribunal correctionnel de Lyon, vingt-trois adeptes et responsables du mouvement, dont Jean-Jacques Mazier, ancien président de sa branche lyonnaise, pour atteinte involontaire à la vie d'autrui et escroquerie (Le Monde du 1^{er} octobre). L'autre pilier sera énoncé mercredi : un rapport d'expertise, qui affirme qu'il existe « une relation directe » entre la mort de Patrice Vic et « le traitement auquel il était soumis par l'Eglise de scientologie de Lyon ».

En « homme d'Eglise », M. Mazier se défend. Il est, dit-il, « comme un missionnaire de l'Eglise catholique », qui distille « la bonne parole », les écrits du fondateur Ron Hubbard. La voie est posée, de celle des confesseurs. Fondateur de la branche lyonnaise du mouvement en 1986, l'homme à la veste bleu électrique manque de mots pour dire ici-bas son « ascension spirituelle vers l'être suprême ». « La scientologie, c'est quelque chose de trop fort. » Voilà tout.

200 000 FRANCS POUR DEVENIR « OTS »

Ce n'est pas la première fois que l'Eglise de scientologie est ainsi passée au crible de la justice. En 1978 déjà, Ron Hubbard avait été condamné à quatre ans de prison ferme pour escroquerie, ainsi que deux autres responsables de l'organisation. Mais en leur absence le jugement avait été prononcé par défaut. Et le président de la branche parisienne, seul présent, avait été relaxé en appel. Cette fois, la chaîne est complète.

de l'adepte au responsable, du « pré-clair » à l'« OTS ». « Donc, vous êtes clair, mais vous n'avez pas de degré de conscience supérieure ? », s'adresse le président Patrick Lifschutz, qui explore avec Jean-Jacques Mazier la hiérarchie scientologique. Rires et sourires égayent un parcours soigné de prérequis de famille, employés de banque, plombiers, chômeurs, comptables, cadres en informatique.

Le tribunal sait que l'objet du procès n'est pas de juger le bien-fondé des croyances. Il en revient aux faits et à la connexion juridique qu'il reste à établir entre la mort de Patrice Vic et ses fréquentations du centre de diamétrie. Jean-Jacques Mazier rappelle que Nelly Vic a affirmé que son mari « n'allait pas très bien » les deux années précédant son suicide. Il conteste que la victime ait entamé une cure de purification. Il nie avoir consenti l'endettement. Selon lui, Patrice Vic a juste suivi quatre heures d'« auditions » (400 francs) et un « cours d'intégrité personnelle » (entre 500 et 800 francs). On apprend incidemment qu'il faut déboursier 200 000 francs pour devenir « OTS ».

« Et ce que l'argent vous intéresse ? coupe le président. - J'avais des permanents, répond le scientologue. Il fallait bien faire tourner tout cela. [Et de confesser :] C'est peut-être plus cher que l'Eglise catholique. »

Jean-Michel Dumay

Sept magistrats européens lancent à Genève un appel à la lutte contre la corruption

PLUSIEURS MAGISTRATS devaient lancer, mardi 1^{er} octobre, à l'université de Genève, un « appel » aux dirigeants européens pour qu'ils prennent la mesure de la corruption « qui prospère sans vergogne » au cœur de l'Union. Pour la combattre, affirment-ils, il est « urgent d'abolir les protectionnistes dépositaires en matière pénale et judiciaire ».

D'ordinaire réservés, ces magistrats ont décidé de s'exprimer publiquement de manière à ce que les opinions publiques prennent conscience de la menace que le crime organisé fait peser sur les démocraties. Ils sont sept : Bernard Bertossa, procureur de Genève ; Edmondo Bruti-Liberati, substitut général près la cour d'appel de Milan ; Gherardo Colombo, substitut du procureur de Milan ; Benoit Dejemeppe, procureur du roi au parquet de Bruxelles ; Baltazar Garzon Real, juge d'instruction de Madrid ; Carlos Jimenez Villarejo, chef du parquet anticorruption de Madrid ; et Renaud Van Ruytbeke, conseiller à la cour d'appel de Rennes.

CRIS D'ALARME

Véritable cri d'alarme, cette prise de position intervient à l'occasion du lancement d'un livre, *La Justice ou le Chaos*, dans lequel ces mêmes juges exposent au journaliste français Denis Robert les difficultés qu'ils rencontrent dans leur lutte contre « l'Europe des paradis fiscaux » et de l'argent sale.

Plusieurs fois freiné dans ses enquêtes sur le financement des par-

tis politiques, Renaud Van Ruytbeke estime dans cet ouvrage que la situation française n'a pas grand-chose à envier à celle de l'Italie. « Sans thermomètre, on ne peut pas déceler la fièvre, affirme-t-il. La corruption est réellement importante dans notre pays, mais les juges français n'héritent de certains dossiers que par hasard, (...) jamais par la volonté délibérée de ceux qui sont en charge de l'action pénale, c'est-à-dire les parquets. » Les premiers responsables sont, selon lui, les procureurs, qui « à force d'obéir [au pouvoir politique], acquiescent des réformes de soumission ». Pour le magistrat rennais, le système judiciaire français, « où le voleur, quand il est chômeur ou SDF, est sanctionné quotidiennement, alors que les plus gros fraudeurs échappent aux mailles du filet grâce à leurs appuis », n'est plus seulement « inadapte et archaïque », mais « insupportable ».

Le procureur général de Genève, Bernard Bertossa, qui jouit d'une position unique au cœur d'un bastion de la finance internationale, dresse pour sa part un constat « très inquiétant ». « La corruption, dit-il, est en soi un véritable moteur qui, de moteur auxiliaire, risque de devenir le moteur principal. » Pour ce qui est de la libre circulation des marchandises, il n'y a pas de problème, mais la libre circulation des informations judiciaires n'a même pas été envisagée », constate le procureur général de Genève.

Aux dirigeants qui prétendent « tout faire » contre la corruption, M. Bertossa rappelle qu'« aucun

gouvernement ne s'est jamais beaucoup plaint auprès des autorités suisses des lenteurs de l'enquête judiciaire ». Au contraire : « La fameuse intervention de M. Toubon a même montré que la France souhaitait plutôt que l'enquête fonctionne le plus mal possible. » Le procureur fait référence à une lettre du 4 août 1995 dans laquelle le ministre français de la justice rappelait à son homologue suisse que les

nées à « protéger les tricheurs », M. Bertossa souligne le « peu d'empressement que le gouvernement français a toujours mis à poursuivre pénalement ses membres, anciens membres et amis ». Sous les socialistes, la première demande concernant l'affaire des fausses factures de l'Olympique de Marseille, payées sur un compte genevois, est restée douze mois bloquée à la chancellerie, à Paris.

« Un véritable espace judiciaire »

L'appel lancé à Genève affirme qu'« il devient nécessaire d'instituer un véritable espace judiciaire européen au sein duquel les magistrats pourront, sans entraves autres que celles de l'état de droit, rechercher et échanger les informations utiles aux enquêtes en cours ». « Nous demandons l'application effective des accords de Schengen prévoyant la transmission directe de commissions rogatoires internationales et du résultat des investigations entre juges, sans interférence du pouvoir exécutif et sans recours à la voie diplomatique. »

Les sept magistrats demandent l'adoption de conventions garantissant la levée du secret bancaire lors de demandes d'entraide judiciaire en matière pénale, la relation directe entre juges européens et le renforcement de l'aide administrative en matière fiscale. Ils pressent tout particulièrement leurs dirigeants de ratifier la convention de Strasbourg du 8 novembre 1990 relative au blanchiment et à la saisie des produits du crime.

Informations transmises aux magistrats français devaient emprunter la voie diplomatique, beaucoup plus lente, au lieu de faire l'objet de procédures d'urgence, de juge à juge. Cette demande intervient alors que plusieurs affaires embarrassantes pour le PR et le RPR connaissent des prolongements financiers à Genève.

Dénonçant les lenteurs desti-

Gherardo Colombo évoque quant à lui une demande italienne présentée à la Suisse au printemps de 1992 et qui attend toujours une réponse.

Pour le juge espagnol Baltazar Garzon, l'Union européenne doit s'attaquer en priorité aux paradis fiscaux. « On peut, dit-il, passer des heures à parler du blanchiment, de la coordination de la lutte, de l'uni-

Incendie d'une clinique bretonne : sept condamnations

SEPT DES NEUF PRÉVENUS qui avaient comparu en juin devant le tribunal correctionnel de Rennes pour l'incendie de la clinique psychiatrique de Bruz (Ille-et-Vilaine) ont été condamnés, lundi 30 septembre, à des peines d'amende et de prison avec sursis. L'incendie, provoqué par une patiente dans la nuit du 24 au 25 juin 1993, avait fait vingt morts. Le docteur Lucien Maarek, PDG de Médipex, filiale de la Générale des eaux qui avait racheté la clinique en 1990, François Grosille, directeur technique, et Dominique Urien, architecte, ont été condamnés chacun à dix-huit mois de prison avec sursis et 30 000 francs d'amende. Le tribunal a également prononcé des peines de prison avec sursis à l'encontre de Luc Teffaud, maître d'œuvre, et de Tanguy Claret-Roller, sapeur-pompier. Retenant des « imprudences » et des « négligences », le tribunal a accordé un total de 9 millions de francs d'indemnités aux familles des victimes.

DÉPÊCHES

■ JUSTICE : les magistrats du siège et du parquet des tribunaux d'instance et de grande instance de Grenoble ont adopté, lundi 30 septembre, une motion dénonçant « les pressions » exercées par le parquet général sur le déroulement des « affaires » grenobloises. « Les magistrats du tribunal de grande instance ne supportent plus les pressions intérieures qu'exercent les chefs du parquet général sur le déroulement des affaires politico-financières en cours », déclare le texte adopté à l'unanimité lors d'une assemblée générale réunissant trente des cinquante magistrats grenoblois.

■ EXCLUSION : un Français sur deux craint de devenir un jour lui-même un exclu et huit sur dix pensent que la fracture sociale s'aggrave, selon un sondage CSA-FNARS-La Rue, publié mardi 1^{er} octobre. Alors que les ministres en charge du dossier, Jacques Barrot et Xavier Emmanuelli, ont présenté, lundi 30 septembre, l'avant-projet de loi de cohésion sociale, 62 % des Français disent ne pas faire confiance au gouvernement pour lutter contre l'exclusion (contre 41 % en 1995) et 34 % seulement pensent que la lutte contre la fracture sociale fait partie de ses objectifs prioritaires.

■ IMMIGRATION : une trentaine d'étrangers en situation irrégulière ont été interpellés, lundi 30 septembre, dans un foyer où résident 600 travailleurs migrants à Poissy (Yvelines), à la suite d'une opération de lutte contre l'immigration clandestine diligentée par le parquet de Versailles. Somaliens, Sénégalais et Kurdes, ils ont été placés en garde à vue dans différents commissariats. Une compagnie de CRS et plusieurs dizaines de policiers ont participé à l'opération.

Un député RPR propose la castration chimique des pédophiles

EN ATTENDANT que le conseil des ministres adopte, le 20 novembre, date de la Journée internationale des droits de l'enfant, des mesures réprimant les abus sexuels envers les mineurs, Odile Moirin, député (RPR) de l'Essonne, devait remettre, mardi 1^{er} octobre en fin d'après-midi, un rapport à Hervé Gaymand, secrétaire d'Etat à la santé et à la Sécurité sociale, préconisant notamment une information plus offensive en direction du grand public. Avec ce premier objectif, elle rejoint les souhaits exprimés par Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence, chargé de « piloter » le dossier entre les différents ministères concernés (la justice, les affaires sociales, la santé).

Pour M^{me} Moirin, il paraît nécessaire de diffuser de façon hebdomadaire un spot télévisé et d'afficher le numéro vert national (Allo enfance maltraitée, 05 05 41 41), les numéros des structures similaires départementales et des procureurs dans les écoles et les lieux fréquentés par les enfants. Le 24 septembre, journée nationale de l'enfance maltraitée, M. Gaymand avait déjà annoncé que les mesures de novembre comprendraient « une campagne nationale de prévention », un renforcement de l'aide aux victimes et un projet de loi renforçant la répression contre l'exploitation sexuelle des mineurs ». M. Emmanuelli, pour sa part, s'était prononcé, en septembre, en faveur d'une « structure permanente » proposant une aide médicale et psychologique aux familles où les enfants pourraient se voir prodiguer « soins et rééducation ».

Dans son rapport, Odile Moirin suggère de définir un « statut juridique » pour l'enfant victime. Au niveau de la prévention, le député propose la création de cours « spécifiques et obligatoires » dans les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM). En amont, le rapport imagine de « rendre obligatoire un entretien médico-psychologique avant toute prise en fonction » des enseignants et des éducateurs, les pédophiles étant « attirés par les professions où ils peuvent être mis en contact avec les enfants ». Dans son rapport, M^{me} Moirin appelle enfin à créer « une peine spéciale imposant dans certains cas la castration chimique » qui serait infligée à des condamnés pour viol.

SUIVI THÉRAPEUTIQUE

Dans son édition datée du 1^{er} octobre, *Libération* dévoile les grandes lignes d'un avant-projet de loi élaboré par le ministère de la justice. Le texte propose notamment de renforcer « la répression et la prévention des atteintes sexuelles contre les mineurs et les infractions portant atteinte à la dignité des personnes ». Une peine de « suivi thérapeutique » serait créée, obligeant le délinquant sexuel à suivre « un traitement médical ou psychologique pendant la durée déterminée par la juridiction de jugement ». Ce traitement pourrait se poursuivre pendant cinq ans en cas de délit, dix ans pour un crime, et vingt ans par « décision spécialement motivée de la cour d'assises ». Si le condamné manque à cette obligation de soins, il pourrait se voir infliger une nouvelle peine de deux ans de prison.

Selon un rapport de l'ODAS (Observatoire décentralisé de l'action sociale) (*Le Monde* du 18 septembre), 65 000 enfants en danger ont été recensés en 1995 en France, soit une augmentation de 12 % sur un an.

Aude Dassonville

Roland-Pierre Paringsaux

La Justice ou le Chaos, par Denis Robert. Editions Stock, 347 pages, 130 francs.

HORIZONS

REPORTAGE

Depuis leur prise de Kaboul, les « moines soldats » imposent leur nouvel ordre moral, stricte application de la « charia ». Au-delà de ce fondamentalisme, ils veulent rétablir la domination séculaire des Pashtounes

A la sortie méridionale de Kaboul, les chars et les batteries anti-aériennes qui jalonnent la route mi-bitumée, mi-empierreée, forment un saisissant contraste avec le havre de quiétude qu'était la capitale en cet été 1995. Nous sommes en pleine ligne de front, à la hauteur de Mohammad Agha, là où les talibans se tapissent en attendant l'assaut final. Passé le dernier check-point des gouvernementaux, tenu par des gamins affalés sous des toiles de tentes, le no man's land se note dans la poussière ocre.

Puis surgit le premier poste taliban : des adolescents, eux aussi, plus qu'un poil immature et que rien ne distingue des autres gavrachos enrôlés dans l'autre camp, si ce n'est le turban plus soigné. L'ambiance est plutôt bon enfant. Armés de leurs AK-47 et accoudés à un char, ils filent une maigre circulation où dominent des camions chargés de troncs de bois en prévision de l'hiver rude qui s'annonce. Un brin fanfarons, ils agitent crânement leur quinqualliance sous l'œil de l'appareil à photos.

On demande à rencontrer leur chef. Le mollah Abdul Salam, responsable des « affaires militaires » de la province du Logar, nous reçoit en bord de route dans une case en torchis qui fait office de QG de campagne. La pièce est protégée de la chaleur ambiante par d'épaisses parois de glaise. Front ceint d'un turban bleu et barbe lissée, il se restaure en compagnie de son état-major en trempant une galette de blé dans un plat de purée de haricots. Les kalachnikov sont adossés au mur et des lampes à pétrole trônent sur des étagères creusées dans la glaise. La voix d'Abdul Salam est douce. Et son propos humble. « Nous voulons instaurer en Afghanistan les préceptes de Dieu et du Coran. » On le presse de questions. Mais il n'a rien d'autre à dire. Son projet se résume à trois idées : le Coran, tout le Coran, rien que le Coran.

Abdul Salam doit sans doute être aujourd'hui à Kaboul, la ville impie tombée dans la nuit du jeudi 26 au vendredi 27 septembre. Pris en tenaille par le sud et par l'est, le régime du président déchu Burhanuddin Rabbani, qui avait jusqu'à présent triomphé de tous les sièges, s'est effondré comme un château de cartes. Après deux jours de combats à la périphérie, la ville s'est figée dans un silence pesant. Les rebelles se sont glissés nuitamment dans la ville sans essuyer la moindre résistance. A Microrayon, sinistre banlieue hérissée de câbles HLM à la soviétique, ils ont même été accueillis par des manifestations de joie. Les habitants leur savent gré de ne pas avoir bombardé le quartier.

Le lendemain, un porte-parole du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a eu ce mot terrible qui restera dans les annales : « La ville est calme, ce matin. Elle était déjà calme, hier soir. Les talibans sont entrés dans la ville calmement, comme les Khmers rouges à Phnom-Penh. » Les Khmers rouges avaient mis quelques heures pour vider Phnom-Penh de ses habitants. Les talibans, eux, ont mis quelques heures pour imposer « calmement » leur ordre : pendaison d'un ancien chef communiste, dont le cadavre a été noyé à un réverbère, interdiction aux femmes de travailler, menace de lapidations pour les couples adultères, etc. L'Afghanistan - ou plus précisément les deux tiers de ses provinces - vit désormais sous l'inflexible charia des talibans.

Qui sont-ils donc, ces nouveaux « fous d'Allah » de Kaboul ? Les experts restent perplexes devant un phénomène encore nimbé de mystère. On sait qu'ils sont majoritairement d'ethnie pashtoune, affiliés à la tribu des Dourani, dont est issue l'ancienne monarchie afghane. Le noyau dur de leurs troupes est formé d'étudiants en théologie - ou talibans - éduqués dans les madrasas (écoles coraniques) des camps de réfugiés des provinces pakistanaise du Balouchistan et de

la frontière du nord-ouest. Parrainés par le parti sunnite pakistanais Jamiat-Ulema-e-Islami (JUI), proche du premier ministre Benazir Bhutto, ces écoles professent un islam se réclamant de la version la plus orthodoxe du soufisme. L'enseignement y est centré sur la récitation liturgique du Coran et l'apprentissage de l'arabe, mais ne fait que peu de place aux matières scientifiques ou à l'anglais, contrairement aux programmes dispensés par les factions moudjahidines se réclamant d'un islam révolutionnaire. C'est que les talibans sont foncièrement des ultraconservateurs.

L'entrée en scène de ces « moines soldats » n'aurait sans doute pas eu lieu sans l'impulsion décisive du Pakistan, ou plus précisément de certains de ses cercles dirigeants. Depuis son retour au pouvoir en 1993, le premier ministre Benazir Bhutto cherche, en effet, à extraire le dossier afghan de l'empire des services secrets (ISI), proches de ses adversaires politiques et dont les manœuvres au sein du mouvement moudjahidine se sont révélées calamiteuses. Leur favori afghan, Gulbuddin Hekmatyar, chef du parti intégriste Hezb-e-Islami, cumule en effet inefficacité et mauvaises fréquentations. Non seulement il n'a pas réussi à s'emparer de Kaboul - tombé après la débâcle communiste de 1992 aux mains des Tadjiks du commandant Massoud, abhorré à Islamabad -, mais il effarouche surtout Washington en raison de ses liens avec le terrorisme islamiste international. L'Arabie saoudite, elle aussi, est contrariée qu'Hekmatyar se soit rangé sous la bannière de Saddam Hussein lors de la guerre du Golfe. L'homme devient gênant.

Benazir Bhutto décide donc de le lâcher. Elle confie à son ministre de l'Intérieur, Nasrullah Babar, un fin connaisseur des tribus pashtounes de la zone frontalière, la tâche de trouver une solution de remplacement. L'objectif du pouvoir pakistanais est double : rendre les clés de Kaboul aux Pashtounes - sur lesquels Islamabad pense avoir une certaine prise - et ouvrir une voie commerciale vers les marchés émergents d'Asie centrale, qu'une myriade de commandants moudjahidines pillent rend inaccessibles.

Les talibans seront l'instrument de cette stratégie, qui s'apparente à

un grand nettoyage. A l'automne 1994, on les voit quitter subitement leurs madrasas des camps de réfugiés et passer la frontière, lourdement armés. Ils s'illustrent en volant au secours d'un convoi intercepté dans le Sud afghan par des chefs locaux. La collusion est manifeste : la trentaine de camions appartient à la National Logistics Cell, une entreprise de l'armée pakistanaise qui avait assuré des « missions spéciales » (trans-

ports de armes et de drogue) durant la guerre antisoviétique. Le convoi gagna ensuite sans encombre le Turkménistan, d'où il revint chargé de coton. Ainsi l'épopée taliban débute-t-elle sous le signe de la liberté du commerce.

Les manipulations d'Islamabad n'expliquent pourtant pas tout. Car le « phénomène » taliban se propage comme une traînée de poudre, à la surprise générale. Les nouveaux venus sont accueillis en quasi-libérateurs au sein d'une population pashtoune exaspérée par l'anarchie que font régner des groupes moudjahidines dévoyés. Les villageois ne souffrent plus ces

petits seigneurs de la guerre sanguinaires et corrompus, voleurs de femmes et rançonneurs de convois. Ils veulent l'ordre et la sécurité. C'est justement ce que les talibans leur proposent.

La tactique est simple : les « étudiants » arrivent avec le Coran grand ouvert dans les mains et crient : « Ne tirez pas, frères, nous sommes pour la paix et non la guerre. » Qui va tirer sur un dévot armé d'un Coran et acclamé par la

population ? Les moudjahidines s'inclinent et les jeunes séminaristes, kalachnikov en bandoulière, entassés dans des 4x4 où flotte un drapeau blanc, proclamant qu'« il n'est de Dieu que Dieu » et que « Mahomet est son prophète », enchaînent les conquêtes. Quasiment sans tirer un coup de feu, ils envahissent l'ancienne capitale royale Kandahar (novembre 1994), la cité proche de la frontière iranienne Herat (septembre 1995) puis la ville orientale de Jellalabad (septembre 1996). Au fil de leur avancée, leurs troupes s'enlèvent de transfuges zélés : commandants moudjahidines, anciens officiers de l'armée royale

et même... anciens chefs communistes en déroute. Le mouvement finit ainsi par s'adosser à une véritable armée, forte d'environ 25 000 hommes et équipée de chars et d'avions de chasse. Dans les villes conquises, le préjugé favorable ne tarde pourtant pas à virer au désenchantement. Mélant archaïsme et intolérance, l'ordre taliban est implacable. Le couvre-feu est décrété à partir de 21 heures. Symboles d'une modernité exécrée, les appareils de télévision et de vidéo sont brisés et ficelés à un poteau où pend une pancarte indiquant : « Sandouq-e cheytan » (boîte à diable). Tout ce qu'ignore le Coran - cinémas, théâtres, jeux de hasard ou cercs-volants - est prohibé.

LES écoles de filles sont fermées. Les femmes sont interdites de travail - la faculté d'économie d'Herat a perdu la totalité de ses professeurs, car tous étaient des femmes - et elles ne peuvent plus sortir que drapées du tchadri intégral. Elles ne sont plus que des silhouettes fugitives, glissant entre deux murs de pisé. On ampute les voleurs et on lapide les couples adultères. Au nom de la foi, on force les gens à se rendre à la mosquée. A Kandahar, on tire même des cordes pour mieux canaliser les passants vers le lieu de prière. Les récalcitrants sont rossés sans ménagements. Yeux fardés de khôl et crâne rasé sous le grand turban noir, les miliciens du nouvel

ordre moral inspectent les rues à bord de pick-up japonais diffusant des chants coraniques. Mais faut-il s'en tenir aux apparences ? Adepte de la charia, les talibans ? Certes, mais le régime en place qu'ils ont combattu se réclamait, lui aussi, de la loi islamique.

En vérité, au-delà du fondamentalisme de façade des talibans, perce une farouche volonté de restaurer la domination séculaire des Pashtounes, que les Tadjiks avaient détrônés à la faveur de la djihad antisoviétique. A bien des égards, le rigorisme et la bigoterie des talibans puisent dans le code de l'honneur pashtoune - le *pashtunwali* - dont le caractère contraignant dépasse souvent les préceptes coraniques. Voilà pourquoi les talibans sont perçus comme des « occupants » dans les régions non pashtounes comme Herat, où s'organise une résistance passive. « C'est une honte de voir de tels obscurantistes à l'aube du XXI^e siècle », s'indigne Abdou, un ancien fonctionnaire. « Pourquoi empêchent-ils donc nos femmes d'étudier ou de travailler ? Nulle part dans le Coran il n'est dit que nos épouses et nos sœurs doivent rester cloîtrées », tempère un professeur de littérature, contraint de vendre des légumes à la fin des cours pour arrondir ses fins de mois. Dans cette ville de haute culture persane, ancienne capitale du monde islamique, on tient les talibans pour une bande de fermiers mal éduqués « incapables de s'exprimer en

persan ». Face à un tel environnement sourdement hostile, l'ordre taliban est contraint de composer.

DANS le bazar de Herat, on trouve toujours des casettes de musique en dépit des interdictions officielles. De même, la fermeture des écoles de filles n'a pas découragé les mères. Elles ont reconstruit un réseau d'enseignement à domicile. Les talibans le savent et ferment les yeux. Enfin, à Kandahar comme à Herat, les moins obtus des talibans comprennent ce que peut avoir d'absurde l'interdiction faite aux femmes médecins de travailler. Ce sont leur propres épouses qui en souffrent, puisqu'elles ne peuvent consulter un médecin mâle. Aussi autorise-t-on au compte-gouttes quelques infirmières et doctresses à retravailler, sous la surveillance de la police.

Enfants du Coran et du *pashtunwali*, les talibans ont déjà fait la démonstration dans leurs bastions de leur incapacité à gérer un Etat moderne. Ils vont dans doute recevoir le renfort empressé d'exilés, tels ces réfugiés monarchistes des Etats-Unis qui ont salué leur victoire. Mais que pèseront ces quelques retours face à l'exode massif des Kabouli qui a commencé : un quart de la population. Comme à Phnom-Penh ?

Frédéric Bobin
et Bruno Philip
Dessin : Pierre Lohner



Le Coran, arme des talibans

« La ville est calme, ce matin. Elle était déjà calme, hier soir. Les talibans sont entrés dans la ville calmement, comme les Khmers rouges à Phnom-Penh »

le clinique
et condamnation

propose la castration
des pédophiles

Europe : le peuple doit se prononcer

par Philippe de Villiers

Il y a tout juste seize mois, Jacques Chirac était porté à la charge suprême par le peuple français. Aujourd'hui, ceux qui l'ont choisi sont en plein désarroi. J'ai été candidat à l'élection présidentielle en faisant campagne sur deux idées qui me paraissent vitales pour la France : un pacte d'honnêteté et de sécurité publiques, pour redonner aux Français, sur le milieu politique, un regard de confiance ; une rupture nette et claire avec la politique européenne de la monnaie unique, pour redonner la première place au combat pour l'emploi.

Dans les derniers jours précédant l'élection, j'ai entendu Jacques Chirac marteler avec force son intention de « rompre avec la pensée unique ». Chacun croyait comprendre la volonté de réduire la « fracture » entre les Français et la classe dirigeante.

Au soir du premier tour, j'ai donc immédiatement demandé aux 1 400 000 Français qui avaient voté pour moi de se reporter sur lui au second tour. 1 400 000 voix, c'est juste — coïncidence heureuse — l'écart des voix entre lui et son compétiteur.

C'est précisément au nom de ces Français loyaux à mon endroit depuis les élections européennes, et qui — sur ma recommandation — ont fait la différence, que je m'adresse au chef de l'État pour lui dire aujourd'hui leur profonde déception.

Que veulent-ils ? Un gouvernement à la ramasse et qui, en forme de récompense de son échec et d'encouragement parlementaire à poursuivre dans la même impasse, s'apprête à obtenir le soutien unanime de 480 députés au licol serré dans un hémicycle sur commande qui n'est plus qu'un théâtre d'ombres.

Ils voient les chiffres du chômage, notre pays qui s'enfon-

ce dans les mêmes erreurs, la fameuse « fracture sociale » qui s'élargit et la fracture politique qui s'ouvre comme une béance d'incompréhension et de ressentiment. Ils voient la vie politique qui, à force de tourner sur elle-même, soudain désorbitée, et comme aspirée, aimantée, tourne désormais autour de l'astre noir du racisme. Éclipse de la baine. Éclipse de la politique.

Et puis ils voient que la politique conduite depuis seize mois met Jacques Chirac en porte à faux par rapport à tous ses engagements. Les Français constatent chaque jour qu'on fait le contraire de ce qui avait été annoncé, et que jamais la pensée unique n'a été à ce point la pensée officielle.

Un gouvernement à la ramasse s'apprête à obtenir, en forme de récompense de son échec et d'encouragement à poursuivre dans la même impasse, le soutien unanime de 480 députés au licol serré

Beaucoup de gens ont l'impression d'avoir été joués : la rupture promise et annoncée n'a pas eu lieu. La France souffre aujourd'hui d'un manque de volonté politique : nos gouvernants successifs se laissent imposer leur politique par les administrations — technocrates des ministères, eurocrates de Bruxelles, banquiers de Francfort. Bref, ce sont les administrations qui commandent et qui prévalent.

Mais il y a plus grave : ce manque de volonté politique cache un autre manque, un manque de vision politique : les Français ne voient pas où on les conduit. Les hommes politiques semblent se résigner à l'effacement de la France au moment où

elle est en train de perdre son identité et sa souveraineté. On croit qu'il n'y a pas de ligne. En réalité, il y a bien une ligne, invisible, inexprimée ; toute la politique de la France ne se résume plus que dans cette locution financière : la monnaie unique.

Cette politique porte des fruits de plus en plus amers : la perte des libertés du peuple français, au profit d'un ensemble fédéral sous influence germanique. Et puis naturellement le chômage, la désertification et, depuis une obscure réunion financière de Dublin qui s'est tenue le 21 septembre, la rigueur à perpétuité.

Il faudra tôt ou tard changer de politique, c'est-à-dire changer de ligne, retrouver une vision française, une volonté nationale.

C'est vers le chef de l'État que, de plus en plus souvent, le peuple français va se tourner. Pour lui adresser un message et une question très simples : on nous dit qu'il faut faire des efforts, réduire les déficits et l'endettement. Personne ne conteste ce passage obligé. Mais pour aller où ? Au nom de quoi ? Au nom de la mise en œuvre d'un traité qui consacre l'abandon de notre souveraineté monétaire et de notre indépendance politique ?

C'est donc à son niveau désormais que les choix vont devoir être faits. Ce n'est pas une question technique, ou une question d'homme. C'est une question hautement politique qui n'appartient pas à sa seule réflexion, qui doit être, un jour ou l'autre, posée au peuple français : puisque l'Europe va si mal et que la France se traîne, pourquoi ne pas envisager autre chose ? Pourquoi pas une France qui redevienne maîtresse de son propre destin, pourquoi pas un franc flexible, une vraie protection européenne de l'emploi, un authentique concert politique européen ?

Pour sortir du piège de la monnaie unique, Jacques Chirac pourrait s'appuyer sur quelques faits nouveaux : la monnaie unique n'est plus une construction à douze pays mais à cinq ou six ; la monnaie inexorable du chômage en Allemagne et en France, contrastant avec le dynamisme économique des grands espaces concurrents dans le monde ; les négociations de la conférence intergouvernementale sur Maastricht II qui s'enlisent. Il faut donc en sortir par le haut.

Prenant appui sur ces faits nouveaux, le président pourrait poser au peuple français la question de la ligne politique à suivre par référendum, avant la date fatidique du choix des pays irrévocablement liés par une seule monnaie. Il s'y était engagé pendant sa campagne. S'il ne le fait pas, les élections législatives tiendront lieu de référendum sur le chômage, donc sur la monnaie unique, donc sur la souveraineté, donc sur le destin de la France.

Comment accepter sur le plan politique que nous mettions mille ans de savoir-faire diplomatique au service d'un couple exclusif, le « couple franco-allemand », dont tout le monde voit bien aujourd'hui que c'est le partenaire allemand qui commande et qui décide ?

Les deux principes de l'Europe idéologique — l'ultralibéralisme inconditionnel et le monétarisme à l'allemande — nous broient comme les deux bras d'un piège mortel qui se referme sur nos entreprises.

La monnaie est devenue une fin en soi. La flexibilité ne se fait plus par les taux d'intérêt, ou par les finances publiques, elle se fait par le chômage.

Philippe de Villiers est président du Mouvement pour la France.

AU COURRIER DU « MONDE »

QUESTIONS AUX ANTI-DHL DE STRASBOURG

Bravo aux anti-DHL de Strasbourg. Ils ont gagné... peut-être. Tant pis pour les plus de cinq cents personnes qui ont envoyé leur CV dans l'espoir de décrocher un emploi, même sous-qualifié, même en CDD. Bux continueront à avoir des insomnies, en espérant que rien ne les poussera à perdre espoir. Les médecins qui dénoncent les effets du bruit sur la santé ont-ils lu les rapports relatifs à l'effet du chômage sur la santé ?

Heureuse Alsace qui peut se permettre de sélectionner ses futurs employeurs. Mais a-t-on pensé aux riverains des autoroutes, des lignes SNCF, des grands axes urbains qui sont gênés par le bruit ? Peut-être ces riverains sont-ils moins nantis que les riverains d'Entzheim ?

Messieurs les maires, vous qui avez manifesté, car par chance vos électeurs influents sont encore plus nombreux que vos chômeurs, comment comptez-vous attirer des créateurs d'emplois dans nos communes ?

Aux quinze mille personnes ayant défilé le 14 septembre : êtes-vous chiches de nous faire parvenir un chèque de 100 francs pour aider deux cents personnes sans qualification à se former ?

Et si tous ceux dont le sommeil est troublé par leur chômage ou celui d'un proche se faisaient entendre ? Si on se faisait une petite manifestation dans chaque village anti-DHL ? Nous ferions certainement plus de bruit qu'un vol de nuit.

Et pour les jusqu'au-boutistes qui veulent la fermeture nocturne de l'aéroport : qui osera envoyer les lettres de licenciement à ceux qui perdront leur emploi ?

E. X. Gutapfel, Duppighelm (Haut-Rhin)

Les immigrés, bénédiction ou nécessité ?

par François Maspero

« Les immigrés sont une bénédiction. » Cette phrase de Mario Vargas Llosa (Le Monde du 6 septembre) a, par sa charge humaniste, toute ma sympathie. Mais elle reste un slogan tant qu'elle n'est pas assortie de précisions concrètes, voire chiffrées. Voici quelques questions auxquelles, n'étant ni économiste, ni démographe, ni statisticien, j'aimerais avoir des réponses plus précises.

1) Les instances du pouvoir affichent le nombre de clandestins refoulés par charters, énumèrent les mesures prises aux frontières, etc. Pourtant, un nombre (contreverse) d'immigrés trouve en France le moyen d'y vivre ou d'y survivre, dans des conditions qui, si elles insultent souvent la notion de dignité humaine, semblent préférables à celles qu'ils ont quittées. Sinon, comme le dit Mario Vargas Llosa, n'étant pas des imbéciles, ils ne viendraient pas et, surtout, ne resteraient pas.

Evidemment, étant « sans papiers », ils travaillent au noir. Or les mêmes instances restent (comparativement aux informations concernant leur action sur les immigrés illégaux) étrangement discrètes sur le nombre d'employeurs poursuivis et pénalisés pour les employer illégalement. Qui sont ces employeurs ? Quelles poursuites sont engagées, quelles condamnations prononcées contre eux et combien ? On lit semaine après semaine : « Soixante-dix clandestins Mallens expulsés », et bien plus rarement : « Soixante-dix — au même ou seul — employeurs français de Mallens mis en examen ».

N'y a-t-il pas, dans la liste de ceux qui pratiquent impunément l'emploi clandestin, des firmes célèbres d'une importance considérable et des sous-traitants indispensables à celles-ci, dans la confection, le bâtiment ou d'autres branches majeures ?

2) Quel est le poids de ces employeurs dans l'économie française ? Marginal ou décisif ? Quelle est la perte des rentrées fiscales et sociales qu'ils font subir au budget national ? Les pénalités infligées à leurs entreprises compensent-elles cette perte ? Autrement dit : quelle est la part des « employeurs clandestins » (et non, comme on le demande démagogiquement, des « travailleurs clandestins » dans le déficit budgétaire et dans le « trou » de la Sécurité sociale, par défaut de paiement des impôts et des cotisations patronales afférentes ?

Corollairement, donc : à combien se monterait le solde créditeur apporté par la régularisation des « sans papiers » ?

3) En supposant que tous ces employeurs, forcément français de par la loi, soient obligés de se mettre en accord avec ladite loi, quelle serait l'incidence de ce surcroît de charges sur la rentabilité de leurs entreprises, le prix de revient de leurs produits, leur prix de vente, leur compétitivité nationale et internationale ?

En d'autres termes : l'économie française peut-elle supporter le poids de la régularisation, non des travailleurs clandestins, mais des entreprises qui les emploient clandestinement ?

4) Question qui déconne des précédents : l'économie française ne subira-t-elle pas un choc inacceptable pour elle en l'absence de travailleurs immigrés exploités, illégalement ou non, par des entreprises françaises ? Ceux-ci ne restent-ils pas, même régularisés, plus qu'une bénédiction (morale) voire un enrichissement (culturel), une nécessité (économique) ?

Corollairement, donc : des entreprises françaises étant mises ainsi en difficulté, quel est le nombre de suppressions d'emplois (et non de créations comme il est dit démagogiquement) qui découlerait de la disparition des immigrés ?

5) Quelle est la part de ces immigrés dans l'achat des biens de consommation dans notre pays — donc dans le soutien et la stimulation d'une production nationale fragilisée ? A combien se monte la somme annuelle de leurs achats de ces produits (voitures, télé-

sions, machines à laver, etc. — sans oublier leur participation au marché du logement dont on nous prouve qu'il est en pleine déprime et dont ils sont, par force, les premiers demandeurs dans le chiffre d'affaires global du circuit de ces biens en France ? Et cela dans la perspective de se fixer en France, soit pour un long temps, soit à demeure (étant entendu que ces achats sont d'autant plus importants qu'est laissée la possibilité du regroupement familial) ; et achats destinés à être expédiés au pays, soit pour en gratifier des proches, soit dans un but lucratif.

Corollairement, donc : combien perdrait l'économie française en se privant de ce marché qui est, par définition, neuf, et s'oppose au marché autochtone qui est saturé ? A combien se monterait la baisse du taux de croissance de l'économie française en cas de non-emploi de ces immigrés ? Ce-lui-ci ne deviendrait-il pas franchement négatif ?

Deux mensonges : parler de ce que coûtent les immigrés sans chiffrer ce qu'ils rapportent ; fermer les frontières en faisant semblant de croire que cela sera sans incidence sur la présence française dans le monde

6) En mettant un barrage draconien aux demandes de visa dans la majorité du monde — que ce soit le « tiers-monde » ou les pays dits de l'Est — sans trop faire le tri entre les demandeurs (les services consulaires étant obsédés par les consignes reçues et la peur de faire une « gaffe »), la France a réussi cet exploit de voir le nombre des ressortissants étrangers en général et des étudiants en particulier venus pour un séjour plus long que le circuit des châteaux de la Loire se réduire de façon spectaculaire. Quelle est et quelle sera l'incidence de cet état de fait sur l'avenir de son « rayonnement » en général et de l'usage de la langue française en particulier ? Quel sens cela peut-il avoir encore de parler de « francophonie » si l'on fait obstacle aux séjours des francophones en France ?

7) Dans la mesure où le fait d'apprendre, d'étudier ou tout simplement de parler français ne garantit pas la possibilité de résider en France, à quoi sert-il d'entretenir des instituts français, des Alliances françaises, etc., et a fortiori la coûteuse institution de la francophonie, qui ne peuvent créer que des frustrés ?

En poussant à son terme le raisonnement par l'absurde, le pouvoir n'aurait-il pas intérêt, puisqu'il recherche de façon forcée des économies budgétaires, à fermer ces sources d'attraction vers un pôle désormais défendu et à couper court à des motifs de nostalgie, voire de rancœur, pour promouvoir, selon le souhait exprimé par le président de la République, des représentations essentiellement commerciales, guidées par les seuls critères économiques, lesquelles devront bien évidemment, si elles veulent être compétitives, s'exprimer dans la seule langue de la compétition : l'anglais ?

Ce sont deux mensonges — au moins par omission — que je soupçonne ici : le premier consiste à parler de ce que coûtent les immigrés sans chiffrer ce qu'ils rapportent. Le second à fermer les frontières françaises en faisant semblant de croire que cela sera sans incidence sur la présence française dans le monde.

François Maspero est écrivain.



La Compagnie Financière
Edmond de Rothschild Banque

Meilleure banque
pour la gestion de SICAV
sur 1 an et sur 5 ans

« Mieux Vivre Votre Argent »
a récompensé nos performances en nous décernant
deux Corbeilles :

Corbeille d'Or
1996



Gestion sur 1 an

Corbeille Long Terme
1996



Gestion sur 5 ans

1987 : classée 1^{re}
1990 : classée 3^{ème}
1992 : classée 2^{ème}
1994 : classée 1^{re}

Vous pouvez envoyer votre carte de visite au :
47, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris - Fax 01 40 17 24 42

CONTINUITÉ DANS LA PERFORMANCE

مكتبة الشارقة

Le Monde

EDITORIAL

La justice face au crime d'Etat

La force publique est instituée pour l'avantage de tous et non pour l'utilité particulière de ceux à qui elle est confiée. En rappelant ce vieux principe républicain, énoncé le 26 août 1789 par la Déclaration des droits de l'homme, la première chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, présidée par Martine Anzani, a situé l'enjeu symbolique de l'affaire des écoutes de l'Elysée.

Son arrêt, qui permet à l'instruction judiciaire de se poursuivre alors que, par la voix du parquet, le ministère public souhaitait enterrer définitivement ce dossier, souligne que l'Etat n'est pas au-dessus du droit. Violation de l'intimité privée, instrument de chantage et de pression, persistance des pratiques monarchiques du « cabinet noir » : l'appât d'écoutes illégales au sommet de l'Etat témoigne d'une tentation totalitaire au cœur des sociétés démocratiques. Ordonnée contre un opposant politique, un journaliste trop curieux, voire un proche trop indépendant, l'écoute téléphonique est ce moment où le pouvoir s'émancipe de la morale publique et s'habitue à ce que la fin justifie les moyens. D'un point de vue éthique, il n'y a guère de différence

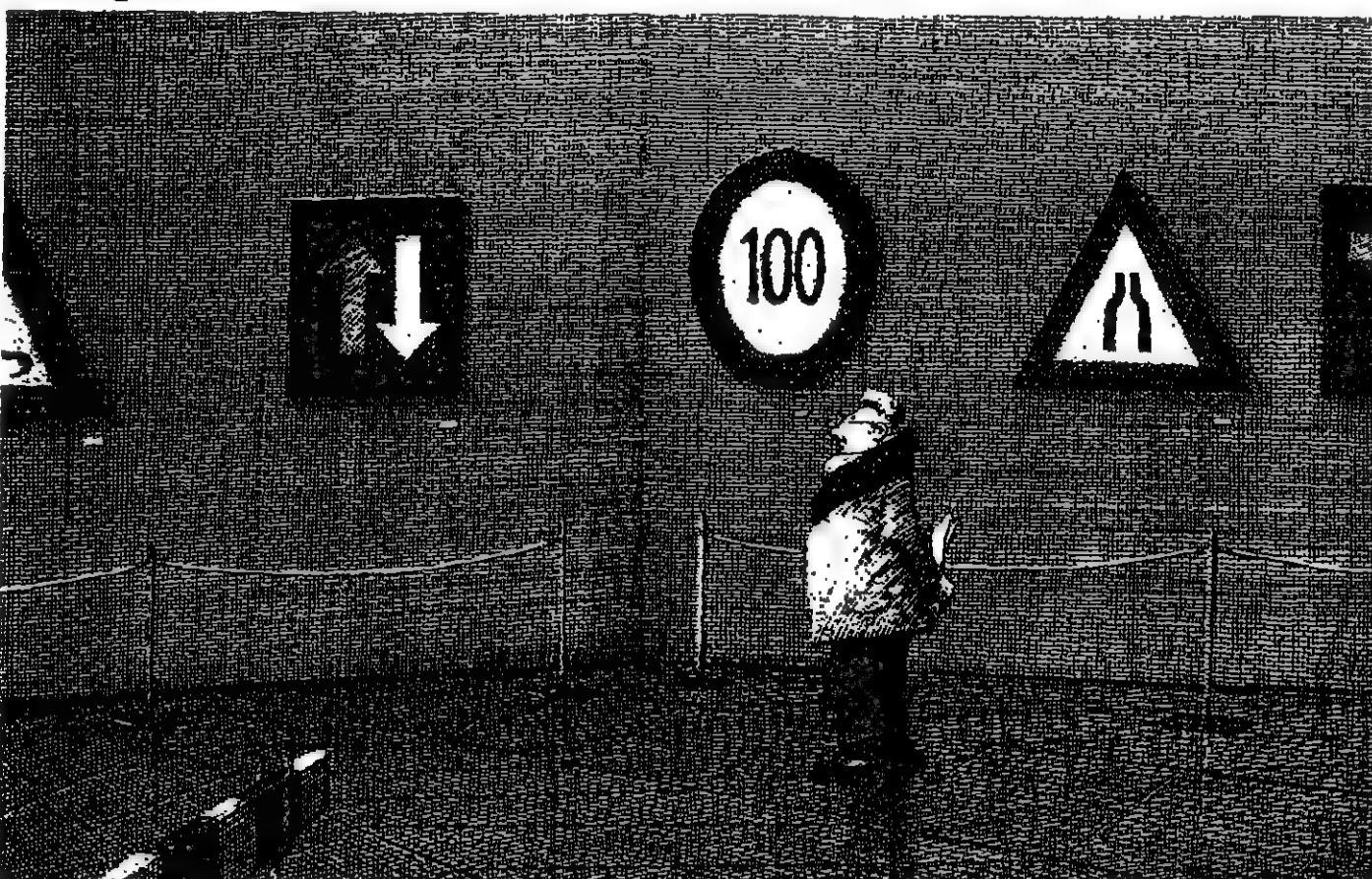
entre la banalisation de cet espionnage d'Etat et le recours, dans des périodes autrement plus dramatiques, à la torture qui, durant la guerre d'Algérie, fut un cancer au cœur de la République.

Aussi aurait-on tort de réduire cet interminable feuilleton au North mandarin des « écoutes », non sans curiosité malsaine. Parce que la France a toujours été impuissante à sanctionner le crime d'Etat, l'arrêt rendu le 30 septembre sera date. Il énonce en effet que la notion de « liberté individuelle » ne se confond pas avec celle des « libertés » qui recouvrent l'ensemble des libertés publiques. Infraction criminelle jusqu'en 1994, et passible à ce titre de la cour d'assises, l'attentat à la Constitution recouvre l'ensemble des atteintes aux libertés constitutionnellement reconnues – libertés d'opinion, de communication, d'expres-

sion, de la presse, etc. Or, selon la chambre d'accusation de Paris, c'est bien ce crime qui fut commis « par une cellule constituée par les plus hautes autorités de l'Etat ». Hélas, il n'est plus sanctionné par le code pénal... Sous un gouvernement socialiste, proclamant pourtant son attachement aux libertés, la défense de ces mêmes libertés publiques a en effet régressé : l'article 114 du code pénal qui sanctionnait le crime d'atteinte à la Constitution a été abrogé à compter du 1^{er} mars 1994. S'il est une leçon à tirer de l'arrêt de M^{me} Anzani, c'est que cette infraction, qui protège les citoyens contre les abus de pouvoir, doit être rétablie.

A suivre l'attitude de l'actuelle chancellerie dans l'affaire des écoutes, il n'est pas certain que cet appel sera entendu. L'instruction judiciaire pouvant continuer, sur la seule base toutefois du délit d'atteinte à l'intimité de la vie privée, le droit continuera d'affronter une raison d'Etat qui transcende les familles politiques. Car le dossier des écoutes n'est pas seulement un solde du passé. Il est actuel : sanctionner celles du mitterrandisme, c'est, d'abord et surtout, combattre la tentation de ses successeurs d'y succomber à leur tour.

L'art par Letter



La lecture : c'est juin 40 !

par Bertrand Potrot-Delpech, de l'Académie française

LA CHASSE est ouverte aux intellectuels qui se sont trompés en politique. D'ordinaire, la battue reprend tous les quatre-cinq ans. En période de démagogie anti-élite comme maintenant, le rythme s'accroît. La vox populi se régalait de dénoncer nos préposés à la clairvoyance : ce qu'ils se sont gâtés, fillette-fillette ! Comment osent-ils prendre encore la parole ? Car ils la gardent, et sans peine. Une tradition toute française de la prime à l'erreur veut que les ex-foutoyés s'accusent en rond, la mauvaise foi primant la bonne.

Question avènement des clercs, les années 40 se sont surpassées. Les premiers numéros de la NRF occupés volant Drieu dissenter sur les coteaux modérés de la campagne française, Chardonne offrir son meilleur cognac aux envahisseurs, et Gide escompter que les esprits gagneront à perdre de leur excessive liberté.

La même NRF de l'automne 1996 rachète ses étourderies anciennes avec des diagnostics et pronostics terrifiants sur ce qui fonda son credo et sa vie même : la LECTURE. La livraison d'octobre (numéro 525) ne se contente pas de reprendre à son compte les alarmes périodiques de la presse quant aux progrès de l'illettrisme, des fautes d'orthographe et des perles d'inculture répandues jusque dans les copies de grands concours. Les enseignants Danièle Salenave, Richard Millet et Gérard Spitéri crient à la faillite inexorable du Livre. L'optimisme relatif et charmeur de Daniel Pennac et de Patrick Grainville seules l'exception confirmant la règle d'un naufrage, d'une débacle après quoi rien ne

sera reconstruit : quelque chose comme un juin 40 culturel. L'orthographe qui se perd, c'est secondaire, grinçable. Après tout, son invention est récente. On vivait très bien au Paradis des mots avant la faute, comme le rappelle avec flamme l'historien de la langue Bernard Cerquiglini (*Le Roman de l'orthographe*, Hatier, 1996). La crise est plus profonde. C'est la lecture comme instrument unique de regard sur le monde et sur soi que le XX^e siècle a évacuée en quelques décennies. La langue a cessé d'être l'objet d'un savoir

La faute à qui, cette capitulation de l'écrit en moins de trente ans ? Pour le café du commerce – aujourd'hui : les cafétérias, y compris universitaires –, c'est l'Ecole qui a perdu la Foi. Selon les a priori idéologiques de chacun, des explications, atténuantes ou non, sont cherchées dans l'invasion des immigrés et de la télévision, dans de vieux complots marxistes contre la culture dite bourgeoise, dans l'obsolescence d'une modernité qui rentrait le Livre démodé, caduc, inopérant, dans les foudrises des directives pédagogiques...

des petits paysans patoisants encore moins préparés à ce miracle que nos zappeurs et rappeurs d'aujourd'hui !

Il n'en reste pas moins excessif de tirer, comme le fait la NRF : « L'école contre la lecture ». Le mal vient de plus loin. C'est le tour-économique ambiant qui ruine les chances du gratuit dans les apprentissages. Dans le temps où la langue se voit reprocher ses illégalités décriées inenfermables (alors qu'ils forment la meilleure initiation aux règles de la vie sociale et du cheminement intérieur), le profit et la consommation imposent sans combat leur fétichisme de la marchandise, leur dictature du rentable, leur tyrannie de la manipulation pavlovienne (« j'ai envie-j'ai pas envie »), leur immoralité foncière (témoin le recul des vols nazis par les banques suisses), leurs violences en chaîne, et leur avilissement de l'accomplissement de soi et des aspirations de l'humanité en appropriation immédiate, jamais satisfaite, de biens matériels.

L'abandon, par le XX^e siècle, de la notion de richesse et de liberté personnelles par le Livre représente une perte aussi tragique et lourde de conséquences que celle du concept d'humanité dont Alain Finkielkraut analyse l'anéantissement par les deux guerres mondiales (*L'Humanité perdue*, Seuil, 1996). C'est juin 40 !, vous dis-je.

A toutes les fractures qui affligent la fin du siècle et dont retentissent les discours dominicaux, il faudra ajouter une rupture de soi avec soi et avec le monde, rupture dont seul pouvait guérir le dialogue intime avec les mots, inexcusablement saccagé.

républicain facteur de liberté et d'égalité. Elle est réputée dépassée, discriminatoire, vexatoire, inefficace. La vérité dont elle permet l'approche n'est plus considérée que comme une opinion parmi d'autres. Le discours du profit et de la réclame a gagné. L'économique et la tyrannie du marché ont imposé aux esprits leur magie, déguisée en rationalité unique malgré ses risques de faillite planétaire.

De fait, après tant de mises en garde comme celles de Jacqueline de Romilly et d'Hélène Carrère d'Encausse, Millet et Spitéri dénoncent les bricolages linguistiques, animations, rogatons de théories et autres diversions qui ont remplacé une formation ardente du goût de lire. Après tout, deux générations d'instituteurs de la Troisième République ont réussi à alphabétiser, et à ouvrir aux prestiges de la vie-avec-les-mots,

La course de M. Chirac contre le temps

Suite de la première page

Aux interlocuteurs qu'il avait rencontrés durant l'été, le chef de l'Etat n'avait pas dissimulé sa perplexité. Avec François Léotard, il avait évoqué l'hypothèse de dissoudre l'Assemblée nationale, alors même que, le 14 juillet, à la télévision, il avait expliqué que la dissolution n'est pas une thérapie de confort remise à la disposition du président de la République par la Constitution.

Avec Charles Pasqua, il avait été question d'une réforme du mode d'élection des députés, de nature à limiter un probable mouvement de balancier en faveur de la gauche et à assurer aux électeurs du Front national qu'ils seraient représentés au Palais-Bourbon. Aux uns et aux autres, il avait donné le sentiment de ne pas écarter l'éventualité d'une réforme institutionnelle, qui pourrait porter à la fois sur les modes de scrutin, sur le non-cumul des mandats et sur la place des femmes dans les assemblées représentatives.

CONTINUITE
Ces interrogations avaient en pour effet que, sans voter dans sa volonté de maintenir M. Juppé dans ses fonctions, M. Chirac avait pu ouvrir la voie aux spéculations sur un calendrier qui pourrait comporter, à terme, un remaniement gouvernemental, voire un changement de premier ministre ; bref, une redistribution des cartes au sein de la majorité afin d'affronter l'échéance des élections législatives dans des conditions meilleures que celles qui dominent aujourd'hui. L'épisode du Havre – le message de M. Chirac transmis par Michel Péricard aux parlementaires du RPR le 26 septembre – a montré que M. Juppé, premier ministre et chef du parti présidentiel, s'est interrogé lui-même sur les intentions du chef de l'Etat et a éprouvé le besoin d'une clarification.

Le discours du Pas-de-Calais est décisif sur un point : l'action du gouvernement se situe bien, aux yeux de M. Chirac, dans la continuité des objectifs qu'il avait définis durant sa campagne électorale et à sa prise de fonctions. Les critiques mettant en cause une dérive ou un écart par rapport à l'inspiration initiale sont implicitement rejetées comme non pertinentes.

Ce propos vaut réponse, notamment et notablement, à Philippe Séguin, qui, le 1^{er} septembre, à Istres, avait interpellé le président de la République en expliquant que sa fonction exige qu'il ne soit pas « un simple arbitre », mais « un donneur d'impulsions ». L'impulsion est donnée, affirme aujourd'hui M. Chirac, et si besoin est, entretenue ; c'est à cette impulsion que le gouvernement répond, même s'il ne le fait pas toujours avec toute l'efficacité souhaitée. M. Juppé et ses ministres n'inscrivent donc pas leur action dans une « parenthèse » de remise en ordre financière, qui aurait été ouverte en octobre 1995 et qui pourrait se fermer à l'approche des élections législatives.

Pour le reste, le champ des possibles reste étonnamment ouvert.

Si le président de la République et le premier ministre peuvent s'appuyer sur la confiance des marchés – qui ne se dément pas – dans leur détermination à mener à bien l'assainissement des finances publiques nécessaire pour satisfaire, en temps et en heure, aux critères de la monnaie unique européenne, ils savent aussi qu'ils souffrent, auprès de l'opinion, d'un manque de « visibilité » politique.

Le vote de la « confiance », mercredi, à l'Assemblée nationale, ne suffira pas à dissiper les « doutes » dont M. Chirac a longuement pris acte. Tout au plus permettra-t-il à M. Juppé et aux membres de son gouvernement de se prévaloir de l'engagement de la majorité pour s'opposer à d'éventuels amendements de fond lors de la discussion du projet de loi de finances et du projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 1997.

La recherche d'une initiative présidentielle est à l'ordre du jour. En atteste l'habituel discours prononcé lundi par le chef de l'Etat, qui, lors de ses précédents déplacements « sur le terrain », en province, s'était gardé jusqu'à maintenant de toute allusion de ce genre et, même, de tout propos à caractère général. Son insistance sur la réforme de l'Etat et sur la nécessité de mieux répartir les responsabilités entre les différents niveaux administratifs indique une piste.

Les « résistances » qu'il a dénoncées peuvent-elles être surmontées par de simples votes du Parlement sur des projets de loi ? N'y aurait-il pas lieu de songer, faute du référendum promis sur l'éducation nationale, à une consultation populaire qui porterait, à la fois, sur une redéfinition des pouvoirs administratifs et sur les modes d'élection des assemblées locales ?

PRUDENCE

La tonalité de campagne électorale anticipée, donnée à leurs dernières interventions publiques par M. Juppé (le 28 septembre dans le Bordelais) et par M. Chirac (dans le Pas-de-Calais), vient nourrir une autre hypothèse, celle d'élections législatives anticipées. Proche du président de la République, l'écrivain Denis Tillinac confiait, dans un entretien publié lundi par *Le Figaro*, son souhait de voir hâter cette échéance. Encore faudrait-il, si l'on s'en tient à la lettre des propos présidentiels du 14 juillet, que surgisse une crise politique ou sociale, dont les signes sont guettés par les observateurs, mais qui reste, pour le moment, purement théorique.

Cet « inconvénient » mis à part, la tentation peut être grande, pour le chef de l'Etat, de prendre de court une opposition de gauche encore dépourvue de tout programme et dont les élections cantonales partielles montrent qu'elle ne profite pas vraiment, dans les urnes, du ressentiment des électeurs envers le gouvernement.

En attendant, la prudence prévaut : le ministre des affaires sociales annonce le décret qui mettrait en émoi les ambulanciers depuis trois semaines ; les dirigeants de la SNCF négocient avec les syndicats les suppressions d'emplois qui déclenchent des grèves dans les dépôts ; M. Juppé reçoit, hors agenda officiel, Nicolas Sarkozy, qui reprend modestement une place dans les instances du RPR. Le temps se gagne au jour le jour.

Patrick Jarreau

PRÉCISION

MARCHANDAGE

Danielle Rapoport, citée dans l'article « Le marchandage a de plus en plus d'adeptes » paru dans *Le Monde* du 1^{er} octobre, est sociologue de la consommation et directrice du cabinet Danielle Rapoport Conseil.

RECTIFICATIF

AFGHANISTAN

Le dernier président du régime communiste tombé en avril 1992, Najibullah, qui vient d'être assassiné par les talibans, n'a pas été membre du parti islamiste Jamiat-e-Islami, comme il était indiqué par erreur dans notre édition du samedi 28 septembre.

DISPARITIONS

Elisabeth Gille

Traductrice, éditrice et romancière

L'ÉCRIVAIN et éditrice Elisabeth Gille est morte lundi 30 septembre des suites d'un cancer. Elle était âgée de cinquante-neuf ans. Née au cœur de la vie littéraire et éditoriale, Elisabeth Gille n'aura pas eu le temps de s'éloigner d'un monde auquel elle aura voué toute son existence en tant que traductrice, éditrice et romancière. La maladie, dont elle avait fait avec panache, humour, conscience parfois cruelle, le sujet de son deuxième livre, *Le Crabe sur la banquette arrière* (Mercure de France, 1994), l'a emportée alors qu'elle venait de publier un roman accueilli comme l'un des événements de la rentrée.

Ces temps derniers, elle se savait le centre de l'attention des journaux : elle était heureuse de participer à cette effervescence littéraire et de constater que *Un paysage de cendres* (Seuil) était chaleureusement accueilli par la critique, impressionnée par la simplicité, l'émotion, la justesse de ton d'une fiction que l'on rattacherait selon elle excessivement à des éléments autobiographiques. Rebelle, singulière, Elisabeth Gille était parvenue, en trois livres forts différents, à imposer son nom d'auteur alors qu'on pouvait la croire seulement éditrice et traductrice (entre autres de Peter Taylor, Allison Lurie, J. G. Ballard et Mary Gordon).

Du métier d'écrivain, elle connaissait tous les ressorts et les travers, les miracles aussi. Elle n'avait pas imaginé devenir à ce point elle-même protagoniste de la vie littéraire, de l'autre côté, c'est-à-dire sous les feux de la rampe. C'est pourtant ce qui se produisit dès son coup d'essai tardif avec *Le Mirador* (Presses de la Renais-

sance, 1992), biographie de sa mère, Irène Némirovsky. Elisabeth Gille sous-titrait ce livre écrit comme un roman « Mémoires rêvées », s'autorisant à user de la première personne pour faire revivre l'écrivain d'origine russe disparu à Auschwitz, en 1942, à l'âge de trente-neuf ans.

Elisabeth Gille ne se contentait pas d'approximations ni de vagues consensus : pour comprendre ce qui conduisit sa mère, romancière estimée, à être abandonnée à la merci des nazis, elle entreprit une enquête approfondie qui lui permit de se trouver elle-même. Il était assurément difficile d'être la fille d'un tel écrivain et l'on conçoit qu'Elisabeth Gille, malgré un tempérament profondément littéraire, ait eu besoin d'attendre pour prendre la plume et, surtout, ait dû tenter de résoudre l'énigme du destin tragique de sa mère.

Née le 20 mars 1937, Elisabeth Gille n'avait pas de souvenirs de ses premières années, qui précéderent la déportation de ses parents en 1942. C'était aussi pour reconstituer cette zone obscure qu'elle voulait écrire. Dans de courtes pages intermédiaires du *Mirador*, elle réinventait sa propre mémoire et jetait sur sa sœur aînée, Denise, et elle-même, un regard intrigué et bouleversant pour le lecteur. En contrepoint, « l'autobiographie » imaginaire de sa mère révèle les faiblesses d'une aristocrate juive de Saint-Petersbourg, convaincue que la bourgeoisie française de droite, qui la célèbre, la protégera. Pourquoi une telle candeur, s'interroge sa fille, chez une romancière par ailleurs psychologue si aigüe et si implacable ? Lorsque le cancer s'at-

taque à elle, Elisabeth Gille décide d'en sourire. On est stupéfait devant le ton léger qu'elle choisit pour décrire son état, son rapport avec ses amis, sa famille, et, surtout, le milieu hospitalier et médical. Alors qu'elle est « remerciée » par son employeur, Elisabeth Gille, qui a toujours travaillé dans l'édition (chez Denoël, où elle a dirigé la collection de science-fiction « Présence du futur », chez Flammarion, où elle s'occupait de littérature étrangère, chez Julliard - où elle éditait de jeunes révélations comme Lydie Salvayre et Régine Detambel, mais aussi Françoise Sagan -, et, enfin, chez Rivages), se retrouve seule devant la maladie.

Plutôt que de la dissimuler ou d'accepter des messages de compassion, elle raille l'ennemie et clame sa volonté de se battre. On n'était guère habitué à cette façon de parler de soi, de l'intimité, de la médecine. Récupérant des forces grâce à ce livre - qui a été adapté par le cinéaste Jean-Pierre Vergnes, avec Macha Méril -, l'écrivain poursuivait alors parallèlement son activité éditoriale au comité de lecture du Seuil.

En revenant à sa propre jeunesse, Elisabeth Gille voulait éviter l'écueil autobiographique. Certes, elle était hantée par la période de l'après-guerre, mais ce qu'elle raconte dans *Un paysage de cendres* n'est pas un récit d'enfance véritable (« Le Monde des livres » du 13 septembre). Mettant en écho la deuxième guerre mondiale et la guerre d'Algérie, ce livre offre un tableau extraordinairement ramassé et frappant d'un pays qui tardait trop à s'affranchir des fantômes de la haine raciale.

René de Coocatty

François Renard

Journaliste au « Monde », curieux et passionné

NOTRE CONFRÈRE François Renard est mort samedi 28 septembre, à l'âge de soixante-sept ans.

François Renard était un homme heureux. Il n'a jamais fait que ce qu'il devait faire, jusqu'à sa mort, paisible, entouré de ceux qu'il aimait : sa femme, Catherine, ses trois fils, « ses remorqueurs », et sa petite-fille, Liane. Il y a un mois, il naviguait encore, seul, sur son bateau, déjà malade mais si robuste que les médecins les uns après les autres s'y méprenaient, diagnostiquant une tachycardie là où il y avait ce qu'on nomme « une longue et douloureuse maladie ». La science fut courte et le choc pour ses proches d'autant plus rude. Pourtant, un homme bon ne meurt jamais tout à fait. Avant le premier chagrin, ses amis sourient. François ne leur a laissé que de bons souvenirs. Chacun, ému, y va de son anecdote, et il y en a beaucoup tant ce curieux, doté d'une énergie et d'une générosité inépuisables, s'attachait à tout et à tous, multipliant les grands et petits gestes, toujours débordé, parfois grognon mais incapable de dire non, qu'il s'agisse d'un article, d'une corvée de week-end ou d'un coup de pouce.

On l'appelait « Papy » par tendresse et révérence. Entré au *Monde* à quarante-deux ans après une carrière déjà remplie d'énergie et de hauts fonctionnaires, il était depuis toujours l'âme de l'homme d'expérience qui tutoyait les présidents, à la fois membre et observateur de cet établissement que ses confrères ne font que frôler. Car rien ne destinait François Renard au métier de journaliste, n'était son insatiable curiosité. Issu de la grande bourgeoisie pari-

sienne, catholique et fortunée, il entame d'abord un cursus très classique : Sciences-Po, l'ENA (promotion 1954), puis le ministère des finances à la direction des relations économiques extérieures (DREE). Suit quatre années au Gabon, comme conseiller financier, et deux au ministère de la coopération.

Derrière le parfait administrateur civil de 1^{re} classe, perce l'original, rétif à toute routine et à toute contrainte horaire, gourmand de la vie, épris de mer et de nature, qui lit saint Augustin et les bandes dessinées. En 1954, au sortir de l'ENA, il fait son stage au Maroc. Jeune officier des affaires indigènes et « seul maître après Dieu », il gère une province, avec, entre autres responsabilités, celle de la maison close locale, épisode dont il régalera souvent ses amis. En 1956, il entre au conseil d'administration du club des Gélans, auquel, passionné de voile, il a adhéré dès sa création en 1947. Président du club en 1958-1959, il en restera trésorier pendant vingt ans, initiant à la gestion des générations de jeunes sportifs. Entre les missions officielles, il réussit à réaliser deux autres rêves : trois mois dans une mine et une campagne de pêche dans le Grand Nord.

En 1966, il lâche finalement l'administration pour pantoufler à la charge d'agent de change de son ami Yves Flornoy, où, fondé de pouvoir, il « tient un carnet », c'est-à-dire passe des ordres à la Bourse. Le virus de l'information l'a déjà touché : il tient une chronique dans l'hebdomadaire *Les Informations*. Et il rêve du *Monde*, « son » journal depuis vingt ans.

En 1970, lorsque François-Henri de Virieu lui propose de diriger les pages Bourse du quotidien, il n'hé-

site pas. Pourtant le choc est rude. Recommencer une carrière à quarante-deux ans, dans un milieu inconnu, où l'on se méfie des énarques et encore plus des « boursiers », n'est pas une sinécure. Il faut toute la passion, l'humour et le caractère en or de François pour subir sans broncher l'éphémère, voire le dépeçage des premiers papiers, les horaires à rallonge et les week-ends perdus, sans compter une forte baisse de salaire.

Il fit, un an avant sa retraite en 1994, le retour de son salaire d'embauche en francs constants. Très vite, *Le Monde* devient une seconde famille - en 1984, en pleine crise de succession, il est élu président de la Société des rédacteurs.

« Au *Monde*, dit un de ses proches, il a trouvé une éthique et une culture. » Et un grand souffle de liberté. Il pouvait tout faire, et d'ailleurs il faisait tout. La Bourse, bien sûr, et la finance, qu'il connaissait comme sa poche, mais aussi l'industrie, le budget, la monnaie, et même la conjoncture. Plus quelques « cotés », fruit de ses innombrables curiosités : voile, montagne, roses, foie gras, etc., sans oublier le vin, une autre passion, qu'il goûtait comme personne et collectionnait depuis toujours. Tous les ans, à la veille de la vente des Hospices de Beaune, il s'approchait du rubricard agricole en se frottant les mains d'un air gourmand : « Mon bon ami, je m'apprête à plénier savamment vos plantations. » Il piétinait beaucoup, mais personne ne lui en voulait tant il mettait d'enthousiasme, d'honnêteté et parfois de candeur à exercer ce « métier de chien », qui était le rêve de sa vie.

Véronique Maurus

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Danielle et Michaël LEVINAS sont heureux d'annoncer la naissance de
Ella Emmanuel.
Paris, le 30 septembre 1996.

Anniversaires de naissance

Bon anniversaire
Papa,
général-maçon... et musicien !
Nadine, Jacques.
Et toute la famille.

Mariages

Leurs amis ont la joie d'annoncer le mariage de
Elisabeth STAEIS
et
Xavier DELCHIAHO,
le 5 octobre 1996, à Ninove (Belgique).

Anniversaires de mariage

Belle-Île, Toulouse.
Yves.
Merci pour ces vingt ans.
Monique.

Décès

Thérèse Benoit,
Alain, Anne, Laurence
et leurs conjoints,
Mathilde, Elsa, Colas, Pauline, Arthur,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean BENOIT,

leur époux, père et grand-père, survenu le 20 septembre 1996, dans sa soixante-septième année.

L'inhumation a eu lieu au cimetière du Père-Lachaise, le 25 septembre. Les cendres reposent au cimetière Rabelais de Saint-Maur, dans le caveau de famille.

5, rue Lagarde,
75005 Paris.

Gérard et Elissar Wolber,
Sarah et Hérlick,
Maria Pilar Abou,
Myriam et Claude Billel,
Jean Joire et ses enfants,
Pierre et Maryvonne, Jean-Eric et Danièle, Catherine,
ont la douleur de faire part du décès de

Monette WOLBER,

survenue au Carnet, le 20 septembre 1996.

Monette a rejoint

Jacques,

au cimetière du Clain.

Jean-Joël, Jean-Gabriel,
Jean-Philippe Blanc,
leurs épouses et leurs enfants,
font connaître à leurs amis le départ de

M^{me} Odette BLANC,
née CONSTANTIN,
veuve de Robert BLANC,
administrateur civil,
président fondateur de « l'Usige ».

endormie dans la paix du Seigneur, le 23 septembre 1996, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Les obsèques ont eu lieu à Uzès (Gard), dans l'intimité familiale.

« Nous avons dans le ciel
une maison éternelle,
L'âme revenue à Dieu
[qui] l'a demandé. »

Ses sept enfants,
Ses dix-neuf petits-enfants,
Ses treize arrière-petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès, le 26 septembre 1996, de

Mario-Madeleine CAHEN,
née MARTINEAU,
fille d'Henri MARTINEAU,
fondateur des éditions du Divan
et de la librairie La Divan.

Les obsèques ont eu lieu à La Flèche, le 28 septembre.

« Et que se soient les colombes :
Parle tout bas, si c'est d'amour ;
Au bord des tombes. »

Paul-Jean Toulet.

Famille Cuhén,
50, rue Saint-Jacques,
72000 La Flèche.

Les professeurs
Dominique et Geneviève DURAND,
sont parents,
Benoît, Anne et Frédéric,
ses frères, sœur et beau-frère,
ont la douleur de faire part du décès brutal de

Edouard,

survenu le 26 septembre 1996, à l'âge de vingt-deux ans à Paris.

Les obsèques seront célébrées le jeudi 3 octobre, à 9 heures, au l'église Saint-Ferdinand-Sainte-Thérèse, 27, rue d'Armailh, Paris-17^e.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille, au cimetière de Ségry (Vienne), à 16 heures.

Le Gulf Stream,
Les Minimes,
17000 La Rochelle.

Versailles, Grasse, Abbeville, Paris.
Vincent, Marianna, Alain, Véronique,
ses enfants,
Lyliane, Chloé,
ses petits-enfants,
font part du décès de

Jean-Charles HAYEM,

dans sa quatre-vingt-cinquième année, à Grasse, le 22 septembre 1996.

Dominique Couturier-Heller,
son épouse,
Mélanie et Paul-Arthur Heller,
ses enfants,
Le docteur et M^{me} Louis Heller,
ses parents,
Denis, Marie Marchon
ou Rodolphe Berthelot,
sa fille et son neveu,
Ses beaux-frères, belle-sœur, neveux et nièces,
Les familles Heller et Couturier,
ont la tristesse de faire part du décès de

Yves HELLER,

survenu à Paris, le 25 septembre 1996.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 4 octobre, à 15 heures, en l'église Saint-Séverin, 1, rue des Fêtes-Saint-Séverin, Paris-6^e.

35, rue du Sommerard,
75005 Paris.
122, avenue de Wagram,
75017 Paris.
(Le Monde du 28 septembre.)

M^{me} Félix Laurent,
sa mère,
Annick Courant,
sa compagne,
Le docteur et M^{me} François Laurent
et leurs enfants,
Le docteur et M^{me} Pierre-Gilles Zeller
et leurs enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Hubert LAURENT,

survenu le 29 septembre 1996, à l'âge de quarante-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 2 octobre, à 16 h 30, en l'église de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or.

8, route de Saint-Romain,
69450 Saint-Cyr-au-Mont-d'Or.
10, avenue Adamson,
75005 Paris.
18, chemin de Pessy,
74000 Annecy-le-Vieux.

Le 23 septembre 1996.

René LEGRAND

a largé les amarres pour toujours.

Il laisse dans la tristesse sa famille et ses amis.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le Gulf Stream,
Les Minimes,
17000 La Rochelle.

M^{me} Paulette Kewar,
M^{me} Claude Wacjman,
M^{me} Anne-Marie Wacjman,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Schama WACJMAN,

chevalier de l'Ordre national du Mérite,
croix du combattant volontaire 1939-1945,
survenu le 30 septembre 1996.

Les obsèques auront lieu le 2 octobre, au cimetière de Bagneux, à 16 h 45.

M^{me} Marie Blanc,
sa fille,
Remy,
son fils,
Roger,
son fils,
ont la douleur de faire part du décès de

Francis GUEDEDOU,

journaliste,
dans sa quarante-neuvième année.

Un hommage lui sera rendu le jeudi 3 octobre 1996, à 15 heures, en l'église Notre-Dame-de-la-Croix, 2 bis, rue Julien-Lacroix, Paris-20^e, qui sera suivi de l'inhumation au Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, rue de la Plaine,
75020 Paris.

Championnat-Anticourt (Côte-d'Or).
Essômes (Aube).

Nous avons la tristesse de faire part du décès de

docteur Marcel HUGUENY,

chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre,
médaille de la Résistance,
Military Cross,
commandeur de l'Étoile noire du Bénin,
conseiller national des évadés de guerre,
citoyen d'honneur de la Ville de Paris,

survenu dans sa quatre-vingt-troisième

année, le 19 septembre 1996.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale en l'église et au cimetière d'Essômes, le 23 septembre.

De la part de
Conception Sampaio-Hingueny,
son épouse,
Max Hingueny,
Michèle et Bruno Tachon,
Claire et Patrick Desperques,
ses enfants,
Christophe, Eve, Clément et Lucie,
ses petits-enfants,
Eugène Ruffie,
son beau-fils,
Jean-Charles et Marie Hingueny,
son neveu et sa nièce,
Jacques et Françoise Sampaio,
son beau-frère et sa belle-sœur,
Et toute la famille.

Château de Champigny,
21570 Anticourt.

Pierre et Denyse Zémor,
Sandra et Delphine.
Josée et Guy Lumbrien,
Bruno et Anouk.

ses enfants et petits-enfants,
Marie-Anastasia Blandin,
sa compagne,

ont la tristesse de faire part du décès, sur-

venu à Cern, le 27 septembre 1996, dans

sa quatre-vingt-septième année, de

Désirée ZÉMOR.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Anny Rubinlicht-Proux,
sa fille,
M. Henri Rubinlicht,
son gendre,
Michel et Emmanuel Rubinlicht,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marguerite PROUX,

survenue le 23 septembre 1996, dans sa quatre-vingt-dix-huitième année.

Ses obsèques ont eu lieu au temple de La Rochelle, le 27 septembre.

Elle repose auprès de son époux.

Raymond PROUX,
1898-1970,
dont le souvenir est ici rappelé.

45, boulevard de la Saussoy,
92200 Neuilly-sur-Seine.

M^{me} François Renard,
son épouse,
Le Père Dominique Renard,
M. et M^{me} Bruno Renard
et Laure,
M. Patrick Renard,
ses enfants et sa petite-fille,
font part du décès de son père, de

M. François RENARD,

survenu le 28 septembre 1996, dans sa soixante-huitième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 3 octobre, à 9 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Pasty, 10, rue de l'Annonciation, Paris-16^e.

Ni fleurs ni couronnes.
(Lire ci-dessus.)

M. Jean-Claude Tobelem,
M. et M^{me} Henri Leich
et leurs enfants,
M. et M^{me} Alain Leroy
et leurs enfants,
M^{me} Yolande Tobelem,
Le docteur et M^{me} Jacques Séban,
Le docteur et M^{me} Robert Séban,
M. et M^{me} Georges Séban,
M. et M^{me} Paul Séban,
La famille Beusshel,
ont la grande douleur de faire part du décès de

M^{me} Viviane TOBELEM,

née SEBAN,
survenue le 26 septembre 1996.

Les obsèques ont eu lieu le 30 septembre, dans l'intimité familiale.

51, rue Jean-Baptiste,
92170 Viroflay.

Swarthmore, Swarthmore, Nice.

John Wallace Smith,
son époux,
Denise et Dominique Magnan,
Leurs enfants et petits-enfants,
Jean et Ghislaine Voisin,
ont la douleur de faire part du décès, le 28 septembre 1996, à Swarthmore (Pennsylvanie, USA), de

Simone VOISIN-SMITH,

croix de guerre
et médaille de la Résistance,
professeur émérite à Swarthmore College.

Homages

Claude KELMAN,
ancien vice-président
du Fonds social juif unifié (FSJU)
et membre fondateur
de l'Appel unifié juif de France (AUJF),
est décédé à Paris, le 27 septembre 1996.

Claude Kelman, après avoir été sous l'Occupation un dirigeant de l'action clandestine juive, fut, dès la Libération, l'un des maîtres d'œuvre de la reconstruction de la communauté juive française.

Par son action au sein du FSJU et de l'AUIF, il a fortement contribué à la renaissance de cette communauté.

Les présidents, les dirigeants et les militants du FSJU et de l'AUIF gardent de lui un souvenir ému et reconnaissant.

Les proches,
Les collègues,
Les amis de

Jean FLAUD,

se réuniront le mercredi 9 octobre 1996, à 18 heures, au Foyer des lycéens (grand salon), 10, rue du Docteur-Blanche, Paris-16^e, métro Jamin ou Rameau.

Vous êtes invités à participer à ce moment de recueillement à la mémoire de notre regretté collègue et ami.

Anniversaires de décès

En mémoire de

Pierre Louis LAJUGIE de LA RENAUDIE.

Conférences

La Chapelle Saint-Bernard de Montparnasse vous propose un cycle de quatre conférences animées par Xavier de Chalendar, sur le thème : Les pouvoirs dans l'Eglise (Clercs/Laïcs), première rencontre le 8 octobre 1996, à 20 h 30, intitulée : L'appréhension de la situation actuelle.

Les trois autres soirées auront lieu les 22 octobre, 12 novembre et 26 novembre.

Saint-Bernard de Montparnasse, 34, avenue du Maine, Paris-15^e. Métro Montparnasse-Bienvenue.

Expositions

« 1936-1945. Magonn avant ma-
gonn. » Photographies de Cartier-Bresson, Capa, Rodgér & Seymour. Jusqu'au 28 octobre, au CHRD, 14, avenue Berthelot, 69007 Lyon. Rés. : 78-72-23-11.

Soutenances de thèse

M. Alain Corbellari soutiendra le samedi 12 octobre 1996, à 14 h 30, à la salle des Actes de l'université Paris-IV (Paris-Sorbonne), Centre administratif, 1, rue Victor-Cousin, Paris-6^e, sa thèse de doctorat en littérature médiévale dirigée par M. le professeur Philippe Ménard : « Joseph Bédier, figure de la science française (1864-1938). Étude de sa personnalité et de son œuvre. »

مكتبة المصطفى

ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 2 OCTOBRE 1996

AUTOMOBILE Depuis le 30 septembre à minuit, la prime Juppé (reprise des véhicules de plus de huit ans pour 5 000 ou 7 000 francs) n'existe plus. Elle ne sera pas reconduite. Ant-

cipant cette fin des aides gouvernementales, les clients se sont rués dans les concessions en septembre : le marché a bondi de 85,7 % à 216 492 unités. ■ SUR LES NEUF PREMIERS MOIS

de l'année, les immatriculations françaises ont progressé de 13 %. Les marques étrangères se sont arrogées 43,7 % du marché contre 39,6 % il y a un an. ■ DEPUIS LE 1^{er} OCTOBRE, les

constructeurs ont pris le relais des aides gouvernementales à coup d'offensives commerciales. ■ RENAULT a, le premier, annoncé une baisse de ses prix catalogues. Ford vend désormais

ses breaks au prix de ses berlines. Fiat baisse le prix de sa petite Punto de 13,5 % et instaure une prime qualité sur ses petits modèles (Punto, Cinquecento, Panda).

Les constructeurs adoptent des politiques commerciales agressives

Dopées par la fin de la prime Juppé, les immatriculations françaises ont bondi de 85,7 % en septembre. Mais tous les groupes redoutent le contrecoup et multiplient promotions et baisses de prix pour soutenir les ventes

MATRAQUAGE publicitaire, nocturnes et ouvertures dominicales : constructeurs et concessionnaires automobiles n'ont pas lésiné sur les moyens pour attirer le client en ces derniers jours de septembre. Ils ont un argument de taille. La prime qualité automobile (5 000 ou 7 000 francs de reprise pour un véhicule de plus de 8 ans selon le modèle racheté), surnommée « Juppette », qui a expiré lundi 30 septembre à minuit, n'aura pas de remplaçante.

L'argument a porté : en septembre, le marché automobile français a augmenté de 85,7 % à 216 492 unités par rapport au même mois de 1995. De la même manière, en juin 1995, dernier mois d'existence de la prime à la casse du gouvernement Balladur, le marché s'était envolé de 46,3 % à 198 900 unités.

Sur les neuf premiers mois de l'année, les immatriculations ont enregistré une progression de 13 %. Les marques étrangères sont

les grandes gagnantes avec une part de marché à fin septembre de 43,7 % contre 39,6 % un an avant. Le groupe Volkswagen (Volkswagen, Audi, Seat et Skoda) a vu son taux de pénétration en France passer de 8,8 % à 10 % sur cette période. La notoriété de la Golf et le succès de la nouvelle Polo ont tiré les ventes du groupe vers le haut. D'autant que le constructeur allemand a baissé ses prix et augmenté les équipements en série.

Fiat, dont la gamme a été intégralement renouvelée et qui a profité de la dévaluation de la lire, a également vu sa part de marché progresser très fortement à 8,2 % contre 6,1 % un an avant.

Les constructeurs français, en revanche, ont tous perdu du terrain. Renault, qui reconnaît désormais que ses prix sont trop élevés, affiche la plus mauvaise performance, avec des immatriculations en baisse de 0,6 %. Peugeot (+9,9 %) et Citroën (+12,3 %) s'en sortent mieux mais progressent moins que le marché.



Les annonces de journées de chômage technique se sont d'ailleurs multipliées depuis deux semaines.

De l'avis général, le marché européen, qui s'est accru de 6,2 % sur les huit premiers mois de l'année,

ne devrait pas progresser de plus de 4 % en 1996 : le marché français, handicapé par la fin de la prime Juppé, devrait le faire plonger.

Dans ce contexte, les constructeurs adoptent des politiques commerciales agressives, quitte à reprendre à leur compte une partie de l'ancienne aide publique. Renault a, le premier, ouvert les hostilités. Le 25 septembre, la marque au losange annonçait une baisse de ses prix catalogue de 3,5 à 5 % selon les modèles, à partir du 1^{er} octobre. Ford, pour sa part, a choisi de vendre ses breaks Escort, Mondeo et Scorpio aux mêmes prix que les berlines du même nom. Ce qui correspond à une remise de 5 000 à 7 000 francs selon le modèle. Le constructeur américain espère ainsi faire passer la part des breaks dans ses ventes de 15 à 25 %.

Fiat reste le plus agressif. Le groupe italien baisse le prix catalogue de la Punto de 13,5 % : elle est désormais vendue, tout comme la Cinquecento et la Panda, à un prix net, qui ne doit normalement subir aucun rabais ultérieur de la part du concessionnaire.

Fiat a aussi décidé de créer une « prime qualité Fiat » : cette prime à la casse de 5 000 francs pour les véhicules de plus de 8 ans prend le relais de la « Juppette ». Une Panda coûte désormais, avec reprise, 32 900 francs, une Cinquecento 34 900 francs et une Punto 46 200 francs.

Les autres constructeurs devraient profiter du Mondial de l'Automobile - ouvert au public du 3 au 13 octobre à Paris - pour annoncer à leur tour leurs nouvelles stratégies commerciales. « La guerre des prix et devant nous pour plusieurs années », déclare, le 29 septembre, Louis Schweitzer, PDG de Renault, invité du Club de la presse d'Europe 1.

La compétition sera d'autant plus rude que l'Europe souffre de surcapacités, que les tarifs varient fortement d'un pays européen à un autre et que les Sud-Coréens, avec leurs voitures 15 à 20 % moins chères que leurs concurrentes européennes, se sont déjà arrogés 2 % du marché européen en deux ans. La tendance à la baisse des prix, inéluctable, oblige les constructeurs à baisser leurs coûts pour enrayer l'érosion de leurs marges, manifestes dans les résultats du premier semestre 1996.

Virginie Malingre

Bénéfices semestriels : les français plongent

La dérive des profits du premier semestre 1996 (par rapport à la même période de 1995) a affecté tous les grands constructeurs « généralistes » en Europe, à l'exception de Volkswagen. Le groupe allemand, numéro un européen, plus internationalisé, a réussi à tripler son bénéfice net. Mais il reste loin, en termes de rentabilité, d'Opel (General Motors) et de Fiat, qui a profité à plein de la lire dévaluée et du succès de ses nouveaux modèles. Parmi les principaux constructeurs du Vieux Continent, seul Renault devait basculer dans le rouge cette année.

■ Renault : 158 millions de francs (-91 %).
■ PSA Peugeot-Citroën : 602 millions de francs (-30,6 %).
■ Groupe Volkswagen : 960 millions de francs (-150 %).
■ Fiat : 5,2 milliards de francs (-2,8 %).
■ GM-Opel : 5 milliards de francs (-147 %).

BREAKS ET BERLINES : MÊME PRIX

Les marques nationales ont souffert de l'offre importante des groupes étrangers sur le segment des petites voitures, particulièrement stimulé par la prime Juppé. Fiat, par exemple, ces derniers mois, vendait en France 48 % de ses voitures avec la « Juppette », alors que la moyenne nationale des ventes aidées est de 25 %.

Sur les douze derniers mois, 250 000 des 600 000 ventes aidées n'auraient pas eu lieu sans soutien gouvernemental. Quelle proportion de ces ventes correspond à des anticipations sur des achats qui auraient de toute façon été réalisés ?

Selon des déclarations récentes de Jacques Calvet, président du directoire de PSA Peugeot-Citroën, « il y a eu au moins autant d'achats d'anticipation que des glissements d'intention d'achat d'un véhicule d'occasion vers l'achat d'un véhicule neuf ». Les mois prochains seront, à coup sûr, difficiles pour les constructeurs présents en France.

« Cor » Boonstra succède à Jan Timmer à la tête de Philips

MARDI 1^{er} OCTOBRE, Cornelis - dit « Cor » - Boonstra devait succéder à Jan Timmer à la présidence du directoire de Philips. M. Boonstra est vice-président du groupe néerlandais d'électronique depuis mai 1994. Annoncée en décembre 1995, cette succession intervient alors que la firme d'Eindhoven traverse une nouvelle passe difficile. Les comptes ont viré au rouge au deuxième trimestre 1996 (1,3 milliard de francs de perte nette). Sur l'ensemble du premier semestre, le résultat net s'est effondré à 708 millions de francs, soit une chute de 82 % par rapport à la même période de 1995. Le groupe a prévenu que le résultat net hors éléments exceptionnels de l'exercice 1996 sera en baisse par rapport à celui de 1995.

L'électronique de loisirs est la principale cause de cette contre-performance. Confrontée à une conjoncture difficile en Europe et aux États-Unis depuis fin 1995, ainsi qu'à des baisses de prix permanentes, cette branche affichait à fin juin 1996 un résultat d'exploitation dé-

faillant. L'une des dernières décisions de M. Timmer aura été d'entamer, fin juillet, un nouveau plan de restructuration. Ciblées sur l'unité « Sound & Vision » (audio, vidéo), les mesures visaient à supprimer 6 000 postes sur 70 000.

Les restructurations auront été au cœur de l'ère Timmer. Nommé à la mi-1990 à la tête d'un groupe en situation difficile (pertes, dettes, erreurs d'investissements et de marketing, etc.), cet homme à la carrure impressionnante, au visage fermé, n'a pas fait mentir sa réputation de redresseur et ses différents surnoms (« le bou-cher », « Ouragan Gilbert ») : 60 000 suppressions d'emplois sur un effectif de 310 000 personnes, 3 milliards de francs de cessions d'actifs (informatique, télécommunications, etc.). Son programme, baptisé « Opération Centurion », a été essentiellement axé sur le retour à la rentabilité. Avec succès, puisque les comptes se sont redressés. Jusqu'au retournement de début 1996.

Sur le plan stratégique et marketing, en re-

vanche, Centurion ne s'est pas traduit par de francs succès. La cassette compacte numérique, qui devait succéder à la traditionnelle cassette audio, a fait un flop et Philips a laissé beaucoup de plumes dans la bataille du disque compact interactif. Il reviendra à M. Boonstra (cinquante-huit ans), réputé pour ses talents d'homme de vente et de marketing, acquis notamment chez Sara Lee (lingerie), de redéfinir la stratégie pour relancer les ventes et regagner les marges.

Également crédité d'un savoir-faire dans les réductions de coûts, M. Boonstra risque de devoir rapidement en faire la démonstration, compte tenu de la situation. Il lui reviendra de mettre en œuvre les mesures annoncées fin juillet dans la branche grand public. Mais on lui prête aussi, au sein du groupe, l'idée de procéder à de nouvelles réorganisations et à de nouveaux désinvestissements.

Philippe Le Cour

L'endettement d'Olivetti a doublé en deux mois

LA DIRECTION d'Olivetti a publié, lundi 30 septembre, une nouvelle version - qui se veut définitive - des résultats semestriels. Ces derniers semaines, le groupe avait été sommé à plusieurs reprises par la Consob, la commission italienne des opérations boursières, de s'expliquer sur les résultats à fin juin 1996. La nouvelle mouture des comptes ne comporte aucune modification concernant les résultats et les ventes des six premiers mois de l'exercice : la perte d'exploitation est maintenue à 274 millions de francs, la perte nette à 1,5 milliard de francs, et le chiffre d'affaires à 14,3 milliards de francs.

TOURMENTE BOURSÈRE

Le seul chiffre nouveau concerne l'endettement : à fin août, il atteint 8 milliards de francs, alors que le 3 septembre, lors de la première présentation des résultats semestriels, la direction d'Olivetti avait annoncé un endettement de 4,3 milliards de francs. Selon la direction, l'accroissement de la dette en juillet et août tient à des opérations financières (titrisation, affacturage), auxquelles s'ajoutent des éléments extraordinaires, provenant notamment de l'augmentation de capital (204 millions de francs) d'Omnitel, la filiale de téléphonie mobile, ainsi que 1,5 milliard de francs pour le paiement des fournisseurs. Olivetti, qui ne donne pas d'estimation de ses pertes à fin août, prévoit une réduction de l'endettement d'ici à la fin de l'exercice 1996.

Depuis la publication, début sep-

tembre, des résultats de la première moitié de l'exercice 1996, Olivetti est pris dans une tourmente boursière et judiciaire. Le point de départ a été la démission, le 4 septembre, du directeur général, Renzo Francesconi. Protestant contre la façon dont le bilan à mi-année a été établi, ce dernier a laissé entendre que la situation du constructeur italien était bien plus difficile qu'elle n'apparaissait.

Ces déclarations ont conduit la Consob à s'intéresser de près à Olivetti. Elles n'ont pas non plus laissé indifférents les magistrats d'Ivrea, ville où se trouve le siège social d'Olivetti : ceux-ci ont ouvert une enquête, à l'encontre notamment de Francesco Calo, qui avait été nommé administrateur délégué du groupe, début juillet, en lieu et place de Carlo de Benedetti. M. Calo a été contraint de démissionner trois jours. Il a été remplacé par Roberto Colaninno, un proche de M. De Benedetti, ce qui a fait dire aux milieux d'affaires italiens que ce dernier reprenait indirectement le contrôle d'Olivetti. Après avoir abandonné la direction opérationnelle début juillet, M. De Benedetti a aussi été amené à démissionner de son poste de président du conseil d'administration en septembre. L'une des premières décisions de M. Colaninno a été d'annoncer, le 30 septembre, une nouvelle redéfinition de l'organigramme du groupe - la troisième en six mois - avec huit nominations.

Ph. L. C.

SEITA. RESULTATS AU 30 JUIN 1996.

Le chiffre d'affaires consolidé au 30 juin 1996 a progressé de 4,8 % par rapport au premier semestre 1995 (+2,3 % à périmètre de consolidation constant).

Le chiffre d'affaires économique* progresse de 5,1 % pour atteindre 3,4 milliards de francs. Le chiffre d'affaires industriel progresse de 130 MF. Il est quasiment stable (+13 MF) à périmètre constant, la croissance des ventes à l'exportation (+18 %) compensant la perte des volumes en France. La marge commerciale sur l'activité logistique augmente, quant à elle, de 35 MF.

Le résultat d'exploitation est de 566,9 MF, en amélioration de 12,3 %, ce qui traduit notamment l'effort réalisé par la Seita en matière de maîtrise des coûts.

Le résultat financier du premier semestre 1996 s'établit à 67,9 MF, soit une augmentation de 31 MF. Les produits de placement de la trésorerie ont représenté 79 MF, soit une performance moyenne, y compris plus-values latentes, de 5,3 %.

Le résultat net consolidé part du groupe est de 389,6 MF, soit une progression de 24 % par rapport au premier semestre de l'année précédente.

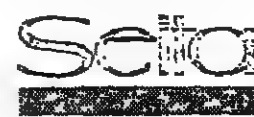
Les perspectives sur l'ensemble de l'exercice 1996 se présentent favorablement compte tenu, notamment :

- de l'accroissement des marges de la Seita consécutif à la hausse des prix de janvier,
- des récents lancements de produits,
- de la progression satisfaisante des ventes internationales,
- et de l'effort continu de maîtrise des charges d'exploitation.

La Seita poursuit sa double stratégie : renforcer ses positions en France et se développer à l'international par le biais, notamment, d'une politique d'acquisitions active. Dans ce cadre, elle s'est déclarée, le 23 septembre 1996, candidate à une prise de participation majoritaire dans le capital de Tabacqera, la société nationale portugaise de tabac.

La présentation des résultats faite aux analystes et à la presse est disponible sur le serveur Internet de la Seita.

RELATIONS ACTIONNAIRES SEITA : (1) 45 56 67 67
53 quai d'Orsay 75347 Paris cedex 07.
SEITA SUR INTERNET : <http://www.seita.fr>



Le dollar atteint son plus haut niveau depuis deux ans et demi face au yen

La devise nippone est pénalisée par les ratés de la reprise au Japon

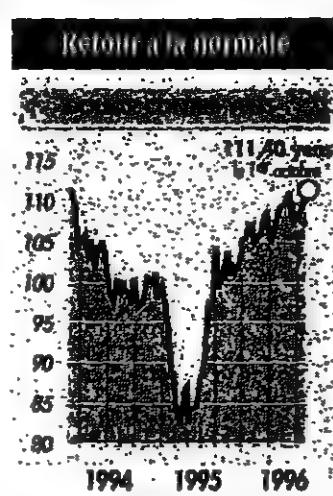
Le dollar est monté, lundi 30 septembre, jusqu'à 111,70 yens, son cours le plus élevé depuis le mois de janvier 1994 face à la monnaie nippone. Il a égale-

ment progressé face aux devises européennes. Depuis avril 1995, le dollar s'est apprécié de 39 % par rapport au yen et de 14 % face au mark. Les responsables économiques et financiers des sept pays les plus industrialisés (G7) ont réaffirmé, samedi 28 septembre, à Washington, leur attachement à un dollar fort.

LA REPRISÉ hésitante des économies européennes et japonaise se trouvera-t-elle renforcée par l'évolution des marchés financiers ? Depuis plusieurs semaines, les taux d'intérêt à long terme ne cessent de se détendre, élément favorable aux investissements, tandis que le dollar poursuit sa progression, facteur positif pour les exportations des entreprises. Le dollar est monté, lundi 30 septembre, jusqu'à 111,70 yens, son cours le plus élevé depuis le mois de janvier 1994 face à la monnaie nippone. Face aux devises européennes, le dollar a aussi gagné du terrain, cotant 5,1740 francs et 1,5290 mark. Mardi 1^{er} octobre, dans la matinée, il restait ferme, s'échangeant à 111,40 yens, 1,5240 mark et 5,1620 francs.

TENDANCE HAUSSIÈRE CONFIRMÉE

La monnaie américaine a bénéficié, en premier lieu, des déclarations faites à l'occasion du sommet du G7 de Washington, qui a réuni, samedi 28 septembre, les ministres de l'économie et des finances et les gouverneurs des banques centrales des sept pays les plus industrialisés. Ces derniers se sont félicités de la hausse du dollar observée depuis le mois d'avril 1995. Depuis cette date, le dollar s'est apprécié de 39 % face au yen et de 14 % face au mark. « Tout va mieux quand le dollar est fort et le demeure », a déclaré Hans Tietmeyer, président de la Bundesbank. Plus important encore, le secrétaire d'Etat américain au Trésor Robert Rubin, a réaffirmé qu'« un dollar fort est dans l'intérêt des Etats-Unis ». Ce rappel officiel n'était pas inutile, quatre jours seulement après que la Ré-



Le billet vert s'est apprécié de 39 % face au yen depuis le mois d'avril 1995.

serve fédérale américaine eut choisi, à la surprise générale, de ne pas relever ses taux directeurs. Il a permis de lever le soupçon selon lequel la Maison Blanche, pour gagner des voix dans les milieux industriels à deux mois de l'élection présidentielle, chercherait délibérément à affaiblir le billet vert.

« Le G7 a confirmé la tendance haussière du marché », a estimé Mitsuru Saito, analyste à la Sanwa Bank. Le dollar profite de l'accès de faiblesse du deutschemark, victime des progrès accomplis en matière de construction monétaire européenne. A la suite du sommet de Dublin, samedi 21 septembre, qui avait vu les ministres de l'économie des quinze Etats

européens se mettre d'accord sur la création d'un SME bis et la mise en place d'un pacte budgétaire après le 1^{er} janvier 1999, la monnaie allemande s'est repliée face aux devises européennes réputées faibles comme la lire, la peseta ou le franc français. Les investisseurs estiment que le mark perdra son statut de devise reine en Europe le jour où l'euro verra le jour. Ils estiment aussi que compte tenu des efforts d'assainissement budgétaire entrepris en Italie et en Espagne (Le Monde daté 29 et 30 septembre), l'intégration de ces deux pays dès 1999 ne peut plus être exclue. Ils choisissent, dans ce scénario, de défendre des lignes ou des pesetas, actuellement mieux rémunérées que le deutschemark, et destinées à devenir la même monnaie avant l'an 2000.

MONNAIES À HAUT RENDEMENT

De façon générale, la préférence des opérateurs va aujourd'hui vers le groupe des devises à haut rendement dont la lire et le dollar fort partie. Les taux à trois mois se situent à 7,95 % en Italie et à 5,60 % aux Etats-Unis. En comparaison, les rendements de même échéance s'établissent à 3 % en Allemagne et 0,50 % au Japon.

La timidité de la reprise économique nippone – la production industrielle a baissé de 1,9 % en août – devrait se traduire par un environnement monétaire durablement accommodant au Japon. « Il y a reprise de l'activité, les facteurs permettant l'auto-entretien de la croissance se mettent progressivement en place mais le processus est laborieux et les accidents encore possibles », notent les économistes de la Banque française du

commerce extérieur (BFCE). « La conséquence en termes de politique monétaire est claire : il n'y a aucune raison de remettre en cause le statu quo depuis maintenant un an. »

La Banque du Japon a ramené son taux d'escompte à 0,5 % au mois de septembre dernier. L'écart de taux d'intérêt et de rémunération entre le dollar et le yen devrait conduire à jouer durablement en faveur du premier. Les investisseurs privés nippons, attirés par les rendements des dépôts libellés en dollars, ont pris le relais des interventions de la Banque du Japon, dont le rythme d'achats de billets verts s'est nettement ralenti (à peine 2 milliards de dollars au mois d'août alors qu'il s'élevait à 10 milliards en moyenne il y a un an). De surcroît, l'excédent de la balance courante nippone tend à se contracter tandis que la dette publique du Japon atteint un niveau très élevé, deux facteurs qui jouent en défaveur du yen. « Tout va concourir à affaiblir la devise nippone face au dollar au cours des prochains mois », estiment les analystes de la BFCE. La seule limite au repli de la monnaie japonaise, paradoxalement, pourrait venir des milieux industriels nippons eux-mêmes. La délocalisation de l'industrie japonaise (69 % des téléviseurs et 78 % des radios et radiocassettes made in Japan sont désormais fabriqués en dehors du Japon) fait que les entreprises de l'archipel ne souhaitent pas un dollar inférieur à 110 yens, qui renchérirait le prix des importations des produits qu'elles font fabriquer par leurs unités extérieures.

Pierre-Antoine Delhommais

Tamtam va créer 480 emplois au Futuroscope de Poitiers

RENÉ MONORY, PRÉSIDENT DU SÉNAT, a annoncé le 30 septembre l'implantation par TDR (groupe Générale des Eaux) d'un centre de gestion des appels du système de radiomessagerie Tamtam dans la zone économique du Futuroscope. Dans le cadre de sa politique de création d'emplois, le conseil général de la Vienne – que préside M. Monory – avait proposé à TDR une implantation dans un bâtiment de 2 000 mètres carrés que le département construira et louera 600 francs le mètre carré, avec un an de loyers différés en cadeau. Ce centre pour la gestion des appels téléphoniques, qui ouvrira à l'automne 1997, devrait permettre à terme d'employer 480 personnes en contrats à durée indéterminée, et 120 à temps partiel en contrats à durée déterminée. Le recrutement concernera des jeunes de niveau bac à bac + 2. Poitiers était en concurrence, pour ce projet, avec Lille-Roubaix, Marseille et Nancy. Cette dernière ville bénéficiera, elle aussi, d'un centre d'exploitation de la messagerie de poche Tamtam, avec 200 emplois qualifiés dès le démarrage, au printemps prochain. (Corresp.)

Les navettes spatiales américaines se mettent à l'heure du privé

UN CONTRAT DE 7 MILLIARDS DE DOLLARS (35 milliards de francs) portant sur le programme de lancement et d'entretien des navettes spatiales a été signé, lundi 30 septembre, au centre spatial Johnson de Houston (Texas), entre la NASA et le consortium United Space Alliance (USA) formé par Rockwell, constructeur des navettes, et Lockheed-Martin, responsable des opérations de maintenance au centre Kennedy de Cap Canaveral (Floride). Cette signature finalise un accord conclu fin 1995. Elle entraînera la suppression de 7 500 emplois à la NASA et dans les deux firmes. Ces dernières réaliseront 60 % des tâches requises pour assurer le programme des navettes. Le consortium USA s'occupera désormais de toutes les opérations au sol et en vol et du soutien logistique, gestion du centre spatial Johnson et entraînement des astronautes compris. (AFP)

DÉPÊCHES

■ **ALCATEL CABLE** : Gérard Hauser, 54 ans, va succéder à Bernard Pierre à la direction de la filiale d'Alcatel Alsthom. M. Hauser, diplômé de l'Institut d'études politiques et de droit, a travaillé chez Pechiney depuis 1975, après avoir passé dix ans chez Philips. En janvier 1995, il a été nommé directeur de l'activité emballage boisson monde de Pechiney.

■ **DEUTSCHE TELEKOM** : l'opérateur téléphonique allemand ne se sent pas satisfait de la valeur de 40 milliards de deutschemarks (135 milliards de francs) que Deutsche Bank, Dresdner Bank et Goldman, Sachs & Co lui attribuent, alors que ses propres auditeurs la situent à 60 milliards de DM, selon la lettre spécialisée Czerwinski Interim, datée du 1^{er} octobre.

■ **CREUTZWALD** : lundi 30 septembre, la chambre commerciale du tribunal de grande instance de Metz s'est donné deux mois pour désigner un repreneur de la société de télévisions Gooding-Creutzwald (ex-Grundig). Gooding SA affiche 64 millions de francs de passif. Trois groupes tchoviens ont fait part de leur intérêt, mais préfèrent garder encore l'anonymat et aucun d'entre eux n'a, à l'heure actuelle, présenté un véritable plan de reprise.

■ **NOVARTIS** : le groupe chimique suisse (pharmacie, nutrition), né de la fusion de Ciba et de Sandoz, a annoncé, lundi, la suppression de 360 postes de travail en France, sur un effectif de 6 600 salariés, et le maintien en activité de la totalité de ses sites de production.

■ **TORAY** : le groupe japonais Toray (chimie et paracétamine) va investir un milliard de francs d'ici 1999 à Saint-Maurice-de-Beynost (Ain). L'annonce en a été faite lors de l'inauguration de son site européen, lundi 30 septembre. Cet investissement permettra « de doubler la capacité de production » de films polyester de ce site, racheté à Rhône-Poulenc par le groupe japonais.

■ **MYRYS** : le tribunal de commerce de Limoux a confié lundi 30 septembre le redressement du fabricant de chaussures Myryst (filiale du groupe Bata) à Jean-Pierre Cizat, ancien directeur général du magazine VSD. Son plan prévoit le maintien de 633 emplois dans toute la France, sur un total de 1 061, dont une grande majorité à Limoux, dans la Haute-Vallée de l'Aude.

■ **BAP** : Après plus de cent jours de grève, un accord est intervenu entre les syndicats de Bourgogne Applications Plastiques (BAP, filiale de Crown Cork Seal) et la direction de ce groupe. Celui-ci s'engage à verser 36 millions de francs par an d'activités au futur repreneur de cette entreprise située à Chevigny-Saint-Sauveur (Côte d'Or). Environ 95 emplois devraient être maintenus sur 175, mais les licenciements se devraient être évités. Les salariés ont cessé leur grève et sont en chômage technique en attendant que le repreneur soit connu.

■ **SCHNEIDER** : le groupe électrique a annoncé, lundi 30 septembre, la cession de sa filiale d'onduleurs MGE UPS Systems à Euro Capital Partners. Schneider conservera 14 % du capital de la société (2 milliards de francs de chiffre d'affaires), tandis que les salariés, qui s'étaient opposés à cette vente en avril dernier, en détendront 15 %.

■ **VALEO** : l'équipementier automobile a annoncé, lundi 9 octobre, le rachat de la société allemande Lock Systems, spécialisée dans les systèmes de fermeture de porte et d'antivol. Le chiffre d'affaires de la branche sécurisée habitacle de l'équipementier français va ainsi progresser de 50 %, à 3 milliards de francs.

■ **AIR LIBERTÉ** : la compagnie privée suspend sa liaison Orléans-Montpellier à partir du 1^{er} octobre. Air Liberté assurait deux vols par jour entre ces deux villes, en coordination avec la compagnie AOM, qui a dénoncé parallèlement son accord de partenariat. En dépôt de bilan depuis jeudi 26 septembre, Air Liberté continue pourtant son activité grâce au soutien de six mois accordé par le tribunal de commerce de Créteil.

■ **SNCF** : le trafic ferroviaire était toujours très perturbé par une grève, mardi 10 octobre au matin, sur le réseau banlieue de Paris-est où circulait un train environ toutes les demi-heures. Les agents de conduite, en grève depuis dimanche à l'appel des syndicats CGT, CFDT et FGAAC (agents de conduite autonomes) devaient décider dans la matinée en assemblée générale des suites de leur mouvement (Le Monde du 10 octobre).

■ **SOLLAC** : la filiale du groupe Usinor Sacilor a annoncé, lundi 30 septembre, l'embauche de 400 jeunes en 1996. Ces recrutements ont été permis suite à la signature d'un avenant à l'accord social, en juillet 1995, facilitant l'aménagement du temps de travail.

■ **BANQUES AFB** : le patronat et les syndicats des banques AFB (Association française de banques) entameront des négociations jeudi 10 octobre sur la réduction collective du temps de travail dans le cadre de la loi Robien. Quatre syndicats (CFDT, FO, CGT et SNB-CGC) ont décidé d'organiser une journée nationale d'action le vendredi 15 novembre pour la défense de l'emploi.

Conservatoire National des Arts et Métiers

Venez le soir et le samedi, écouter des professionnels pour améliorer vos compétences et anticiper l'évolution de votre métier :

- Des formations spécialisées courtes (1 an à 18 mois) validées par un certificat de compétence : management, finance, marketing, logistique, commerce international, contrôle de gestion, prospective...
- Des formations diplômantes de 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} cycle : DUT de gestion, diplôme supérieur de comptabilité, diplômes en actuariat, commerce international, aménagement du territoire...

Inscriptions jusqu'au 5 octobre 1996, l'après-midi en semaine, la samedi toute la journée - 252, rue Saint-Martin, 75003 PARIS

La France participe à une privatisation réussie

La privatisation en Hongrie est une entreprise unique au monde, parce que nulle part ailleurs il n'y a d'exemple d'une telle convergence de transfert au secteur privé du patrimoine de l'Etat. Le processus a commencé en 1989 mais a atteint son sommet en 1995, après la formation du gouvernement de coalition des socialistes et des libéraux. A partir de ce moment, le démantèlement du secteur étatique a commencé à s'accélérer. La privatisation hongroise a atteint son niveau maximum en 1995, suite à la promulgation d'une nouvelle loi qui reconstruisait le processus antérieur de privatisation. Grâce à cette loi, de nouvelles techniques de privatisation ont vu le jour, et un nouvel organisme unique chargé de la privatisation, la Société Hongroise de Privatisation et de Gestion du Patrimoine (APV RT.), a été créé. A partir de là, la privatisation hongroise n'a plus été qu'une succession de réussites. Sous la direction de M. Tamás Suchman, ministre de la privatisation, la vente du patrimoine de l'Etat, qui était encoré vers le fin de 1994 d'une valeur de 1 000 milliards de forints, a pris un nouvel élan. En 1995 les résultats de la privatisation ont atteint un niveau exceptionnel à l'échelle mondiale. Les firmes stratégiques de l'industrie énergétique ont été vendues, ce qui a rapporté à l'Etat hongrois autant de recettes que ce qui lui avait apporté la privatisation jusque-là. Cette série de transactions a confirmé la confiance du capital étranger dans l'économie hongroise. Ces recettes records se sont élevées à 473 milliards de forints, dont plus de la moitié provenait de la vente des compagnies d'électricité et de gaz. La privatisation boursière de la compagnie nationale pétrolière, MOL S.A., ainsi que la vente de la participation minoritaire dans MATATV S.A., une des plus grandes compagnies européennes de communication, ont contribué de façon importante à l'augmentation des recettes. En outre, plusieurs transactions bien menées ont été réalisées dans presque tous les secteurs de l'économie, de l'industrie chimique à l'industrie de transformation, du secteur des télécommunications aux compagnies hôtelières. Grâce à ce processus, le développement du pays peut s'accélérer, et son niveau se rapprocher de plus en plus de celui de l'Europe développée. La somme des investissements étrangers en Hongrie, prises de participations et créations, a atteint 13 milliards de dollars.

Troisième investisseur étranger, la France a acquis sa place sur le podium des vainqueurs en 1995 grâce à sa participation couronnée de succès à la privatisation de secteurs stratégiques de l'économie hongroise.

Gaz de France a pris une participation majoritaire dans les Sociétés Anonymes de Distribution de Gaz du sud de la Plaine Hongroise et du nord de la Transdanubie (Dél-Afrikai és Észak-Dunántúli Gázszolgáltatási Részvénytársaságok). Electricité de France Internationale S.A., filiale à 100 % d'Electricité de France, a acquis une participation déterminante dans les Sociétés Anonymes de Distribution d'Electricité du Sud de la Hongrie et du Nord de la Transdanubie (Dél-Magyarországi és Észak-Dunántúli Áramszolgáltatási Részvénytársaságok). Les investisseurs professionnels français ont acquis une part de 20 % du marché hongrois de la distribution de gaz et d'électricité. Le grand événement de l'année 1996 a été le succès de Michelin, qui a remporté l'appel d'offres de privatisation de Taurus, la fabrique hongroise de pneumatiques de renommée mondiale.

Le capital français est déjà présent dans la quasi-totalité des secteurs de l'économie hongroise. Le « vaisseau amiral » de l'industrie hongroise pharmaceutique, la compagnie Chinoia, a conclu un « mariage » avec Sanofi. Dans l'industrie agroalimentaire Béghin Say S.A. est propriétaire de trois raffineries de sucre hongroises, et c'est également dans ce secteur que Bongrain Europe a acquis des intérêts par le rachat de l'usine de fromages de Répcelak et de la S.A. de fabrication laitière Veszprémeti Rt.

Les sociétés françaises, en tant qu'investisseurs professionnels et financiers, sont également présentes dans l'agriculture, la sylviculture, ainsi que dans l'industrie du bâtiment, l'industrie minière, le commerce et l'industrie hôtelière. Dans l'industrie hôtelière, Accor S.A., un partenaire important, est propriétaire majoritaire de l'une des plus grandes entreprises hôtelières hongroises, la Panonnia Szálloda Rt. La société AXA Millésimes, ainsi que le GAN Vie et la Compagnie des Grands Vins de Tokaj se sont associés au grand combinat Tokajbegrvaly dont la renommée est mondiale. Les Français investissent des capitaux dans un nombre croissant d'entreprises de toutes tailles.

Le gouvernement hongrois prévoit la fin des privatisations pour l'année 1997. Il continue à compter sur la confiance du capital étranger pour la privatisation d'une part du patrimoine de l'Etat se montant à environ 800 milliards de forints, et comprenant, entre autres, les grands groupes industriels et les banques. En fixant les conditions de la privatisation, le gouvernement vise toujours, tout comme avant, à satisfaire avant tout les intérêts du pays, et, en même temps, ceux des investisseurs, ainsi qu'à contribuer à l'instauration dans les plus brefs délais d'une économie de marché développée en Hongrie.

Société Hongroise de Privatisation et de Gestion du Patrimoine, Service d'information

La chute de l'aluminium s'accélère

L'ALUMINIUM est en dépression. La chute des cours du métal blanc, entamée depuis le printemps, s'est précipitée depuis la rentrée. A la Bourse des métaux de Londres, les prix au comptant, lundi 30 septembre, ont atteint 1 354 dollars la tonne, rebondissant à des niveaux proches de ceux de 1992, l'année de grande chute de l'aluminium. Et certains traders se préparent à voir le marché tester la ligne de soutien de 1 300 dollars.

Partout la demande est médiocre. Même si quelques clients japonais profitent des prix bas actuels pour regarnir leurs stocks, la plupart des Européens et Américains restent prudents.

Les producteurs ont quand même choisi de pousser les feux. Les groupes qui avaient arrêté des capacités dans le cadre du *Memo-randum of understanding*, signé en février 1994 entre les principaux pays producteurs pour assainir le marché, les ont peu à peu redémarrées. Sur une production de 1,8 million de tonnes gelée par l'accord, la moitié environ a été relancée.

Pendant ce temps, les exportations russes se poursuivent. Selon la maison de courtage londonienne Biliton, elles ont même augmenté de 30 % sur les sept premiers mois de l'année, pour atteindre 1 526 millions de tonnes. Ce déséquilibre entre l'offre et la demande a trouvé une traduction directe sur le marché : les stocks frisent la barre du million de tonnes.

Les producteurs d'aluminium abordent une zone dangereuse. Les gouvernements, qui les avaient soutenus en 1994, ne sont pas prêts à leur renouveler leur soutien. L'accord signé sous leur égide ressemblait trop à une entente et n'a réglé aucun problème. Si les groupes ne s'autodisciplinent pas, les pertes, pour certains, s'annoncent sanglantes.

Martine Orange

مكتبة التكميل

Le CIC amorce sa privatisation en affichant de bons résultats au premier semestre

La banque veut conserver sa stratégie commerciale

Bernard Yoncourt, président du groupe Crédit industriel et commercial (CIC), souligne les bonnes performances du réseau bancaire. Il veut conserver

les mêmes objectifs après la privatisation. Ceux-ci consistent à renforcer le contrôle des banques régionales par la holding et à se concentrer sur la

clientèle des PME et des particuliers. La Société générale et la BNP s'intéressent au CIC. Les caisses d'épargne n'ont pas encore pris de décision.

« **CE GROUPE** aurait été à un tournant de toutes manières. Quand on regarde bien, c'est un petit peu un miracle de le voir dynamique après tout ce qu'il a vécu. » Bernard Yoncourt, président de la Compagnie financière de l'Union européenne depuis mars, sait de quoi il parle puisqu'il a été patron de l'une des banques du groupe, la Société nancéenne Varin Bernier (SNVB) de 1984 à 1993. Les chiffres lui donnent raison. Le conseil d'administration devait approuver, mardi 1^{er} octobre dans la matinée, les comptes semestriels du groupe bancaire. Sur l'année, l'état-major s'était fixé un objectif de 850 millions de francs de résultat. Le bénéfice net part du groupe devrait atteindre plus de 500 millions de francs pour les six premiers mois, soit une hausse de près de 40 % par rapport à l'année précédente. Sans atteindre la performance de la Société générale (+ 8,6 %), l'augmentation du produit net bancaire (PNB) du groupe est analogue à celle la BNP (4,8 %).

S'il est vrai que le groupe, considéré longtemps comme ingérable et de santé délicate, semble aujourd'hui sur la voie du redressement, la véritable échéance interviendra tout de même à la fin de l'année. Si le calendrier est tenu, le groupe n'appartendra plus à une compagnie d'assurances mais vraisemblablement à un établissement bancaire. Il sortira également du giron public.

PLUSIEURS CANDIDATS

Pour Bernard Yoncourt, la cession de 67 % du capital de la compagnie ne devrait pas modifier sa stratégie : celle-ci passe par la prise de pouvoir de la holding dans les conseils d'administration des différentes banques où la holding n'a, pour l'instant, pas la majorité. C'est déjà fait à la Bordelaise et au CIC-Paris. Ensuite, la rentabilité par rapport aux fonds propres doit être au moins égale au coût des ressources. Elle est aujourd'hui d'environ 6 %.

Que change la privatisation ? « Rien », répond, optimiste, Bernard Yoncourt. « Il ne doit pas y avoir de remise en cause de notre stratégie commerciale. Nous devons rester en ligne avec nos objectifs et poursuivre les réformes d'organisation qui sont en cours. » L'adossement du CIC lui semble nécessaire. « Le groupe n'a pas la taille critique pour être dans le premier cercle. Il ne sera jamais banquier principal d'Alcatel ou de Pirelli. Il ne l'a pas non plus dans la monétique ou la gestion des OPCVM. » Mais il doit conserver sa spécificité de groupe décentralisé : « Un directeur de banque n'aura jamais le même poids qu'un président de banque face à un patron de PME. C'est sa force. »

Cette force, plusieurs groupes s'y intéressent. Les candidats se sont pressés dans la salle d'information ouverte depuis la fin du mois d'août. Les plus assidus sont la Société générale, la BNP et les caisses d'épargne.

Ces dernières vont-elles déposer

une offre d'ici le 7 octobre, date limite imposée par le cahier des charges ? Jeudi 3 octobre, le Cencep, organe de surveillance des caisses d'épargne, doit se réunir pour le décider. Cette réunion, prévue le 18 octobre a déjà été repoussée. Le même jour, les syndicats de l'Écureuil devraient manifester contre ce rapprochement. Ils sont, sur ce point, sur la même ligne que les banques AFB, qui verraient d'un mauvais œil les caisses d'épargne faire irruption sur leur terrain, et que la Caisse des dépôts, qui détient 35 % du capital du Cencep.

UN AUTRE DOSSIER

L'acquisition du CIC par les caisses d'épargne sonnerait en outre le glas du monopole du Livret A. Faute d'obtenir un consensus au sein du groupement, les caisses pourraient se retourner vers un autre dossier : celui du Crédit foncier de France, qui cherche désespérément un partenaire.

Restent les deux « vieilles » : elles ne feront pas de cadeaux sur le prix, d'autant que le CIC a signé pendant l'été un contrat d'exclusivité de huit ans avec le GAN sur la distribution des produits d'assurances (Le Monde du 18 septembre). Le CIC est dans les comptes du GAN pour quelque 14 milliards de francs. Si les acquéreurs ne calculent pas le prix des 67 % sur cette base, non seulement le GAN devra enregistrer des moins-values mais les commissaires aux comptes pourraient imposer des provisions sur la participation que veut conserver le GAN. Des éléments qui pourraient amener à modifier le cahier des charges.

Babette Stern

Eurotunnel devrait parvenir à un accord avec ses banquiers

La mission des mandataires est achevée

LE PLAN de sauvetage d'Eurotunnel n'était toujours pas bouclé officiellement, mardi 1^{er} octobre dans la matinée. La mission des mandataires ad hoc Lord Wakeham et Robert Badinter, chargés de concilier les intérêts d'Eurotunnel et de ses 225 banques créancières s'était achevée lundi 30 septembre à minuit. Les négociations, qui ont duré tout le week-end et tard dans la nuit de lundi, devaient reprendre mardi.

Les parties semblaient plus proches d'un accord que de la rupture. « Pour moi, le dossier est bouclé. Il ne reste qu'un point d'achoppement, d'ordre essentiellement symbolique », explique-t-on dans les milieux bancaires. « Il y a un accord dans les heures qui viennent, au plus tard demain matin, sauf si quelqu'un a la volonté de tout faire capoter. » « S'il y avait un accord, nous le dirions : les banques jouent au poker menteur », rétorque-t-on chez Eurotunnel. Le tribunal de commerce de Paris devrait s'exprimer mardi.

MEINAGE

Eurotunnel, qui ne rembourse plus ses banquiers depuis le 14 septembre 1995, doit parvenir à un accord avec eux pour restructurer sa dette proche de 70 milliards de francs. Pour obliger les parties à s'entendre sur les grandes lignes de la restructuration financière d'Eurotunnel, le tribunal de commerce de Paris n'a pas hésité à brandir la menace de la mise en redressement judiciaire. La mission des mandataires ad hoc, nommés en février, a déjà été prolongée à deux reprises. Jean-Pierre Mattel, président du tribunal de commerce, a prévenu qu'il n'y au-

rait pas de troisième prolongation.

Chacun a intérêt à un accord : les actionnaires échapperaient à la ruine définitive, tandis que les banquiers, notamment français, éviteraient d'avoir à provisionner l'intégralité de leurs créances sur Eurotunnel. Un risque subsiste : les 750 000 petits actionnaires, qui ont vu fondre l'essentiel de leur mise, n'ont plus grand chose à perdre. Ils sont capables de rejeter, en assemblée générale, un accord s'ils ne le jugent pas assez favorable à leurs intérêts.

D'où l'intransigeance de Patrick Ponsolle, coprésident d'Eurotunnel, dans ses négociations. Pour les banques, qui doivent approuver à l'unanimité le plan de restructuration, il est normal, en cas de faillite, que les actionnaires soient dédommages après les créanciers. Selon elles, les actions Eurotunnel ne valent plus rien.

DROIT DE LA FAILLITE

Si Eurotunnel était placé en redressement judiciaire, l'imbroglio juridique serait complet. Le droit de la faillite en France n'a rien à voir avec le droit britannique. Les banquiers demanderaient à exercer leur droit de substitution qui les autorise à se saisir de l'ouvrage en cas de défaillance financière.

Pour éviter les mouvements spéculatifs sur le titre, la direction d'Eurotunnel a suspendu depuis lundi « dans l'attente d'un communiqué » la cotation de l'action Eurotunnel. Cette suspension de cotation ne sera levée qu'une fois connu l'échec ou le succès des discussions.

Arnaud Leparmentier

La Cour des comptes s'interroge sur le passé de la BUE

À L'HEURE où le CIC s'apprête à être privatisé, la Cour des comptes se penche sur le passé chaotique du groupe bancaire. Le rapport rédigé par les magistrats concerne à la fois la Compagnie financière de l'Union européenne de 1986 à 1994, la holding des banques CIC, et la Banque de l'Union européenne (BUE) de 1988 à 1990. La BUE a été fusionnée avec la Compagnie financière en 1990. Selon les rapporteurs, le réseau a été terriblement secoué par des changements constants de président. Repris en main depuis le début des années 90, il dispose d'un bon fonds de commerce sur les PME. La Compagnie financière a cependant souffert de l'arrivée de la BUE : « La situation de la nouvelle société Union européenne de CIC ne se rétablit que lentement après la fusion. Elle reste déficitaire jusqu'en 1992. »

La BUE avait rejoint le CIC en 1983. Jacques Delors, alors ministre des finances, adossait les petites banques en difficulté fraîchement nationalisées à des groupes publics : la banque Worms était arrimée à l'UAR, la banque Rothschild au CCF, la Banque Vernes à Suez et... la BUE au CIC. Cette décision, prise par François Carliès, alors président de la holding, se heurte alors à de nombreuses objections. La banque perd de l'argent. Elle a une culture à l'opposé de celle d'une banque régionale et, enfin, la fusion interdit définitivement sa vente. Malgré les hésitations de Pierre Bérégovoy, la fusion est réalisée. Le Gan détient déjà 75 % du capital du groupe CIC et François Heilbronn, son président, tient à l'opération.

BAISSE D'ACTIVITÉ

La BUE subit une grave crise, souligne le rapport, et « rencontre des difficultés croissantes à maintenir une activité viable sur son fonds de commerce traditionnel, ce qui l'amène à s'engager sur des opérations très risquées et à tenter de se diversifier vers de nouveaux secteurs d'activités ».

Entre 1985 et 1990, le total de bilan de la BUE passe de 40 à 54 milliards de francs (+35 %). Mais le produit net bancaire, de 890 millions de francs en 1987, chute à 583 millions en 1990. Cette baisse d'activité n'est pas accompagnée d'une réduction des frais généraux. Résultat, en 1990, le résultat brut d'exploitation (RBE) est négatif de 1,3 million de francs. Déjà, en 1988, le résultat net de 82 millions de francs était le fait de revenus exceptionnels de 221 millions de francs dus essentiellement à la vente à Natwest de succursales de la BUE en province. En 1990 aussi la perte avait été limitée à 50 millions de francs grâce aux revenus excep-

tionnels de 890 millions de francs, dont 867 millions réalisés par la cession-bail d'une des parades des immeubles du siège. Insuffisamment provisionnés, les risques-pays ont dû être couverts en 1990 à hauteur de 922 millions de francs.

La Cour des comptes s'interroge aussi sur plusieurs opérations mal ficelées dont certaines pourraient donner lieu à une enquête plus approfondie. La première concerne un prêt de 160 millions de francs accordé au Congo pour lui permettre d'attendre un financement de la Banque africaine de développement (BAD). Ce prêt-relais ne bénéficie pas de garanties suffisantes. La Compagnie financière ne parvient à récupérer que 135 millions de francs en 1994 auprès du gouvernement congolais. Et seuls 93 millions rentreront dans les caisses de la société : une commission de 41 millions de francs est versée à la société Autraco pour son intervention dans la récupération de la créance.

DANS LA POLE IMMOBILIERE

Un préfinancement pour 80 millions de francs de raffineries de sucre dans le Nord-est, au Brésil, laisse également la Cour perplexe, les projets n'ayant jamais été identifiés. L'opération Vitrine de France, le financement d'une usine de palme au Libéria, pays non solvable, le projet de construction d'un hôtel à Moscou en coopération avec le groupe Pèlège, qui laisse une ardoise de 16 millions, la production d'un film dont le budget enfle au fur et à mesure du tournage et dont la distribution n'est pas vraiment prévue, ou encore l'acquisition de la société de Bourse Magnin-Cordelle sont autant de dossiers qui marquent une époque : diversification dans des métiers que l'on ne maîtrise pas, absence de contrôle, fuite en avant.

La BUE n'échappera pas non plus à la folle immobilière. Jusqu'à la fin des années 80, la banque réalise des opérations via sa filiale, la Sicom Lochindus, qui est, avec 49,4 % du capital, le premier actionnaire de l'UIC. A partir de 1990, donc très tardivement, elle se lance « en direct ». Fin 1991, au moment du retournement du marché, les engagements sur l'immobilier représentent 10 % du total de ses créances à la clientèle. Entre 1986 et 1991, les bons résultats de l'UIC permettent de compenser, bon an mal an, les déficits de la BUE. Ce n'est qu'en 1993 que les pertes apparaissent, mais l'UIC est alors passé dans le giron du Gan.

Ba. S.

Jean-Marc Espalio pour devenir le premier président du directoire d'Accor

À LA FAVEUR du changement de statut d'Accor, Jean-Marc Espalio, actuel directeur général adjoint de la Générale des eaux, pourrait devenir le premier président du futur directoire du groupe hôtelier. Comme annoncé lors de la publication des résultats, au mois d'avril, la transformation d'Accor de société anonyme en société à directoire et conseil de surveillance est en passe d'être finalisée avec la nomination prochaine du président du directoire lors d'une assemblée générale extraordinaire. Il était acquis que les actuels coprésidents du groupe, Gérard Pélisson et Paul Dubrule, demanderaient à être nommés coprésidents du conseil de surveillance, mais ces derniers avaient laissé planer le mystère sur la future désignation du président du directoire. Celui-ci devait être « icône » et pouvait être choisi « à

l'intérieur comme à l'extérieur du groupe ».

Longtemps, le nom de Sven Boinet, vice-président chargée de la branche hôtelière, a circulé. Mais il n'a pas fait l'unanimité parmi les administrateurs : les avis étant partagés entre ceux qui lui reprochent d'avoir « accompagné le mouvement sans modifier le cours des choses » et d'autres qui notent qu'il est « très soutenu par ses équipes ».

Le choix semble s'être porté sur une candidature extérieure. Depuis plusieurs semaines, le nom de Jean-Marc Espalio, actuel directeur général adjoint de la Générale des eaux et administrateur d'Accor depuis 1988, était évoqué sans que les deux groupes concernés n'infirmant ni ne confirment la rumeur. Jean-Marc Espalio, qui niait fermement il y a quelques semaines être désigné pour accéder

à ce poste, a réalisé l'essentiel de sa carrière à la Générale des eaux. Agé de quarante-trois ans, cet inspecteur des finances est entré à la Générale en 1984 comme chargé de mission auprès de Guy Dejouany avant de devenir directeur financier du groupe. A son arrivée au mois de décembre 1994, Jean-Marie Messier lui a renouvelé sa confiance.

La désignation de Jean-Marc Espalio devrait avoir dans un premier temps un effet bénéfique sur le titre du groupe, estime un analyste financier, bien que la désignation d'une personnalité extérieure « ne plaide pas forcément pour la motivation des équipes ». Jean-Marc Espalio a le mérite d'être un financier qui maintiendra sans aucun doute le « cap du descentement ».

François Bostnavaron

radiotéléphonie

Carrefour

A partir de 99 F^{TT}C/mois
des abonnements SFR
adaptés à vos besoins.

MOTOROLA FLARE

2 Watts, carte Sim, 1645 au conversation, 17h au veille, 142 x 59 x 27 mm, 215 g. Garantie 1 an.

190 F^{TT}C

AVEC SOUSCRIPTION
D'ABONNEMENT

1680 F^{TT}C - 1200 F^{TT}C - 300 F^{TT}C - 190 F^{TT}C



Existe en 6 couleurs

Avec Carrefour
je positive!

SFR

La Mobile Sans Fil est à Vous.

■ LA BOURSE de Tokyo a terminé la séance du mardi 1^{er} octobre en baisse. L'indice Nikkei des valeurs vedettes a cédé 0,43 %, pour s'inscrire en clôture à 21 462,97 points.

■ LE FRANC cédait un peu de terrain, mardi matin, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il cotait 3,3850 francs pour 1 deutschemark.

■ L'OR a ouvert en baisse, mardi, sur le marché international de Hongkong. L'once s'inscrivait à 378,40-378,70 dollars, son cours le plus faible depuis un an.

■ STAIFKRAFT, société nationale norvégienne d'électricité, a lancé, lundi 30 septembre, sur le marché international, un emprunt obligataire de 1,5 milliard de francs dirigé par la BNP.

■ LES COURS du pétrole ont reculé, lundi, sur le marché à terme de New York. Le prix du baril de référence light sweet crude, échéance novembre, a cédé 22 cents à 24,38 dollars.

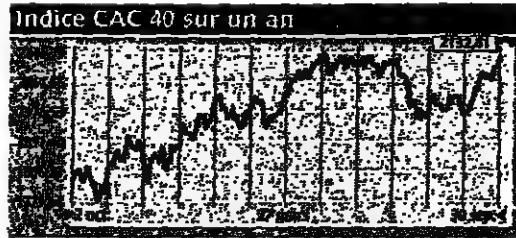
LES PLACES BOURSILIÈRES

CAC 40	CAC 40	CAC 40	MIDCAC
↑	↑	↑	↑
Ouvre	1 mois	1 an	1 mois

Prises de bénéfice à Paris

APRÈS cinq séances de hausse consécutives, la Bourse de Paris cédait du terrain, mardi 1^{er} octobre, sous le poids des prises de bénéfice. Ce repli s'effectuait en dépit d'une nouvelle baisse des taux à long terme en France. En repli de 0,38 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure et demie plus tard un recul de 0,15 %. Aux alentours de 12 h 15, les valeurs françaises baissaient en moyenne de 0,24 % à 2 126,77 points. Le volume des transactions s'élevait à 1,4 milliard de francs sur le marché à règlement mensuel.

Aux Etats-Unis, le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à 30 ans remontait à 6,93 %, contre 6,88 % en début de journée et 6,91 % vendredi soir. Ce marché s'est tendu après la publication des ventes de logements neufs et de l'indice des prix payés établi par les directeurs d'achats de la région très manufacturière de Chicago, qui ont relancé les spéculations sur un relèvement des taux directeurs en novembre. Cet



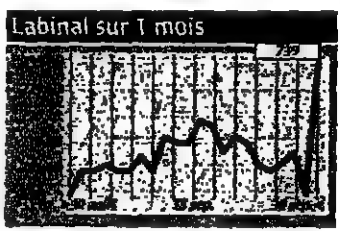
Indice a grimpé à 59,3 en septembre, comparativement à 51,8 en août. La Réserve fédérale (Fed) avait laissé sa politique monétaire inchangée la semaine dernière.

La vive hausse du marché la veille est attribuée aux investisseurs américains ainsi qu'à l'attente à échéance des contrats à terme sur indice.

Labinal, valeur du jour

LA PUBLICATION de résultats semestriels meilleurs que prévu par l'équipementier aéronautique et automobile Labinal a été saluée en Bourse par une hausse de 6,8 % du titre, lundi 30 septembre à 739 francs. Le groupe a annoncé une hausse de 13,5 % de son bénéfice sur les six premiers mois de l'année à 55,6 millions de francs. Selon les analystes, la valeur devrait bénéficier de l'amélioration des résultats du secteur aéronautique et du renforcement de la contribution

aux bénéfices de l'activité internationale liée à la hausse de la lire. Depuis le début de l'année, l'action Labinal a gagné plus de 36 %.



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 01/10	Var. %	Var. %
Grainier (Lyon)	102,80	+2,52%	+7,25%
CS Sigmatex (SEB)	220	+4,25%	+10
Geogre (B)	420	+3,50%	+4,60
De Dietrich	184	+2,38%	+3,80
Sand	336	+2,38%	+3,80
Dinant	3799	+2,38%	+3,80
Credit National	265,50	+2,38%	+3,80
Banq. Nat. Ville	469	+2,38%	+3,80
Parafac SA	480	+2,38%	+3,80
COGELCO (Lyon)	24	+2,38%	+3,80

BAISSES, 12h30

BAISSES, 12h30	Cours au 01/10	Var. %	Var. %
Rue Impériale (Lyon)	4650	-0,43%	+9,69
Credit Lyonnais CI	129,10	-0,43%	+9,69
Solobanque	75	-0,43%	+9,69
Compagnie Europ.	10,10	-0,43%	+9,69
Legrand	124,50	-0,43%	+9,69
Nord-Est	130	-0,43%	+9,69
Caumont	330	-0,43%	+9,69
UCC (Lyon)	240	-0,43%	+9,69
Europe 1	100	-0,43%	+9,69

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SEANCE, 12h30	01/10	01/10	01/10
SEANCE, 12h30	01/10	01/10	01/10
SEANCE, 12h30	01/10	01/10	01/10
SEANCE, 12h30	01/10	01/10	01/10

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 01/10	Var. %	Var. %
Grainier (Lyon)	102,80	+2,52%	+7,25%
CS Sigmatex (SEB)	220	+4,25%	+10
Geogre (B)	420	+3,50%	+4,60
De Dietrich	184	+2,38%	+3,80
Sand	336	+2,38%	+3,80
Dinant	3799	+2,38%	+3,80
Credit National	265,50	+2,38%	+3,80
Banq. Nat. Ville	469	+2,38%	+3,80
Parafac SA	480	+2,38%	+3,80
COGELCO (Lyon)	24	+2,38%	+3,80

BAISSES, 12h30

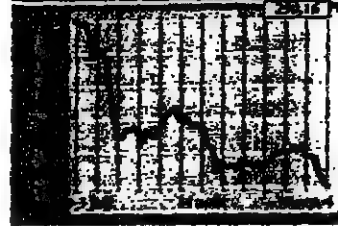
BAISSES, 12h30	Cours au 01/10	Var. %	Var. %
Rue Impériale (Lyon)	4650	-0,43%	+9,69
Credit Lyonnais CI	129,10	-0,43%	+9,69
Solobanque	75	-0,43%	+9,69
Compagnie Europ.	10,10	-0,43%	+9,69
Legrand	124,50	-0,43%	+9,69
Nord-Est	130	-0,43%	+9,69
Caumont	330	-0,43%	+9,69
UCC (Lyon)	240	-0,43%	+9,69
Europe 1	100	-0,43%	+9,69

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ	Cours au 01/10	Var. %	Var. %
INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ	Cours au 01/10	Var. %	Var. %
INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ	Cours au 01/10	Var. %	Var. %
INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ	Cours au 01/10	Var. %	Var. %



Indice second marché sur 3 mois



Indice MidCac sur 1 mois



La Bourse de Tokyo en recul

LA BOURSE DE TOKYO a fini un baisse de 0,43 % mardi 1^{er} octobre. L'indice Nikkei a perdu en clôture 93,43 points, à 21 462,97 points, victime de prises de bénéfice après cinq séances consécutives de hausse.

Wall Street a terminé en modeste hausse, lundi 30 septembre, des prises de bénéfice dans l'après-midi ayant réduit les gains enregistrés plus tôt par les valeurs les plus sensibles aux cycles économiques. Ces dernières ont bénéficié de la publication de statistiques soulignant toujours la vigueur de la croissance aux Etats-Unis. Les ventes de logements neufs en août outre-Atlantique ont fait un bond de 4,7 % (les analystes attendaient un recul de 4,5 %), les dépenses de consommation et les revenus des ménages ont augmenté de 0,6 % le même mois.

L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a gagné 9,25 points (+0,16 %), à 5 882,17 points.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à 30 ans, principale référence, est remonté à 6,93 % contre 6,88 % en début de journée et 6,91 % vendredi soir. En fin, la Bourse de Londres avait terminé en hausse de 0,18 %.

INDICES MONDIAUX	Cours au 01/10	Var. %	Var. %
Paris CAC 40	2126,77	-0,15%	+0,15%
New York DJ	5882,17	+0,16%	+0,16%
Tokyo Nikkei	21462,97	-0,43%	-0,43%
Londres FT100	3907,50	+0,18%	+0,18%
Frankfurt Dax 30	2511,85	+0,18%	+0,18%
Bruxelles C20	3110,30	+0,11%	+0,11%
Bruxelles C20	3110,30	+0,11%	+0,11%
Bruxelles C20	3110,30	+0,11%	+0,11%
Bruxelles C20	3110,30	+0,11%	+0,11%

NEW YORK Les valeurs du Dow Jones

NEW YORK	Cours au 01/10	Var. %	Var. %
Alcoa	39,39	+0,25%	+0,25%
American Express	46,25	+0,25%	+0,25%
Alltel Signal	45,67	+0,25%	+0,25%
AT & T	52,23	+0,25%	+0,25%
Bathfellow	10,10	+0,25%	+0,25%
Boeing Co	94,50	+0,25%	+0,25%
Caterpillar Inc.	75,37	+0,25%	+0,25%
Chevron Corp.	62,62	+0,25%	+0,25%
Coca-Cola Co	30,87	+0,25%	+0,25%
Du Pont Nemours & Co	85,25	+0,25%	+0,25%
Eastman Kodak Co	76,50	+0,25%	+0,25%
Exxon Corp.	85,25	+0,25%	+0,25%
Gen. Motors Corp.	48,48	+0,25%	+0,25%
Gen. Electric Co	91,91	+0,25%	+0,25%
IBM	124,50	+0,25%	+0,25%
IBM	124,50	+0,25%	+0,25%
IBM	124,50	+0,25%	+0,25%
IBM	124,50	+0,25%	+0,25%

LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

LONDRES	Cours au 01/10	Var. %	Var. %
Alltel Signal	45,67	+0,25%	+0,25%
American Express	46,25	+0,25%	+0,25%
Alltel Signal	45,67	+0,25%	+0,25%
American Express	46,25	+0,25%	+0,25%
Alltel Signal	45,67	+0,25%	+0,25%
American Express	46,25	+0,25%	+0,25%
Alltel Signal	45,67	+0,25%	+0,25%
American Express	46,25	+0,25%	+0,25%
Alltel Signal	45,67	+0,25%	+0,25%
American Express	46,25	+0,25%	+0,25%

FRANKFURT Les valeurs du DAX 30

FRANKFURT	Cours au 01/10	Var. %	Var. %
Alltel Signal	45,67	+0,25%	+0,25%
American Express	46,25	+0,25%	+0,25%
Alltel Signal	45,67	+0,25%	+0,25%
American Express	46,25	+0,25%	+0,25%
Alltel Signal	45,67	+0,25%	+0,25%
American Express	46,25	+0,25%	+0,25%
Alltel Signal	45,67	+0,25%	+0,25%
American Express	46,25	+0,25%	+0,25%
Alltel Signal	45,67	+0,25%	+0,25%
American Express	46,25	+0,25%	+0,25%

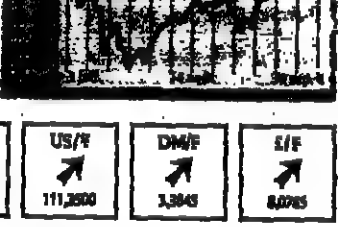
New York, Dow Jones sur 3 mois



Londres, FT100 sur 3 mois



Frankfurt, Dax 30 sur 3 mois



LES TAUX

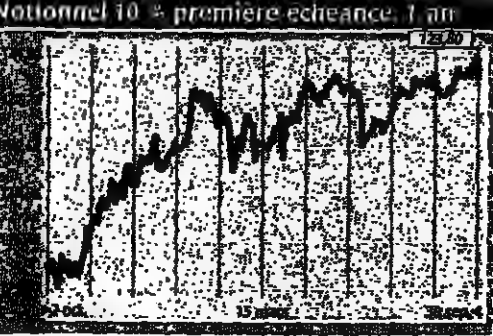
PARIS	PARIS	NEW YORK	NEW YORK	FRANKFURT	FRANKFURT
Jour le jour	OAT 10 ans	Jour le jour	Bonds 10 ans	Jour le jour	Bonds 10 ans

Repli du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en baisse, mardi 1^{er} octobre. Après quelques minutes de transactions, l'échéance décembre cédait 6 centimes, pour s'établir à 124,76 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 6,11 %, soit 0,01 % au-dessus du rendement de l'emprunt d'Etat allemand de même échéance. La veille, le marché obligataire

américain avait terminé la séance en baisse, affecté par la forte hausse de l'indice des ventes de maisons individuelles en août aux Etats-Unis (+4,7 %), qui a relancé les craintes d'un resserrement de la politique monétaire américaine. Le taux de l'emprunt à trente ans est remonté à 6,93 %.

La Banque de France a laissé inchangé, mardi matin, à 3,44 %, le taux de l'argent au jour le jour.



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 2009	Taux	Taux	Taux	Indice
TAUX 2009	Taux	Taux	Taux	Indice
TAUX 2009	Taux	Taux	Taux	Indice
TAUX 2009	Taux	Taux	Taux	Indice

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

TAUX DE RENDEMENT	Taux	Taux	Taux	Indice
TAUX DE RENDEMENT	Taux	Taux	Taux	Indice
TAUX DE RENDEMENT	Taux	Taux	Taux	Indice
TAUX DE RENDEMENT	Taux	Taux	Taux	Indice

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,75 %)

Jour le jour	Achat	Vente	Achat	Vente
Jour le jour	Achat	Vente	Achat	Vente
Jour le jour	Achat	Vente	Achat	Vente
Jour le jour	Achat	Vente	Achat	Vente

MATIF

Échéances 2009	volume	dernier	plus	plus	premier
Échéances 2009	volume	dernier	plus	plus	premier
Échéances 2009	volume	dernier	plus	plus	premier
Échéances 2009	volume	dernier	plus	plus	premier

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 2009	volume	dernier	plus	plus	premier
Échéances 2009	volume	dernier	plus	plus	premier
Échéances 2009	volume	dernier	plus	plus	premier
Échéances 2009	volume	dernier	plus	plus	premier

LES MONNAIES

US/F	US/DM	US/£	DM/£	£/F
US/F	US/DM	US/£	DM/£	£/F
US/F	US/DM	US/£	DM/£	£/F
US/F	US/DM	US/£	DM/£	£/F

Fermeté du dollar

LE DOLLAR restait ferme, mardi matin 1^{er} octobre, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 111,40 yens, 1,5240 mark et 5,1620 francs.

La veille, le billet vert était monté jusqu'à 111,70 yens, son cours le plus élevé depuis le mois de janvier 1994 face à la monnaie japonaise. Les déclarations des responsables économiques et monétaires des sept pays les plus indus-

trialisés (G 7), réunis samedi 28 septembre à Washington, ont eu un effet positif sur le billet vert. « Tout va mieux quand le dollar est fort et le demeure », a notamment affirmé Hans Tietmeyer, président de la Bundesbank.

Le franc cédait un peu de terrain, mardi matin, face à la monnaie allemande, cotant 3,3850 francs pour 1 deutschemark. La lire italienne s'inscrivait à 998 liras pour 1 mark.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours 30/09	% 27/09	Achat	Vente
DEVISES	cours 30/09	% 27/09	Achat	Vente
DEVISES	cours 30/09	% 27/09	Achat	Vente
DEVISES	cours 30/09	% 27/09	Achat	Vente

PARITÉS DU DOLLAR

PARITÉS DU DOLLAR	01/10	30/09	Var. %
PARITÉS DU DOLLAR	01/10	30/09	Var. %
PARITÉS DU DOLLAR	01/10	30/09	Var. %
PARITÉS DU DOLLAR	01/10	30/09	Var. %

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DEVISES	demande	offre	demande	offre	1 mois
DEVISES	demande	offre	demande	offre	1 mois
DEVISES	demande	offre	demande	offre	1 mois
DEVISES	demande	offre	demande	offre	1 mois

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois

L'OR

Or fin (en barre)	cours 30/09	cours 27/09
Or fin (en barre)	cours 30/09	cours 27/09
Or fin (en barre)	cours 30/09	cours 27/09
Or fin (en barre)	cours 30/09	cours 27/09

LE PÉTROLE

En dollars	cours 30/09	cours 27/09
En dollars	cours 30/09	cours 27/09
En dollars	cours 30/09	cours 27/09
En dollars	cours 30/09	cours 27/09

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES	30/09	27/09
INDICES	30/09	27/09
INDICES	30/09	27/09
INDICES	30/09	27/09

مكتبات التحصيل

RÈGLEMENT MENSUEL

MARDI 1^{er} OCTOBRE
Liquidation : 24 octobre
Taux de report : 3,36
Cours relevés à 12h30

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précéd., Derniers cours, Montant coupon. Lists various French companies and their stock prices.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précéd., Derniers cours, Montant coupon. Lists various French companies and their stock prices.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précéd., Derniers cours, Montant coupon. Lists various foreign companies and their stock prices.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précéd., Derniers cours, Montant coupon. Lists various foreign companies and their stock prices.

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h30
MARDI 1^{er} OCTOBRE

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précéd., Derniers cours, Montant coupon. Lists various French companies and their stock prices.

ACTIONS FRANÇAISES

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précéd., Derniers cours, Montant coupon. Lists various French companies and their stock prices.

ACTIONS ÉTRANGÈRES

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précéd., Derniers cours, Montant coupon. Lists various foreign companies and their stock prices.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12h30
MARDI 1^{er} OCTOBRE

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précéd., Derniers cours, Montant coupon. Lists various French companies and their stock prices.

ACTIONS FRANÇAISES

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précéd., Derniers cours, Montant coupon. Lists various French companies and their stock prices.

ACTIONS ÉTRANGÈRES

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précéd., Derniers cours, Montant coupon. Lists various foreign companies and their stock prices.

SICAV et FCP

Une sélection Cours de clôture le 30 septembre

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précéd., Derniers cours, Montant coupon. Lists various French companies and their stock prices.

ACTIONS FRANÇAISES

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précéd., Derniers cours, Montant coupon. Lists various French companies and their stock prices.

ACTIONS ÉTRANGÈRES

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précéd., Derniers cours, Montant coupon. Lists various foreign companies and their stock prices.

HORS-COTE

Une sélection Cours relevés à 12h30
MARDI 1^{er} OCTOBRE

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précéd., Derniers cours, Montant coupon. Lists various foreign companies and their stock prices.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Table with 4 columns: Valeurs, Cours précéd., Derniers cours, Montant coupon. Lists various foreign companies and their stock prices.

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT
3615 LEMONDE

Les clubs grecs se paient les meilleurs basketteurs d'Europe

ATHÈNES

de notre correspondant
Les Grecs sont connus pour leur capacité d'adaptation. L'arrêt Bosman a été l'occasion de le vérifier dans le domaine du basket, sport roi des Hellènes. Ils ont raté pour la saison une pléiade de joueurs européens de l'Espagne à l'Islande, de l'Irlande à la Suède. Dans ce panorama du Vieux Continent, seule la France est absente. Même si le PAOK de Salonique s'est laissé séduire par Michel Gomez, l'ancien entraîneur de l'Élan béarnais Pau-Orthez, champion de France 1996. Les présidents des neuf plus importantes équipes de première division ont dépensé jusqu'à présent la bagatelle de 2,565 milliards de drachmes (environ 34 millions de francs) pour attirer les favoris des joueurs de l'Union. La palme revient aux trois joueurs venus d'Allemagne payés 690 millions de drachmes (14,8 millions de francs), suivis des onze joueurs venus d'Italie, avec 640 millions de drachmes (13,3 millions de francs).

Vingt-sept Européens au total ont été actuellement embauchés, un record que la Grèce détient devant la France, qui en a attiré seize dans son championnat. Sans compter les vingt-huit autres joueurs étrangers, américains principalement et ex-yougoslaves, qui évolueront cette année sous les couleurs des équipes grecques. Les meilleurs, dont des vedettes américaines venues du championnat de NBA, ou l'Allemand Michael Koch, ont été engagés avec des contrats annuels qui atteignent les 300 millions de drachmes (6,4 millions de francs). Les équipes comptent également des étrangers « hellénisés », de longue ou de fraîche date, ou encore des Grecs de la diaspora.

Ces arrivées massives ont bouleversé la composition de nombreuses équipes. Ainsi, le Panathinaïkos d'Athènes, champion d'Europe, qui rencontre Villeneuve, mercredi 2 octobre, dans l'Euroleague, a complètement changé son équipe : seuls deux joueurs qui ont conquis le titre la saison dernière (le premier de l'histoire pour un club grec) figurent encore dans l'équipe.

PARTOUT DES PANIERS

Depuis son triomphe dans le championnat d'Europe des Nations qu'il organisait en 1987, le basket grec a bien changé. Les paniers ont poussé sur toutes les places, dans tous les quartiers, les villages, et jusque dans les chambres des enfants. On joue tout le temps, même tard le soir. L'engouement a été général, le basket a débordé le foot, les taux d'audimat des retransmissions des matches atteignent des records, les réussites et l'argent ont suivi. Les hommes d'affaires ont, depuis, pris les choses en main.

Socrate Kokkalis, président du petit empire électronique Itracom, a acheté l'Olympiakos de Pirée, l'industriel de la pharmacie Pavlos Yannakopoulos a acquis Panathinaïkos. Les deux clubs affichent les plus gros budgets européens. Panathinaïkos a dépensé la saison dernière 2 milliards de drachmes (42,3 millions de francs) au total. Ses recettes provenant de la publicité, de la vente des billets (le stade Marousi, où joue Panathinaïkos, contient 20 000 places, c'est la plus grande salle d'Europe) et des droits de télévision lui ont rapporté 2,1 milliards de drachmes (43,5 millions de francs). Pour sa part, Yannis Philippou, le roi des yaourts Fage, qui a acquis l'Aek d'Athènes, a déjà dépensé plus de 1,5 milliard de drachmes (31,6 millions de francs) pour hisser son équipe au niveau des grands.

Tous ces millions tournent la tête et risquent, avancent certains, de dénaturer le basket grec, de poser des problèmes aux joueurs nationaux et à l'homonogénéité des équipes. Oubliés les Galis et les Giannakis d'antan, héros adultes qui ont lancé l'amour du basket dans les cours d'école. Place aux Européens donc, mais à quel prix !

Dider Kurek

Lille croit en ses chances de rester dans la course pour l'attribution des Jeux olympiques de 2004

Guy Drut déclare que « la France veut les JO » et affirme « le soutien du gouvernement tout entier »

Les chances pour Lille de figurer dans les quatre ou cinq villes qui, le 7 mars 1997, resteront en lice pour l'attribution des Jeux olympiques d'été de 2004 ne semblent pas négligeables après la visite de la métropole nordiste du 25 au 28 septembre par la

commission d'évaluation du Comité international olympique (CIO). Après être passée par Saint-Petersbourg et Stockholm, celle-ci doit

se rendre successivement à Séville, Rome, Istanbul, Athènes, San Juan de Porto Rico, Rio de Janeiro, Buenos Aires et, pour finir, Le Cap.

LE COMPTEUR continue à égrener les secondes. La commission d'évaluation du Comité international olympique (CIO) a quitté Lille, samedi 28 septembre, après quatre jours passés à se faire présenter le dossier de candidature et à inspecter les sites proposés pour l'organisation des Jeux olympiques de 2004. Et les Lillois vont passer pendant cinq mois encore devant l'immense chronomètre installé sur la Grand-Place. Celui-ci décompte le temps qu'il reste jusqu'au 7 mars 1997. Quatre ou cinq « villes candidates finalistes » seront choisies ce jour-là par le CIO sur la liste de onze villes en compétition.

Pourquoi la ville de Lille attend-elle cette date et pas celle du 5 septembre 1997, jour de la désignation de la ville qui accueillera les 2^e Jeux du troisième millénaire ? « Parce que le 7 mars est une date importante pour maintenir la mobilisation de la population »,

explique Francis Ampe, le directeur de l'Association Lille 2004. Probablement aussi parce que ce serait sans doute déjà une victoire pour la métropole nordiste, une des plus petites villes à s'être jamais portées candidates à l'organisation des JO, de se retrouver sur la « short list » qui comprendra des concurrents aussi prestigieux que Stockholm, Rome, Istanbul, Athènes, Rio-de-Janeiro ou Buenos-Aires.

Et, à Lille, on ne doute plus une seconde d'avoir augmenté, la semaine dernière, les chances de figurer aux côtés des grandes capitales. La visite de la ville aurait impressionné favorablement les quinze membres du CIO, des fédérations sportives internationales et des comités nationaux olympiques venus sur place.

« Nous avions tout à leur faire découvrir : la région, ses atouts, sa localisation en Europe. La plupart des membres du CIO ne connaissent

même pas le TGV, explique Francis Ampe. Il ne leur a fallu que cinquante minutes pour se rendre du centre de Lille à Roissy. Pas plus que pour aller du centre d'une capitale européenne à son aéroport international. » Lille aurait donc surmonté ses handicaps de petite ville en jouant de la surprise.

QUESTIONS TRÈS TECHNIQUES
Les responsables du comité de candidature estiment « n'avoir été pris en défaut sur rien » par les questions, souvent très techniques, des membres du CIO. Le directeur des services vétérinaires était là au bon moment, par exemple, lorsqu'il a été question des visas d'importation des chevaux du concours complet.

Thomas Bach, le président de la commission d'évaluation du CIO, s'est montré rassurant malgré l'absence de la plus grande partie des équipements. Il a ainsi déclaré à la fin de sa visite qu'il est plus impor-

tant pour le CIO d'être certain d'avoir dans huit ans des équipements performants faisant appel aux techniques les plus modernes que de pouvoir visiter dès maintenant des installations qui risquent de devenir obsolètes.

Après les faiblesses du « tout-privé » d'Atlanta, le CIO aurait été rassuré par les garanties de bon financement des équipements. Elles sont apportées autant par les collectivités locales que par le gouvernement, représenté par un Guy Drut enthousiaste. Le ministre de la jeunesse et des sports a ainsi déclaré à Lille : « La France veut les JO de 2004. Je suis là pour prouver le soutien du gouvernement tout entier. »

Les chapitres sur les transports, la qualité de l'air et de l'eau, ou sur le recyclage des déchets auraient été jugés très positifs par les délégués du CIO, qui rappellent volontiers que l'environnement est le « troisième pilier du mouvement

olympique, après le sport et la culture ». Ce dossier environnemental avait fait l'objet d'une préparation toute particulière en accord avec les associations locales. Et le militantisme de Marie-Christine Blandin, la présidente (Verts) de la région Nord-Pas-de-Calais, qui apporte un soutien remarqué à la candidature de Lille, n'y était sans doute pas étranger.

Enfin, les membres du CIO n'auraient pas été insensibles à la fameuse « chaleur des gens du Nord ». La candidature de Lille a déjà recueilli le soutien de plus de 250 000 habitants de la région. Ils ont signé une pétition dont le chiffre est régulièrement mis à jour sur la Grand-Place. En terminant sa visite dans une ville mobilisée pour l'occasion, Thomas Bach a d'ailleurs salué « l'enthousiasme populaire » que suscite cette candidature.

Christophe de Chenay

Les difficultés financières minent le championnat de France de hockey sur glace

LORS DE la cinquième journée du championnat de France de Nationale 1A, qui a eu lieu samedi 28 septembre, les responsables des clubs de hockey ont plus évoqué leurs difficultés financières que les choix techniques de leurs équipes. Au bord des patinoires, l'optimisme n'est pas de mise.

Nombre de joueurs français sont allés grossir les rangs du huppé championnat allemand. Les Dragons rouennais, cinq fois champions de France ces huit dernières années, jonglent avec un passif de 20 millions de francs. En redressement judiciaire, le club normand a été autorisé par le tribunal de grande instance de la ville à reprendre l'entraînement pour une période probatoire de quatre mois renouvelables.

Le club des Huskies de Chamonix, dont la patinoire a été incendiée pendant l'été, et qui est en proie à des difficultés financières, a suspendu ses activités. Remplacée dans le championnat par les Boucs de Megève, la commune haut-savoyarde a prêté certains joueurs et en a mis d'autres au chômage. Le championnat de Nationale 1A dont la formule a déjà subi plusieurs transformations ces dernières saisons vient d'être élargi de 8 à 12 équipes.

L'entrée en lice des Dogues de Bordeaux, du Club des patineurs lyonnais, des Rapaces de Gap et de l'Image club d'Épinal - alors que le vivier de joueurs français ne peut satisfaire que six équipes de haut niveau - risque de créer une compétition à deux vitesses.

Pourtant un élan avait été donné par l'exploit de l'équipe de France, quart de finaliste, face aux Américains, aux Jeux d'Albertville en 1992. Les responsables de la programmation de France 2 s'étaient laissés aller à diffuser le match en première partie de soirée. Du jamais vu en France. A l'époque, certains pensaient que le hockey allait descendre dans les patinoires et que le championnat prendrait une dimension nouvelle.

Dans l'euphorie, les clubs se sont offerts les coûteux services de joueurs franco-canadiens. Mais, l'excitation olympique retombée, les sponsors n'ont pas manifesté l'intérêt escompté. Au lendemain des Jeux de Lillehammer, l'espoir est revenu. Séduit par les résultats des patineurs artistiques français, TF1 a acheté, en juillet 1994, pour 15 millions de francs répartis sur cinq ans - une somme récemment portée à 20 millions -, l'exclusivité sur les manifestations des onze sports régis par la Fédération

française des sports de glace (FFSG). Les présidents de clubs de hockey se sont alors réjouis. Ils pensaient que les images télévisées feraient venir les commanditaires. « Le président de la Fédération nous avait fait miroiter les avantages de cet accord, or on n'a vu que deux fois du hockey sur TF1 cette saison et aux environs de minuit, soupire Bricc Bounoure, président des Albatros de Brest. Et France Télévision boycotte désormais notre sport par mesure de représailles. » Sauf France 3 qui en offre quelques images dans ses résumés régionaux.

Un sport attrayant et spectaculaire, mais aux infrastructures rarement adaptées au travail des équipes de télévision

Bernard Goy, président de la FFSG, déplore l'ingratitude des clubs mécontents. « Je suis issu des rangs du hockey, un sport télévisé mais dont l'audimat reste à travailler. Je m'étais investi pour qu'on ait un championnat de France « Elite », de bonne qualité à huit équipes. Le Comité national de hockey sur glace (CNHG) l'a fait passer à 12 équipes cette saison et la première partie du championnat risque de ne pas être suffisamment homogène pour intéresser la télévision. De toute façon, j'ai obtenu en mal une dérogation auprès de TF1 qui libère les clubs de leurs obligations envers la chaîne. »

A TF1, on a rendu sans difficulté sa « liberté » à un sport attrayant et spectaculaire, mais au

calendrier de phases finales trop imprévisible et aux infrastructures rarement adaptées au travail des équipes de télévision. Le contrat avec la FFSG ne contenait d'ailleurs aucune clause spécifique sur l'obligation de diffusion du championnat de France Elite. Les responsables de la chaîne insistent sur l'opiniâtreté avec laquelle Bernard Goy défend le hockey. « J'ai eu le courage de soutenir les huit clubs Elite grâce à une subvention fédérale de 400 000 francs chacun pour la saison 1994-1995, ajoute celui-ci. De l'argent généré par les autres disciplines de la FFSG, car hormis ce que rapportent les licences, le hockey a trop peu de ressources. »

Pour la saison 1995-1996, les huit clubs Elite n'ont reçu de la FFSG que 100 000 francs chacun et une autre traite de 100 000 francs, revenue impayée, il y a quelques semaines. « On nous avait déjà fait la promesse que le championnat serait retransmis et maintenant on nous donne des chèques en bois, c'est un mode de gestion original, raille Bricc Bounoure. Mais nous [les présidents de clubs] mettons dehors, y compris par voie judiciaire, ceux qui commettent ce type d'action. »

« Nous nous trouvons dans la période de l'année où nous sommes le plus juste en trésorerie,

se défend Bernard Goy, mais il affirme que tout sera régularisé rapidement. « Nous avons fait confiance naïvement et aveuglément, regrette Charles Marcelle, président du club de Reims, mais pour moi, une parole d'homme compte beaucoup. Nous nous sommes retrouvés pieds et poings liés à cause du contrat avec TF1. En fait, le hockey souffre d'avoir été un petit sport des Alpes. La région parisienne fait la loi et on a sacrifié trop de nos joueurs juniors au profit d'étrangers sous prétexte d'obtenir des résultats. »

Certains veulent tout de même croire à un miracle. Grâce à la commission de contrôle de gestion formée il y a deux ans, à l'instar de celle du football, les désastres financiers pourraient peut-être être évités. « Elle avait un rôle consultatif et éducatif, explique son secrétaire, André Ville. Il s'agissait de sensibiliser les clubs, de leur fournir un plan comptable et un budget prévisionnel-type, d'examiner les feuilles de rémunération des joueurs. Mais nous avons rencontré des réticences dans certains clubs. Le comité directeur nous donne donc son appui pour mettre au point un système de sanctions s'ils ne fournissent pas leur comptabilité. »

Patricia Jolly

22 millions de francs d'indemnité pour l'ex-entraîneur de Mike Tyson

LE BOXEUR Mike Tyson a été condamné à payer 4,4 millions de dollars (22,4 millions de francs) à son ancien entraîneur Kevin Rooney par un jury fédéral à Albany (New York), lundi 30 septembre. Rooney poursuivait le champion du monde des poids lourds (WBA), pour avoir rompu le contrat à vie qui les liait depuis 1982. Il avait réclamé 49 millions de dollars de dommages et intérêts (environ 250 millions de francs). L'audience, Kevin Rooney n'avait pas été en mesure de produire un contrat écrit. Il s'est référé à un arrangement passé avec Cus d'Amato, le premier entraîneur de Tyson, décédé en 1985. « J'ai l'intention de faire appel de cette décision injuste », a déclaré le champion du monde à l'issue du verdict, tandis qu'une vingtaine de ses partisans manifestaient devant le tribunal. - (AP).

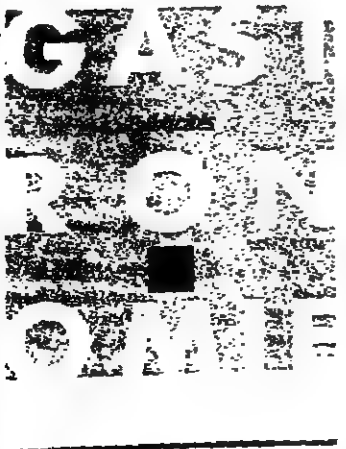
DÉPÊCHES

■ FOOTBALL : Michel Platini a présenté la maquette du stade de France à Sao Paulo (Brésil), lundi 30 septembre, à l'occasion de l'exposition France 2000, vitrine de la technologie française. Le président du comité d'organisation de la Coupe du monde 1998 a indiqué aux Brésiliens que l'épreuve « aura son lot d'innovations, car elle sera la première à accueillir trente-deux équipes ». - (AFP).

■ Fabrice Moreau a signé un contrat de deux ans en faveur du Rayo Vallecano de Madrid, club de division 1 espagnole. Le milieu de terrain, âgé de 29 ans, évoluait jusqu'alors à Toulon en deuxième division. Le montant de l'opération serait de un million de francs, a indiqué le club varois.

■ Bruno N'Gotty sera indisponible pendant trois semaines. Le milieu de terrain défensif du Paris-Saint-Germain souffre d'une déchirure musculaire du mollet droit. Il n'aurait pu tenir sa place contre Guingamp, dimanche 29 septembre, lors de la neuvième journée du championnat de France de division 1.

■ TENNIS : Stefan Edberg a déclaré forfait pour le tournoi de Lyon, lundi 30 septembre. Le joueur suédois, qui était tête de série numéro 7, a dû renoncer en raison d'une forte fièvre. Ancien numéro un mondial, Edberg prendra sa retraite sportive à la fin de la saison. Il devrait disputer auparavant la finale de la Coupe Davis contre la France à Malmö du 29 novembre au 1^{er} décembre.



PARIS 1^{er}
Pierre au Palais-Royal
(Anc. Pierre Traillat)
Cuisine traditionnelle - Produits frais
Nouvelles formules 180 et 195 F
(dégustation et dîner) et Carte.
10, rue de Valenciennes - Tél. : 42.96.09.17
2 h. parking gratuit

PARIS 2^e
TY COZ
48.78.42.95/44.81
35, rue St Georges - 1^{er}
POISSONS - CRUSTACÉS
FRUITS DE MER
Menu de la "MER" le soir : 170 F
Fidim, lundi soir - Climatisé

PARIS 14^e
MONTAGE GUILLAUME
Spécialité de Poissons et Bouillabaisse
Cheminée - Salons Particuliers (30 pers.)
Menu carte : 185 F/245 F - P.D.
Chambres confort **
88, rue Trousseau, 14^e - Tél. : 43.22.96.15

BISTRO D'ANTAN
Restaurant - Cuisine du terroir
OUVERT TOUTES LES JOURS
Services de 11 h 30 à 14 h 30
et de 19 h à 24 h.
23, rue de la Gaieté - 75014 Paris
(Rue Robillot) - Métro : Gobelins - Edouard Belin
Tél. : 43.30.67.67 - Fax : 43.35.08.96

LA GASTRONOMIE dans "LE MONDE", c'est chaque mardi daté mercredi, pour vos annonces publicitaires contactez le : 44 43 77 36 - (Fax : 44 43 77 38)

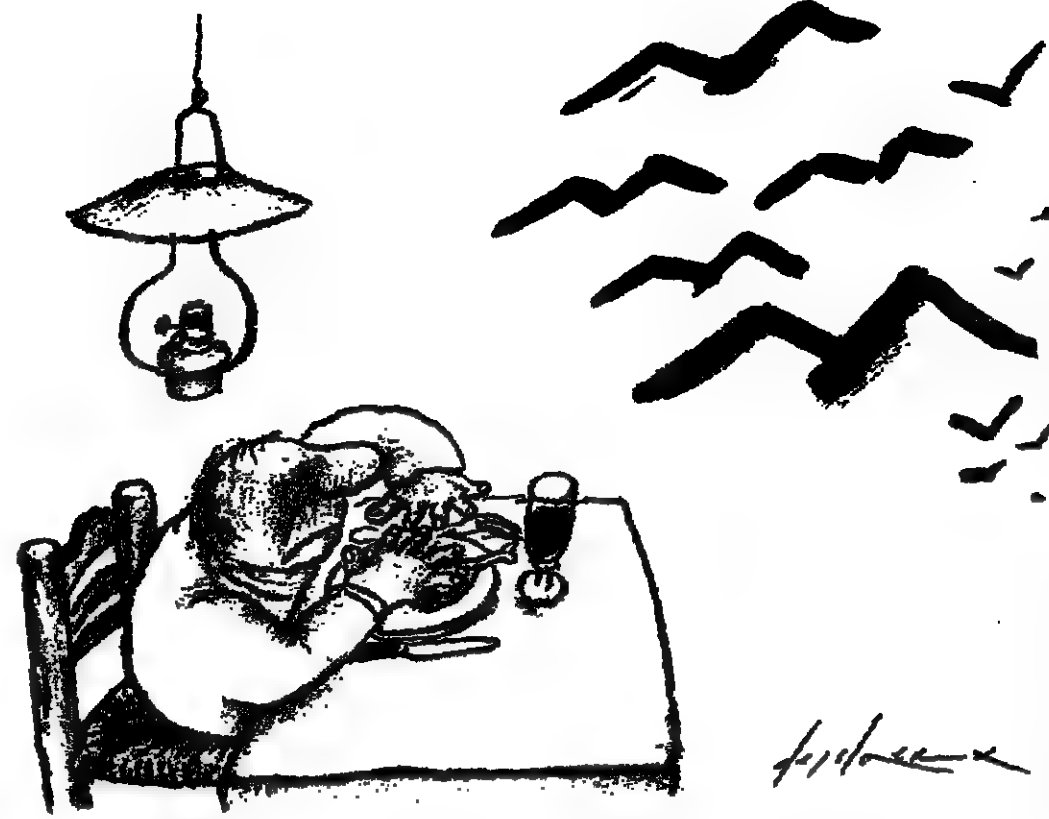
Le dernier repas de Van Gogh

A Auvers-sur-Oise, l'auberge Ravoux garde toujours une table pour le peintre

LA PROVENCE avait commis ses ravages d'orgies solaires, mais il était sorti de l'asile de Saint-Rémy avec un certificat de bonne conduite : « Guéri », comme l'affirmait son médecin traitant, le docteur Peyron. Il rejoint son frère Théo à Paris et va prendre ses quartiers de convalescence à Auvers-sur-Oise, une campagne que ne détestaient pas les peintres en vue de l'époque. 20 mai 1890, Vincent Van Gogh passe sa première nuit à l'auberge Ravoux.

C'est un bistrot d'ouvriers et d'artistes tenu avec bienveillance par un certain M. Arthur-Gustave Ravoux et sa dame. Les prix sont brefs et les chambres spartiates. Van Gogh a choisi la localité pour son climat et ses paysages, mais également pour y consulter le docteur Gachet, un ami des arts doublé d'un spécialiste en troubles mentaux. Les deux hommes se rencontrent. En professionnel du cognement contre les murs, le peintre constate assez rapidement que le praticien est pour le moins aussi gravement atteint que lui en disjonctions nerveuses.

Entre celui qui avait consacré sa thèse de médecine à une étude de la mélancolie et le profond dépressif qu'était le nouvel Auversois, la grosse poignée de semaines qu'ils passeront plus ou moins ensemble seront marquées par des hauts et des bas. Les deux tableaux que Van Gogh peint de son « protecteur » sont pareillement accablés d'une semblable et inconsolable neurasthénie ; meublés d'un regard trop vague pour que le Néerlandais n'ait voulu émettre des doutes sur l'estime que nourrissait à son égard ce dernier compagnon de route. Amical, certes, Gachet n'achète pourtant aucune toile à Vincent ; prévoyant, il se servira avec largesse dans le fonds laissé en of-



frande aux amis par Théo le jour de l'enterrement.

C'est au moins ce qu'un esprit curieux pourrait rapporter d'une promenade à la campagne, si l'idée lui venait d'aller déjeuner à Auvers, dans cette auberge Ravoux, aujourd'hui en grande banlieue verte de la capitale. Il ne faut pas toujours se moquer du gag tragique de la reconstitution à l'identique. Quelquefois, ça marche. C'est ici le cas. Reste à savoir si les fantômes, eux, bougent encore.

Soixante-neuf jours de villégiature à la dure ; presque autant de tableaux. Celui qui signe ses toiles « Vincent » s'empare. Après les coups de chaud du Midi, le bain frais de l'Île-de-France. Il accélère son programme. En réponse à la Route des cypres, voici l'Eglise d'Auvers ; les Arlésiennes passent au Nord ; les blés changent de ciel. Sa cagna est minuscule, la lumière à peine le temps d'y entrer pour faire sécher l'écriture de ses tubes. Et Gachet qui l'invite dans des repas bourgeois, lui volant son temps, ne comprenant pas les agacements de ce dératé pressé de continuer ; impatient d'en finir.

Alors, voyons la salle de cette auberge réaménagée à grand renfort de précautions, où le saint homme, dans un français lent, mais clair, amusait Adeline, la jeune fille de la maison. Tout y est

faux ; avec respect. Il a fallu passer par un portillon, loin derrière, pour entrer dans cette principauté, territoire tout entier consacré à l'artiste et à sa mémoire. Pour un peu, on le verrait à table.

Il avait pris la route, comme tous les jours, avec son bardo, comme les peintres qui vont travailler sur le motif. Les nouvelles de Théo, son tuteur, son soutien, son mécène, n'étaient pas très bonnes : il ne viendrait pas passer ses vacances avec lui ; sa fille avait été gravement malade. Et lui, Van Gogh, outre ses vermillons et ses verts Véronèse, tenait sans le vouloir, planquée contre lui, une petite arme à feu volée ou sortie d'on ne sait où, et dont il trouve l'usage. A l'abri d'une meule de foin, il s'exécute d'une balle tirée dans la poitrine. Du côté gauche.

SOUS LA CHAMBRE MORTUAIRE

Geste de protestataire, commis à l'artiste : de travers. Il rentre chez les Ravoux, la démarche un peu penchée et l'air noble. Les femmes, auxquelles on ne la fait pas, suivent les traces sanglantes et appellent du renfort. Gachet, qui avait horreur des scalpels, refuse le transfert du blessé vers l'hôpital ; et le curé de la paroisse, l'officier religieux, quarante-huit heures plus tard. Le suicide avait mis du temps à être réussi, mais il finissait par l'être. 29 juillet 1890.

On dira que tout ça n'est pas vraiment gai, et que s'en aller casser une graine sous la chambre mortuaire, et classée par les monuments historiques, peut paraître bizarre. Mais on n'arrête pas le commerce, encore moins la ferveur populaire que le personnage ne cesse d'entretenir autour de sa pitoyable et lumineuse existence. Van Gogh est un Jésus coloré vers lequel nous ne cessons de lancer nos prières dans l'espoir que la grâce nous touche et nous fasse posthumelement gagner autant d'argent que lui dans les fournales à dollars de chez Christie's. Un pauvre devenu trop tard immensément riche. Comme l'œuvre, on n'a pas fini d'en déchiffrer la leçon.

En attendant, déchiffrons le menu. On photocopie, choisissons celui qui s'impose, une reconstitution encore, menée avec fermeté comme l'ensemble du décor, à cette différence près que la cuisine, elle aussi d'époque, est servie dans la plus fraîche actualité. Une carte à trois plats, façon du père Ravoux : pressé de laper au sur salade de lentilles, oignons confits ; gigot de sept heures, pommes de terre sautées au lard ; jette de mousse au chocolat avec sabayon. Service des plus aimables, cuisinier des plus francs. L'église d'Auvers est à deux pas.

Jean-Pierre Quélin

* Auberge Ravoux, Maison de Van Gogh, place de la Mairie, 95430 Auvers-sur-Oise. Tél. : 34-48-05-47. Fermé le dimanche soir et le lundi soir. Carte : 140 F et 175 F. Menu : environ 200 F. Une vie de Vincent Van Gogh, David Sweetman, Presses de la Renaissance, 1990, Livre de poche, 42 F.

TOQUES EN POINTE

Bistrots

LE VIADUC CAFÉ

■ Non loin de l'Opéra Bastille, d'élégantes échoppes abritent sous les arcades boutiques et artisans. Le Viaduc Café s'inscrit entre deux travées aux pierres apparentes qui dessinent une puissante voûte d'arêtes. L'impression d'« entrer dans la pierre », comme disait Fernand Pouillon du Thoronet, tient à la sobriété du décor. Jean-Baptiste Aubertin - un ancien comédien - a imaginé un restaurant moderne, un brin dépouillé, six entrées, autant de plats et de desserts : de simples poivrons rouges rôtis au basting, un tartare de saumon au couteau à l'huile d'olive, des côtelettes d'agneau au thym frais, un pain perdu. Le succès, depuis avril dernier, tient d'abord à la qualité des produits. Bientôt, une terrine de joue de bœuf et des plats mijotés. De 9 heures à 2 heures du matin, l'on peut aussi prendre un verre ou un en-cas. Des vins, peu nombreux, mais bien choisis et à prix doux. Un feu branché ? Oui, mais très recommandable. A la carte, compter 150 F.

* Paris, 43, avenue Daumesnil (75012). Tél. : 44-74-70-70. Tous les jours jusqu'à 2 heures du matin.

LE RENDEZ-VOUS DES QUAIS

■ Les six salles de cinéma ouvertes récemment le long du bassin de la Villette par Marin Karmitz et baptisées « 14 juillet-sur-Seine » sont flanquées d'un bistrot-café à l'air un peu brutaliste, mais avec terrasse sur le bassin, là où l'on pouvait s'attendre à trouver un fast-food de trop. Heureuse surprise, c'est tout le contraire, avec une carte certes réduite et adaptée à la fonction, mais réalisée avec des produits corrects par un chef, un vrai, Bruno Neveu, un ancien du Ritz. Des salades, des œufs - une amusante omelette au confit de canard et concassée de tomates - et une petite carte suffiront au bonheur des chérophiles gourmades. La formule « Autour d'un vin » (68 F) permet, à l'entrée, de déguster un onguet aux oignons confits et des frites taillées au couteau avec un verre d'anjou vilages (Domaine de Mongiet) et un café. A la carte, compter 150 F.

* Paris, 14, quai de la Seine (75019). Tél. : 40-37-57-57. Tous les jours. De 9 heures à 1 heure du matin.

Brasserie

LA BRASSERIE DES ARTS

■ A Neuilly, sous une verrière colorée et un décor d'affiches anciennes, Jean-Marie Dureau reçoit avec la verve d'un amateur de beaux vins. Des vins de Bordeaux, simples et efficaces : un haut-bailly 1992 (108 F) ou l'élégant du cru-benacoulou à prix réduit, ce qui peut s'entendre comme un service rendu à la clientèle. Pour l'essentiel, on trouve ici une cuisine simple, servie dans une ambiance conviviale : de fameux harengs délicatement marqués avec des pommes de terre tièdes, le pied de porc à la façon de Sainte-Menehould, les poissons du jour et aussi un très bon tartare-pommes frites maison, ou bien un épatant filet de bœuf aux deux poivres. Une brasserie à la mode, mais à l'atmosphère dédoublée et dans un cadre agréable. Menu à 158 F. A la carte, compter 200 F.

* Neuilly, 2, rue des Hussiers (92200). Tél. : 46-24-56-17. Fermé le dimanche.

Gastronomie

LES CRAYÈRES

■ C'est l'ambassade culinaire des vins de Champagne, dans l'ancien hôtel de M^{me} Pommeroy, qui appartient au premier groupe agroalimentaire français, Danone (ex-BSN), également associé dans la gestion du restaurant. Sa vocation était sans doute d'être l'écrin des fastes culinaires d'une élite fortunée. Par choix personnel, Gérard Boyer estime que la haute cuisine doit plutôt révéler la parcelle de créativité de chacun, cuisinier et client. Il est l'unique chef « trois étoiles » à employer deux équipes, l'une à midi, l'autre le soir. Quelques cépages des bois alentours, délicatement poêlés, séchés, puis à nouveau sautés vivement, le saumon fumé à la minute et pommes de terre en robe des champs à la crème de caviar, et la magie opère. Arrive le filet de bar, légumes à la coriandre et citron confit au thym, plat souverain - nous sommes à Reims - avec un meunier. Les Rougettes de Coche Druy 1990. Les rognons de veau relevés d'un trait de zébre sont escortés d'un petit fan au foie gras. Impossible de conclure sans découvrir l'inattendu mariage du chocolat amer à la truffe noire. Conté à l'automne dernier, Gérard Boyer a réagi. Avec l'aide de son second, Thierry Volain, sa cuisine pétillante à nouveau au pied de la montagne de Reims. Champagnes à prix très raisonnables, commentés par Werner, le délicieux maître d'hôtel. A la carte, compter cependant entre 600 et 800 F.

* Reims, 64, boulevard Henry-Vanier (51100). Tél. : 26-82-80-80. Fermé lundi et mardi midi.

Jean-Claude Ribaut

Les nouveaux amateurs de Bourgogne



Des grands crus, des petits crus, toujours des bons crus... des crus de 1^{re} classe...

Est l'histoire de Bourgogne, quel que soit le moment, quel que soit le lieu, mais surtout, qui l'a écrit, quelle que soit votre bourse, il y aura toujours parmi les 90 appellations celle que vous attendez. Vins frais et goulus, véritables vins de plaisir.

Idéal pour les petits moments « sympas » et les déjeuners entre amis, grands crus prestigieux ayant le don de transformer n'importe quel grand moment en fête des sens : ici chaque cru a sa personnalité. Une personnalité qui ne demande qu'à s'accorder à la vôtre.

ETERNELS BOURGOGNES
Chablis / Auxerrois / Mâconnais
Côte Chalonnaise / Côte de Nuits
Côte de Beaune

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ

Arômes d'herbes

Pois, haricots, lentilles : quand il inventa dans les années 1880 ses premières farines de légumineuses, Julius Maggi n'eut qu'un souci : faire patronner son invention par la Société suisse d'utilité publique. Quatre-vingt-cinq ans après sa mort, les produits qui sortent encore sous sa griffe, comme ces « noix de saveurs », apparues il y a quelques mois, ne se fâcheraient pas non plus à l'idée de se voir décerner un brevet d'utilité publique.

« Révolutionnaires », commente avec toute la sobriété voulue Christophe Le Bret, en parlant des mélanges d'herbes sous forme de tablettes que commercialise sa société. Balayé, le bouillon Knorr que Julius créa en 1907 (sous forme de capsule), oubliés le bouillon de volaille inventé en 1956 et les bouillons dégraissés lancés en 1985, à l'époque de l'allégé. Tout cela, c'était au temps où la cuisine mijotée avait son mot à dire. Cuisson à l'eau, en cocotte, à l'étouffée : les bouillons y avaient leur place. Aujourd'hui, des études montrent, paraît-il, que les jeunes laissent leurs casseroles au placard. L'ustensile serait devenu obsolète. Pour aller plus vite, pour se simplifier la vie, la génération Mitterrand cuisine à la poêle. Collant à l'actualité, les industriels ont donc mis au point de nouvelles tablettes aromatiques à faire fondre directement à la poêle.

« All-persil », « All-oignon », « Herbes de Provence », « Aneth-citron » : c'est Knorr qui a ouvert le bal avec ses « secrets d'arômes ». Ces petits rectangles de moins de 10 grammes ne sont pas passés inaperçus. Le mélange « All-Persil », par exemple, a beau être comme



les autres enveloppé d'aluminium, il est si fortement dosé que certains clients se sont plaints de l'odeur en rayon. Bien plus forte que la plante à l'état naturel, il n'y a pourtant pas plus de 5 % d'all dans cette recette, et cette odeur surprenante provient sans doute de la présence d'arôme d'all, signalé sur le côté de l'emballage.

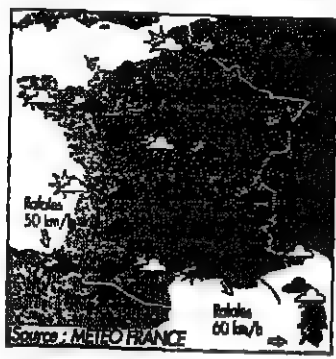
Point commun entre les deux marques concurrentes, que ce soit Maggi ou Knorr, les nouvelles tablettes qui fondent à la poêle ont beau afficher en gros caractères : « ciboullette », « persil », « aneth » ou « basilic », elles ne contiennent jamais plus de 5 % de chacun de ces ingrédients. Reste à savoir si ces herbes aromatiques, qu'on incorpore si chichement, ont été préalablement déshydratées ou lyophilisées (on sait que le deuxième procédé donne généralement de meilleurs résultats). Knorr a fait pour l'occasion usage d'un brevet spécifique qui consiste à sécher des herbes fraîches par le froid sur un lit de sel. Quant à Maggi, il se contente de répondre qu'il s'agit de « cuisine interne, sans intérêt pour le consommateur ». Le cuisinier néophyte sera toutefois surpris d'apprendre que la graisse animale ou végétale qui constitue généralement l'essentiel de ces nouvelles tablettes ne fond pas toujours harmonieusement. Parfait si vous utilisez des légumes surgelés qui rendent de l'eau à la cuisson. Franchement pas terrible si vous cuisinez des pommes de terre crues.

Guillaume Crouzet

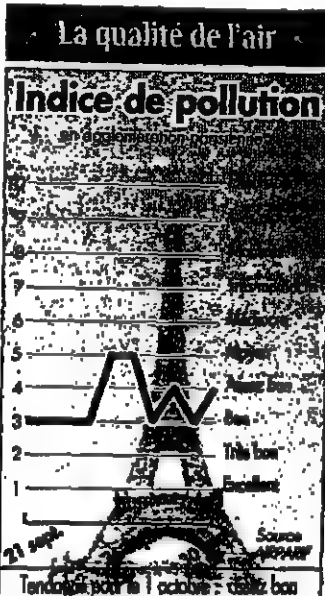
* Noix de saveurs Maggi, 10,50 francs les dix tablettes. Secrets d'arômes Knorr, entre 9,50 et 15 francs les neuf tablettes.

Pluies au sud, éclaircies au nord

MERCREDI matin, de la Bretagne au Poitou jusqu'à l'Aquitaine, les nuages seront nombreux, avec des pluies faibles éparpillées ou quelques averses. Le vent de nord-ouest soufflera assez fort près des côtes. Du Nord à l'Île-de-France, au Centre, à la Bourgogne, jusqu'aux Ardennes, les brouillards seront fréquents au lever du jour et les éclaircies reviennent en cours de matinée. De la Franche-Comté aux Alpes jus-



Prévisions pour le 2 octobre vers 12h00

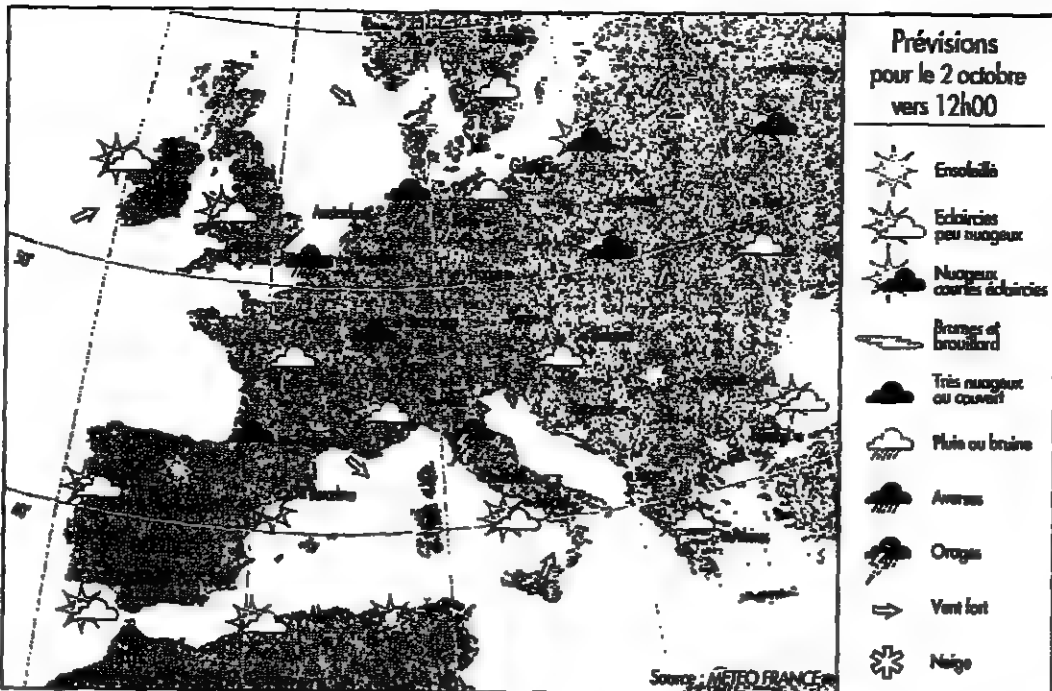


Tendance pour le 1 octobre : assez bon

qu'au sud-est, les ciels seront très nuageux avec quelques pluies faibles. En Corse, les pluies seront modérées, et parfois fortes sous orage. Sur le reste du pourtour méditerranéen, il fera beau, avec de la tramontane soufflant à 60 km/h en rafales. Dans le massif Central, les nuages bas masqueront le soleil dans les vallées. L'après-midi, des Alpes du Sud, au sud-est et à la Corse, il y aura encore des pluies et parfois des orages. Sur le Golfe du Lion, les passages nuageux n'empêcheront pas le soleil de faire de belles apparitions. Les nuages resteront abondants de la Franche-Comté aux Alpes du Nord. Dans le reste du pays, les nuages et les éclaircies alterneront, avec des averses dans la moitié sud. Dans les régions situées au nord de la Loire, le soleil deviendra de plus en plus généreux au cours de l'après-midi.

Les températures minimales iront de 7 à 9 degrés au nord, et de 10 à 14 degrés au sud. L'après-midi, le thermomètre marquera 14 à 17 degrés au nord et 18 à 23 degrés au sud.

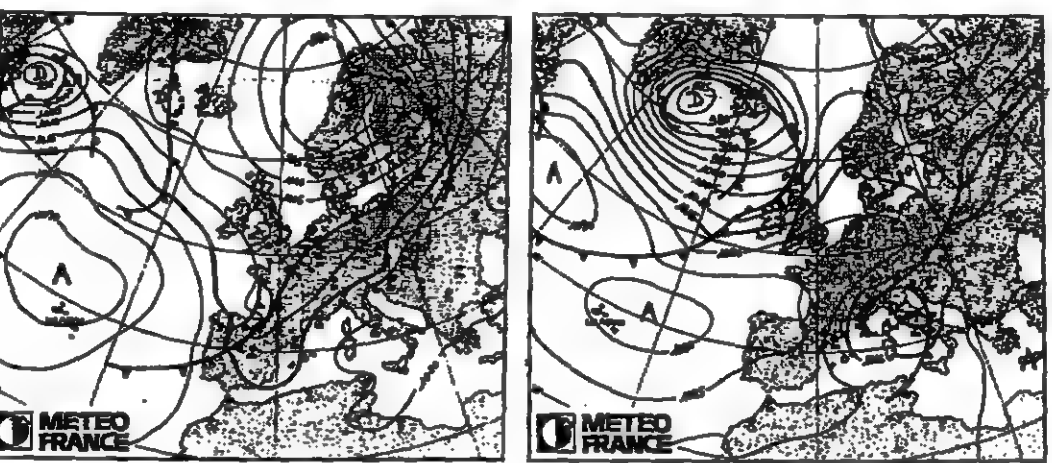
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 2 octobre vers 12h00



TEMPÉRATURES du 30 septembre maxima/minima	GRENOBLE	25/12	TOULOUSE	25/11	CHICAGO	23/24	US BONNE	27/25	PRETORIA	27/17
	LILLE	24/15	STRASBOURG	25/11	COPENHAGUE	16/9	LONDRES	15/9	RABAT	25/16
	LYONS	24/15	ALGER	26/15	DAKAR	32/26	LOS ANGELES	22/18	RIO DE JANEIRO	27/20
	MARSEILLE	25/16	AMSTERDAM	17/9	DIJON	32/25	LUXEMBOURG	20/1	ROME	23/11
FRANCE	NANCY	25/14	ATHÈNES	20/16	DUBLIN	19/5	MARRAKECH	36/19	SANTO DOMINGO	30/21
	NANTES	25/14	BANGKOK	33/24	FRANCFORT	22/9	MEDAN	18/5	SEVILLE	33/16
	NICE	25/14	BARCELONE	23/21	GENÈVE	20/12	MILAN	18/5	STOCKHOLM	15/10
	PARIS	25/11	BERGARE	20/12	HANOÏ	32/25	MONTEAL	18/6	SYDNEY	23/15
ALGERIE	PERPIGNAN	19/6	BRASILIA	24/16	HELSINKI	10/7	MOSCOW	10/7	NEW DELHI	30/24
	RENNES	18/11	BRUXELLES	14/10	HONG KONG	20/16	MUMBAÏ	24/5	NAIROBI	23/14
	STRASBOURG	25/15	BUDAPEST	20/8	JERUSALEM	-	NEW DELHI	30/25	TOKYO	17/16
	TOULOUSE	25/15	CARACAS	24/21	LE CAIRE	32/21	PRAGUE	22/9	VIENNE	21/13
CHICAGO	ST-ETIENNE	25/17	BUDAPEST	20/8	KINSHASA	33/22	PSALM DE M.	25/16	VENISE	21/13
	STRASBOURG	25/11	BUSAN	24/16	LE CAIRE	32/21	PRAGUE	22/9	VIENNE	21/13
	TOULOUSE	25/15	CARACAS	24/21	LE CAIRE	32/21	PRAGUE	22/9	VIENNE	21/13
	TOULOUSE	25/15	CARACAS	24/21	LE CAIRE	32/21	PRAGUE	22/9	VIENNE	21/13



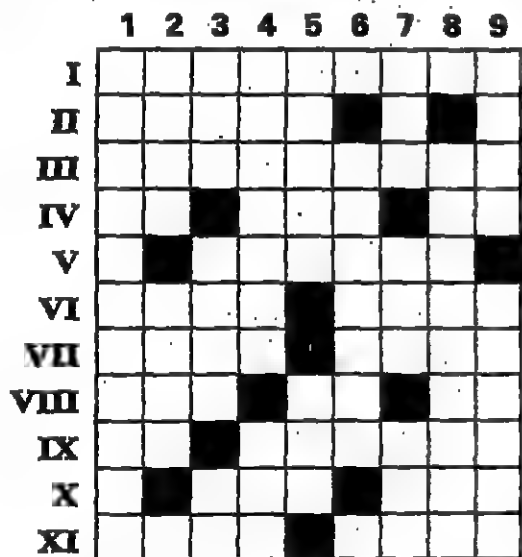
Situation le 1^{er} octobre, à 0 heure, temps universel

Prévisions pour le 3 octobre, à 0 heure, temps universel

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6821

SOS jeux de mots : 3615 LE MONDE, tapez SOS (2,23 F/min)



hommes de poids. - VI. On risque de s'y perdre quand il est mauvais. Tout est prêt quand elle est en main. - VII. Peut-être faire l'objet d'un traitement. Mesura comme autrefois. - VIII. Sigle. Son jour est férié. Symbole. - IX. Un petit peu de poussière. Menu, pour la friture. - X. Une grosse verrue. Pousse un cri. - XI. Une croûte, aujourd'hui. Parfois battus pour allumer.

VERTICALEMENT

1. Des spécialistes qui travaillent sur les mines. - 2. Fait facilement son trou. N'ont pas leur compte d'élections. - 3. N'admet pas. Montagne de Grèce. A sa clé. - 4. Suit un parcours jalonné de trous. Ne trompe personne quand il est blanc. - 5. Sière, en Afrique. Parfois en plein ciel. - 6. Une comtesse la légua au pape. - 7. Est étendu. Le préter du collage. Choix. - 8. Peut être assimilé au capital. - 9. Peut soutenir un quardier. Fruits.

SOLUTION DU N° 6920

HORIZONTALEMENT
I. Crâneuses. - II. Yohimbine. - III. G. Viager. - IV. Percées. - V. Epais. - VI. Eau. Snob. - VII. Ban. SO. Sa. - VIII. Ruineuses. - IX. Soldées. - X. Motivée. - XI. Ere. Sus!

VERTICALEMENT

I. Cygne. Brume. - 2. Roi. Peau. - 3. Ah! Pianiste. - 4. Niveau. Noir. - 5. Emirs. Selve. - 6. Ubac. Soude. - 7. Sigan. Sées. - 8. Enée. Osée. - 9. Sers. Basses.

Guy Brouty

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service Abonnements

24, avenue de G. Leclerc - 69646 Chantilly Cedex - Tél. : 16 (1) 42-17-32-90.

la durée suivante	France	Suisse, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	Autres pays
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	536 F	572 F	790 F

LE MONDE (ISSN 0046-8912) is published daily (except on Sundays and public holidays) at 1200000 F per year. The subscription price includes postage and handling charges. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 24, Avenue de G. Leclerc, 69646 Chantilly Cedex, France. For the subscription price in the USA and Canada, please contact: LE MONDE, 24, Avenue de G. Leclerc, 69646 Chantilly Cedex, France.

Nom : Prénom : Adresse : Code postal : Ville : Pays : Ci-joint mon règlement de : FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bancaire :

Signature et date obligatoires

Changement d'adresse : par écrit 10 jours avant votre départ.

● par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)

● Tarifs autres pays étrangers : Règlement par chèques internationaux.

● Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 42-17-20-00

Télématique 3615 code LE MONDE

Compuserve : GO LEMONDE

Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Documentation sur minitel : 3617LNDCC

CD-ROM : (1) 44-08-78-30

Index et microfiches : (1) 42-17-29-33

Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 F/min)

est édité par le SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

Imprimerie du Monde : 12, rue M. Guesbroux, 94852 Ivry-Cedex.

PRINTED IN FRANCE.

Président-directeur général : Dominique Atty

Directeur général : Gérard Morac

133, avenue des Champs-Élysées 75409 Paris Cedex 08

Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

LE CARNET DU VOYAGEUR

GUIDE. OAG vient de faire paraître les quatre éditions de son guide de poche de tous les vols du mois d'octobre. Chaque édition du OAG Pocket Flight Guide, remise à jour mensuellement, couvre une région du globe (Europe - Afrique - Moyen-Orient, Amérique du Nord, Asie-Pacifique) et Amérique latine-Caraïbes) et fournit pour chacune l'ensemble des vols, des codes, des numéros de téléphone des bureaux de réservation des compagnies aériennes et des temps de correspondance des aéroports. Le prix d'un OAG Pocket Flight Guide par

région et pour douze parutions est de 650 F hors taxe par an. (OAG France, 14, rue des Parisiens, 92600 Asnières ; tél. : 47-90-39-00).

CUBA. Le nombre des visiteurs étrangers ayant séjourné à Cuba a augmenté de 46 % au premier semestre par rapport aux six premiers mois de l'année dernière. En conséquence, le gouvernement cubain a décidé de faire passer le nombre des chambres offertes aux touristes de 24 000 à 50 000. - (AFP)

IRLANDE. La compagnie irlandaise Aer Lingus vient de lancer Premier Europe, son nouveau service européen en classe affaires. Les sièges moins nombreux qu'auparavant sont plus confortables, la restauration à bord (boissons et menus) a été revue pour offrir da-

vantage de choix et une qualité supérieure. Enfin les passagers de Premier Europe disposent de guichets d'enregistrement spéciaux, d'un embarquement prioritaire et d'un traitement particulier des bagages. Ce nouveau service est assuré sur tous les vols Dublin-Paris, Dublin-Londres, Dublin-Amsterdam, Dublin-Bruxelles, Dublin-Francfort et Dublin-Düsseldorf.

HONGKONG. Air France a ouvert, dimanche 29 septembre, à Hongkong son premier quartier général pour la région Asie-Pacifique. La compagnie française, qui effectue actuellement quatorze liaisons dans onze pays et territoires de cette région, envisage d'augmenter ses vols entre l'Asie et l'Europe ainsi que la capacité de ses avions. - (AFP)

PARIS EN VISITE

Jeudi 3 octobre

MARAIS : sept des plus vieilles maisons de Paris (50 F), 10 h 30, place Baudoyer, devant la mairie du 4^e (Paris autrefois).
MUSEE D'ART MODERNE : exposition Calder (30 F + prix d'entrée), 12 h 30, 11, avenue du Président-Wilson (Musées de la Ville de Paris).
L'ÎLE SAINT-LOUIS (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).
MUSEE BOURDELLE : le portrait sculpté (25 F + prix d'entrée), 12 h 30, 16, rue Antoine-Bourdelle (Musées de la Ville de Paris).
MUSEE DU LOUVRE (33 F + prix d'entrée) : la peinture flamande au XVII^e siècle, 11 h 30 ;

Le Triptyque Braque, de Van der Weyden, 12 h 30 ; peinture et théâtre au XVIII^e siècle, 14 h 30 (Musées nationaux).

MUSEE D'ORSAY : une œuvre à voir, Un Entretien à Orans, de Courbet (24 F + prix d'entrée), 12 h 30 (Musées nationaux).

MUSEE DU PETIT PALAIS : un autre regard sur la peinture, support et matière (25 F + prix d'entrée), 12 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

DE SAINT-ETIENNE-DU-MONT à Saint-Médard (50 F), 14 h 30, parvis de Saint-Étienne-du-Mont (Frédérique Jannell).

DE SAINT-MIERS à la rue Quincampou (50 F), 14 h 30, sortie du métro Rambuteau (Paris pittoresque et insolite).

MUSEE CERNUSCHI (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 7, avenue Vélasquez (Musées de la Ville de Paris).

LE PARC DE LA BUTTE DU

CHATEAU ROUGE (35 F), 14 h 30, devant l'entrée côté avenue Debidoir (Ville de Paris).

LE QUARTIER DE REUILLY (40 F), 14 h 30, sortie du métro Montgallet (Sauvegarde du Paris historique).

LE QUARTIER DES AMBASADES dans le 16^e arrondissement (45 F), 14 h 30, sortie du métro Kléber (Le Passé simple).

LES SALONS DE LA MARÉCHALE DE LA MEILLERAYE (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, sortie du métro Sully-Morland côté rue de Sully (Connaissance de Paris).

LA RUE DU BAC (55 F), 14 h 30, sortie du métro Sèvres-Babylone devant le Lutèce (Christine Mérie).

LE COUVANT DES CARMES (45 F), 15 heures, 70, rue de Valenciennes (Monuments historiques).

LE FAUBOURG SAINT-ANTOINE (45 F), 15 heures, 184, rue du Faubourg Saint-Antoine (Monuments historiques).

François Mitterrand au regard du Monde

DOCUMENTS

Préface de Jean-Marie Colombani
Introduction d'André Laurens

Le Monde ÉDITIONS

EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE

SPECTACLES

RÉSERVEZ VOS PLACES SUR MINTEL

3615 LEMONDE

FIAC Cent quarante-quatre galeries, dont 60 % venues de l'étranger, seront présentes au Quai Branly pour animer, du 2 au 7 octobre, la 23^e Foire internationale d'art contemporain de Paris. L'attention se porte sur la Co-

ré, représentée par une quinzaine de marchands. Le comité d'organisation de la FIAC a mis l'accent sur la qualité des invités et leur rajeunissement. ● LE CIRQUE 96, manifestation parallèle organisée au Cirque d'Hiver, par le galeriste frondeur François Mitaine, réunit soixante-quinze artistes et performeurs, et plusieurs spectacles de premier plan, afin, selon son promoteur, de retrouver un peu le goût de la fête. ● ARTE

diffusera le vendredi 4 octobre un film-documentaire consacré aux galeristes Marianne et Pierre Nahon. Ce film, qui met au jour des pratiques commerciales peu recommandables, est déjà au centre d'un vif débat.

La Foire internationale d'art contemporain fait peau neuve

Le rendez-vous annuel des galeristes a lieu à Paris jusqu'au 7 octobre. Cette vingt-troisième édition est marquée par le retour des vendeurs étrangers. Les organisateurs s'emploient à séduire les acheteurs prestigieux

23^e Foire internationale d'art contemporain, Espace Eiffel-Branly, 29-35 quai Branly, Paris 7^e. Métro Alma-Marcé, ligne C, station Pont-de-l'Alma. Jusqu'au 7 octobre, de 12 heures à 20 heures. Nocturne le jeudi 3 octobre jusqu'à 23 heures. Le week-end, de 10 heures à 20 heures. Tél. : 44-18-41-41. Entrée : 60 francs, Catalogue : 312 pages, 180 francs.

La FIAC est morte, vive la FIAC ! La grande-messe parisienne de l'art contemporain a connu une édition 95 désastreuse : moins de bons marchands, fermeture de l'espace à « jeunes galeries », nombre de visiteurs en chute libre, résultats financiers médiocres. Neuf galeries frondeuses avaient même boycotté une édition jugée « trop franco-française, antidémocratique, mal sélectionnée, trop chère ».

Depuis, la FIAC a connu une révolution de palais. Le comité d'organisation (Cofiac) a été internationalisé, rajeuni, élargi. Les

disidents y sont entrés en force : excepté Michel Durand-Dessert qui boude toujours la manifestation. Anne Labumière, galeriste et présidente du Comité des galeries d'art, se dit « époustouffée » par la présence d'autant de bonnes galeries cette année : « Des collectionneurs étrangers que je n'avais pas vus depuis cinq ou six ans m'ont téléphoné pour que je leur trouve un hôtel ».

PLUS DE GALERIES ÉTRANGÈRES

Quoi de neuf ? Yvon Lambert a remplacé Denise René à la présidence du Cofiac. Avec Marwan Hoss (vice-président) et Patrick Bongers, de la Galerie Louis-Carré (secrétaire général), il a pris son bâton de pèlerin pour « vendre » « l'image rajeunie » de Paris dans les autres foires d'art, à Bâle, Cologne, Chicago ou Madrid.

La mise en espace des tentes du Quai Branly n'a pas changé, la foire dure un jour de moins qu'en 1995 : du 2 au 7 octobre - mais l'offre s'est étoffée : cent quarante-quatre galeries présentes contre cent vingt en 1995. Avec surtout 60 % de mar-

chands étrangers et le retour - entre autres - des Américains Tony Shafrazi et Sperone Westwater, du Suisse Bruno Bischoffberger, de l'Autrichienne Nächst St. Stephan. Il y a, sans aucun doute, un regain d'intérêt des grands marchands étrangers pour la scène parisienne, une vague sympathie tempérée de beaucoup de scepticisme quant aux possibilités de vendre aux Français, qui ne sont pas connus pour leur goût de collectionneur.

Les responsables de la FIAC ont néanmoins persuadé ceux de la très internationale Marlborough Gallery qu'une exposition de Kijal, Grand Prix de la Biennale de Venise 1995, pourrait être un succès. Bruno Bischoffberger espère recueillir les fruits de la récente exposition de Miguel Barcelo au Jeu de paume. Bernard Jacobson, de Londres, pense pour sa part que les Français, sensibilisés à l'art de Ben Nicholson par la rétrospective que lui a consacrée le Musée de Saint-Etienne, pourraient se laisser tenter.

« Un choix plus sévère » a guidé la

sélection, écrit Yvon Lambert en introduction du catalogue. Avec la volonté de mettre en valeur les marchands de tableaux qui font découvrir les artistes, et non les simples courtiers. Ainsi, trente « jeunes galeries » (entre trois et sept ans d'existence) seront à la FIAC, mais aussi une quinzaine de galeries coréennes, même si les meilleurs représentants de ce pays ne semblent pas tous en faire partie.

Le prix des stands a baissé de 20 % sur deux ans. Finalement, les stands de « mégalos », comme les appellent Marwan Hoss, tenus par des Français qui occupaient les meilleures places. Ils ont été ramenés à 100 mètres carrés maximum, et « les étrangers seront les mieux servis », explique le vice-président : « C'est la meilleure façon de les attirer. Et d'espérer, en retour, de bénéficier du même traitement quand nous irons dans les foires étrangères ». Quant aux jeunes galeries, elles pourront partager à deux leurs 30 mètres carrés et elles ont reçu une aide de 5 000 francs.

L'activisme du Cofiac se manifeste par l'invitation d'une trentaine de collectionneurs et d'une quinzaine de conservateurs de musées étrangers. Ces « VIP cinq étoiles » seront particulièrement choyés et couvés à la réception donnée mercredi 2 octobre par le président Jacques Chirac à l'Élysée. Pour les organisateurs, tout a été fait pour « renverser la vapeur » et créer « un octobre de l'art à Paris ».

CONTRÔLE DES STANDS

A l'initiative de Marwan Hoss, une fédération des cinq grandes foires (Bâle, Chicago, Cologne, Madrid et Paris) a même été créée. Nommée ICAFA (International Contemporary Arts Fairs Association), elle est destinée à lutter contre l'emprise grandissante des maisons de ventes aux enchères sur l'art moderne et contemporain et à moraliser le marché par une charte commune. L'affaire des faux Basquiat, tableaux présentés à la FIAC 1994 par Daniel Templon, plane encore. Tous les marchands présents à Paris ont donc accepté un principe nouveau : un collège d'experts, anonymes, a pour mis-

sion de contrôler les stands. Au moindre doute, ils feront décrocher les tableaux litigieux.

Mais déjà une autre polémique a surgi : un film documentaire (voir ci-dessous) consacré aux galeristes Pierre et Marianne Nahon, diffusé le 4 octobre sur Arte, fait scandale : « Dans le milieu, au ministère, dans les musées, on ne parle que de ça », s'inquiète un marchand. D'autant que la galerie Nahon fait partie de l'assemblée générale du Cofiac... Une exclusion est envisagée.

Reste une inconnue. Et si la FIAC ne marchait pas ? Le marché français reste en effet au plus bas : d'où la confiance d'un marchand étranger : « Que nous soyons convaincus à l'Élysée, c'est bien. On gardera tous un excellent souvenir de Paris. Mais, si on ne vend rien, il est peu probable que l'on revienne l'année prochaine. » Et Marwan Hoss de conclure : « Si les étrangers voient qu'on a fait un travail formidable, même si ça ne marche pas, ce ne sera pas de notre faute. »

Harry Bellet et Michel Guarrini

La petite folie de François Mitaine

Contre la morosité, une fête parallèle au Cirque d'Hiver

LE CIRQUE 96, « une manifestation d'artistes contemporains ». Cirque d'Hiver, 110, rue Amelot, Paris 11^e. M^o Filles-du-Calvaire. Tél. : 49-87-50-50. Du mardi 1^{er} au lundi 7 octobre, de 14 heures à 20 heures du matin. Entrée 30 francs (hors spectacles).

François Mitaine est galeriste à Paris depuis 1990. Cet homme de quarante-huit ans ne déteste pas vendre, mais trouve l'ambiance des foires bien morose. Il a donc décidé de croquer un héritage récent pour louer le Cirque d'Hiver, et s'offrir durant la FIAC une petite folie.

L'idée de départ, pourtant, était raisonnable. Il s'agissait de confronter des industriels aux artistes qui usent de leurs produits.

Les entreprises devaient financer la réalisation des œuvres et bénéficiaient en contrepartie d'un stand pour présenter leurs activités. Pour François Mitaine, « cela permettait de réintégrer l'art contemporain dans le tissu général de l'activité économique ». Las, les entreprises n'ont pas suivi, les banques non plus, et Mitaine finance l'opération de ses propres deniers : « Entre

3 millions et 5 millions de francs, je ne sais pas encore exactement ». A 30 francs l'entrée, il lui faudra entre 100 000 et 160 000 visiteurs pour rentabiliser l'événement.

Soixante-quinze artistes, de Ben à Lawrence Weiner en passant par Jochem Gerz, mais aussi Camille Saint-Jacques, Othoniel ou Bernard Lallemand vont côtoyer les DJ's les plus en vue choisis par la radio FG, mais aussi la comédienne Sylvie Joly, le chorégraphe Bill T. Jones ou les défilés de mode de Xuly Bët et W<. Des personnalités venues d'horizons différents qui, d'ordinaire, ne se croisent jamais.

A la FIAC, on trouve l'initiative sympathique, sans plus. La plupart des marchands considèrent l'opération comme un baroud d'honneur, dont Mitaine n'a aucune chance de sortir indemne, au moins au plan financier. Pas question donc de collaborer avec lui. Ni d'accéder au souhait de Komar et Melamid, deux artistes présentés au cirque, qui travaillent depuis 1995 avec René, sympathique pachyderme du zoo de Toledo (Ohio). Les trois compères souhaitaient visiter la FIAC. Refus ferme du comité d'organisation. Un jeune conservateur considère d'ailleurs qu'avant le retour de certains grands marchands de stature internationale les éléphants seront bien assez nombreux comme cela sous les tentes du quai Branly.

Ha. B.

Pierre et Marianne Nahon, des pratiques pas ordinaires

Le documentaire d'Arte dévoile les dessous du métier de marchand de tableaux

UN MARCHAND, SES ARTISTES ET SES COLLECTIONNEURS. Documentaire de Jean-Luc Léon. Arte, vendredi 4 octobre à 22 h 25 (durée 1 h 10).

Il ne serait pas dit que la FIAC, nouvelle mouture, n'ouvrirait pas ses portes sans le moindre nuage apparent. Celui-ci s'est formé autour de Pierre et Marianne Nahon, marchands bien connus à Paris, Vence et hors de France, promoteurs d'Arman et de bien d'autres artistes contemporains. Jean-Luc Léon, un réalisateur de télévision, les a suivis pendant un couple d'années, dans l'exercice quotidien de leur métier. Un métier qui, en l'occurrence, paraît bien petit et le spectateur non averti des pratiques mercantiles risque de ne pas en revenir, voire de rempocher ses billets de banque, à supposer qu'il ait l'envie de profiter de prix à la baisse.

En regard des Nahon, le client fait figure de pigeon, tout comme l'artiste d'ailleurs. Le pire est là, quand le peintre Dado, qui pourtant se rebiffe, accepte de biffer d'une de ses toiles le « zizi » que Pierre Nahon lui demande d'enlever. Idem quand Louis Cane essaie de négocier à la hausse son travail pictural, mais se montre par ailleurs plutôt arrangeant.

C'est que le peintre a besoin de son marchand. Arman s'en explique : pour vivre, il faut qu'il vende cinquante tableaux par an, donc qu'il ait cent-cinquante collectionneurs, lesquels n'achètent pas tout de suite. Il faut donc les relancer, les inviter à dîner, ou à dîner... Ce que font les Nahon, non sans cynisme parfois. Pierre ne se permet-il pas de dire, en substance, qu'Arman, qui est un des piliers de sa galerie, serait un très grand artiste s'il était mort il y a vingt ans... Sous la caméra insidieuse de Jean-Luc Léon, on aperçoit aussi beaucoup de monde dans un de ces dîners organisés dans la presque châteauesque galerie des Nahon à Vence. On entend Marianne en bêtise réaliste recommander de mettre un peu moins de sauce dans les assiettes plates que dans les creuses. On suit le couple et ses petits travers, à Beyrouth pour l'ina-

guration du Monument à la paix que le gouvernement libanais a commandé à Arman, à New York chez Léo Castelli pour le vernissage de Lichtenstein où, le temps de quelques secondes, le marchand new-yorkais réussit à donner une autre envergure à la profession : « Oui, c'est beau », dit-il des dernières toiles du peintre, en rajoutant que ça ne fait aucun doute, et en murmurant que justement cela le gêne presque qu'il n'y ait pas de doute possible.

Pour Jean-Luc Léon, qui, dit-il, n'avait pas l'intention de nuire, il s'agit simplement d'une comédie humaine, sans gravité, puisqu'elle ne concerne que les riches. Il en a vu d'autres et de bien plus graves en filmant les gens en Chine, ou en Russie... D'ailleurs il donne le ton de son film, qui est drôle et tout sauf ennuyeux, en ponctuant les séquences avec l'air de « Tout va très bien madame la marquise ».

FAUCI DES PROFESSIONNELLES

Non, tout ne va pas très bien. Les Nahon qui aiment se montrer, jouer la carte médiatique, attirer la publicité sur eux tout autant que sur leurs artistes (ils ont un logo : l'image du couple de profil, face à face) ont parfois oublié la caméra et le micro, et se sont fait prendre au jeu comme des bœufs.

Résultat : débat, émoi du côté des professionnels au moment de la FIAC, où on aimerait donner une image plus rehausse de l'activité de galeriste, moins entachée de pratiques déontologiquement contestables. Cela aurait été possible en suivant d'autres marchands. Aussi le Cofiac a-t-il obtenu que le titre du film ne soit plus *Le Marchand, l'artiste et le collectionneur*. Il n'a pas pu ou pas voulu obtenir la censure d'une séquence embarrassante, où obliquant la caméra, Pierre Nahon, ayant deux clients pour une même œuvre, se propose de remplacer celle qu'il a déjà vendue par une autre assez proche en parlant que son acheteur n'y verra que du feu...

Geneviève Breurette



MERCREDI

SELECTION OFFICIELLE • FESTIVAL DE CANNES 1996

UN FILM DE AKI KAURISMAKI

HAU LOI S'EN VONT LES NUAGES

Hollywood fait des tee-shirts, moi je fais du cinéma.

AKI KAURISMAKI

RAI KATI OJINEN • KARI VAAHANEN • ELINA SALO • SARARI KUOSMAKINEN

كلمة القدر

Les ultimes chantiers de la Bibliothèque nationale de France

Informatisation, budget, succession du président actuel, effectifs : des dossiers essentiels restent à régler entre l'institution, Bercy et le ministère de la culture. Le 17 décembre, les espaces grand public seront ouverts

Jean Favier, président de l'établissement public de la Bibliothèque nationale de France, devait présenter le mardi 1^{er} octobre, à la faveur d'une conférence de presse, les choix ultimes de l'informatisation de cette institu-

tion. Il devait préciser son calendrier d'ouverture, qui a subi un retard de plusieurs mois. Les espaces grand public ouvriront comme prévu le 17 décembre. En revanche, les salles réservées aux chercheurs ne seront

pas accessibles avant juin ou septembre 1998. Le déménagement des collections commencera six mois avant cette date. De nombreux dossiers sont encore suspendus aux arbitrages du ministère des finances. Les

plus difficiles concernant l'emploi : trois à quatre cents embauches sont nécessaires pour qu'en 1998 les services proposés par la bibliothèque soient à la hauteur de ses ambitions initiales.

EN DÉPIT de la tristesse du décor environnant, les tours de la Bibliothèque nationale de France (BNF) ne sont pas abandonnées : près de 700 personnes y travaillent déjà. Et Jean Favier, président de l'établissement public, devait y tenir une conférence de presse, mardi 1^{er} octobre, pour y annoncer qu'une étape décisive vient d'être franchie qui concerne le département informatique, secteur largement responsable du retard pris par l'établissement.

Sans doute les premiers utilisateurs de ce coûteux instrument (8 milliards de francs) seront-ils accueillis le 17 décembre : à cette date, les espaces destinés au grand public ouvriront leurs portes. Les chercheurs, en revanche, devront attendre 1998 (juin ou septembre) pour avoir accès aux salles qui leur sont réservées. Si la BNF se trouve, aux yeux de l'opinion, dans une sorte de non-mur land favorable à l'éclosion de toutes les rumeurs (lire ci-contre), « le pire est derrière nous », affirme Philippe Bélaval, directeur général de l'établissement.

Le plus gros problème à résoudre était celui de l'informatisation puis- qu'il commande le calendrier. La réalisation du système intégré avait été confiée à Cap Gemini et IBM. C'est Bull-France qui vient de remporter les marchés de l'équipement de la bibliothèque. « Un projet informatique est d'autant plus rapide à mettre en place que l'on sait ce que

l'on veut faire », constate Daniel Renoult, directeur de l'informatique et des nouvelles technologies. Or quand le schéma directeur de la BNF s'est mis en place en 1993, il subsistait de grandes incertitudes du côté de l'informatique. Le rapport Bélaval, remis en 1993, puis l'audit conduit par la société SEGOS, préconisaient une large révision du concept informatique. La démarche initiale ressemblait, affirme l'un des analystes, à « une gigantesque usine à gaz, qui devait fonctionner d'un bloc ou pas du tout et dans laquelle se perdaient les concepteurs eux-mêmes ».

Cette vision est peut-être partielle, mais en 1994, l'équipe informatique est entièrement renouvelée. Alain Giffard laisse la place au tandem André Zysberg/Serge Salomon. La cellule est alors renforcée : de douze personnes, elle passe à quarante-cinq personnes. Dans la douleur - André Zysberg a quitté la BNF -, une architecture simplifiée est proposée. « Elle permet d'étaler l'ouverture dans le temps, sans dommage », indique Daniel Renoult. Cette souplesse permet surtout le découplage de l'ouverture. Celle de décembre se fera avec un pré-programme qui fonctionnera sur CD-ROM (pour le catalogue de la bibliothèque grand public) et le logiciel IREC (pour la billetterie). La mise en place du système informatique définitif se fera en trois phases. En avril 1998, les principales fonctions du catalogue général se-

ront en place ainsi que l'accréditation et la gestion du flux des usagers : une partie du magasinage sera informatisée. En novembre 1998, il sera totalement informatisé ainsi qu'une partie de la gestion (conservation, acquisition, ressources financières). En mai 1999, toutes les fonctions de la BNF le seront.

9 % DU BUDGET DE LA CULTURE

Restent les problèmes économiques. Le fonctionnement de l'institution est estimé de 1 à 1,2 milliard de francs, c'est-à-dire près de 9 % du budget total du ministère de la culture. Le ministère des finances tente de réduire les coûts financiers de cette énorme machine bicéphale (Richelieu et Tolbiac) qui possède en outre quel-

ques annexes (Marne-la-Vallée, Sablé, Versailles, l'Arsenal). Première décision : confier le bâtiment de l'Arsenal au ministère des affaires étrangères et installer son contenu rue de Richelieu dans les locaux laissés vacants par le départ des 10 millions d'imprimés vers Tolbiac. Les périodiques entassés à Versailles sur 30 kilomètres de rayonnages prendront le même chemin et les Grandes Ecrites seront rendues au château. Bercy veut plus : renoncer, par exemple, à un ou deux exemplaires du dépôt légal (sur quatre) au profit des bibliothèques universitaires ou des grandes bibliothèques municipales. Mais l'économie sera mince. Comme celle induite par la fermeture envisagée par Bercy des salles d'exposition de la rue de Richelieu.

Les coupes significatives ne peuvent se faire que sur l'emploi.

La Bibliothèque nationale employait 1 200 personnes avant sa fusion avec la BNF et 1 560 après. Aujourd'hui 2 000 personnes y travaillent : 250 ont été recrutées en 1995, 550 postes devaient être pourvus en 1996 - 380 l'ont été effectivement. Aucun poste ne sera créé en 1997. Or il manque encore 300 à 400 employés pour faire tourner la BNF à l'horizon de 1998. A moins de réduire les heures d'ouverture de la bibliothèque. Mais « les services proposés par la rue de Richelieu sont pour nous un plancher. On ne peut proposer moins aux usagers de Tolbiac », affirme Philippe Bélaval.

Reste aussi à régler le sort des départements spécialisés restant rue de Richelieu (estampes, manuscrits, monnaies et médailles). Ainsi que l'avenir, de plus en plus hypothétique, de la future Bibliothèque des arts. Les deux rapports remis à ce sujet par Michel Lacroix, ancien directeur du Louvre, n'ont toujours pas été divulgués. Il faudra enfin à trouver un successeur à Jean Favier, « pape de transition », dont le mandat s'achève en janvier 1997 et qui ne pourra pas être renouvelé du fait de son âge. La dernière ligne droite avant l'ouverture pleine et entière s'avère plus difficile que prévu.

Emmanuel de Roux

Rumeurs sur des inondations

Plusieurs rumeurs courent la capitale : de graves infiltrations d'eau se produiraient dans les sous-sols de la BNF. Conséquences d'une remontée de la nappe phréatique ou d'une isolation insuffisante, par rapport à la Seine, ces inondations interdiraient le stockage d'une partie des livres. Par ailleurs, la climatisation serait impossible à maîtriser.

Pour Michel Primiz, directeur des travaux, ces bruits sont sans fondement : « Il n'y a jamais eu à Tolbiac d'infiltration, ni de la nappe phréatique, ni de la Seine. Il y a eu trois ou quatre ruptures de canalisation, notamment en août 1996. Quelques locaux techniques ont pu être ponctuellement inondés. Mais aucune zone de stockage n'a été touchée : les canalisations n'y passent pas. Quant à la climatisation, elle a été difficile à régler, surtout à l'échelle d'un édifice aussi vaste. C'est aujourd'hui chose faite. »

Aperghis fait chanter les « Tristes tropiques » de Lévi-Strauss

TRISTES TROPIQUES, opéra de Georges Aperghis, livret de Catherine Clément, Yannis Kokkos (mise en scène). Avec Vincent Le Texier, René Schärer, Jean-Marc Salzmann, Jean Nirosoff, Antoine Garcin, Thomas Morcia, Christophe Fel, Eric Prachey. Chœurs de l'Opéra du Rhin, Orchestre philharmonique de Strasbourg, Ensemble Atrium, Bernhard Kontarsky (direction). Opéra du Rhin, Strasbourg, première le 29 septembre. Les 5 et 8 octobre, à 20 heures. Tél. : 88-21-02-21. Mulhouse : le 11 octobre, à 20 h 30 et le 13, à 15 heures. Tél. : 89-34-29-28. De 70 F à 230 F.

STRASBOURG de notre envoyé spécial Il y a douze ans que Georges Aperghis n'avait pas composé d'opéra. Après L'Echarpe rouge en 1984, il revient avec Tristes tropiques, d'après le livre de Claude Lévi-Strauss. A l'origine, Catherine Clément, qui a écrit le livret, avait fait le pari de partir d'une comparaison de l'éthnologie entre un coucher de soleil et un spectacle d'opéra pour transposer à la scène lyrique le récit de son voyage chez les Indiens.

Un tel projet, qui se situe dans la lignée des opéras qui confrontent deux civilisations - Les Indes ga-

lantes de Rameau, Fernand Cortez de Spontini, Lakmé de Delibes, Madame Butterfly de Puccini - peut paraître a priori séduisant. Mais où trouver dans le livre de Lévi-Strauss l'intrigue amoureuse ou politique susceptible de créer entre les personnages ces tensions qui suscitent le chant ? Entre les lignes : ce sont les Indiens qui chantent, qui s'aiment, qui dansent...

RÉCITATIF SOBRE L'éthnologue présent sur la scène du début à la fin, observe et commente. Ce qui, si l'on pense à la place privilégiée qu'occupe le récit à l'opéra, depuis le songe d'Iphigénie jusqu'au monologue de Wotan, n'est pas une extravagance gratuite. Il n'en reste pas moins que les qualités littéraires du livre de Lévi-Strauss (qui a tenu à rester absolument en dehors de cette adaptation) ne sont pas de celles qui appellent les prouesses vocales. Aperghis a donc composé un récit très sobre que Vincent Le Texier dit à la perfection. Et cependant, les inflexions mélodiques sur certains mots, dans un contexte aussi linéaire, leur confèrent un poids excessif, alors que, dans les passages où le héros se contente de parler, le ton devient plus juste. C'est l'éternel écueil du récitatif qui n'est pas porté par un texte très dramatique. La trame orches-

trale qui le soutient, avec ses fulgurances, ses sombres coups de boutoir, y supplée en partie. Les auteurs ont voulu éviter l'emphase, l'apitoiement, la récupération théâtrale d'un sujet aussi tragique que l'extermination d'une civilisation pacifique par la barbarie bien-pensante d'une autre. Mais l'opéra, comme les jeux du cirque, ne saurait être moral, encore moins philosophique.

La trame de ces trois actes est donc l'embarquement de l'éthnologue à bord d'un paquebot, puis ses rencontres successives avec des tribus de plus en plus démunies dont il déchiffre peu à peu les rites, les secrets ; son voyage est une initiation au terme de laquelle il découvre la vanité de la civilisation alors que le souvenir lancinant d'une étude pour piano de Chopin ne cesse de le hanter comme un vestige de l'Occident au milieu de la déchéance pathétique des Indiens. Aperghis en a glissé une citation avec une grande subtilité.

PERSONNAGES ÉPISODIQUES

En face de l'éthnologue, quelques personnages épisodiques, chefs indiens, inquisiteur, « indien du pape », une « voix prophétique » ont à chanter des phrases plus vocalisantes sans qu'il s'agisse d'atrs à proprement parler. Les chœurs tiennent une grande place.

Une place de choix qu'ils partagent avec des percussions, présentes d'un bout à l'autre, qui alternent avec des chants indiens réinventés, car, naturellement, il n'y a pas une note de vrai folklore dans la partition. Mais Aperghis, qui a toujours su apprivoiser et rendre parlants les bruits et les phénomènes, est ici dans son univers.

Si quelque'un pouvait offrir à l'auditoire européen un équivalent de ces musiques raffinées sans être vraiment savantes, c'est bien lui et, à défaut d'une œuvre lyrique puissamment charpentée, il nous offre des moments de grâce où ses qualités d'invention, sa fantaisie rythmique et sonore, sa rigueur aussi, font merveille.

Gérard Condé

Avis d'expulsion contre la Cinémathèque

LE PRÉSIDENT de la Cinémathèque française, Jean Saint-Geours, n'est pas content et l'a écrit on ne peut plus clairement au ministre de la culture. Le conseil d'administration de l'institution fondée par Henri Langlois, et composé de représentants des professions du cinéma, a approuvé les termes d'un courrier dont Le Monde a obtenu la copie : « Je ne puis croire à ce qui pourrait paraître une véritable voie de fait, contraire aux conventions signées avec le ministère de la culture en 1969 et 1978, écrit M. Saint-Geours. Cela a été jugé inacceptable à l'unanimité par le conseil d'administration qui a émis une fin de non-recevoir à cette notification. » Cette « notification » équivaut à un avis d'expulsion, délivré d'étrange manière.

L'incident résulte de la collision entre deux calendriers. L'un s'est emballé : le projet du musée soutenu par la direction du patrimoine, pourtant loin d'être définitif. Ce musée occuperait la quasi-totalité du palais de Chaillot, dont la Cinémathèque - plus exactement le Musée Henri-Langlois et les bureaux, la salle de projection étant maintenue, au moins à court terme. Le programme des travaux prévoyait de laisser à la Cinémathèque le temps de trouver un nouveau lieu. Ses responsables ont été surpris lorsque, sans qu'ils en aient jamais été avisés officiellement par leur tutelle, ils furent informés par les architectes préparant le chantier du Centre de

Chaillot pour le patrimoine monumental et urbain qu'ils avaient à quitter les lieux le 1^{er} janvier 1997. A la Cinémathèque, on explique cette précipitation par la volonté du ministre d'avoir « quelque chose à inaugurer » avant les législatives, ce que ne permettait pas le calendrier initial du Centre patrimonial. Cette opération surprise est d'autant plus mal vécue que pendant ce temps-là, un projet vieux de dix ans piétine toujours. Les pouvoirs publics se sont engagés à faire du palais de Tokyo un « palais du cinéma » dont la Cinémathèque serait l'un des fleurons. Depuis, il a fait l'objet de tant de manœuvres que le doute sur sa naissance a fini par poindre. Il est sûr qu'aucun des délais annoncés par quatre ministres successifs, Jack Lang, François Léotard, Jacques Toubon et Philippe Douste-Blazy, n'ont été tenus. Que les travaux, commencés, sont suspendus sine die. Que la Femis, l'école de cinéma prévue dans ces lieux, a fini par préférer son site provisoire, rue Francœur.

Résultat, l'Etat somme la Cinémathèque de déménager, sans avoir tenu ses engagements quant à sa future implantation. La mise en cartons des pièces du Musée Langlois pose des problèmes matériels et symboliques considérables. Sans compter que, si le ministère demande à la Cinémathèque d'aller loger ailleurs, il ne lui propose aucun lieu de repli.

Jean-Michel Frodon

Florent Pagny à Bercy le 9 décembre à 20h30

01 44 68 44 68

Musée de la Ville de Paris, Cour du Musée de la Ville de Paris, 105 rue de la Harpe, 75004 Paris

Entrée libre, 2015 M, 2015 N, 2015 O, 2015 P, 2015 Q, 2015 R, 2015 S, 2015 T, 2015 U, 2015 V, 2015 W, 2015 X, 2015 Y, 2015 Z, 2015 AA, 2015 AB, 2015 AC, 2015 AD, 2015 AE, 2015 AF, 2015 AG, 2015 AH, 2015 AI, 2015 AJ, 2015 AK, 2015 AL, 2015 AM, 2015 AN, 2015 AO, 2015 AP, 2015 AQ, 2015 AR, 2015 AS, 2015 AT, 2015 AU, 2015 AV, 2015 AW, 2015 AX, 2015 AY, 2015 AZ, 2015 BA, 2015 BB, 2015 BC, 2015 BD, 2015 BE, 2015 BF, 2015 BG, 2015 BH, 2015 BI, 2015 BJ, 2015 BK, 2015 BL, 2015 BM, 2015 BN, 2015 BO, 2015 BP, 2015 BQ, 2015 BR, 2015 BS, 2015 BT, 2015 BU, 2015 BV, 2015 BW, 2015 BX, 2015 BY, 2015 BZ, 2015 CA, 2015 CB, 2015 CC, 2015 CD, 2015 CE, 2015 CF, 2015 CG, 2015 CH, 2015 CI, 2015 CJ, 2015 CK, 2015 CL, 2015 CM, 2015 CN, 2015 CO, 2015 CP, 2015 CQ, 2015 CR, 2015 CS, 2015 CT, 2015 CU, 2015 CV, 2015 CW, 2015 CX, 2015 CY, 2015 CZ, 2015 DA, 2015 DB, 2015 DC, 2015 DD, 2015 DE, 2015 DF, 2015 DG, 2015 DH, 2015 DI, 2015 DJ, 2015 DK, 2015 DL, 2015 DM, 2015 DN, 2015 DO, 2015 DP, 2015 DQ, 2015 DR, 2015 DS, 2015 DT, 2015 DU, 2015 DV, 2015 DW, 2015 DX, 2015 DY, 2015 DZ, 2015 EA, 2015 EB, 2015 EC, 2015 ED, 2015 EE, 2015 EF, 2015 EG, 2015 EH, 2015 EI, 2015 EJ, 2015 EK, 2015 EL, 2015 EM, 2015 EN, 2015 EO, 2015 EP, 2015 EQ, 2015 ER, 2015 ES, 2015 ET, 2015 EU, 2015 EV, 2015 EW, 2015 EX, 2015 EY, 2015 EZ, 2015 FA, 2015 FB, 2015 FC, 2015 FD, 2015 FE, 2015 FF, 2015 FG, 2015 FH, 2015 FI, 2015 FJ, 2015 FK, 2015 FL, 2015 FM, 2015 FN, 2015 FO, 2015 FP, 2015 FQ, 2015 FR, 2015 FS, 2015 FT, 2015 FU, 2015 FV, 2015 FW, 2015 FX, 2015 FY, 2015 FZ, 2015 GA, 2015 GB, 2015 GC, 2015 GD, 2015 GE, 2015 GF, 2015 GG, 2015 GH, 2015 GI, 2015 GJ, 2015 GK, 2015 GL, 2015 GM, 2015 GN, 2015 GO, 2015 GP, 2015 GQ, 2015 GR, 2015 GS, 2015 GT, 2015 GU, 2015 GV, 2015 GW, 2015 GX, 2015 GY, 2015 GZ, 2015 HA, 2015 HB, 2015 HC, 2015 HD, 2015 HE, 2015 HF, 2015 HG, 2015 HH, 2015 HI, 2015 HJ, 2015 HK, 2015 HL, 2015 HM, 2015 HN, 2015 HO, 2015 HP, 2015 HQ, 2015 HR, 2015 HS, 2015 HT, 2015 HU, 2015 HV, 2015 HW, 2015 HX, 2015 HY, 2015 HZ, 2015 IA, 2015 IB, 2015 IC, 2015 ID, 2015 IE, 2015 IF, 2015 IG, 2015 IH, 2015 II, 2015 IJ, 2015 IK, 2015 IL, 2015 IM, 2015 IN, 2015 IO, 2015 IP, 2015 IQ, 2015 IR, 2015 IS, 2015 IT, 2015 IU, 2015 IV, 2015 IW, 2015 IX, 2015 IY, 2015 IZ, 2015 JA, 2015 JB, 2015 JC, 2015 JD, 2015 JE, 2015 JF, 2015 JG, 2015 JH, 2015 JI, 2015 JJ, 2015 JK, 2015 JL, 2015 JM, 2015 JN, 2015 JO, 2015 JP, 2015 JQ, 2015 JR, 2015 JS, 2015 JT, 2015 JU, 2015 JV, 2015 JW, 2015 JX, 2015 JY, 2015 JZ, 2015 KA, 2015 KB, 2015 KC, 2015 KD, 2015 KE, 2015 KF, 2015 KG, 2015 KH, 2015 KI, 2015 KJ, 2015 KK, 2015 KL, 2015 KM, 2015 KN, 2015 KO, 2015 KP, 2015 KQ, 2015 KR, 2015 KS, 2015 KT, 2015 KU, 2015 KV, 2015 KW, 2015 KX, 2015 KY, 2015 KZ, 2015 LA, 2015 LB, 2015 LC, 2015 LD, 2015 LE, 2015 LF, 2015 LG, 2015 LH, 2015 LI, 2015 LJ, 2015 LK, 2015 LL, 2015 LM, 2015 LN, 2015 LO, 2015 LP, 2015 LQ, 2015 LR, 2015 LS, 2015 LT, 2015 LU, 2015 LV, 2015 LW, 2015 LX, 2015 LY, 2015 LZ, 2015 MA, 2015 MB, 2015 MC, 2015 MD, 2015 ME, 2015 MF, 2015 MG, 2015 MH, 2015 MI, 2015 MJ, 2015 MK, 2015 ML, 2015 MM, 2015 MN, 2015 MO, 2015 MP, 2015 MQ, 2015 MR, 2015 MS, 2015 MT, 2015 MU, 2015 MV, 2015 MW, 2015 MX, 2015 MY, 2015 MZ, 2015 NA, 2015 NB, 2015 NC, 2015 ND, 2015 NE, 2015 NF, 2015 NG, 2015 NH, 2015 NI, 2015 NJ, 2015 NK, 2015 NL, 2015 NM, 2015 NN, 2015 NO, 2015 NP, 2015 NQ, 2015 NR, 2015 NS, 2015 NT, 2015 NU, 2015 NV, 2015 NW, 2015 NX, 2015 NY, 2015 NZ, 2015 OA, 2015 OB, 2015 OC, 2015 OD, 2015 OE, 2015 OF, 2015 OG, 2015 OH, 2015 OI, 2015 OJ, 2015 OK, 2015 OL, 2015 OM, 2015 ON, 2015 OO, 2015 OP, 2015 OQ, 2015 OR, 2015 OS, 2015 OT, 2015 OU, 2015 OV, 2015 OW, 2015 OX, 2015 OY, 2015 OZ, 2015 PA, 2015 PB, 2015 PC, 2015 PD, 2015 PE, 2015 PF, 2015 PG, 2015 PH, 2015 PI, 2015 PJ, 2015 PK, 2015 PL, 2015 PM, 2015 PN, 2015 PO, 2015 PP, 2015 PQ, 2015 PR, 2015 PS, 2015 PT, 2015 PU, 2015 PV, 2015 PW, 2015 PX, 2015 PY, 2015 PZ, 2015 QA, 2015 QB, 2015 QC, 2015 QD, 2015 QE, 2015 QF, 2015 QG, 2015 QH, 2015 QI, 2015 QJ, 2015 QK, 2015 QL, 2015 QM, 2015 QN, 2015 QO, 2015 QP, 2015 QQ, 2015 QR, 2015 QS, 2015 QT, 2015 QU, 2015 QV, 2015 QW, 2015 QX, 2015 QY, 2015 QZ, 2015 RA, 2015 RB, 2015 RC, 2015 RD, 2015 RE, 2015 RF, 2015 RG, 2015 RH, 2015 RI, 2015 RJ, 2015 RK, 2015 RL, 2015 RM, 2015 RN, 2015 RO, 2015 RP, 2015 RQ, 2015 RR, 2015 RS, 2015 RT, 2015 RU, 2015 RV, 2015 RW, 2015 RX, 2015 RY, 2015 RZ, 2015 SA, 2015 SB, 2015 SC, 2015 SD, 2015 SE, 2015 SF, 2015 SG, 2015 SH, 2015 SI, 2015 SJ, 2015 SK, 2015 SL, 2015 SM, 2015 SN, 2015 SO, 2015 SP, 2015 SQ, 2015 SR, 2015 SS, 2015 ST, 2015 SU, 2015 SV, 2015 SW, 2015 SX, 2015 SY, 2015 SZ, 2015 TA, 2015 TB, 2015 TC, 2015 TD, 2015 TE, 2015 TF, 2015 TG, 2015 TH, 2015 TI, 2015 TJ, 2015 TK, 2015 TL, 2015 TM, 2015 TN, 2015 TO, 2015 TP, 2015 TQ, 2015 TR, 2015 TS, 2015 TT, 2015 TU, 2015 TV, 2015 TW, 2015 TX, 2015 TY, 2015 TZ, 2015 UA, 2015 UB, 2015 UC, 2015 UD, 2015 UE, 2015 UF, 2015 UG, 2015 UH, 2015 UI, 2015 UJ, 2015 UK, 2015 UL, 2015 UM, 2015 UN, 2015 UO, 2015 UP, 2015 UQ, 2015 UR, 2015 US, 2015 UT, 2015 UY, 2015 UZ, 2015 VA, 2015 VB, 2015 VC, 2015 VD, 2015 VE, 2015 VF, 2015 VG, 2015 VH, 2015 VI, 2015 VJ, 2015 VK, 2015 VL, 2015 VM, 2015 VN, 2015 VO, 2015 VP, 2015 VQ, 2015 VR, 2015 VS, 2015 VT, 2015 VU, 2015 VV, 2015 VW, 2015 VX, 2015 VY, 2015 VZ, 2015 WA, 2015 WB, 2015 WC, 2015 WD, 2015 WE, 2015 WF, 2015 WG, 2015 WH, 2015 WI, 2015 WJ, 2015 WK, 2015 WL, 2015 WM, 2015 WN, 2015 WO, 2015 WP, 2015 WQ, 2015 WR, 2015 WS, 2015 WT, 2015 WY, 2015 WZ, 2015 XA, 2015 XB, 2015 XC, 2015 XD, 2015 XE, 2015 XF, 2015 XG, 2015 XH, 2015 XI, 2015 XJ, 2015 XK, 2015 XL, 2015 XM, 2015 XN, 2015 XO, 2015 XP, 2015 XQ, 2015 XR, 2015 XS, 2015 XT, 2015 XU, 2015 XV, 2015 XW, 2015 XX, 2015 XY, 2015 XZ, 2015 YA, 2015 YB, 2015 YC, 2015 YD, 2015 YE, 2015 YF, 2015 YG, 2015 YH, 2015 YI, 2015 YJ, 2015 YK, 2015 YL, 2015 YM, 2015 YN, 2015 YO, 2015 YP, 2015 YQ, 2015 YR, 2015 YS, 2015 YT, 2015 YU, 2015 YV, 2015 YW, 2015 YX, 2015 YY, 2015 YZ, 2015 ZA, 2015 ZB, 2015 ZC, 2015 ZD, 2015 ZE, 2015 ZF, 2015 ZG, 2015 ZH, 2015 ZI, 2015 ZJ, 2015 ZK, 2015 ZL, 2015 ZM, 2015 ZN, 2015 ZO, 2015 ZP, 2015 ZQ, 2015 ZR, 2015 ZS, 2015 ZT, 2015 ZU, 2015 ZV, 2015 ZW, 2015 ZX, 2015 ZY, 2015 ZZ

18 sept. - 31 déc.
25ème édition



Théâtre

JUSQU'AU 16 NOV
THÉÂTRE DES BOUFFES DU NORD
PETER BROOK
ON LES BEAUX JOURS
DE SAMUEL BECKETT

JUSQU'AU 6 OCT
THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT
JÉRÔME DESCHAMPS
MACHA MAKEIEFF
LE DÉFILÉ

JUSQU'AU 20 OCT
THÉÂTRE DE LA BASILLIÈRE
LOUIS DO DE
LENQUESAING
LE CHANTEUR D'OPÉRA
DE FRANK WERNIKOW

3 AU 23 OCT
THÉÂTRE DE GENÈVE
FRANÇOIS TANGUY
BATAILLE DU TABLAMENTO

15 AU 20 OCT
ODÉON - THÉÂTRE DE L'EUROPE
CARMELO BENE
MACBETH HUBBARD SITTE
D'APRÈS WILLIAM SHAKESPEARE

Danse

7 AU 13 OCT
CENTRE GEORGES POMPIDOU
JONATHAN BURROWS
THE STOP QUARTET

22 AU 26 OCT
CRÉTEIL MAISON DES ARTS
SABURO TESHIGAHARA
HERE TO HERE

30 OCT AU 3 NOV
CENTRE GEORGES POMPIDOU
BORIS CHARMATZ
ATTENTION TIGER
PIÈCE VERTICALE POUR 3 DANSEURS

Musique

SAMEDI 12 OCT
THÉÂTRE DES CHÂMPS ÉLYSÉES
EDGARD VARESE
BILL VIOLA

MARDI 15 OCT
CITÉ DE LA MUSIQUE
CLAUDE VIVIER
PROLOGUE POUR UN PIANO POLO

VENDREDI 18 OCT
CITÉ DE LA MUSIQUE
EMMANUEL NUNES

21 OCT AU 23 NOV
CHEZ LUI
PIERRE HENRY
INTÉRIEUR / EXTÉRIEUR

Cinéma

GALERIE NATIONALE DU JEU DE PAUME

3 AU 13 OCT
PHILIPPE COLLIN
FILMS ET VIDÉOS

15 OCT AU 3 NOV
CARMELO BENE
RETROSPECTIVE

Exposition

11 OCT AU 10 NOV
CHAPELLE SAINT-LOUIS
DE LA SALPÊTRIÈRE
BILL VIOLA
TRILOGY - FIRE, WATER, BREATH

Informations
42 96 12 27
Location
42 96 96 94

Jean-François Kahn prépare un nouvel hebdomadaire pour le printemps 1997

A.S.

Guy Duthell

Radio

France

20.00 Le Ry-
Symphonie
pour piano
Zürich

20.30 Art et
Les arts de
la rue

21.30 Grand
(rediff.)
sources

22.40 Nouvel
L'après-
midi

6.05 Du jai
Christian Pri
ma mère; Jo
Hall, journa
sur 1.00 Le
Cabrera
passion
est-telle une
Jean-Yves le
4.05, Louis p
littérature; S
6.46, Sonia
ciembre

70

re-Lens.
la dixième journée
de France de DI ; à
oi ; à la mi-temps, le
35 min). 1658449
Information.

SANCHEZ. Œuvres de /
Castelnuovo-
torsiola. 1.00

Radio-
20.40 Les S
de R
Joseph
de M
violen
Fant
Schum
symph
Walbe
CElvin
Brahm

chaînes

Le programme de la semaine du 10 au 16 septembre 1994.

10 septembre
 19h30 : *Le grand jeu*. Film de Jean-Pierre Jeunet. Comédie. Robert Wise (1954), 110 min.
 20h30 : *Le grand jeu*. Film de Jean-Pierre Jeunet. Comédie. Robert Wise (1954), 110 min.

11 septembre
 19h30 : *Le grand jeu*. Film de Jean-Pierre Jeunet. Comédie. Robert Wise (1954), 110 min.
 20h30 : *Le grand jeu*. Film de Jean-Pierre Jeunet. Comédie. Robert Wise (1954), 110 min.

12 septembre
 19h30 : *Le grand jeu*. Film de Jean-Pierre Jeunet. Comédie. Robert Wise (1954), 110 min.
 20h30 : *Le grand jeu*. Film de Jean-Pierre Jeunet. Comédie. Robert Wise (1954), 110 min.

13 septembre
 19h30 : *Le grand jeu*. Film de Jean-Pierre Jeunet. Comédie. Robert Wise (1954), 110 min.
 20h30 : *Le grand jeu*. Film de Jean-Pierre Jeunet. Comédie. Robert Wise (1954), 110 min.

14 septembre
 19h30 : *Le grand jeu*. Film de Jean-Pierre Jeunet. Comédie. Robert Wise (1954), 110 min.
 20h30 : *Le grand jeu*. Film de Jean-Pierre Jeunet. Comédie. Robert Wise (1954), 110 min.

15 septembre
 19h30 : *Le grand jeu*. Film de Jean-Pierre Jeunet. Comédie. Robert Wise (1954), 110 min.
 20h30 : *Le grand jeu*. Film de Jean-Pierre Jeunet. Comédie. Robert Wise (1954), 110 min.

16 septembre
 19h30 : *Le grand jeu*. Film de Jean-Pierre Jeunet. Comédie. Robert Wise (1954), 110 min.
 20h30 : *Le grand jeu*. Film de Jean-Pierre Jeunet. Comédie. Robert Wise (1954), 110 min.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :

- Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimedia ».
- On peut voir.
- ■ Ne pas manquer.
- ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
- ◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Pédophilie : comment en guérir ?

Dans son magazine « La Marche du siècle », Jean-Marie Cavada s'interroge sur les moyens de combattre un fléau dont sont victimes chaque année en France des milliers d'enfants

PROFITANT de la vague d'émotion suscitée par l'affaire Dutroux, et une quinzaine de jours avant l'annonce, par le gouvernement, d'un plan de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants, « La Marche du siècle » s'intéresse à son tour à un sujet qui a dominé, de manière tragique, l'actualité de la fin de l'été : la pédophilie. Le congrès de Stockholm sur l'exploitation sexuelle des enfants qui s'est tenu, par hasard, au moment où étaient révélés les actes criminels du pédophile belge, a rappelé que le fléau n'épargne aucun pays.

En France, selon les informations recueillies par l'Observatoire national de l'action sociale décentralisée (ODAS), les cas d'abus sexuels (déclarés) dont sont victimes les enfants sont en augmentation. En 1995, 5 500 cas ont été traités par les services de l'Aide sociale à l'enfance. Dans les prisons, 3 000 pédophiles sont actuellement incarcérés. Des chiffres qui ne rendent compte que de manière partielle d'un problème souvent vécu silencieusement, et gardé secret.

Au-delà du fait divers monstrueux de Charleroi, le magazine de Jean-Marie Cavada a choisi de s'intéresser à la pédophilie plus « ordinaire », celle qui sévit au sein même des familles ou dans l'entourage proche. L'émission, organisée autour de deux thèmes – comment soigner les enfants et que faire des délinquants –, donnera la parole à des psychiatres (dont le docteur Roland Coutan-



la délinquance sexuelle), des avocats et des magistrats, des associations d'aide aux victimes ainsi qu'à des parents de victimes. Odile Moirou, député de l'Eure, auteur du rapport sur l'enfance maltraitée remis au gouvernement mardi, participera au débat.

Deux reportages ont été tournés pour cette émission par Pierre-Marie Bernoux, qui dit sortir « très épuisé » des trois mois d'enquête qu'il a menée au sein des associations et dans les prisons. Le premier sujet, réalisé avec la collaboration de l'association

L'Enfant bleu, rapporte les témoignages de deux jeunes victimes. L'une violée par son propre grand-père, l'autre par deux hommes de son entourage. « Je me sens toujours sale, par moment j'ai honte de moi mais je ne sais pas pourquoi », dit l'adolescente, qui bénéficie d'un soutien psychanalytique à l'Enfant bleu. Le deuxième reportage, dont on n'a vu, à ce jour, que des bribes, a été tourné à la prison de Fresnes, où le réalisateur a rencontré et interrogé des pédophiles volontaires pour suivre une psychothérapie.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel s'est par avance inquiété,

vendredi 27 septembre, de la diffusion de témoignages de mineurs victimes d'abus sexuels. Dans un communiqué adressé à toutes les chaînes, le CSA met en garde contre les « risques de traumatismes » que de tels témoignages « pourraient occasionner pour eux-mêmes, pour leur entourage, ou pour d'autres enfants », et juge préférable de « ne pas les solliciter ». Dans le reportage diffusé par « La Marche du siècle », l'annonce des deux jeunes victimes a été préservée. On peut néanmoins s'interroger sur les conséquences d'une telle révélation publique.

« C'est aux adultes de venir témoigner, estime Anne Debarède, psychologue. Pour l'enfant victime, il y a des risques de complications supplémentaires que l'on ne maîtrise pas. Inutile d'ajouter au traumatisme », dit-elle, sceptique quant à « l'éventuel phénomène de catharsis » d'un passage à la télévision. « N'est-ce pas plutôt pour le parent qui a laissé faire, qui n'a pas su protéger son enfant, une manière de se laver de toute culpabilité ? » s'interroge la psychologue qui craint, en outre, que l'effet médiatique ne suscite « des faux témoignages de jeunes simplement motivés par l'envie de se montrer sur le petit écran. Même si, précise-t-elle, il y a plus d'enfants molestés que d'enfants qui racontent des histoires ».

Sylvie Kerviel

★ « La Marche du siècle », France 3, mercredi 2 octobre à 20 h 50.

« Franchement » par Agathe Logeart

OÙ SOMMES-NOUS ? La pièce est grande. Filant de plusieurs ouvertures, une lumière violette s'échappe par endroits, découvrant sur le sol des figures faites de briques laquées de peinture crème. Une cave, peut-être ? Il y a des étagères, sur lesquelles ont été disposés avec un apparent désordre des cassettes vidéo, des livres. Il y a aussi des canapés de cuir miel et les fauteuils assortis, cercés de métal argenté. Des bureaux, avec des ordinateurs dessus, et des photos de la Terre, prises par satellite. Des lampes modernes, acier noir, ligne épurée, sont posées ça et là. Ce pourrait être le bureau des parents d'Hélène et les garçons, une page du catalogue d'Habitat, un stand d'exposition d'un Salon consacré à l'architecture d'intérieur. Raté ! Il s'agit du décor de la nouvelle grande émission politique de France 2, appelée « Franchement ».

Il est loin, le temps où, lorsque la télévision conviait un homme politique à sa table, il lui suffisait de le poser au milieu d'un studio, de régler trois éclairages, de lui pointer le bout du nez et de faire ronronner les caméras, avant de lui poser les questions d'usage. Désormais, il convient, semble-t-il, pour retenir le téléspectateur volage ou lassé de consacrer beaucoup de soin à la mise en scène. Il faut créer un sentiment de proximité, une apparence de vie, mettre au point des éclairages doux, bricoler un intérieur cosy, pour donner le sentiment que la causerie à laquelle nous al-

lons assister n'est pas désincarnée. L'homme ou la femme qui va plancher devant nous, nous exposer son programme, dévier ses idées, argumenter et tenter de nous convaincre, aurait ainsi besoin, pour passer la rampe, d'un habillage subtil. Les cloisons sont peut-être en carton, les livres factices, et vides les emballages de cassettes, qu'importe ! Ce qui compte, c'est de créer l'illusion. De fabriquer un écran au discours, et par le jeu des apparences, de lester les mots qui sont prononcés du contrepoids de la vraisemblance.

Alain Madelin était le premier invité de cette nouvelle formule de débat politique. Dire qu'il surprenait serait exagéré. Le rappel instantané au titre de l'émission (« Franchement »), auquel se livraient les journalistes qui l'interrogeaient, ne suffit pas à faire craquer les coutures d'une expression assagie. Pas plus que l'intervention convenue de Robert Hue, déguisé en contradicteur-surprise. Le communiste n'a plus depuis longtemps le couteau entre les dents, et l'ultralibéral a limé ses griffes. Chacun joua donc sa partition, en respectant les indignations d'usage notées dans la marge. On apprit quelque chose, tout de même : si Alain Madelin a le nez cassé, il ne le doit pas à ses exploits de jeunesse, du temps où, membre du groupe d'extrême droite Occident, il faisait le coup de poing contre les gauchistes au Quartier latin, mais à un accident de patinette quand il était enfant. On n'aura pas tout à fait perdu sa soirée.

TF 1

12.50 A vrai dire. Magazine.
13.00 Journal, Météo.
13.40 Les Feux de l'amour. Feuilleton.
14.35 Elisa. Série.
Comment l'apprendre aux garçons.
15.35 Superclub Dorothée. L'école des pensions : les Années fac.
17.35 Jamais 2 sans toi... L.1. Série.
18.00 Le Rebelle. Gignoles. Série.
19.00 L'Or à l'appel.
19.35 et 20.30 Météo.
20.00 Journal.

20.50 LES GROSSES TÊTES
Divertissement. Avec Carlos, R. Castelli, V. Perrot, M. Merli, J. Courbet, D. Bourboul, Sim, P. Bellemare, A. Lestr, S. Bern, D. Gilbert, T. Roland, B. Castel, F. Perrin, O. Lejeune, G. Montagné (120 min). 889289

22.50 52 SUR LA UNE
Magazine.
Les Vagabonds du rail (60 min). 889289
Dans les faubourgs désertés de Manille, les Philippins se sont installés le long de la voie ferrée, qu'ils utilisent, en toute illégalité et sans conscience du danger.
23.50 Formule foot.
10^e journée de D1.
0.25 Ushualia. Magazine.
Mont-Saint-Michel, une bulle au gré du Mont ; etc. (60 min). 889289
1.25 Journal, Météo.

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5
21.00 Au nom de la loi.
21.55 Météo.
22.00 Journal (France 2).
22.35 Les Derniers Far-West.
23.20 Pulsations.
0.30 Soir 3 (France 3).
Planète
20.35 Des souris et des hommes.
21.25 Cérise, physiologie d'une distillation.
21.55 La Légende des bateaux volants (TV).
22.55 Transantarcétique (TV).
23.50 Femmes soldats.
0.45 Photos de stars signées Horst (45 min).

France 2

12.45 et 13.40 Météo.
12.59 Journal.
13.30 Secret de chef.
13.50 Derrick. Série.
14.55 Le Remède. Série.
16.00 et 16.55 La Chance aux chansons. Les coulisses de la Chanson.
17.05 Des chiffres et des lettres. Jeu.
17.35 Sauvés par le gong. Série.
18.00 Code Usa. Série.
18.40 Qui est qui ? Jeu.
19.10 Bonne nuit les petits. Gros Noumours pêche à la ligne.
19.20 et 1.45 Studio Gabriel. Invité : J.-F. Balmer.
19.59 Journal.
A cheval, Météo.

20.55 MADAME LE PROVISEUR
Série. Attention, peinture fraîche, de Jean Marbœuf, avec Daniel Gelin (100 min). 889289
Chronique d'un lycée d'enseignement professionnel de mauvaise réputation.

22.40 CA SE DISCUTE
Magazine présenté par Jean-Luc Delarue. Fait-il tout dire aux enfants ? Quand, comment et par qui les enfants doivent-ils apprendre la vérité ? (90 min). 889289
0.10 Journal, Bourse, Météo.
0.30 Le Cercle de minuit.
Magazine. Spécial cabaret à l'occasion de la rentrée du Théâtre de l'Odéon, qui s'installe dans une cabane en bois au cœur de Paris.
2.15 Émissions religieuses (rediff.).
3.30 24 heures d'Info. 3.40 Météo. 3.45 Aux marches du palais. 4.00 Outre-mer (rediff.).

Paris Première

21.00 Paris modes.
21.55 Le J.T.S.
22.25 Concert : Paolo Conte. Remigiste au Spectrum de Montréal, en 1988 (50 min). 73010753
23.15 Concert : Iggy Pop. Enregistré au festival de Phoenix, en Angleterre, en 1994 (50 min). 3348734
France Supervision
20.30 World Music.
O'Eric Semblin, Cheb Mami.
21.25 Concert : Cheb Mami (90 min). 75410937
22.55 Comtes et Légendes de Bretagne. Tricentenaire et quatorzième siècles.

France 3

12.32 Journal.
13.31 Reno.
13.35 Mike Hammer. Série.
14.30 Y a pire ailleurs.
14.55 Questions au gouvernement.
16.05 Secrets de famille.
16.40 Les Minikéums.
17.45 C'est pas sorcier (rediff.).
18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.47 Un livre, un jour.
Stephan Zweig, le voyageur et ses mondes, de Serge Niemetz ; Stephan Zweig, Fanny Blassé, de Dominique Bona.
18.55 Le 19-20 de l'information.
19.08 Journal régional.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.
20.40 Consom'ag.

20.50 LA MARCHÉ DU SIÈCLE
Présenté par Jean-Marie Cavada. Crises sociales : Comment soigner les enfants ? Que faire des délinquants ? (110 min). 889289
L'Enfant bleu.
22.40 Journal, Météo.

23.15 UN SIÈCLE D'ÉCRIVAINS
Isaac Bashevis Singer, d'Izy Morgenstern (50 min). 2284173
Né en Pologne en 1904, Isaac Singer quitte son pays pour les États-Unis en 1935. Toute son œuvre – 22 romans et plus de 200 nouvelles – est écrite en yiddish. Il a reçu le prix Nobel en 1978.
0.05 Les Quatre Dames (rediff.).
0.35 Capitaine Furillo. Série. Le Pire Noël. Pendant que s'écoulaient les derniers préparatifs du réveillon au comédien, Furillo se concentra sur le fait de quatre jeunes bandes ayant déjà fait plusieurs victimes. 1.45 Musique Cria (15 min).

Ciné Cinéfil

20.30 Les Mains sales. Film de Bernard Rivers (1951, N, 100 min) 7644294
22.10 La Ruée vers l'or. Film de Charles Chaplin (1925, N, v.a., 75 min) 8052024
23.25 Une vie de chien. Film de Charles Chaplin (1918, N, 40 min) 6180002
0.05 A travers l'orage. Film de Henry King (1935, N, v.a., 85 min) 80164574
Ciné Cinémas
20.30 Le Trésor. Film d'Eric Barthelemy (1994, 125 min) 87375005

La Cinquième

12.30 Va savoir. A la remorque. 12.55 Image et science. 13.00 Planète blanche. Antarctica : la pêche à la centolla. 13.30 Demain le monde. Les soins. 14.00 L'Esprit du sport. Invités : Laurent Gerra, Virginie Lemoine. 15.40 La colline qui marche. Documentaire. L'éléphant d'Afrique. 16.00 Les Nouvelles Aventures de Vidocq. Vidéo et compagnie. 17.40 Le Tour du monde en 80 jours (rediff.). 18.30 Le Monde des animaux. Les chasseurs : les loups de Mongolie.

Arte

19.00 Lucky Luke. Dessin animé. (1992) Lucky Luke contre Pat Poirer (50 min). 8048
19.30 7/12. Magazine présenté par Vivienne Rademacher. Enquête sur la réunification allemande (30 min). 4314
20.00 Survival. Documentaire. Les crapauds des sables, de John Mills (30 min). 1227
20.30 8 1/2 Journal.

20.45 LES MERCREDIS DE L'HISTOIRE : LES COMPLICES D'HITLER
Documentaire (1h) : Hess, le supplicé, de Guido Knopp et Christian Dedt (55 min). 889289
Hess, Himmler, Goebbels, Göring, Speer, Dönitz : six collaborateurs du Führer qui ont façonné le régime hitlerien et contribué à son fonctionnement. Images et témoignages.

Musica. Muscarchive.

21.40 Musica. Muscarchive. Documentaire (55 min). 889289
22.15 Baka. Documentaire belgo-franco-camerounais de Thierry Knauff (1995, N, 55 min). 3834227
Chant et musique dans un village du sud-est du Cameroun. Superbe son stéréophonique. La mise en scène fait des symboles des objets de spectacle.
23.10 Personna. Film suédois d'Ingmar Bergman avec Bibi Andersson, Ulf Ullmann (1965, N, v.a., 84 min). 3805005
0.30 L'Espace de la grâce. Film germano-autrichien d'Andreas Gruber (1994, v.a., 105 min). 910628. 2.25 Sans de culture : 50 minutes d'histoire-muséologique.

Série Club

20.45 Flash. Série. Les braves sur les bras.
21.35 et 0.40 Médécine de nuit. Série.
22.30 Colonel March. Série.
23.00 Les Champions. L'appel.
23.50 Quincy. Un enquêteur d'endurance de cœur (60 min). 877840
Canal Jimmy
20.30 VRS. Amour et mort.
21.15 VRS.

M 6

12.25 Les Routes du paradis. Le hasard. Série.
13.25 M 6 Kid. Kéholite : Napoléon. Capitaine Planète : Les Rois du monde. Les Rois du monde : Robin des Bois junior ; Draculo ; Gadget Boy ; Highlander.
16.40 H2O. Magazine. 17.05 et 2.20 Faites comme chez vous. Invité : Patrick Béné. 18.00 Sliders. La fin du monde. Série.
18.35 Highlander. Série. La croix Saint-Antoine.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Une nouou d'enfer.
20.35 Ecolo 6. Magazine.

20.50 FLASHBACK
Divertissement. Spécial Angletz. Invités : France Gall, Murray Head, Véronique Lundy, Mioss Dlou, les Innocents, Karine Costa, Philippe Manoeuvre, Laurence Romanet et Robbie Williams (35 min). 88482734

Passions. Troubles.

23.05 Passions. Troubles. Divertissement. Spécial Angletz. Invités : France Gall, Murray Head, Véronique Lundy, Mioss Dlou, les Innocents, Karine Costa, Philippe Manoeuvre, Laurence Romanet et Robbie Williams (35 min). 88482734
23.15 Sery Zap. 1.28 Best of pop-rock. Musique. 3.05 E et M 6. Magazine. 3.30 Turbo. Magazine. 4.00 Prévisions. Magazine. Semaine de la chanson française. 4.30 Les Tribus du Nord. Documentaire (25 min).

Eurosport

19.55 Basket-ball. En direct. Finaliste : Panathinaïkos-Limassol (125 min). 5888424
22.00 Tennis. En direct. Tournoi messieurs de Lyon (60 min). 877840
23.30 Course de camions.

Canal +

► En clair jusqu'à 13.35
12.30 La Grande Famille.
13.35 Décade pas Bunny (rediff.).
14.25 Alien. L'univers des trinités. Documentaire (46 min). 300847
14.55 The Rock'n'Roll Hall of Fame. Musique.
17.00 Football américain. Championnat de la NFL.
17.55 Billy the Cat... Drame animé.
► En clair jusqu'à 21.00
18.35 Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.

21.00 MAVERICK
Film de Richard Donner avec Mel Gibson (1994, 122 min). 8013887
23.05 Flash d'information.
23.10 Jour de foot.
La diastème journée du Championnat de France de D1 (45 min). 232388

The Crow

23.55 THE CROW
Film d'Alex Proyas avec Brandon Lee (1994, v.a., 90 min). 889289
Guidé par un corbeau, un jeune musicien, qui a été assassiné par des loubards avec sa fiancée, sort de sa tombe pour se venger.
1.35 The Thing
Film de John Carpenter (1982, v.a., 103 min). 7038861
Une expédition américaine dans l'Arctique est menacée par un extraterrestre qui s'infiltre dans les organismes avant de les détruire.

Les films sur les chaînes européennes

RTL 9
22.25 Les Charlots de feu. Film de Hugh Hudson (1961, 125 min). Avec Ben Cross. Chronique.
0.40 Crime et châtiment. Film de Georges Lampa (1936, N, 100 min). Avec Jean Gabin, Fernand.
TMC
22.00 Les Séducteurs. Film de Bryan Forbes, Molinaro, Wild, Wilder (1980, 130 min). Avec Roger Moore, Slater.
TSR
21.00 Moonraker. Film de Lewis Gilbert (1978, 125 min). Avec Roger Moore, Annette.

Radio

France-Culture
20.00 Le Rythme et la Raison. Sylvio Gualco, un percussionniste aujourd'hui (TV).
20.30 Tire la langue. Les chœurs lyriques.
21.35 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse. 22.00 Communauté des médias. Documentaire de langue française. Bernard Cottias, ethnologue et conservateur du musée Ethnographique de Genève (TV). Une émission de la Radio Suisse Romande.
22.40 Nuits magnétiques. Les chœurs lyriques.
0.05 Du jour au lendemain. Jean-Baptiste Harnag (Gros Chaperon). 0.45 Les Cinglés de Music Hall. Journée du jeudi 20 mars 1995 (TV). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). Ernesto Grassi et le troisième humanisme ; 2.21 Jacques Verger (L'assaut contre l'histoire d'Hélène et Abélard) ; 3.34 Christian de Troyes ou l'invention du roman à la fin du XII^e siècle ; 5.28, XIP Grandis Textes : Agrippa d'Aubigné (Les Tragiques) ; 5.58, Pierre Corneille.

France-Musique
20.00 Concert. Donné les 2 et 3 mai, à Eury, par le Chœur Régional Victoria d'Île-de-France et l'Orchestre de la Cité, dir. Michel Piquemont, Danielle Bort, soprano, Jean-Louis Serre, ténor ; 10. Deum op. 105, de Dvorák ; Croix de lumière, cantate de la résurrection (Oratorio), de Clément ; Gloria, de Poulenc.
22.30 Musique phrygienne. Les Corps éléphants, de Clément.
23.07 Musicales comédies. Œuvres de George et Ira Gershwin.
0.00 Jazz vivant. Festival de Vienne. Le Quartette du pianiste Tchoukade avec Hans Otzi et Noël McChae. Festival de Nancy, le groupe du saxophoniste David S. Ware avec Matthew Shipp, William Parker et Whit Dickey. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. La Finta Semplice, de Mozart, par l'Orchestre de Musique de chambre de Salzbourg, dir. Hagen Donath (Roum). Holi (Cassandrol), Johnson (Dort Polidoro), Berganza (Cassandrol), Biondi (Nineta), Moser (Pracato), Lloyd (Simone).
22.50 Les Soirées... (Suite). Œuvres de Haydn, Anne Hunter. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia »

■ On peut voir.
■ Il ne pas manquer.
■ Il Chef-d'œuvre ou classique.
■ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

مكتبة المجلد

Les habits ne se lavent pas à l'automate

Le Monde

Bonn renonce au missile anti-piste Apache de Matra

L'ALLEMAGNE a annoncé à la France son intention de ne pas produire la version anti-piste du missile air-sol Apache, dont le groupe Matra a la maîtrise industrielle et dont l'adaptation à l'avion Tornado de la Luftwaffe avait été confiée au groupe allemand DASA. Pour expliquer sa décision, Bonn a invoqué deux motifs : des raisons financières, avec la réduction programmée de son budget de la défense, et des raisons politiques, cette version de l'Apache - destinée à neutraliser des aéroports par le biais de sous-munitions censées faire éclater le béton des pistes - n'étant plus jugée prioritaire par l'état-major.

C'est en 1983 que Matra et Messerschmitt-Bölkow-Blohm (MBB) ont choisi de coopérer sur ce missile air-sol, d'une portée de 150 kilomètres. En 1992, un accord liant Matra et DASA (le reprenant MBB) la production de l'Apache anti-piste devait commencer outre-Rhin en 1997. Pour la France, le développement de ce missile coûtera 4 milliards de francs.

CHANGEMENT D'ORIENTATION
L'état-major allemand a fait savoir qu'il donnait aujourd'hui une priorité à un projet de missile dit d'emploi général (BG), s'apparentant davantage à un missile de croisière air-sol. C'est sur un tel programme que Français et Britanniques viennent de s'entendre (Le Monde du 27 juillet), avec un projet de Matra et du groupe British Aerospace (BAe) de mettre au point un missile de croisière de 250 kilomètres de portée. Ce projet est baptisé Storm Shadow outre-Manche et Scalp EG en France. Le développement et la production sont évalués à 75 milliards de francs.

Pour l'occasion, BAe et Matra ont décidé de fusionner leurs activités dans les missiles, créant ainsi une société commune de 6 000 personnes pour un chiffre d'affaires de 8 milliards de francs et un carnet de commandes qui s'établit d'ores et déjà à 21 milliards de francs. Le changement d'orientation observé à l'état-major de la Bundeswehr donne à croire que l'industrie allemande - DASA en la circonstance - devrait se rapprocher du groupe Matra-BAe Dynamics, comme l'offre lui a déjà été adressée. A Paris, au ministère de la Défense, on laisse entendre que le gouvernement de Bonn est favorable à cette solution à terme. Il s'agit d'une opération délicate - sans être irréaliste - sur le plan industriel. En effet, DASA avait, en partenariat avec des Suédois, proposé à Londres un projet de missile de croisière, baptisé Taunus, contre le Storm Shadow-Scalp EG. Cette offre n'a pas été retenue en juillet. Ce refus pourrait affecter la détermination européenne des dirigeants de DASA.

J. L.

L'armée de terre réduit sa force de « projection » extérieure

La France ne pourra mener des opérations de longue durée d'ici à l'an 2000

L'ÉTAT-MAJOR de l'armée de terre a informé l'autorité politique de son inaptitude temporaire - pendant trois à quatre ans - à mener des interventions extérieures de longue durée, du type, par exemple, de la guerre du Golfe en 1990-1991. C'est l'une des conséquences de la décision de professionnaliser les unités dans le cadre de la loi de programmation militaire 1997-2002. L'initiative du gouvernement conduit, en effet, à prévoir de dissoudre jusqu'à quarante-quatre régiments de combat, ce qui constitue grosso modo le tiers des unités, et, dans le même temps, à restructurer les formations restantes de façon à créer progressivement un « noyau dur » stable de cadres d'active et d'engagés en leur sein.

A l'origine, le président de la République a demandé à l'armée de terre, une fois totalement professionnalisée, d'être en mesure d'aligner en priorité un corps de « projection », selon la formule consacrée, pour des opérations extérieures où les intérêts majeurs de la France seraient en jeu. Il s'agit soit de pouvoir disposer de quelque cinquante mille hommes dans un engagement au titre de l'Alliance atlantique, soit de pouvoir réunir trente mille hommes - partiellement relevables - pour une durée d'un an sur un théâtre principal et cinq mille autres, relevables, sur un théâtre secondaire.

Un tel objectif demeure. Mais, pendant quelques années, cette ambition devra être revue à la baisse. La réduction - de 36 % - des effectifs de l'armée de terre et la professionnalisation à l'horizon 2005 ont pour effet de modifier singulièrement les capacités opé-

rationnelles du corps de bataille terrestre. « Ce n'est pas au moment où on se réorganise, fait-on remarquer à l'état-major de l'armée de terre, qu'on peut offrir les mêmes capacités d'action hors du sol national. » Momentanément, l'actuel 3^e corps d'armée, basé à Lille, devra supporter, dès 1997, l'essentiel du choc de la restructuration. Ce qui induit que l'autre corps d'armée français - la force d'action rapide (FAR), déjà en partie professionnalisée - devra supporter le gros des engagements opérationnels extérieurs de la France durant les deux années à venir.

PROFESSIONNELS ET CIVILS

Concrètement, à l'occasion de la programmation militaire qui a été adoptée par le Parlement, l'état-major de l'armée de terre a fait savoir à l'autorité politique qu'il ne pourra, durant les trois à quatre années prochaines, mobiliser plus de vingt mille hommes dans les forces dites de « projection » et que, dans ces conditions, un engagement du type du Golfe, qui serait de longue durée, est probablement hors de portée.

Pour atténuer progressivement l'objectif fixé, et cela de manière simultanée, tous les régiments de combat qui subsistent dans l'ordre de bataille seront partiellement professionnalisés. Cette opération doit commencer dès 1997. Elle consiste à créer, dans chaque formation en voie d'être professionnalisée, un élément central - les militaires parlent de « noyau dur » - qui, à l'échelon du régiment et selon sa spécialité, sera une compagnie, une batterie ou un escadron de métier (cadres et engagés) à par-

tir desquels la « projection » pourra être organisée. Durant l'année prochaine, vingt régiments de l'armée de terre - comprenant entre neuf cents et mille deux cents hommes, au total, selon leur vocation - seront ainsi aménagés. Cet élément central professionnalisé sera le « pion » de base du régiment.

A côté de ce même élément de base, « projetable », existera, dans chaque régiment, un élément fixe qui deviendra en quelque sorte la base arrière stable destinée à faire fonctionner l'unité pendant l'absence des cadres et des engagés déployés hors des frontières nationales. L'armée de terre a prévu aussi de répartir, dans ces mêmes régiments, des personnels civils - entre trente et cinquante - qui contribueront à en assurer la gestion quotidienne. C'est en partie ce qui explique que la loi de programmation militaire fait passer le nombre des civils de trente-deux mille (10 % des effectifs globaux) en 1996 à quelque trente-quatre mille (20 %) en 2002 dans une armée de terre dont les effectifs militaires sont en chute libre durant la même période.

Pour commencer la mutation de chaque régiment, l'état-major a choisi ce mode d'organisation, qui mêle une compagnie de professionnels à des civils, parce qu'il lui faut se préparer à la disparition des appelés. De l'aveu même des chefs militaires concernés, cette transition entre une armée de conscrits et une armée qui, chaque jour, se professionnalisera davantage, risque d'être une opération particulièrement délicate à mener.

Jacques Isnard

M. Bayrou annonce un plan de désamiantage de 1,2 milliard de francs pour Jussieu

SANS attendre la réaction du personnel, réuni mardi matin 1^{er} octobre en assemblée générale, les représentants de l'inter-syndicale du campus de Jussieu et le comité anti-amiante n'ont pas caché leur satisfaction après l'annonce du plan « d'arrachage complet et définitif » des 220 000 mètres carrés d'amiante.

Devançant l'échéance, initialement prévue le 3 octobre, le ministre de l'Éducation nationale, François Bayrou, a réuni lundi la mission Jussieu, pour lui communiquer le programme de trois ans retenu par le gouvernement, assorti d'un financement de 1,2 milliard de francs. « J'ai senti une dégradation du climat. Il me fallait couper court dans la mesure où le plan était quasiment prêt », a tranché le ministre sans attendre la poursuite de la grève et les manifestations prévues tout au long de la semaine.

Le chantier de désamiantage devrait donc démarrer dès la mi-avril 1997, au début des vacances de printemps, pour être terminé, sauf incident, à la rentrée universitaire d'octobre 1999. Le gouvernement s'est engagé à signer un contrat tri-annuel avec les universités Paris-VI, Paris-VII et l'Institut de physique du globe pour une somme de 1,2 milliard de francs, largement supérieure aux estimations initiales proches de 900 millions de francs. 400 millions de francs ont d'ores et déjà été retenus au budget 1997 : 200 millions seront prélevés sur le plan d'urgence de sécurité dans les universités, et une somme équivalente sera proposée au vote de la loi de finances rectificative.

Le troisième volet du plan, sans doute l'un des plus délicats, concerne les locaux de remplacement. Après avoir exclu une « délocalisation » à Marne-la-Vallée, dans les anciens locaux de formation de Thomson, M. Bayrou propose aux établissements 41 000 mètres carrés de surfaces répartis sur trois sites.

TROIS SITES

En premier lieu, 10 000 mètres carrés de préfabriqués seront installés sur place pour des activités d'enseignement et de recherche. Ensuite, un campus provisoire de 15 000 mètres carrés, fait également de préfabriqués, sera construit sur un terrain appartenant à l'Etat, avenue Lénine à Gentilly (Val-de-Marne), entre l'autoroute et le boulevard périphérique. Enfin, 36 000 mètres carrés de bureaux, dont 9 000 disponibles immédiatement, sont réservés dans l'immeuble du siège du Commissariat à l'énergie atomique, rue de la Fédération, non loin de la tour Eiffel, dans le quinzième arrondissement.

« Il est normal et juste que l'Etat fasse face à sa mission de santé publique, de parfaite sécurité des citoyens (pour qu'ils aient) le sentiment qu'on ne les expose pas, même passagèrement à des situations qui pourraient être dange-

reuses », a commenté M. Bayrou en soulignant au passage que « l'intervention du président de la République a permis de se débarrasser d'un dossier en attente depuis des dizaines d'années ».

Même s'il laisse encore planer un certain nombre d'incertitudes, ce plan a été accueilli favorablement tant par les présidents que par Michel Parigot, président du comité anti-amiantes : « En termes d'objectifs et de financement, il correspond à peu près à ce que nous avions demandé. La question du désamiantage a été complètement dissociée du déménagement de l'université Paris-VII », a-t-il indiqué.

UN « COMITÉ DE SUIVI »

Bien qu'ayant obtenu des garanties, il n'envisageait pas pour autant de retirer la plainte déposée il y a quelques jours pour « abstention délictueuse » et « blessures volontaires ». Le syndicat d'étudiants l'UNEF-ID a aussi salué cette annonce comme une « victoire » en demandant toutefois que la mission se transforme en « comité de suivi permanent afin de vérifier que les engagements annoncés soient honorés ». Pour Jean Lemerle, président de Paris-VI, « le plus dur reste à faire », à savoir l'organisation des déménagements successifs.

En refusant de retirer la solution des Grands Moulins de Paris, proposée par la Ville de Paris, François Bayrou paraît enlever quelque réalité au projet de déménagement de l'université Paris-VII sur la ZAC Tolbiac, dans le 13^e arrondissement. Cette hypothèse n'est pas toutefois totalement exclue. « Nous aurons peut-être besoin de locaux supplémentaires qui, en l'état, ne peuvent être disponibles que dans un an et demi », a précisé le ministre. Convoqué le vendredi 4 octobre, le conseil d'administration de l'université Paris-VII sera appelé à se prononcer sur l'avenir de la consultation engagée sur le déménagement.

Michel Delberghe

Anxiolytique

par Pierre Georges

C'EST une jolie formule. Peut-être pas inédite, mais jolie. « Je ne me résoudrai jamais à la résignation. » Jacques Chirac l'a utilisée, lundi, lors de son déplacement dans le Pas-de-Calais. Le chef de l'Etat, une fois encore, une fois de plus, signifiait ainsi sa détermination à lutter contre la morosité, contre cette « tendance au pessimisme et au renoncement » qu'il observe « avec inquiétude ».

Docteur Chirac et Miss France. C'est un fait, le pays se laisse aller au doute et à la morosité. Les sondages le disent. Les comportements le prouvent. Les déclarations le confirment. La France s'offre une dépression, plus nerveuse encore qu'économique ou sociale, un de ces coups de blues prolongés qui fait douter de tout et de tous.

Le président s'en inquiète. Et il n'est pas le seul. Car aussi bien nous sommes en ce domaine des malades à notre propre chevet, guettant à la fois les signes d'une amélioration et collectionnant, presque à plaisir, les indices d'une dégradation. Est-ce cela que Jacques Chirac appelle une perversion de notre « esprit critique », fierté nationale, devenu « esprit de dénigrement systématique », boulet français ? Est-ce ainsi que la marque des « esprits forts » se transforme, virtuosité indéniable pour l'auto-flagellation, en catastrophisme des « esprits chagrins » ?

Docteur Chirac et Miss France. Gouverner, désormais, c'est soigner. Et discerner, c'est vouloir administrer une bonne dose d'anxiolytique au pays. Rôle difficile, délicat, sans doute pas prévu au programme original. Il s'agit de fracture sociale, pas de fracture morale, autrement insais-

issable, même si l'une est fille de l'autre. Ne pas se résoudre à la résignation, donc. Mais qui se résigne ? Qui, sauf à être totalement irresponsable, parierait à ses enfants d'un non avenir, d'un pays en déclin, de lendemains qui déchantent ? Qui passerait son temps à faire, à la maison, pour les proches, la morose pédagogie de l'échec et de la fatalité ?

Ce n'est pas ainsi que les choses se passent. Sur l'avenir, sur l'espoir, il y a une sorte de doublement des comportements. Les individus se battent. La collectivité s'inquiète et se ronge. Comme il y a chez les politiques, la confiance, la fameuse question de confiance, ils l'accrochent, se l'accrochent. Et, en même temps, ils la quêtent, ils la cherchent. Ils désespèrent de la trouver. Le député de la majorité va voter une confiance qu'il salt en lambeaux dans sa circonscription et chez beaucoup de ses mandants.

C'est la loi du genre. La confiance peut se voter, à l'Assemblée, comme un calmant aux tourments majoritaires ou comme un exercice imposé de fidélité et de soutien. Elle ne se crée pas. Elle ne s'ordonne pas. Elle ne naît pas d'un exercice gouvernemental rituel ou de la simple volonté d'en découdre avec le pessimisme ambiant.

Elle se mérite. Par des actes, par une pédagogie, par les faits, par une volonté. Dans le Pas-de-Calais, terre qui ne se caractérise pas vraiment par son esprit de résignation, Jacques Chirac a parié, à plusieurs reprises, de « l'audace, vertu essentielle ». De l'audace en effet, encore, toujours. Un peu plus !

SCIENCE & VIE

EN ROUTE POUR MARS

- L'exploration redémarre
- A la recherche de la vie

Et aussi :

- **Biologie :**
La vache folle menace les vaccins
- **Grands travaux :**
Visite guidée du Grand Stade
- **Santé :**
Faut-il raccrocher son téléphone portable ?
- **Ecologie :**
La révolution scientifique

EN VENTE DÈS AUJOURD'HUI
Retrouvez Science & Vie sur 3615 SCV (2,23 TTC/min)

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT

3615 LE MONDE

Cours relevés le mardi 1^{er} octobre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	21556,40	+0,04	+5,02
Hong Kong index	11902,40	+1,22	+19,04

Tokyo, Nikkei sur 3 mois

	21556,40	+0,04	+5,02
--	----------	-------	-------

DIVIDENDES DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 30/09	Var. en % fin %
Paris CAC 40	2132,80	+1,22 +13,99
Londres FT 100	3909	+5,91
Zurich		+15,05
Milan MIB 30		+15,25
Frankfurt Dax 30	2649,35	-0,44 +17,45
Bruxelles		+12,42
Suisse SBS		-1,67
Madrid Iboex 35		+14,49
Amsterdam CMB		+21,02

Tirage du Monde daté mardi 1^{er} octobre 1996 : 494 739 exemplaires.

Tirage du Monde daté mardi 1^{er} octobre 1996 : 494 739 exemplaires.

Les habits neufs de l'automobile

Un cahier de 8 pages
dans notre édition du mercredi 2 octobre
datée jeudi 3

Le Monde

CE QUE LE GROUPE CIC APORTE AUX BANQUES QUI LE COMPOSENT ? RÉPONSE EN QUELQUES CHIFFRES.

Les crédits que le Groupe CIC, et tout particulièrement la BLB, distribuent à leurs clients leur permettent de financer leurs projets.

232
MILLIARDS
de crédits

CIC Bonnasse Lyonnaise de Banque

C'est le montant des encours d'assurance-vie du Groupe CIC et c'est aussi un gage de performance pour les clients de la Lyonnaise de Banque.

53 MILLIARDS
d'encours d'assurance-vie

CIC Lyonnaise de Banque

Parce que le Groupe CIC a été le premier à diffuser la carte BusinessCard MasterCard en France, les entreprises clientes de la SNVB profitent de tous ses avantages.

1^{ER}

diffuseur de BusinessCard
MasterCard

CIC Banque SNVB

Les PME qui ont choisi la Banque Régionale de l'Ouest peuvent compter sur la présence du CIC dans 40 pays du monde.

40
pays dans le monde

CIC Banque Régionale de l'Ouest

Les fonds propres du Groupe CIC confortent les banques régionales comme la BRA, quand elles prennent des risques pour les entreprises de leurs régions.

26
MILLIARDS
de fonds propres

CIC Banque Régionale de l'Ain

En matière d'épargne salariale, les clients du CIO Paris apprécient l'expérience du Groupe CIC, dont les structures spécialisées gèrent 11,7 milliards d'actifs.

11,7 MILLIARDS
d'actifs d'épargne salariale

CIC Paris

L'activité d'affacturage du Groupe CIC, 7,8 milliards de francs, connaît l'une des plus fortes progressions du marché... pour les clients du CIO, c'est une référence de taille.

+ 70 %
d'affacturage en 1 an

CIC Banque CIO

Les collaborateurs du CIAL, comme tous les collaborateurs du groupe, mettent leur disponibilité et leurs compétences au service de leurs clients.

22000
collaborateurs

CIC Banque CIAL

Un volume de dépôts en progression régulière : c'est la meilleure preuve de la confiance des clients du Groupe CIC, de ceux du CIN notamment.

206
MILLIARDS
de dépôts

CIC Banque CIN

Avec 7,2 milliards d'encours de financements spécialisés, le Groupe CIC a un savoir-faire qui répond aux besoins des clients de la Société Bordelaise.

7,2 MILLIARDS
de financements spécialisés

CIC Société Bordelaise

Le Groupe CIC conserve un volume de titres équivalent à 329 milliards d'actifs; son savoir-faire est aussi au service des clients de la Banque Scalbert Dupont.

329 milliards
en conservation de titres

CIC Banque Scalbert Dupont

C C
B A N Q U E S

TOUTE LA FORCE D'UN GROUPE
AU SERVICE DES RÉGIONS.

مكتبة التوثيق

LECTURES
Exclusion :
le fourre-tout
de la marginalité
page IV



TRIBUNE
par Gérard Gourguechon
page IV

Le Monde des INITIATIVES

MERCREDI 2 OCTOBRE 1996

EMPLOI



ANNONCES CLASSÉES
de la page V à la page XII

DANS
INITIATIVES
MÉTIER
DU 8 OCTOBRE
Les métiers
de l'alimentaire



A l'origine,
l'exigence
de la santé publique.
Aujourd'hui,
l'amiante et le stress

La médecine du travail a cinquante ans

Au moment même où la médecine du travail fête son cinquantième anniversaire, voilà qu'éclate - enfin - le terrible dossier de l'amiante... Plus qu'un raccourci, le rapprochement fortuit des deux événements permet de saisir dans quel environnement professionnel, et dans quelles limites, interviennent les médecins du travail, au nombre de 6 300 actuellement, sans doute 10 000 si l'on y ajoute ceux qui exercent au sein des entreprises publiques ou de l'administration.

Parmi les raisons à l'origine de la constitution de ce corps particulier, il y a des soucis qui s'exprimaient depuis la fin du XIX^e siècle. Il fallait prévenir les causes d'accidents du travail et les nuisances dues à l'exercice d'un métier ; ce en quoi le taylorisme, parce qu'il offrait une connaissance scienti-

fique des tâches, militait de ce côté. Il s'agissait de préserver l'intégrité de la force de travail puisque, alors que nous étions dans la période de la reconstruction, aucun des bras disponibles ne devait manquer. Enfin, et selon un principe qui valait déjà pour la médecine scolaire, la médecine du travail était conçue comme un moyen de promouvoir et d'assurer la santé publique. A cet égard, il convient de souligner que, aujourd'hui encore, 28 % des salariés ne « subissent » d'autre consultation que celle du médecin du travail au cours d'une année et que la proportion était fatalement plus élevée un demi-siècle plus tôt.

Ainsi définie, la fonction de la médecine du travail se trouvait strictement encadrée. N'étant pas autorisée à délivrer des ordon-

nances, sauf cas de force majeure, son rôle résidait d'abord dans la prévention. Ce n'est que plus tard, et notamment quand un décret de 1979 l'autorisa à regarder de plus près les conditions de travail sur un poste, qu'elle put s'intéresser aux questions d'hygiène, de sécurité, ou se mêler d'ergonomie. Souvent en butte au mépris des médecins traditionnels, quand ce n'est pas à la désinvolture de ses patients, elle est également soumise à une forme de dépendance à l'égard de ses employeurs qui peut la priver de ses prérogatives ou, à tout le moins, les rogner. Qu'il soit salarié de l'entreprise ou qu'il officie au sein d'un groupement inter-entreprises (le cas le plus fréquent, avec le développement des petites unités), ce qui l'empêche d'avoir une connaissance

précise des situations spécifiques, le médecin du travail se trouve, en effet, au cœur de contingences redoutables qui tiennent à la fois à sa position de subordonné de fait et à son pouvoir d'homme de science. Il lui arrive d'être l'objet de pressions plus ou moins indirectes qui visent à mettre en cause le secret médical, ainsi qu'en témoigne le pitoyable épilogue de l'affaire de la division épidémiologie d'EDF-GDF (Le Monde du 1^{er} août). Il sait aussi que ses prescriptions peuvent avoir pour conséquence l'arrêt de mort professionnel quand il place quelqu'un sur la liste d'incapacité, notamment dans le cas de l'alcoolisme d'un chauffeur-routier, par exemple.

D'où les reproches qui sont discrètement formulés à l'encontre de ces praticiens, ballottés entre

des exigences contradictoires. On pourra ainsi regretter le laxisme dont ils sont amenés à faire preuve dans l'application de la loi Evin sur le tabagisme et la consommation d'alcool dans des lieux publics, de la même manière qu'on peut s'interroger sur leur

lutte contre la tuberculose, qu'ils ont su détecter des maladies professionnelles en nombre grandissant, ou qu'ils réussissent à préserver l'intimité des personnes. Avec le sida, leurs responsabilités sont considérables et, globalement, ils les assument.

Au fil du temps, toutefois, leurs domaines d'observation ont changé, sans qu'ils soient vraiment outillés pour y faire face. Eux aussi confrontés aux mutations du travail, ces médecins voient apparaître de nouvelles pathologies, dont les troubles musculo-squelettiques, en pleine explosion, à cause des cadences et des gestes répétitifs qui mettent à mal les articulations. Les maladies cardio-vasculaires se développent, parfois dues à la somatisation de tensions, tandis que le stress se conjugue avec la précarité. Tant et si bien qu'il faudrait devenir psychologue ou psychiatre pour agir avec plus d'efficacité dans des environnements perturbés par d'autres maux que ceux qui ont donné naissance à la profession.

Pis, les conditions d'exercice sont à leur tour influencées par la gestion économique. Au travers des modes de calcul pour les taux de cotisation « accidents du travail », les médecins du travail se découvrent involontairement au confluent d'actes de management qui déterminent le recours à la sous-traitance ou à l'intérim, au nom de risques et de coûts. Là encore, ils subissent une évolution plus qu'ils ne la maîtrisent. Le cinquantième anniversaire a décidément un goût amer.

Alain Lebaube

- ▼ La logique de production est souvent en opposition avec les critères de santé par Lucille Van Eckhout
- ▼ Mécanismes pervers des accidents du travail par Olivier Plot
- ▼ Le goût amer de l'amiante par Marie-Claude Betheder
- ▼ Les troubles musculo-squelettiques en tête des maladies professionnelles par Catherine Leroy
- ▼ La difficile préservation du secret médical par Marie-Béatrice Baudet
- ▼ Une spécialité médicale à part entière par Philippe Baverel

Lire pages II, III et IV

responsabilité dans le dossier de l'amiante, plus de vingt ans après que des preuves de la nocivité des installations eurent été apportées. Mais l'on pourrait tout aussi bien souligner qu'ils ne disposent pas du pouvoir de décision, qu'ils ont tenu une place importante dans la

Découvrez votre métier
de demain
avec Initiatives

LES RENDEZ-VOUS DU LUNDI

Secteurs de Pointe

- Ingénierie et Télécoms • Ingénierie Commerciale
- Ingénierie Conseil • Sciences & Santé

Carrières Technologiques Internationales

De nouvelles opportunités en Entreprises

Le Monde

ESSEC
IMD
FORMATION
PERMANENTE

le MBA
international
adapté à votre
vie professionnelle

L'Executive
MBA
de l'ESSEC

Vous êtes un jeune manager doté
d'un fort potentiel.

Vous souhaitez obtenir le "plus"
carrière qu'apporte un MBA de
renommée internationale.

Enseigné en anglais et en français,
essentiellement le week-end,
l'Executive MBA de l'ESSEC est
compatible avec vos responsabilités
actuelles.

Participez
au petit déjeuner d'information
le 8 octobre 1996 à 8h15 au CNIT

Etablissement de Formation Continue privé,
Groupe ESSEC - Association loi 1901,
affilié à la Chambre de Commerce et d'Industrie de
Versailles Val d'Yvelines

Contactez
Thierry Godart
Maryvonne Di Fazio
Tél : (1) 46 92 21 40
Fax : (1) 46 92 21 01

ESSEC IMD - CNIT
BP 230 - 92053
Paris La Défense

La logique de production est souvent en opposition avec les critères de santé

Si, hier, les pathologies du travail étaient marquées par les astreintes physiques, aujourd'hui, ce sont la flexibilité accrue et la précarisation qui engendrent de nouveaux risques

SUR fond de crise, la médecine du travail se trouve aujourd'hui bridée dans son action, comme elle le fut, dans un contexte profondément différent, au lendemain de son organisation légale. Au sortir de la guerre les médecins du travail se voient investis d'une mission de santé publique: il s'agit alors d'améliorer la santé de la population affaiblie par la guerre, la malnutrition,

nels. « Tout le monde retrouvait ses manches, le débat sur les conditions de travail n'existait pas », relève Philippe Davezies, maître de conférences à la faculté de médecine Lyon-1. De fait, les praticiens ont alors beaucoup de mal à jouer le rôle qui leur incombe sur les lieux de travail. « Les visites détaillées étaient difficiles. Les ingénieurs considéraient que notre place n'était pas dans les usines, notre rôle

pour reprendre une phrase d'Antoine Riboud, le fondateur du groupe Danone. L'enjeu de la qualité devient étroitement lié aux questions d'hygiène, de santé et de sécurité dans le travail. Le médecin est appelé à intervenir et à développer des actions de correction ou de prévention des facteurs de risques sur le terrain. En 1979, la loi confirme d'ailleurs ce rôle en instaurant l'obligation du tiers-temps: le médecin du travail doit désormais passer un tiers de son temps en entreprise pour étudier les différents postes de travail et les risques encourus par les salariés. À partir du milieu des années 80, ce mouvement de prévention sur le lieu de travail, largement fécondé par l'émergence de l'ergonomie, va cependant être mis à mal par les restructurations et l'évolution des organisations du travail. Si les nouvelles technologies ont un temps laissé espérer une transformation de l'activité plus compatible avec la santé, il n'empêche que les conditions de travail se détériorent. La flexibilité accrue, l'intensification des cadences, le développement des horaires atypiques et du travail posté, la précarisation croissante de l'emploi génèrent de nouveaux risques. Les prévenir renforce la nécessité d'une action sur le terrain.

« Si, hier, les pathologies du travail étaient marquées par les astreintes physiques, aujourd'hui, souligne Maryse Salou, elles sont de plus en plus liées à l'organisation du travail. »

« La logique de production actuelle des entreprises est souvent en opposition avec les critères de santé. Le rôle des médecins est bousculé par les nouvelles réalités économiques et sociales. Ceux-ci ne peuvent que s'inscrire en faux contre la précarisation du marché du travail, avance Maryse Salou. Face aux urgences, leur rôle premier de surveillance médicale reprend le dessus. Mais ils se montrent désemparés face à la montée en puissance de la souffrance qui s'exprime dans leurs cabinets. » Comment réussir à rendre compte, à restituer ce qu'ils entendent dans leurs bureaux, constatent sur le terrain, et faire en sorte que les acteurs de l'entreprise s'emparent et engagent de véritables actions de prévention? « La difficulté est d'autant plus

grande que pour beaucoup, souligne Philippe Davezies, les solutions ne relèvent plus seulement de l'entreprise mais de la société dans son ensemble. » Un message que les praticiens ont voulu faire passer dans un ouvrage collectif paru en 1994, *Souffrances et précarité au travail: Paroles de médecins du travail*. (Cyros, collection Alternatives sociales, 160 F)

Laetitia Van Beekhout

Points-dés

● **Eviter toute altération de la santé des travailleurs du fait de leur travail**: tel est le rôle imparti à la médecine du travail par la loi du 11 octobre 1946 qui fait obligation aux employeurs d'organiser une surveillance médicale pour leurs salariés.

● Quel que soit son secteur, tout salarié, qu'il soit sous contrat à durée indéterminée ou déterminée, apprend ou temporaire, peut bénéficier de la médecine du travail et doit faire l'objet d'une surveillance médicale. En 1995, les effectifs surveillés, hors fonction publique, s'élevaient à 12,5 millions de salariés pour 13,4 millions inscrits à l'Inedec; 28 % d'entre eux ne consultent aucun autre médecin dans l'année que le médecin du travail.

● On compte aujourd'hui 1 435 services médicaux du travail: 1 013 sont des services autonomes propres à une entreprise et 422 des services interentreprises communs à plusieurs employeurs. De plus en plus les entreprises optent pour des services interentreprises.

● La France compte actuellement 6 126 médecins du travail dont 3 461 à temps partiel. Chacun suit en moyenne 1 742 salariés dans les services autonomes et 2 919 dans les services interentreprises. Ces derniers assurent la surveillance de plus de 85 % des salariés.

● Le rôle du médecin du travail est exclusivement préventif. Son activité, intégrée à la législation du travail, est réglementée: les deux tiers de son temps sont réservés à une activité clinique et le tiers restant à l'étude du milieu du travail. Dans la réalité des faits, le tiers-temps est très limité, en particulier dans les PME relevant de services interentreprises où chaque médecin a en charge quelque 300 entreprises.

● La directive européenne de juin 1989, qui institue l'obligation de mettre en place des services de protection et de prévention dans les entreprises, met en avant l'idée de prévention des risques, privilégiant l'action en milieu professionnel.

Mécanismes pervers des accidents du travail

Les modes de cotisation, la sous-traitance et l'intérim sont à l'origine de dérives

PEU avant l'été, la Fnath (Fédération nationale des accidents du travail et des handicapés) décidait de tirer une nouvelle fois la sonnette d'alarme. Par le biais d'un éditorial intitulé « La grande manip », son secrétaire général, Marcel Royer, critiquait la fâcheuse tendance de nombreux employeurs à « masquer la réalité des risques professionnels ».

« Accidents du travail dissimulés, management directif de l'obéissance », pression sur les salariés, maquillages divers, telles sont certaines des pratiques que dénonçait la revue de la fédération.

Il est vrai que le nombre d'accidents du travail avait enregistré une baisse significative en 1992 et 1993. En revanche, les dernières statistiques fournies par la CNAM (Caisse nationale d'assurance-maladie) font état d'une hausse de 0,7 % en 1994 et de 1,2 % au premier semestre 1995. Sur le terrain, toutefois, bon nombre de médecins du travail constatent que la dégradation de la situation va bien au-delà de ces statistiques. « La raison majeure en est simple: différents mécanismes pervers conduisent à la dissimulation et à la non-déclaration d'un grand nombre d'accidents du travail », souligne le Dr Marie Pascual, médecin du travail interentreprises.

Premier mécanisme dénoncé: le mode de cotisation des employeurs à la branche accidents du travail de la Sécurité sociale. Certes, le risque professionnel est bien à la charge exclusive de l'employeur présumé responsable, mais le taux de cotisations supporté par l'entreprise dépend de la nature de son activité et de sa taille. En dessous de 200 salariés, le taux de cotisation est soit « collectif », soit « mixte ». Dans les deux cas, le coût des accidents est en quelque sorte mutualisé à l'échelle d'une même branche d'activité.

RAPPORT MARCHAND

Mais, au-delà de 200 salariés, le taux de cotisation répond à un système « individuel » de tarification, c'est-à-dire que l'employeur finance directement le coût de ses accidents et de ses maladies professionnelles. « Ce système peut apparaître sain dans la mesure où il responsabilise directement les entreprises, souligne le Dr Marie Pascual. Mais la réalité révèle, en corollaire, un effet pervers: moins on déclare d'accidents, plus on fait d'économies. »

Second mécanisme ouvert dénoncé par de nombreux médecins du travail: les dérives

liées à la sous-traitance. Ce sont avant tout « des raisons structurelles qui expliquent que les salariés des entreprises sous-traitantes sont plus exposés aux risques », précise Annie Thébaud-Mony, sociologue et directrice de recherche à l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale). La première de ces raisons tient à « une répartition des tâches qui induit un transfert de risque d'accident par le travail effectué par les entreprises sous-traitantes », précise-t-elle.

En somme, les tâches les plus exposées – maintenance, fabrication de pièces, etc. – sont généralement confiées à des entreprises extérieures. Un seul exemple: dans le secteur nucléaire, « plus de 80 % de la tâche collective supportée par les salariés en France le sont par des personnes employées par des entreprises sous-traitantes », indique Annie Thébaud-Mony. « Par ailleurs, le travail sous-traité sort de la régulation salariale classique, poursuit-elle. L'entreprise donneur d'ordres est déresponsabilisée, alors que c'est elle qui détermine les conditions de travail. »

Un sous-traitant peut-il se permettre de mettre en cause un client, au risque de perdre un marché? Troisième logique perverse mise en cause: celle qui régit les rapports entre les entreprises de travail temporaire (ETT) et leurs clients. Jusqu'au décret du 25 juin 1992, la totalité des responsabilités en matière d'accidents du travail était imputée aux ETT qui en assumaient le financement. Depuis, ces derniers ont obtenu un partage des coûts – deux tiers pour les ETT et un tiers pour les entreprises utilisatrices –, mais uniquement dans le cas d'accidents graves (mort du salarié ou incapacité permanente supérieure ou égale à 10 %).

« Ce système est d'autant plus inadmissible qu'il est évident que les entreprises utilisatrices de salariés intérimaires sont directement responsables de leurs conditions de travail, souligne, sous le couvert de l'anonymat, ce médecin du travail de l'automobile. Lorsque la responsabilité est évidente lors d'un accident grave, poursuit-il, les ETT peuvent théoriquement déléguer leurs clients devant les tribunaux pour qu'ils financent 100 % de l'accident. Mais croyez-vous vraiment que beaucoup d'entre elles se le permettent? »

Olivier Plot

A l'origine, les services médicaux d'usine

Si son organisation légale remonte à la loi de 1946, la médecine du travail n'a pas été créée ex nihilo à la Libération. Ses premiers développements remontent à la loi de 1898 sur les accidents du travail, suivie en 1919 par celle sur les maladies professionnelles. Au début du siècle, les études et les initiatives se multiplient au rythme de l'évolution des techniques industrielles. A partir de 1920, les premiers services médicaux d'usine s'organisent. Certains employeurs attendent d'une présence médicale à l'usine une optimisation de l'organisation taylorienne: un travail bien organisé est un travail qui n'épuise pas. Se développent alors des débats sur le médecin du travail et sa finalité. Celui-ci doit-il servir les intérêts de la nation, de l'entreprise, des salariés? Les mesures qui sont prises à la Libération suivent ce débat: la médecine du travail sera au service de la santé des salariés.

et par ailleurs faiblement médicalisée. « La société était en reconstruction. Disposer d'une main-d'œuvre saine, en bonne santé, efficace et productive était alors la première préoccupation. L'activité industrielle était elle-même dure physiquement et porteur de risques lourds: il était nécessaire pour les entreprises de veiller à ce que le travail n'abîme pas prématurément la santé de leurs salariés », souligne Maryse Salou, médecin-inspecteur en Ile-de-France.

La prévention, à cette époque, se résume pour l'essentiel en une surveillance classique des salariés. Il est davantage question de contrôler une capacité d'adaptation psychophysiologique des opérateurs que de prévenir les nuisances et de réduire les facteurs de risques profession-

neux. « Il faut savoir perdre du temps avec les hommes pour ne pas en perdre avec les machines », devait se limiter à la consultation médicale. L'étude des situations de travail était très mal perçue », témoigne le docteur Michel Valentin, qui a commencé à exercer en 1947. Par un dépistage de masse, les médecins du travail vont avant tout largement contribuer à la lutte contre les séquelles de la guerre, notamment la tuberculose.

Ce n'est que dans les années 70 que leur champ d'intervention va s'étendre à l'environnement professionnel. Le caractère abrutissant des organisations tayloriennes est massivement dénoncé. L'automatisation croissante de la production porte également les entreprises à s'intéresser à l'activité des opérateurs: « Il faut savoir perdre du temps avec les hommes pour ne pas en perdre avec les machines »,

Les Actes du Congrès 96
"Travail en tout sens
S'employer à tout prix"
(P. SUE, G. REVUZ, D. PELLETIER, K. VALASKANSKY, illustrés par G. MATHIEU)
seront publiés en octobre
Prix franco 360 F TTC.
Possibilité de se les procurer auprès d'ORIENT'ACTION
4 Bd Louis Tardy - BP 8813
79028 NIORT Cedex 9
Tél: 49.78.83.20
Tél: 05.49.78.83.20 à partir du 18 octobre 96

LES PUBLICATIONS
du Monde
Un ancien numéro
vous manque ?
(Commande et envoi à domicile)
3615 LEMONDE

Dès le 11 octobre*
et tous les vendredis
retrouvez dans votre quotidien

Le Monde
INITIATIVES LOCALES

La nouvelle rubrique
d'offres d'emplois Cadres
des Collectivités Locales
et Territoriales

Pour tous renseignements
concernant cette rubrique contactez :
Sacha LAUZANNE au 44.43.77.34

* daté samedi 12 octobre.

Le goût amer de l'amiante

LE docteur Jean-Paul Duléry, secrétaire général du Syndicat national professionnel des médecins du travail (SNPMT), feuillette le dossier de presse élaboré par le ministère du travail à l'occasion du cinquantenaire de la médecine du travail: « Voilà un document optimiste. Et qui "positive", comme on dit dans le monde des supermarchés. Nous avons nous aussi rédigé un dossier de presse pour marquer l'événement. Mais l'esprit en est très différent. Nous avons à la bouche un goût amer: comment « fêter » cette institution à l'heure où l'affaire de l'amiante s'annonce comme un échec majeur de santé publique? » C'est un fait. Depuis quelque temps la responsabilité des médecins du travail est souvent mise en cause à propos des cancers qui se multiplient chez ceux qui ont travaillé au contact de l'amiante. Très tôt, ils ont connu le caractère dangereux de cette fibre minérale. L'asbestose, sorte de silicose, a été identifiée dès 1906, et le développement de cancers définitivement établi en 1955. Dans les années 60, alors que les mesures préventives se multipliaient en Grande-Bretagne et les procès d'indemnisation des victimes aux Etats-Unis, en France on est resté dans le flou. Quelques mesures protectrices ont été prises dans les ateliers, mais elles étaient insuffisantes, souvent mal respectées; et le problème de ceux qui travaillent sur l'amiante en place dans les bâtiments (électriciens, plombiers chauffagistes, par exemple, qui doivent percer plaques et revêtements) a été négligé. Reproduisant avec une étrange docilité le discours rassurant du très actif lobby industriel de l'amiante, les médecins du travail n'ont pas lancé l'alarme.

C'est des particuliers qu'a fini par surgir la révolte: au milieu des années 70, les scientifiques de la faculté de Jussieu à Paris vont découvrir la dangereuse poussière que le flocage des plafonds à l'amiante dépose sur leurs installations. Ils vont multiplier actions et conférences, révélant notamment les conditions désastreuses dans lesquelles travaillent certains ouvriers (ceux d'Amisoi à Clermont-Ferrand, par exemple). Vingt ans plus tard, en 1995, ce sont de nouveaux des particuliers qui lanceront un cri d'alarme: les professeurs du lycée de Gérardmer qui voient se multiplier parmi eux les mésothéliomes, cancers spécifiques de l'amiante, alors qu'ils travaillent dans des locaux qui en sont revêtus.

BOMBE A RETARDEMENT

En juin 1995, le SNPMT lance à son tour son cri d'alarme: le communiqué de presse parle de « bombe à retardement », de « mort annoncée de dizaines de milliers de personnes » et réclame une réforme du statut des médecins du travail. En juin 1996, un autre communiqué fera le constat de ce que les problèmes de prévention étant « insolubles », il faut en venir à « l'interdiction de l'emploi de l'amiante ».

Répondant à Roger Langlet qui l'interviewait pour son ouvrage *L'affaire de l'amiante* (La Découverte, 1996), Jean-Claude Duléry répond franchement: « Cette prise de position est tardive. C'est choquant, je ne m'en cache pas (...). Les médecins du travail sont souvent directement dépendants des directions, et ils font partie des cadres de l'entreprise. Dès lors, il est évident qu'ils peuvent être facilement soumis aux exigences de leurs employeurs. » Pour Marie

Pascual, médecin du travail dans un service inter-entreprises, et l'une des animatrices de l'Association pour l'étude des risques du travail (Alert) ainsi que de l'Association nationale de défense des victimes de l'amiante (Andeva), l'affaire doit être l'occasion d'une réforme de fond. « Il faut crever l'abcès: notre problème est avant tout un problème d'indépendance. La médecine du travail a été conçue comme dépendant exclusivement des employeurs. Ce sont eux qui paient, et l'on sait bien que celui qui paie a le pouvoir. » Les médecins du travail auraient à tout le moins pu lancer des interventions fortes auprès de l'opinion publique. Tel n'a pas été le cas. « Les médecins, rappelle Marie Pascual, sont rarement prêts à jouer un rôle d'acteur au sein de la société. » Socialement plus proches des directions, ils ont souvent spontanément choisi d'être ceux qui rassurent. Mais ils y ont quelque excuse dans la mesure où ils travaillent en général dans l'isolement, où ils sont absorbés par certaines tâches envahissantes comme le contrôle d'aptitude, insuffisamment informés, mal préparés à intervenir de manière préventive sur les lieux de travail.

Une excuse que renforce un autre silence, celui-là carrément détonnant: celui des caisses régionales d'assurance-maladie (CRAM), dont il faut rappeler qu'elles sont gérées partiellement (donc avec participation des syndicats), et celui des grands spécialistes de la médecine professionnelle. Leurs missions respectives en font en effet les grands collecteurs d'informations, donc les vigies naturelles du système.

Marie-Claude Betheder

Les nœuds du travail



Les troubles musculo-squelettiques en tête des maladies professionnelles

Les affections psychopathologiques (dépression, stress...) liées à la charge et au rythme de travail inquiètent également les praticiens

BRAVE petit soldat de la médecine du travail, elle évoque avec passion ces maux qui rongent les salariés qu'elle reçoit dans son service interentreprises et interprofessionnel de la région parisienne. Un poste d'observation privilégié de la pathologie des salariés puisque cette femme énergique est en charge d'une population faite de salariés et d'employés de toutes professions, des cadres, des employés, des ouvriers travaillant dans le secteur tertiaire ou industriel. Des salariés issus de la métallurgie ou de l'imprimerie, de la confection ou de l'informatique voire de la restauration.

« Si chaque branche soignée des pathologies spécifiques, l'ajout même de deux grandes préoccupations : les troubles psychopathologiques liés à la charge, au rythme de travail, aux pressions que subissent les salariés pour être plus rentables, et des pathologies articulaires et vertébrales dues aux mouvements répétitifs, aux manutentions lourdes. Côté santé mentale, elle fait face à des dépressions « souvent graves » et à des pathologies digestives ou cardio-vasculaires dont on s'aperçoit de plus en plus qu'elles peuvent être l'expression d'un malaise psychique (sommatisation). « Un phénomène qui s'accroît avec la précarisation croissante du travail : 70 % des visites médicales d'embauche que j'effectue actuellement concernent des contrats précaires. »

Même les salariés qui ont apparemment un emploi plus stable se laissent gagner par un sentiment d'insécurité. « Ils acceptent n'importe quelles conditions de travail – des journées de 12 heures parfois – afin de ne pas perdre leur emploi. Ils se bourrent de médicaments pour tenir le coup. » Certains vont même jusqu'à refuser un arrêt maladie de peur de se faire licencier. Un constat que fait également Françoise Demogot, médecin interentreprise à Nancy, qui souligne à quel point « l'insécurité est un sentiment contagieux ». Avec un groupe de médecins du travail et sous l'égide du Club européen de la santé, elle travaille à la mise en place d'un protocole d'action de prévention du stress qui permettrait une prise en charge collective du stress en entreprise

alors qu'actuellement elle se fait de façon individuelle sous forme d'un soutien moral aux salariés en détresse et de quelques conseils en hygiène de vie.

CADENCES ÉLEVÉES

Les troubles musculo-squelettiques couramment appelés « TMS » « explosent littéralement », indique de son côté le docteur Marie-Claude Maillard, du bureau médecine du travail au ministère du travail. Ils occupent la première place des maladies professionnelles. En trois ans, les TMS ont augmenté de 160 %. Principales causes, les mouvements répétitifs, les cadences élevées et les travaux de force exagérés sans compter les postures de travail. Ces troubles nécessitent souvent un aménagement du poste de travail voire un reclassement du salarié. Des solutions difficiles à appliquer dans les très petites entreprises. « Les PME ont peu de postes de reclassement à proposer et n'ont pas souvent les moyens financiers pour procéder à des aménagements. J'essaie de proposer des solutions de bricolage », souligne ce médecin francilien.

Plutôt que de risquer de perdre leur emploi, nombre de salariés refusent purement et simplement que le médecin leur déclare en maladie professionnelle. « L'an dernier, je n'ai fait que neuf déclarations d'incapacité complète. J'aurais dû en faire quatre fois plus », souligne-t-elle. Ce n'est donc pas un hasard si le taux d'incapacité définitive, 2 pour 1 000 salariés (bien qu'en légère hausse ces dernières années), est relativement faible.

Cela dit, ce sont les médecins de service interentreprise qui sont le plus fréquemment confrontés à ces cas de conscience, car ils sont essentiellement en charge de petites entreprises. Dans les grandes, les médecins du travail trouvent plus facilement une alternative pour les salariés incapables à leur poste, compte tenu de la diversité d'activités de ces entreprises et de leurs moyens financiers. A l'Adospitale, les médecins du travail confrontés à un gros problème de pathologies articulaires et lombaires des ouvriers des usines d'assemblage du groupe, ont pu réaliser, en 1994-1995, une grande enquête sur

les conséquences de l'assemblage sur l'état articulaire des opérateurs des sites concernés. « Il en est ressorti que l'âge moyen des opérateurs était élevé mais aussi que 71 % des enquêtés souffraient d'un trouble de l'appareil ostéo-articulaire », souligne Marie-Madeleine Stocker, médecin du travail à l'usine de Gron, près de Saint-Nazaire.

A partir de ce constat, les praticiens ont entamé sur les différents sites d'assemblage une étude très fine de chaque poste de travail avec l'aide d'un ergonomiste, des chefs de service et des compagnons. Dans l'usine Adospitale de Saint-Nazaire, c'est un gros travail sur le bruit et la surdité qui s'achève. « Nous avons constaté une déperdition d'audition des ouvriers de cette usine, relate Catherine Tessoulin, médecin de l'usine. C'était la pathologie la plus importante sur ce site et donc un domaine d'action prioritaire. » En cinq ans, atelier par atelier, presque tout le site a été traité. L'an prochain, ce sera le tour de l'usine de Gron.

PATHOLOGIES ALLERGIQUES

A côté du stress et des TMS d'autres pathologies préoccupent les médecins du travail en raison de leur développement : les pathologies allergiques liées à l'exposition à de nouvelles molécules chimiques et les cancers professionnels. Si beaucoup de médecins du travail concentrent leur action sur le risque professionnel, d'autres ont une conception plus large de leur rôle. « Je fais de la santé publique en milieu de travail », confie Anne-Marie Girard, ex-présidente de la fédération française de médecine du travail, qui s'est fait une spécialité de la prévention cardio-vasculaire dans son entreprise. Une spécialisation qui lui permet d'aborder facilement les problèmes liés à l'alcool et au tabac qui sont de gros facteurs de risques dans ces maladies.

Car l'alcoolisme et le tabagisme sur les lieux de travail sont loin d'être résolus. Et les médecins du travail qui multiplient les campagnes d'information et de prévention dans les entreprises ne se sentent pas spécialement bien armés pour combattre le mal.

Catherine Leroy

La difficile préservation du secret médical

Une affaire récente survenue à EDF-GDF montre que des pressions peuvent être exercées par les employeurs

L'ACTUALITÉ récente s'est chargée de rappeler, avec « l'affaire de la division épidémiologie d'EDF-GDF » (Le Monde du 1^{er} août), les difficultés rencontrées par un médecin du travail tenu au secret médical face aux pressions d'un employeur qui lui verse tous les mois son salaire. De quoi s'agissait-il ? Le docteur Ellen Imbernon, chargée de mission à la division épidémiologie de la médecine du travail de l'entreprise publique, est mise à pied le 18 juillet dernier après avoir refusé de communiquer les données médicales dont elle avait la responsabilité. Le fondateur de la division, le professeur Marcel Goldberg, avait, quant à lui, quitté la maison le 1^{er} juillet. Les deux chercheurs étaient connus pour leurs travaux originaux concernant la santé des salariés et les facteurs de risques professionnels (amiante, rayonnements ionisants, etc.). Etudes qui ne peuvent que mettre mal à l'aise une direction. De son côté, EDF-GDF justifie sa décision en expliquant « que le secret médical ne s'applique pas en matière d'épidémiologie et de recherche » et qu'il ne concerne que « le suivi clinique des patients ».

Le 28 août, le docteur Ellen Imbernon a reçu une lettre de licenciement pour « contestation systématique de toute autorité hiérarchique » et « insubordination caractérisée ». Même si quelques médecins du travail confirment cette distinction à faire entre suivi clinique et travaux de recherche, l'affaire EDF-GDF fait indubitablement écho auprès d'eux. « C'est bien de la part de notre consœur d'avoir réagi ainsi », soutient le docteur Michèle Suran, médecin du travail dans un service inter-entreprises à Epinal. Elle donne une image positive de notre profession. »

« La médecine du travail est souvent mal perçue par les salariés, qui l'assimilent à la médecine du patron, constate de son côté le docteur Daniel Feron, professeur de médecine du travail à Lille. Nous devons donc être intraitables sur la question du secret médical afin d'établir une confiance sans faille avec nos patients. »

Les pressions patronales existent malgré tout. Et, comme le remarque de manière anonyme cet autre praticien, « certains de mes confrères, notamment ceux qui sont rattachés à une seule entreprise et donc directement embauchés par leur employeur, ont parfois du mal à y résister ».

Les deux chercheurs étaient connus pour leurs travaux concernant les facteurs de risques professionnels. Etudes qui ne peuvent que mettre mal à l'aise une direction

« Rester en permanence vigilant », c'est la devise du docteur Michèle Suran. Les demandes directes de dévoiler le secret médical existent : « S'il y a des doutes concernant une séropositivité par exemple, raconte-t-elle, peu d'employeurs résistent à l'envie de poser la question. » Mais il y a aussi les

tentatives moins frontales lorsque les hiérarchies d'entreprise font preuve, par exemple, d'une fausse sollicitude. Un médecin du travail s'est ainsi vu offrir une nouvelle armoire pour ranger les dossiers médicaux, son employeur proposant de garder la deuxième clé afin de garantir toute complication en cas de perte ou de vol. Un autre praticien a obtenu de son patron, sans l'avoir demandé, un nouveau programme informatique qui devait lui permettre de lister le plus rationnellement possible les cas d'incapacité. Après une rapide enquête, le médecin s'est rendu compte que le fichier n'aurait pas été à l'abri du piratage.

Connaître les candidats potentiels à l'incapacité ne relève pas seulement d'une curiosité malsaine. Ces informations peuvent se traduire dans la gestion des effectifs. Seul un médecin du travail peut constater l'incapacité d'un salarié, et l'employeur dispose alors d'un mois à compter d'un second examen médical obligatoire pour reclasser le salarié ou le licencier.

« Auparavant, fait remarquer le docteur Suran, le licenciement pour incapacité ne donnait pas lieu à des indemnités. Ce n'est certes plus le cas aujourd'hui, mais il est sûr qu'une telle procédure relève, une fois prononcée, d'une démarche assez simple. »

Entrent alors immédiatement en scène des sujets aussi délicats que celui de l'alcoolisme. Lorsque, par exemple, un employeur demande à un médecin du travail de venir tester le degré d'alcoolémie d'un salarié à son poste de travail. Là encore, les praticiens prônent la fermeté pour que la question ne se règle qu'entre les murs silencieux du cabinet médical.

Marie-Béatrice Baudet

La médecine du travail a 50 ans

Des ouvrages pour mieux connaître la médecine du travail.

Demander le catalogue des publications du Ministère du travail et des affaires sociales à la DAGEMO 39-40, quai André Chénier 75739 Paris cedex 15

En vente en librairie ou par correspondance à la documentation Française 124, rue Henri Barbusse 93308 Aubervilliers cedex Tél : (1) 4839 5600 Fax : (1) 4839 5601 20 F TTC frais de port

Ministère du travail et des affaires sociales

INSTITUT DES SCIENCES POLITIQUES DE PARIS

Tout indispensable pour une carrière internationale

VIBA

- Un programme bilingue intensif sur 9 mois, allié à la tradition culturelle de Sciences Po.
- Un corps professoral de notoriété internationale.
- Un diplôme accrédité AMBA.

Réunion d'information le jeudi 24 octobre 1996 à 18h30 dans nos locaux
Contact : Secrétariat du Pr. Jean-Jacques Rosa
174 Bd St-Germain 75006 PARIS - Tél. 45 44 67 43 - Fax 45 44 68 92

STRATEGIES DE MANAGEMENT

Henri Vacquier et Yves Marville

Groupes Compétences

Péchiney

Edition de cas autour de J.M. Desaut

01 47 34 26 36 - Fax 45 66 50 30

Une spécialité médicale à part entière

Les praticiens, au nombre de 10 000 en France, exercent surtout un rôle préventif

SIX mille trois cents médecins du travail exercent actuellement dans les entreprises en France. « Si l'on ajoute à ce chiffre l'ensemble des praticiens qui travaillent à la santé des salariés de l'Etat, des collectivités locales, de la fonction publique hospitalière et du secteur agricole, on arrive au total à environ 10 000 médecins du travail pour 20 millions de salariés actifs », précise Marianne Saux, chef du bureau de la médecine du travail au ministère de tutelle.

Les conditions d'exercice du métier dans le secteur privé divisent les médecins du travail en deux catégories : ceux qui exercent en service autonome sont directement rattachés à une entreprise ; et ceux qui travaillent en service inter-entreprises « se partagent » entre plusieurs firmes. Comme de plus en plus de sociétés optent pour les services inter-entreprises (on en dénombre 422 aujourd'hui), le nombre de services autonomes n'a cessé de diminuer au fil des vingt dernières années, passant de 2 908 en 1975 à 1 013 aujourd'hui. Résultat : les 4 919 médecins exerçant en inter-entreprises (contre 1 418 confrères en autonomes) assurent la surveillance médicale de plus de 90 % des salariés.

Cette concentration s'explique par des raisons budgétaires : le recours à un service inter-entreprises apparaît comme une solution plus économique à de nombreuses entreprises qui n'ont à verser qu'une cotisation annuelle de 300 F à 500 francs par salarié ou de 0,30 % à 0,50 % de la masse salariale. Ce clivage entre services autonomes et inter-entreprises n'est pas anodin, aux yeux des médecins du travail eux-

mêmes : « La noblesse du métier, c'est la médecine autonome », avoue Paul Maquet, médecin du travail à l'Asmils (Association des services médicaux inter-entreprises de la Somme). Et de souligner les deux principales difficultés inhérentes, à ses yeux, à l'exercice en service inter-entreprises : « D'une part, nous passons du coq à l'âne. Il m'arrive par exemple de passer de la boulangerie à la charcuterie ou à la soudure. D'autre part, il n'est pas toujours facile de se faire entendre du chef d'entreprise qui nous perçoit comme extérieurs à sa société, quand bien même les besoins en termes de prévention, dans les PME notamment, sont très importants. »

Profession en voie de féminisation (55 % des médecins du travail sont des femmes, contre 25 % il y a vingt ans), la médecine du travail constitue aujourd'hui une spécialité à part entière. Depuis la loi de 1982 en effet, la formation de ces praticiens exige, outre les six ans d'études de médecine générale et la réussite au concours de l'internat, une spécialité qui s'acquiert en quatre ans aux termes desquels est délivré le diplôme d'études spécialisées (DES). « Nous sommes très attachés à l'excellence de la formation, même si nous vivons, depuis dix ans, avec un déficit de 600 médecins du travail », reconnaît Marianne Saux. La pénurie est telle que 185 médecins exercent actuellement sans la spécialité requise, notamment en Picardie, en Lorraine ou en Champagne-Ardenne.

Pour tenter de combler le déficit, une seconde voie d'accès à la profession a été ouverte : par le biais du concours européen (une centaine de postes étaient offerts

cette année), les généralistes exerçant depuis plus de trois ans peuvent obtenir une spécialisation en médecine du travail. Enfin, une troisième voie devrait être proposée dès novembre prochain à une centaine de généralistes ayant plus de quinze ans d'exercice et qui souhaitent se reconverter dans la médecine du travail.

RISQUES PROFESSIONNELS

Si son rôle est « exclusivement préventif », comme le stipule l'article L. 241-2 du code du travail (il ne peut donc délivrer d'ordonnance, sauf en cas d'urgence), le médecin du travail est aussi un spécialiste des risques professionnels (hygiène, nuisance, toxicologie, ergonomie des postes...) et constitue, à ce titre, un précieux conseiller, tant pour le chef d'entreprise que pour les représentants des salariés. Soumis au secret médical et au secret industriel (composition des produits, etc.), il ne peut ouvrir de cabinet en ville. L'exercice de la médecine du travail, à temps plein ou partiel, est en effet exclusif, « excepté pour les praticiens formés selon le dispositif en vigueur avant la loi de 1982, qui peuvent également exercer dans un cabinet de généraliste », précise Marianne Saux. Quant au salaire, il tourne autour de 20 000 francs brut à l'embauche et peut atteindre le double après une quinzaine d'années d'expérience, selon le ministère du travail.

Rançon du salariat ? Toujours est-il que les médecins du travail n'ont pas toujours bonne presse. « Même si notre image évolue aux yeux de nos pairs qui reconnaissent de plus en plus notre action préventive (en matière de dépistage des cancers du sein par exemple), les gens nous perçoivent encore

comme des sous-médecins parce que nous ne prescrivons pas », déplore Hélène Szukowski, médecin du travail au CIC. Tout en estimant que « les médecins du travail sont des praticiens comme les autres : ils ont le même niveau d'études », Pierre Haehnel, secrétaire général du conseil national de l'ordre des médecins, affirme aussi que « la médecine du travail est une spécialité moins prise que la chirurgie ou l'ophtalmologie ». Président de la Fédération française de médecine du travail, Eric Alquier-Ouffard indique pour sa part que « si nous avons parfois l'impression d'être déconsidérés, c'est parce que notre démarche préventive n'est pas encore très bien comprise par les salariés, voire par nos pairs. Le paradoxe, c'est que nous faisons de la prévention depuis toujours, alors même que les généralistes y viennent progressivement, pour cause de maîtrise des dépenses de santé ».

L'exclusion des médecins du travail du dispositif de formation continue prévu par les ordonnances de réforme de la Sécurité sociale nourrit aussi bien des rancœurs. Sans parler du débat qui se profile à propos de la possibilité ou non pour ces médecins d'accéder aux informations contenues dans les cartes de santé informatisées qui devraient être mises en service le 1^{er} janvier 2000 au plus tard. A ce sujet, Guy Duval-Arnould qui exerce à Saint-Gobain, a d'ores et déjà attiré l'attention par courrier – du conseil de l'ordre sur « la grande utilité pour le médecin du travail de pouvoir inscrire sur la carte santé les expositions et risques professionnels, notamment cancérogènes ».

Philippe Baverel

Le fourre-tout de la marginalité

Y A-T-IL DES EXCLUS ? L'exclusion en débat, dirigé par Jean-Noël Chopart et Shirley Roy. Revue « Lien social et politiques », n° 34, Editions ENSP, Rennes, 170 p., 120 F.

DEVENUE « un concept à la mode », l'exclusion ne serait-elle pas une notion fourre-tout commode, en vérité, acceptée par notre société ? Cette interrogation traverse cette livraison de la revue franco-québécoise *Lien social et politiques*, rédigée par des chercheurs universitaires. Pamphlet, marginalité, « désaffiliation » : les mots ne manquent pas pour essayer de cerner une situation à géométrie variable. Mais, au total, on bute sur « l'absence quasi complète de définition proprement dite », même si les analyses du phénomène, largement citées dans cet ouvrage, sont de plus en plus nombreuses. Celles de Robert Castel et de Pierre Rosanvallon par exemple.

Perte du lien professionnel, perte du lien socioterritorial. Comme l'indique Jacques Yon du CNRS, « il semble que la France soit un des rares pays européens où ces deux processus puissent se cumuler ». En particulier, parce que la société civile, reposant sur l'association d'individus et sur des corps intermédiaires solides, y est moins vigoureuse qu'ailleurs. D'où l'urgence à se pencher sérieusement sur l'exclusion, notion à la fois déroutante et pratique, car elle conforte, par opposition, un noyau dur et stable qui, en fait, correspond de moins en moins à une réalité.

« L'impuissance publique » à gérer le phénomène, soulignée par Michel Auzès, lui aussi du CNRS, dénote une incapacité à penser les problèmes sociaux en dehors du cadre de la société industrielle salariale et de la logique marchande, l'impossibilité de nommer de nouveaux risques « et, par conséquent, d'élaborer les réponses qui leur correspondraient ».

En définitive, comme l'ont fait un certain nombre d'ouvrages récents, c'est un retour du politique et de son rôle de régulation que préconise Auzès. Ce qui débouche évidemment sur des choix de société actuellement repoussés. Mais la revue souligne aussi l'intérêt de ce qui émerge du « terrain ». Par exemple, des groupes de jeunes qui s'entraident « dans un système de solidarité matérielle et morale ». « En superposant activités associatives et emplois précaires, ils déjouent la galère », retiennent du lien social et refabrique des compétences. Cette expérimentation intégrerait « les modifications des formes et du sens du travail » et serait en quelque sorte « l'annonce de transformations d'avenir profondes ». C'est une des hypothèses lancées dans ces pages, d'un intérêt certain.

Daniel Urbain

Tranquille, le boulot !

PLUS EFFICACE ET MOINS STRESSÉ AU TRAVAIL de Debra Allcock, Marabout, 178 p., 35 F.

Je gère mon temps et mes tensions ; je prépare soigneusement réunions et entretiens ; je réponds sereinement aux agressions verbales de mes collègues... Et, en plus, je me « distrais intelligemment ». On sort de ce recueil de conseils pratiques plein de résolutions trop belles pour être vraies. Mais on a piqué, de-ci de-là, quelques idées à caser dans un coin de son intellect surmené. Par exemple, on se promet de ne plus surestimer les contraintes du boulot et de ne pas se montrer bêtement obstiné lors de son prochain conflit professionnel. On saura aussi beaucoup mieux « comprendre son patron » et, par exemple, « s'il commet une erreur, s'abstenir de le lui faire observer » !

D. U.

Pour de nouvelles relations interprofessionnelles

par Gérard Gourguechon

C'EST EN 1981 qu'ont eu lieu les premières réunions de ce qui s'est nommé par la suite le « groupe des dix ». Il s'agissait, pour les initiateurs, de favoriser un regroupement syndical unitaire qui puisse, par son indépendance à l'égard des partis politiques, contribuer à une dynamique de changement social. C'était l'ambition première du SNJ-journalistes, du SNUJ-impôts et du SU-Caisse d'épargne, membres fondateurs du « groupe des dix » et toujours présents aujourd'hui. Rapidement, d'autres syndicats, également majoritaires dans leur secteur, sont venus renforcer cette démarche (SNABF-Banque de France, SNAPCC-chambres de commerce). Tous ces syndicats étaient nés de la scission entre la CGT et la CGT-FO en 1947-1948.

Au cours des années et des réunions, le « projet » de ces syndicats s'est précisé : contribuer au développement d'un syndicalisme de proximité, de proposition et d'action, capable d'être efficace pour les revendications professionnelles et les exigences interprofessionnelles, indépendant, fédérateur et unitaire. La clarification progressive du projet a entraîné des départs, et l'entrée d'autres organisations syndicales partageant les mêmes valeurs sociales et syndicales (SNMSAC-mécaniciens aviation civile, Spasest-Tresor public, SNACCRF-concurrence consommation, USPNT-navigants techniques, SNUDDI-douanes).

L'arrivée en 1989 de la fédération Sud-PIT, exclue de la CFDT à la fin de la guerre, a montré que le groupe devenait bien, progressivement, un pôle d'accueil s'ouvrant au-delà des syndicats nés de la CGT ; ultérieurement, le « groupe des dix » a poursuivi son élargissement sans modifier son projet initial : CRC-santé-sociaux prend contact en 1991, le SNTPI-Air Inter en 1992, Sud-Crédit agricole mutuel en 1993, FUSAF-Air France en 1994, le Sapap-Aéroports de Paris et le SDB-BNP en 1995.

Au cours des années 1994-1995, la décision a été prise de franchir une étape supplémentaire en projetant la constitution d'une union syndicale. C'était la marque d'une

même volonté de peser, ensemble, pour des revendications et des aspirations communes, par la constitution d'un pôle syndical nouveau et alternatif. Ce qui signifie qu'aucun des syndicats qui s'engage dans cette voie ne trouve dans les confédérations actuelles, telles qu'elles fonctionnent, telles qu'elles agissent, la réponse à ses préoccupations.

TRANSFORMATION SOCIALE

Les projets de statuts sont éclairés par l'idée que le syndicalisme a une double fonction. Il se doit de défendre les revendications immédiates et collectives des salariés dans l'entreprise. Mais il se doit aussi d'inscrire cette démarche dans une action syndicale interprofessionnelle se situant dans un syndicalisme de transformation sociale pour une société plus juste, plus libre, plus humaine, plus solidaire et plus démocratique.

L'objectif est qu'à tout moment les syndicats, dans leurs syndicats, restent maîtres de toutes leurs revendications et de toutes leurs actions. Dans cette union projetée, les décisions se prennent au consensus ; l'union ne s'exprime qu'autant que tous les syndicats et fédérations membres en sont d'accord. En cas d'absence de consensus, chaque organisation a sa liberté d'expression et d'action. Il s'agit de permettre à chaque organisation de rester maître chez elle, tout en fédérant tout ce qu'il y a en commun à un moment donné, pour plus d'efficacité. Il est admis, dès le départ, que les syndicats et fédérations membres n'ont pas l'obligation d'être toujours d'accord sur tout. La diversité est admise, à l'intérieur de valeurs sociales de référence, et de démarches syndicales convergentes figurant dans le préambule aux statuts.

Les mouvements sociaux de novembre-décembre 1995 ont confirmé la pertinence des analyses et réflexions des syndicats et fédérations du « groupe des dix » et l'opportunité du projet de constitution d'une union syndicale nouvelle, pour un syndicalisme de critique, de proposition et d'action, qui ne soit ni d'accompagnement

systématique, ni de refus perpétuel.

L'importance et la dureté des grèves, la force des très nombreuses manifestations sur l'ensemble du territoire, et le comportement solidaire d'une grande partie de l'opinion publique montrent bien que la logique économique actuelle, qui conduit progressivement au développement du chômage et des inégalités, est rejetée bien plus largement que par ses victimes directes. Le besoin de syndicalisme est manifeste. La question essentielle de l'emploi demande une mobilisation des salariés, des précaires, des chômeurs, et de tous ceux qui ne supportent plus la montée régulière du chômage et de l'exclusion. L'efficacité revendicatrice sera possible si l'unité d'action se fait prioritairement sur une réduction massive de la durée hebdomadaire du temps de travail et avec une redistribution plus juste des richesses et des revenus.

La rénovation du service public – facteur de cohésion sociale – et l'amélioration de la Sécurité sociale demandent également des réponses syndicales unitaires et efficaces. Mais sur toutes ces demandes exprimées en novembre-décembre 1995, le syndicalisme français n'a pas su faire des propositions alternatives unitaires crédibles.

NOUVEAU PÔLE SYNDICAL

Entre le statu quo et le ralliement sans conditions aux décisions gouvernementales ou patronales, il y a manifestement place pour des propositions novatrices et progressistes appuyées par des actions résolues. Les fédérations des syndicats du « groupe des dix », dans leurs secteurs professionnels comme pour les revendications interprofessionnelles, continueront de favoriser l'unité d'action la plus large, sans a priori ni exclusive.

La voie cherchée par les fédérations et syndicats du « groupe des dix » est d'être à la fois un syndicalisme de proposition et un syndicalisme d'action, démocratique et de proximité, unitaire et indépendant ; c'est ainsi qu'on peut espérer retrouver un syndicalisme d'adhérents et de militants ca-

pables de peser efficacement pour les revendications professionnelles et pour le progrès social.

Depuis quelques mois, des militants décident de quitter la CFDT en constituant des syndicats SUD, et des salariés les suivent ou les rejoignent. Ces choix s'expliquent par le choc qu'a représenté le soutien pratiquement sans réserves de la direction de la CFDT au « plan Juppé » et sa condamnation du mouvement social de novembre-décembre 1995. Ces nouveaux syndicats prennent contact avec les syndicats du « groupe des dix » et les rejoignent progressivement sur la base de la démarche syndicale préconisée par le « groupe des dix ». Cette dynamique devrait se poursuivre. Au fur et à mesure que ce pôle syndical nouveau gagnera en crédibilité, il lui faudra se mettre en mesure d'accueillir tous les non-syndiqués qui veulent sortir de l'impasse actuelle sur la base de la démarche ouverte que nous proposons. Là où ils sont aujourd'hui présents, les syndicats et fédérations du « groupe des dix » devront confirmer par l'exemple leur capacité à accueillir de nouveaux adhérents par une pratique syndicale renouvelée.

Construire de nouvelles relations interprofessionnelles, c'est d'abord l'expérimentation concrète de la solidarité et des convergences : des militants et des adhérents de syndicats du « groupe des dix » vivent par exemple cette expérience nouvelle par leur participation au mouvement « Agir ensemble contre le chômage ». Il n'est pas question de créer une nouvelle confédération à côté des confédérations actuelles. Il s'agit d'enclencher une dynamique unitaire basée sur une nouvelle forme de fédéralisme.

Il y a soixante-quinze ans de divisions à dépasser. Et il faut, dans le même temps, trouver des réponses justes, humaines, solitaires, aux revendications et aux aspirations des salariés, des précaires, des chômeurs d'aujourd'hui, dans le monde d'aujourd'hui.

Gérard Gourguechon est porte-parole du « groupe des dix ».

RENCONTRES

SÉMINAIRE EUROPÉEN

Organisé avec la collaboration de la direction générale pour l'emploi, les relations industrielles et les affaires sociales de la Commission européenne, le séminaire de l'emploi 1996 se tiendra du 5 au 6 novembre 1996, au Palais des congrès de Bruxelles. Les principaux thèmes abordés cette année concernent les nouvelles technologies et la création d'emplois, les innovations sociales et urbaines pour la création d'emplois, les petites entreprises et l'emploi. Cette conférence, qui avait l'an passé attiré plus d'un millier de participants venus de trente-deux pays, s'adresse aux représentants des autorités nationales, régionales et locales dans les domaines de l'emploi, aux organisations bénévoles pour l'emploi, la formation et le développement économique, aux entreprises du secteur privé, aux organismes de recherche ainsi qu'aux consultants, agences et réseaux européens dans le domaine de l'emploi. L'exposition « La semaine de l'emploi » se tiendra parallèlement à la conférence. Contact : Olga Carola-Downing ou Heather Adam. Tél : +44 (0) 181-332-0044. Télécopie : +44 (0) 181-332-0874.

OUTILS

INNOVER OU DISPARAÎTRE

L'atelier multimédia européen de la Sept Arte propose aux dirigeants et aux cadres des PME-PMI une « mallette » sur le management et l'innovation. Installée *Innovor ou disparaître*, elle est composée de huit vidéos-cassettes proposant des études de cas, en France et en Italie, d'entreprises jugées innovantes, de deux cassettes audio de témoignages économiques et d'un livre de Bertrand Bellon, professeur de sciences économiques à la faculté Jean-Monnet (université Paris-Sud), qui suggère une méthode et des outils pour évaluer les besoins en matière d'innovation. Des séminaires payants complètent éventuellement ce dispositif, de même qu'un service téléphonique (3615 code innovor). Prix de la mallette (1 900 francs). Contact : Claire Poinçon. Atelier multimédia européen. 01-44-14-80-15.

Communiquez !

Adresser un E-Mail sur Internet ? Envoyer un fax ?

C'est possible à partir de votre Minutiel !

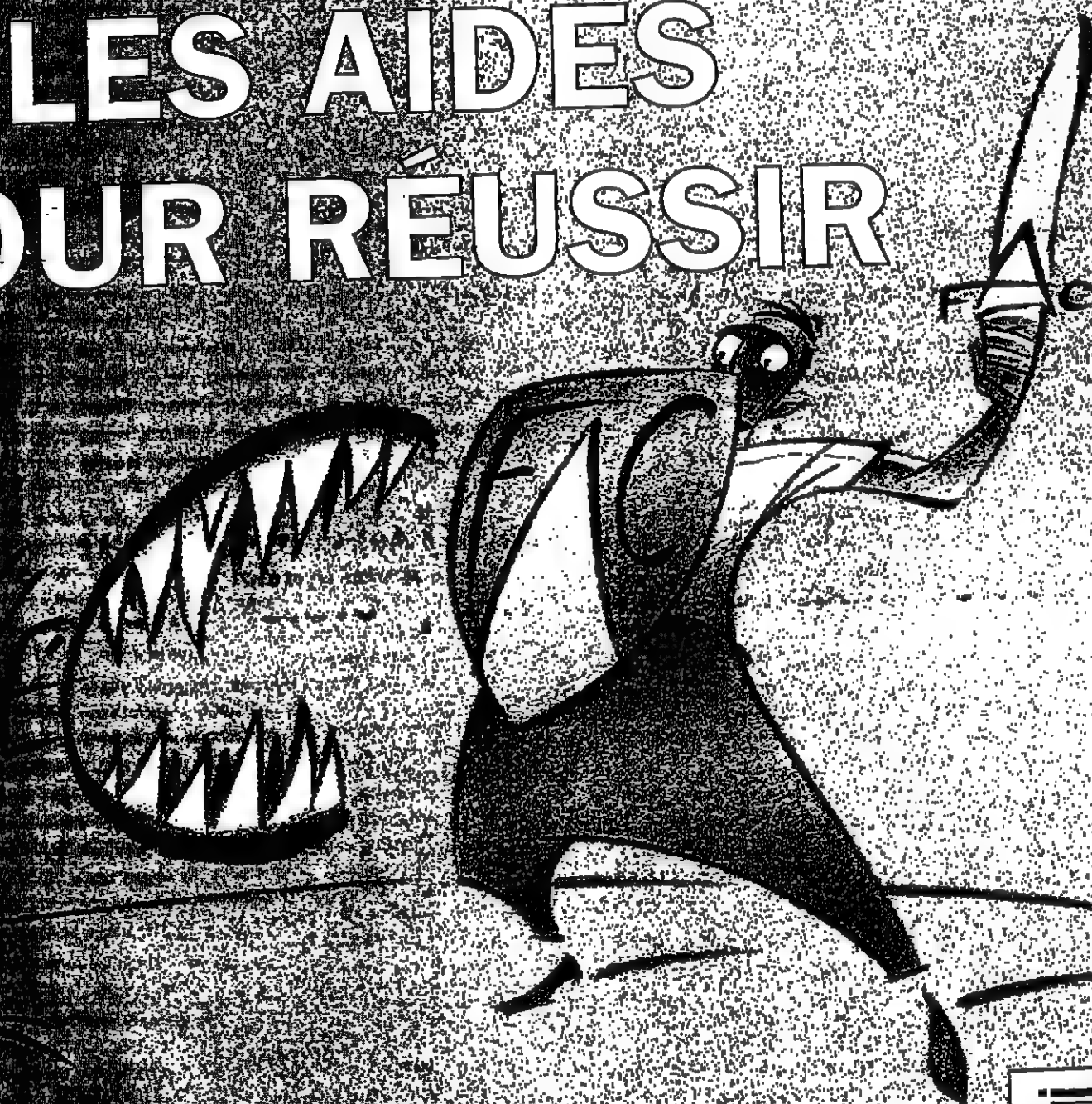
3615 LEMONDE

2,33 Minutiel

Le Monde DE L'ÉDUCATION

Mensuel n° 241 octobre 1996

FAC PAR FAC LES AIDES POUR RÉUSSIR



■ Amiante : l'urgence...
à petits pas
■ Un manifeste
pour l'Ecole élargie

■ Clovis : cent ans
de guerre scolaire
■ Violence et cinéma :
les « censeurs » parlent



FAC PAR FAC :
Un guide pour réussir
le DEUG : tutorat,
cours aménagés,
réorientation...

NUMÉRO D'OCTOBRE
28 F
EN VENTE

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

de la marq

oulot !

uniquiez !

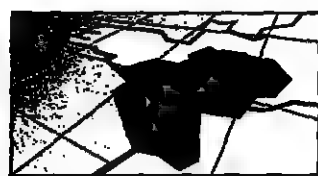
le seul sur le terrain
avec un fax

le monde de votre monde

LEMONDE

Gestion - Finance

à Nantes

LE CONSEIL RÉGIONAL DES PAYS DE LA LOIRE
recherche son

Région des Pays de la Loire

Directeur des Affaires Financières

Budget - Plan - Système d'Informations

Collaborateur immédiat du Directeur Général des Services, en étroite relation avec les partenaires internes et externes de la Région, vous assurez la cohérence et la mise en œuvre des décisions financières et budgétaires à l'élaboration desquelles vous participez. Membre de l'équipe de direction, vous suivez les négociations du contrat de plan, vous animez et coordonnez vos services (50 personnes dont 10 cadres A).

Votre formation supérieure, appuyée par une solide connaissance des mécanismes financiers et budgétaires d'une collectivité territoriale, votre sens de la négociation ainsi que votre réel intérêt pour l'informatique et les méthodes d'organisation seront nécessaires pour réussir dans ce poste de niveau administratif.

Ce recrutement est à pourvoir par mutation d'un fonctionnaire titulaire de la fonction publique territoriale ou par détachement d'un fonctionnaire de l'Etat. Les candidatures de contractuels, justifiant de plusieurs années d'expérience de la gestion des finances publiques seront également examinées.

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec CV, photo, sous réf. DAF/IM à notre conseil : Olivier PLESSE - OUEST RESSOURCES HUMAINES - 12 Quai Daguerre-Trouin - 35000 Rennes, qui vous garantira discrétion et réponse. Les 1ers entretiens pourront se dérouler à Paris.

ORH

Pour la souplesse. Pour la puissance.

Rejoignez BIP.

ARBITRAGE OPTIONS

Au sein de Dresdner Bank, BIP assure notamment la responsabilité mondiale de deux des six filières d'activité de marchés du groupe : l'arbitrage de taux pour compte propre et l'arbitrage et la vente de produits structurés actions. Reconnue pour sa technicité, sa capacité d'innovation et sa souplesse de fonctionnement, BIP s'est imposée sur les plus grandes places financières. C'est pourquoi BIP incite ses collaborateurs à vivre une expérience riche et motivante dans un groupe où se conjuguent créativité, responsabilité et travail en équipe. Dans le cadre de notre développement nous créons un nouveau poste au département des marchés.

Au sein de l'équipe Taux Europe et rattachée au responsable du desk francs, vous serez chargé(e) du développement de stratégies d'arbitrage sur le marché des options (options sur swaps, sur obligations, caps et floors). De formation supérieure scientifique (grande école d'ingénieurs ou cycle universitaire), vous avez une expérience d'un à deux ans sur le marché des options OTC. Votre rigueur, votre dynamisme et votre esprit d'équipe seront vos meilleurs atouts pour réussir à ce poste. Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo), sous référence AOM, à BIP, Direction des ressources humaines, 108 boulevard Haussmann, 75008 Paris.



Banque Internationale de Placement

Groupe Dresdner Bank

Société d'Ingénierie
basée à Paris recherche son :

RESPONSABLE DE COMPTABILITE GENERALE

Vous établirez les déclarations fiscales et sociales, analyserez les comptes CA/pale/immobilisations et suivrez la comptabilité de nos Agences à l'étranger.

De formation supérieure (DECS ou équivalent), vous avez acquis une expérience de 5 ans minimum à un poste similaire en entreprise ou dans un Cabinet Comptable.

La maîtrise de l'informatique (AS400 - Excel) et de l'anglais est indispensable.

Ce poste implique des déplacements à l'étranger.



Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la référence FC640872 à : EUROMESSAGES - 78, bd de la République - 92514 Boulogne Cedex.

Filiale d'une entreprise publique de l'audiovisuel, notre Antenne est bien connue des auditeurs du Moyen-Orient. Dans le cadre de notre nouvelle organisation, nous recherchons pour notre siège parisien notre

Secrétaire Général

Arabe courant

■ Sous l'autorité de la Direction Générale, vous assumerez les responsabilités suivantes :

- mise en place des procédures budgétaires et suivi des dépenses,
- management des ressources humaines (structure d'environ 50 personnes),
- soutien administratif et logistique du Directeur d'Antenne.

■ Agé de 35 ans, de formation supérieure (HEC, ESCP...), vous êtes gestionnaire d'expérience et manager de tempérament. Rigoureux, doté d'un réel esprit de décision, vous êtes un homme d'action volontaire et déterminé. Vous êtes bilingue français/arabe et maîtrisez l'anglais.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la référence F1071 à notre Conseil KRENO S.A. - Jacques FROISSANT 86, rue du Dôme - 92514 Boulogne Cedex ou par fax au 46.20.24.11.

Au cœur de l'économie
auprès de chaque client

SPECIALISTE CRÉDITS AUX PARTICULIERS

Doté d'une solide formation supérieure (Commerciale - Financière, Bancaire) et pouvant vous prévaloir d'une expérience réussie en particulier dans le domaine du financement de l'immobilier, vous souhaitez valoriser vos acquis.

Au sein de notre Direction des Marchés, vous êtes le gestionnaire et l'animateur de l'activité Crédits aux Particuliers. Vous apprécierez le « risque » et assurerez la gestion et l'expertise du domaine. Vous aurez également la responsabilité de l'assistance et de la formation du réseau commercial.

Votre rigueur, votre forte implication et votre sens de l'organisation associés à votre capacité d'adaptation, vous permettront d'évoluer au sein de notre entreprise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (photo, CV et prétentions) au Responsable des Ressources Humaines - Crédit Agricole de l'Orne - 52, boulevard du Premier Chasseurs - BP 60 - 61002 Alençon Cedex.

L'Imagination dans le bon sens

CHARGÉ DE DÉVELOPPEMENT H/F RISQUES FINANCIERS ET BANCAIRES

Aux AGF, la Direction Internationale du Développement des Risques d'Entreprises (DIDRE) a pour mission de coordonner, soutenir et développer les activités des Grands Risques d'Entreprises dans l'ensemble de son réseau mondial.

Au sein de la DIDRE, le département Risques Financiers et Bancaires recherche, pour participer au développement européen des activités d'assurance du secteur bancaire et financier, un(e) Chargé(e) d'Affaires. De formation supérieure (Bac + 4/5), âgé(e) de 28 à 35 ans environ, vous avez 3 à 5 années

d'expérience bancaire acquise dans l'inspection (et éventuellement complétée par un passage à l'exploitation internationale).

Qualités de négociation et sens relationnel sont indispensables. Une parfaite maîtrise de l'anglais est nécessaire ; celle d'une seconde langue (allemand ou espagnol) souhaitable.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et rémunération actuelle sous référence M2D à Isabelle DONNADIEU AGF - département Recrutement - 33 rue La Fayette 75009 Paris.

Aux AGF, en étudiant chaque jour les courbes des grandes évolutions de ce monde, nous anticipons pour offrir des produits sans cesse plus compétitifs, plus adaptés et pour faire progresser le métier de l'assurance. Nous sommes 26 000 personnes. Nous réalisons un C.A. de 77,4 milliards en France et dans plus de 39 pays. Ensemble, nous allons donner de l'avenir à votre avenir.

PARCE QUE DEMAIN SE DÉCIDE AUJOURD'HUI.



CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES

Organisme central, bancaire, financier et technique du groupe
BANQUE POPULAIRE, recherche

Opérateur de marché obligataire international

Au sein de notre équipe obligataire devises, vous participez à la gestion du portefeuille d'actifs diversifiés pour compte propre.

En relation avec l'équipe commerciale de notre salle des marchés, vous développez les propositions d'asset swaps auprès de notre clientèle institutionnelle.

De formation supérieure (ingénieur ayant suivi un cursus complémentaire en finance ou diplômé d'école de commerce), vous avez impérativement une première expérience d'environ 3 ans sur les marchés obligataires en devises et les asset swaps.

Vous savez allier la précision technique à de bonnes capacités relationnelles et vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Si cette opportunité vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et photo) en précisant la réf. OMI à Mme G. Chalvignac, CCBP, DRH, 101/2 avenue Winston Churchill, 94677 Charenton le Pont Cedex.

Nous ne sommes pas populaires sans raisons



مكتبة التوثيق

Juristes - Ressources Humaines

**L'Ouverture
Ernst & Young**

Juriste / Fiscaliste

Paris + déplacements occasionnels à l'étranger

■ Diplômé(e) d'un troisième cycle de fiscalité et droit des affaires (DESS/DJCE/DEA), ayant à son actif 6 à 8 ans d'expérience professionnelle en cabinet de conseil ou en entreprise travaillant régulièrement avec des pays en voie de développement.

■ Cet emploi de Manager requiert un sens des responsabilités affirmé, un tempérament de développeur et un anglais parfaitement courant. La pratique quotidienne de la fiscalité des pays en voie de développement (Afrique notamment) est souhaitée.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature : lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous la référence FFA197, à l'attention de Sandrine GIBERT HSD ERNST & YOUNG - Tour Manhattan - Cedex 21 - 92095 Paris-La Défense 2.

HSD ERNST & YOUNG
SOCIÉTÉ D'AVOCATS



Andersen Consulting est le leader mondial du conseil avec plus de 40 000 collaborateurs dans 47 pays. La très forte croissance que nous prévoyons dans les 5 prochaines années nous amène à nous entourer de nouveaux professionnels.

**ANDERSEN
CONSULTING**

Il y a
un moment où
Andersen
Consulting
s'impose...

Chargé(e) du personnel expatrié

EUROPE DE L'OUEST

En liaison avec nos équipes de fiscalistes, financiers, juristes et spécialistes en ressources humaines dans nos différents bureaux européens (Allemagne, Benelux, Suisse et Autriche), vous serez chargé(e) de la gestion du personnel expatrié et des missions suivantes :

- évaluation des conséquences financières, fiscales et juridiques de l'affectation de nos consultants sur des projets à l'étranger,
- élaboration et maintien des procédures pour l'évaluation du coût de ce personnel.

- établissement et mise en place des procédures permettant l'accomplissement des formalités nécessaires à l'expatriation (permis de travail, déclarations d'impôt, perception des salaires, ...),
- optimisation de la diffusion d'informations sur les traitements et salaires,
- établissement et maintien d'un système permettant de suivre les évolutions et la carrière de nos consultants expatriés.

A 28/32 ans, de formation supérieure, vous justifiez d'au moins 5 ans d'expérience dans le domaine juridique, de la gestion du personnel expatrié et de leur fiscalité en Europe. Organisé(e), autonome, disposant d'excellentes qualités de communication, vous êtes bilingue anglais.

Ce poste basé à Paris comprend environ 15 % de déplacements en Europe.

Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre manuscrite) sous réf. 110/LM/AVE à Marcelle Le Blanc, Andersen Consulting, 55 avenue George V, 75379 Paris Cedex 08.

Visez juste, voyez loin et vivez fort, Andersen Consulting vous offre les projets de vos ambitions.

<http://www.ave.com>

**électronique
d2**

Créé en 1989, récemment coté à la Bourse de Paris, nous fabriquons et commercialisons des périphériques de stockage de données numériques.

Implanté dans 10 pays d'Europe et aux Etats-Unis (200 personnes dont 100 à notre siège à Massy - 91), nous poursuivons notre stratégie de développement mondial et créons le poste de

Responsable des Ressources Humaines H/F

Rattaché à la Direction Générale, vous assurez l'ensemble de la fonction avec pour objectif :

- de mettre en place et d'optimiser les outils et les méthodes permettant une gestion rigoureuse et qualitative du personnel (moyenne d'âge : 27 ans),
- d'être une force de propositions en France et en Europe (ce qui implique des déplacements).

A 30/33 ans, de formation supérieure, vous avez 6 à 7 ans d'expérience opérationnelle de la fonction, si possible dans un environnement international et proche de notre métier.

Bien sûr, vous maîtrisez l'anglais.

Notre Conseil, Marie-Claude TESSIER, vous remercie de lui écrire sous référence 136



ALEXANDRE TIC SA
8, RUE ROYALE - 75006 PARIS

JEUNE DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES

Monde associatif - Intervenant dans les domaines des temps de loisirs pour l'enfance et l'adolescence, l'insertion sociale et la formation professionnelle, cette institution nationale (300 millions de francs, 900 personnes) reconnue pour la qualité de ses prestations, recherche le jeune directeur des ressources humaines qui saura seconder le directeur général dans la maîtrise du développement de l'association. Responsable des différents aspects de la gestion sociale, il devra plus particulièrement faciliter les conditions d'une gestion dynamique des ressources humaines passant par la définition des métiers, des emplois et des carrières... Il participe également à la définition et à la mise

en œuvre des relations avec les syndicats professionnels de la branche. Ce poste s'adresse à un responsable des ressources humaines maîtrisant bien les différentes facettes de la fonction (relations avec les partenaires sociaux, administration du personnel, gestion sociale...) et qui souhaite acquérir dans son nouveau poste une dimension de stratégie. Pour réussir dans cette fonction, il est obligatoire d'avoir, en qualité d'expert ou de bénévole, compris le fonctionnement inhérent à la vie associative. Ecrire à Philippe LESAGE en précisant la référence R/3486 - PA Consulting Group - 114, avenue Charles de Gaulle - 92522 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.75.

**PA Consulting
Group**
Creating Business Advantage

Notre cabinet conseil en recrutement, dynamique et solidement implanté dans sa région recrute dans le cadre de son développement un

Consultant Senior h/f

Il devra contribuer au développement du portefeuille clients du cabinet (grands comptes et PME/PMI), conduire ses missions de recrutement dans leur intégralité. A 28/35 ans, il disposera d'une expérience (tant en recrutement que commerciale) de plus de 3 ans. La connaissance du secteur informatique sera un plus certain, de nombreux éditeurs de logiciels, SSI et directions informatiques nous confiant des missions. Une forte capacité de travail, une grande rigueur intellectuelle, le sens du service sont indispensables pour ce poste. La rémunération sera directement liée à la réussite du candidat.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature + photo à Arcanes Conseil, 24 allée de Stalingrad - 94170 Le Perreux-sur-Marne.



GRUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL RECHERCHE POUR PARIS UN

Juriste Contrats Internationaux h/f

De culture anglo-saxonne

Rattaché à la Direction Juridique Centrale, vous participerez à l'analyse, à la rédaction et aux négociations des différents types d'accords (contrats nationaux et internationaux, joint venture) réalisés par les différentes entités du groupe.

Souple, pragmatique, vif, homme/femme de contact sachant s'adapter à toutes les situations, vous conseillerez et assisterez les entités au sein des équipes concernées.

Agé de 30/40 ans, de langue maternelle anglaise, de formation de type IEP ou équivalent, votre expérience acquise dans un cabinet ou en entreprise vous permet de maîtriser le droit des affaires.

Adresser CV, lettre manuscrite et prétentions sous référence JCI 0110 à notre Conseil : EGGO Conseil - 16, rue de Pary - 75013 PARIS. Discretion totale assurée.

→ **EGGO Conseils**

Juristes - Ressources Humaines

Votre secteur : L'AGRICULTURE ET L'ALIMENTAIRE

Votre domaine : LES RESSOURCES HUMAINES

Votre expertise : LA FORMATION

Votre envergure : DIRECTEUR D'UN CENTRE DE PROFIT

Nous sommes un organisme professionnel agissant au plan national, au service de 4000 entreprises du secteur agricole et alimentaire.

Pour être rattaché au Directeur Général de cet organisme, nous recherchons un candidat de premier plan capable de mettre en oeuvre et de développer un dispositif de formation au service d'une politique professionnelle et d'animer une équipe d'une vingtaine de personnes.

- Il élaborera et proposera la politique de formation, les objectifs, les stratégies.
- Il organisera et adaptera les moyens à mettre en oeuvre.
- Il gèrera son département en centre de profit.

Ce poste conviendrait à un cadre supérieur, diplômé d'une grande école, ayant assumé, avec succès, des responsabilités importantes de management dans le domaine de la formation. Il témoignera par ailleurs d'un intérêt marqué pour les organismes professionnels et d'indéniables qualités de "développeur", d'animateur et de rayonnement personnel.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf.
AOA 3094 6M
Discrétion absolue

etap

71, rue d'Auteuil
75016 Paris

...ALLO,
L'AVENIR ?

...OUI !

Dans l'espace
Bouygues Telecom
votre talent prend
toute sa dimension.

Quand on a du talent, pourquoi ne pas lui donner toute sa dimension ? Sur le marché le plus prometteur de la décennie, Bouygues Telecom lance la téléphonie personnelle : téléphoner devient un plaisir sans. Bouygues Telecom offre un espace professionnel, humain et technologique exceptionnel. Une aventure à vivre sous le signe de la croissance, de l'innovation et du service dans une entreprise qui se donne les moyens de ses ambitions. Si vous voulez dire OUI à l'avenir, rejoignez-nous.

JURISTE RÉGLEMENTATION HF

Au sein de notre Direction Juridique, rattachée au Responsable Réglementation et Concurrence, vous prenez en charge l'analyse de la réglementation nationale et communautaire des télécommunications ainsi que la préparation des positions de notre société, en étroite collaboration avec notre service des Relations Extérieures.

Vous êtes également responsable de l'assistance et du conseil sur les aspects réglementaires des projets développés par Bouygues Telecom.

Vous êtes diplômé d'un 3e cycle en Droit des Affaires (dominante Droit Communautaire, Droit de la Concurrence et Nouvelles Technologies) et avez une première expérience significative acquise en droit des télécommunications en cabinet d'avocats, en entreprise ou administration.

Ce poste est basé à Villet.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. F02/AVET/UM à BOUYGUES TELECOM Service Ressources Humaines - 51 avenue de l'Europe - 78944 VELIZY Cedex.



Bouygues Telecom

ET SI NOUS GRANDISSONS ENSEMBLE ?

BUREAU FRANCIS LEFEBVRE

Avocats

recherche

Fiscalistes confirmés

ayant :

- une expérience de 2 à 4 ans dans un cabinet d'avocats,
- une formation supérieure en fiscalité,
- de bonnes connaissances en comptabilité,
- la maîtrise de l'anglais.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature

(lettre manuscrite, CV et photo) :

BUREAU FRANCIS LEFEBVRE

1-3 Villa Emile Bergerat

92522 Neuilly-sur-Seine cedex.

BERLIN - BRUXELLES - BUENOS-AIRES - DÜSSELDORF
HO CHI MINH-VILLE - LONDRES - MADRID - MOSCOU - NEW YORK

TRANSDEV

Deuxième groupe français de transport urbain et interurbain (Groupe Caisse des Dépôts), TRANSDEV recrute, pour Nantes (44), un :

Responsable Juridique

Rattaché au Directeur Général, vos principales missions sont :

- Intervenir auprès des différentes directions de la société comme conseil ;
- Rédiger et suivre la totalité des contrats ainsi qu'assurer leur sécurisation ;
- Elaborer les montages juridiques et fiscaux concernant le partenariat avec les collectivités locales et tout autre type d'interlocuteurs.

Agé d'au moins 30 ans, de formation supérieure (5ème cycle Droit Public ou équivalent), vous possédez une pratique significative (au moins 5 ans) des passations de marchés publics et des contrats de délégation de service public. Une expérience en économie mixte serait un plus certain.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo, lettre de motivation et prétentions), sous référence 86/04 à notre Conseil PALMER INTERNATIONAL, 111 bis rue de Courcelles, 75017 PARIS.

Palmer

EDITIONS LEGISLATIVES

Notre publication le Dictionnaire Permanent Social est l'outil de travail privilégié des juristes, des entreprises et autres praticiens du droit social. Pour renforcer son équipe rédactionnelle de haut niveau, nous recrutons un

REDACTEUR CONFIRME DROIT DU TRAVAIL

Vous analyserez les textes juridiques et commenterez la jurisprudence, afin d'en dégager les solutions pratiques dans le cadre de nos bulletins d'actualité et de notre documentation de base. Etroitement associé à la réalisation technique de nos produits et au développement éditorial du Dictionnaire, vous participerez également aux points de Presse et d'informations organisés par les pouvoirs publics et les partenaires sociaux.

De formation supérieure en Droit du Travail (DEA, DESS, Magistère), vous êtes passionné par l'information juridique et maîtrisez particulièrement le droit de la rupture du contrat de travail et de la représentation du personnel.

Le poste que nous vous proposons nécessite une expérience significative de plusieurs années dans la rédaction (Presse, Edition Juridique, Fédération ou syndicat professionnel, conseil d'entreprises).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite et prétentions) sous réf. DRH/DP02 sur l'enveloppe, aux EDITIONS LEGISLATIVES, Direction des Ressources Humaines - 80, avenue de la Marne 92546 MONTROUGE cedex.

LEADER MONDIAL DANS NOTRE DOMAINE,
NOUS RECHERCHONS UN

JURISTE D'AFFAIRES

Au sein de notre Direction Juridique et en liaison avec les Directions opérationnelles, vous prendrez en charge la rédaction et la négociation des contrats (France et International) tels que : réponses aux appels d'offres et accords annexes, licences, contrats de développement, de représentation, accords de groupement, joint-ventures, cautions bancaires, contrats de financement, accords de confidentialité, etc...

Vous conseillerez les managers sur les diverses questions de droit dans tous les domaines : droit communautaire, droit de la concurrence, lois sur l'exportation et l'importation etc...

Par ailleurs, vous pourrez être amené à participer à des cessions/acquisitions de sociétés extérieures au Groupe tant en France qu'à l'étranger et/ou à la mise en place de « joint ventures », notamment à l'étranger.

Poste basé en Région Parisienne (92). Des déplacements sont à prévoir.

De formation supérieure, DEA de Droit des Affaires ou équivalent, vous avez acquis une expérience de 3 à 5 ans. Une expérience à l'étranger serait un atout. La maîtrise de l'anglais est indispensable.



Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) s/réf. VDM2214 à EUREMMESSAGES, 78, boulevard de la République, 92514 BOULOGNE Cedex qui transmettra.

LAFAYETTE SERVICES LASER (GROUPE GALERIES LAFAYETTE)

Holding à la tête de plusieurs sociétés de services, opérationnelles dans les domaines du crédit à la consommation, des services financiers, des technologies de l'information et du commerce électronique.

UN(e) JURISTE

Spécialisé(e) en droit des affaires, vous apporterez à la S.S.I.L. du groupe une expérience significative du droit des affaires, notamment du droit des sociétés, ainsi qu'une expérience significative du droit de l'information, du droit de la propriété littéraire et du droit des technologies nouvelles de l'information.

Il s'agit d'une création de poste, basé à Paris et rattaché au Secrétaire Général de notre Holding.

Prière d'envoyer votre curriculum détaillé, lettre, photo et prétentions à :

LASER / SECRETARIAT GENERAL /réf. 052
66, rue des Archives - 75003 PARIS

AUSTIN KNIGHT FRANCE
Conseil, Communication et Services pour les
Ressources Humaines a le plaisir d'annoncer
l'arrivée de

Henry KISIEL

En qualité de manager de l'activité Executive Search. Il sera plus particulièrement chargé de la recherche de cadres dirigeants, domaine dans lequel il a plus de 10 ans d'expérience acquise au sein d'HK Consultants.

Austin Knight France complète ainsi sa structure de conseil en recrutement, dirigée par François Caron.

Austin Knight

26, Avenue de l'Opéra 75001 Paris
Tél : 53 45 11 09 - Fax : 53 45 11 38

مكرمين الترحيل

مكتبة المجلد

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 2 OCTOBRE 1996 / IX

Dirigeants



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
DU HAVRE

Directeur Général

Sous l'autorité du Président, vous mettez en œuvre la politique définie par le bureau de la CCI en animant les services internes et les structures gérées (4 grandes Directions, 300 permanents, 400 vacataires).

Au service des entreprises et à l'écoute de leurs besoins, vous coordonnez les moyens humains, techniques et financiers de la CCI pour favoriser le développement de la circonscription, en partenariat avec les décideurs économiques et institutionnels.

De formation supérieure (Grande Ecole, IEP...), âgé de 40 à 50 ans, vous justifiez d'une solide expérience dans des fonctions polyvalentes de responsabilités d'animation et d'encadrement acquise en entreprise et CCI/ou collectivités locales. Anglais indispensable.

Homme de leadership, vous êtes capable de vous imposer par vos compétences, votre efficacité et la confiance que vous inspirez.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et présentations) sous réf. AFU/96240 à la
Direction des Ressources Humaines de l'ACFCI
45, avenue d'Iéna - 75116 PARIS

Our client is an international manufacturing and sales company with separate operating headquarters in North America, Asia and Europe. This successful, profitable organisation is active in several niche-markets and delivers its products to industrial clients (directly) and consumer clients (through suppliers). The compact European headquarters - located in the centre of the Benelux - manages the R&D, production (several plants), logistics, finance & information systems and sales departments. The company has a serious growth target: doubling its turnover by the year 2000. This goal will be reached by internal development and by acquisitions. As a consequence the company will be subject to changes in structure and culture. For the European organisation they now wish to recruit a (m/f):

GENERAL MANAGER EUROPE

charismatic leader and excellent communicator

The job:

- After observing the company and studying the changes that are already taking place, you will focus on "bonding" the management team in its effort to change the structure and culture of the company for growth whilst safeguarding the day-to-day business. You will be responsible for the total European organisation and report to the President.
- The buzz words are: growth, communication, teamwork, discipline and stimulating the entrepreneurial spirit.

Your profile:

- Likely to be in your early forties (max. 48 years) you will be able to demonstrate a successful track record as a general manager. Minimum 10 years managerial experience in medium-sized companies operating in niche-markets. Familiar with the management of change processes and experience with realising major growth scenarios.
- European thinker, fluent English and one extra major European language (German or French).

- Extrovert leader used to travelling and able to relocate to the corporate office in the Benelux.

We offer:

- A challenging top position in a sound organisation with a good reputation and high quality products. The company operates in high potential markets and is willing and able to invest in acquisitions. Excellent remuneration package.

If you are interested in this position and meet all of the above-mentioned demands, please send your c.v., mentioning ref. ES 96-28/LM, within 10 days to Mercuri Urval, avenue Hippocrate 18, 1832 Sint-Stevens-Woluwe, Belgium. (Fax: 32-2-728.89.04)
For further information call 32-2-718.09.80 between 11.00 and 13.00 hours.

Australia, Austria, Estonia, Finland, France, Germany, Italy, the Netherlands

Mercuri Urval

Executive Service

Norway, Portugal, Spain, Sweden, United Kingdom, United States

Agence culturelle régionale
aux missions diversifiées, recherche,
dans un contexte d'expansion, son

Directeur Général

Vous serez chargé d'élaborer et de porter un projet culturel fort afin de conforter l'agence dans ses domaines traditionnels et explorer de nouveaux territoires.

En gestionnaire avisé, vous développerez l'agence en tenant compte des contraintes budgétaires et en recherchant de nouveaux partenariats et financements complémentaires. Vous aurez à motiver votre équipe (17 personnes) et à la renforcer autour de vos projets.

Une expérience professionnelle de 5 à 10 ans minimum fait de vous un interlocuteur privilégié des acteurs de la vie culturelle et artistique, des collectivités publiques et des structures associatives. Un excellent niveau de formation et de culture générale, la pratique de l'allemand, le goût des initiatives et l'enthousiasme pour le secteur vous permettront de réussir dans cette fonction.

Le poste est basé près de Strasbourg.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en notant la référence B/1200 sur l'enveloppe, à notre
Conseil ORNICAR - 92, rue Joffroy
d'Abbas - 75017 Paris

ornicar
GROUPE HSC CONSEIL

Directeur du développement

Conseil en performance, nous accompagnons la stratégie de grands groupes industriels sur des projets à long terme en définissant avec eux la manière d'atteindre leurs objectifs en termes de qualité, de coût, de management et de métiers. Notre façon de faire spécifique est fondée sur notre capacité d'anticipation et notre talent de mise en œuvre. Aujourd'hui, notre croissance nous amène à

renforcer notre équipe de direction dans sa composante commerciale. Chargé de maintenir les relations avec les groupes déjà clients, vous devrez également participer activement à notre pénétration dans de nouveaux groupes. Vous vendrez des missions et participerez donc à leur définition, à l'élaboration des cahiers des charges et à leur déroulement.

Diplômé d'une grande école de commerce, vous avez une expérience de 5 à 10 ans dans une entreprise à caractère industriel. Prêt à vous investir dans la réalisation concrète des missions, vous souhaitez réussir et vous affirmer dans une petite structure. Votre talent commercial, votre capacité à élaborer des solutions sur mesure et vos qualités d'animateur d'équipe sont vos meilleurs atouts. Convaincant, impliqué, vous êtes à l'aise avec des dirigeants de grands groupes et, à l'intérieur de ceux-ci, avec des gens de tous niveaux. La maîtrise de l'anglais est indispensable et celle d'une autre langue serait appréciée.

Pour ce poste basé en proche banlieue parisienne (92) avec des déplacements à prévoir en France et à l'étranger, merci d'adresser votre candidature, sous réf. 33435, à Media System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

SARTHE HABITAT

Principal acteur
du logement social
du département
recherche son :

Directeur Gestion-Finances

Après votre formation supérieure, votre parcours vous a permis d'approfondir et de maîtriser les différents aspects de la fonction (finance, gestion, comptabilité, fiscalité).

Rattaché au Directeur Général, vos responsabilités essentielles couvriront :

- l'élaboration et la mise en œuvre de la politique financière de l'organisme, en adéquation avec sa stratégie,
- le contrôle de gestion de la société et la mise en place d'un contrôle interne,
- la supervision du service comptable et la gestion de la trésorerie.

Savoir-faire technique, compréhension des besoins et capacité à apporter des réponses efficaces, sens du management, capacité de faire partager aux autres, sont les qualités indispensables pour réussir dans cette fonction.

FORCE

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (CV, lettre de motivations et photo), sous référence JYL/DGF, à notre Conseil :
GROUPE FORCE - 695, route de Paris
79180 Courmayeur - Niort.

Cabinet conseil en recrutement de Cadres Supérieurs et Dirigeants, exclusivement par approche directe, souhaite intégrer pour accompagner son fort développement :

CONSULTANT SENIOR

Diplômé d'une Grande Ecole, vous justifiez d'une expérience de Manager en entreprise, que vous avez complétée par une pratique d'au moins 5 ans du métier de Consultant par approche directe.

Nous vous proposons de devenir l'un de nos principaux apporteurs d'affaires : vous développerez votre portefeuille de clients en toute autonomie et serez responsable de votre démarche depuis l'approche commerciale initiale, jusqu'à la conclusion de la mission en termes financiers.

Vous possédez une maîtrise de certains secteurs d'activité, vos capacités commerciales indéniables, votre autorité naturelle et votre forte détermination vous permettront, dans le cadre d'une politique de prospection et d'homologation de niveau élevé, de négocier avec des dirigeants d'entreprise.

Vous êtes enthousiasmé ? Si vous êtes l'homme ou la femme que nous recherchons, elle sera vraisemblablement très élevée, puisqu'étriquera vos résultats. Le poste est à pourvoir rapidement, et exige une parfaite maîtrise de la langue anglaise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 9609125 à
Evidance - 16 rue Baudin - 92300 Levallois-Perret.

Filiale d'un groupe international leader sur son marché recherche

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Rattaché au Président de la Division Europe, vous avez la charge complète de la Filiale Française. Votre mission sera d'améliorer les performances et la productivité de l'entreprise afin de la rendre encore plus compétitive dans le cadre européen.

A 35-45 ans, de formation supérieure TECHNIQUE TYPE INGENIEUR MECANIQUE avec ouverture sur l'Electronique. Vous parlez couramment anglais.

Après une expérience réussie du management d'unité de production, vous souhaitez évoluer vers la responsabilité globale d'une affaire à taille humaine (50 personnes) dans un contexte international.

Ce poste est basé en Touraine.

Merci d'adresser (en toute confidentialité) votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo), en précisant votre rémunération actuelle à notre conseil
ACTIFORCES - BP 504 - 37550 SAINT AVERTIN Cedex.

ACTIFORCES
Le Stratège de l'Industrie

Le Monde des Cadres

AIDES
NORD PAS-DE-CALAIS

Créée en 1994, AIDES est une association de lutte contre le sida reconnue d'utilité publique. AIDES est présente dans 112 villes (métropole et DOM-TOM) par le biais d'un réseau national de 3 630 volontaires. Notre objectif : construire une stratégie de réponses adaptées à l'évolution de l'épidémie impliquant tous les acteurs de la lutte contre le sida. Notre action : mobiliser les énergies de tous pour développer les actions concrètes de proximité. Aujourd'hui, nous recherchons pour le siège de Lille de notre Comité Nord Pas de Calais

Directeur exécutif h/f

Rattaché au Président, vous serez responsable de la mise en œuvre et du suivi des différentes actions menées par l'association. Plus précisément, vous serez chargé de proposer un plan de réorganisation de la structure, de l'administration générale (encadrement et gestion du personnel, élaboration et suivi des dossiers de subventions, des budgets prévisionnels et des plans de financement, gestion financière), de la communication externe de l'association (relations avec les partenaires institutionnels ou privés et avec la presse, plan de communication, suivi et évaluation des actions menées...), du fonctionnement de l'association et de la communication interne (réunions de bureau, CA, AG, bilan d'activité).

A 30/45 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, vous pouvez mettre en avant un parcours solide de responsabilités associatives dans une dynamique de soutien aux publics en difficulté, ou, issu de l'entreprise comme cadre opérationnel, vous bénéficiez parallèlement d'une expérience bénévole significative. Aujourd'hui, vous souhaitez donner un nouveau sens à votre carrière.

Fortement sensibilisé à notre mission de lutte contre le SIDA, gestionnaire, manager de talent, vous vous caractérisez aussi par votre sens de l'humain, par vos qualités d'écoute et de conviction, par votre éthique personnelle. Prêt à vous investir à fond, vous avez une grande disponibilité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, rémunération actuelle) e/réf. PL 280 à notre Conseil Frédéric LAMBIN, AXAD, 3 avenue de la Créativité, 59658 Villeneuve d'Ascq Cedex ou par fax au 20.81.16.92.

AXAD
MANAGEMENT RESSOURCES HUMAINES

Un partenaire européen pour des télécommunications mondiales

FRANCE, Filiale de l'Opérateur mondial en Télécommunications, recherche un

Juriste Contrats H/F

Votre mission : Concevoir, rédiger, négocier des contrats d'achat et de vente de services dans un marché de haute technologie et un environnement international. Identifier et couvrir des risques attachés aux projets commerciaux, participer à l'élaboration et au lancement de nouveaux services. Vous êtes appelé à travailler en collaboration étroite avec les différents départements de la société.

Votre profil : Vous êtes titulaire d'une solide formation juridique de droit privé (D.E.S.S.), et maîtrisez parfaitement l'anglais.

Votre expérience de 3 ans environ, dans un contexte français et international, vous permet de disposer des qualités d'analyse, de synthèse et de rédaction nécessaires à l'élaboration des contrats et à la conduite de négociations.

Vous êtes dynamique et abordez la technologie avec intérêt.

Si vous êtes intéressé par ce poste, adressez votre dossier complet (lettre manuscrite, CV en anglais et français, photo et prétentions) à Dominique de Kerchove - BT France - immeuble Jean Monnet 92061 Paris La Défense.

Anglais courant

La Défense

BT

Important groupe coopératif agricole de l'Est de la France recherche, dans le cadre de son développement, un(e) :

"ASSISTANT(E) COMMERCIAL(E) CEREALES"

Placé(e) sous l'autorité du Directeur Commercial, il (ou elle) :

- participera à l'analyse, à la définition et à la mise en œuvre des productions des agriculteurs, recherchera et contractualisera de nouveaux débouchés,
- assurera les relations entre les différents intervenants de la production au client final,
- superviser l'exécution des différents contrats,
- optimisera les positions sur les différents marchés à terme,
- sera responsable d'une station de production de semences (contrats, production, qualité, délai)

Profil :

Formation supérieure (école de commerce, Ingénieur agro...) avec 2 à 3 ans d'expérience réussie dans une fonction équivalente (achat ou vente) chez un organisme stockeur ou société de négoce.

Connaissance de l'allemand indispensable et de l'anglais souhaitée.

Adresser votre dossier de candidature (lettre, photo et prétentions) sous n° 9041 à : LE MONDE Publicité 133, avenue des Champs-Élysées - 75409 PARIS Cedex 08

Observatoire des tendances économiques et financières au service des dirigeants, organe institutionnel proche des entreprises françaises, des instances officielles et des médias, REXECODE joue un rôle moteur depuis 1957 pour favoriser l'expansion nationale. REXECODE recrute un

ECONOMISTE

Celui-ci est responsable en propre vis-à-vis des adhérents d'une zone géographique donnée - suivi conjoncturel, prévision macroéconomique et analyse sectorielle - ; il suit et alimente ses bases de données et participe à la rédaction des documents périodiques de REXECODE.

Vous êtes Docteur en économie ou diplômé d'une grande école d'ingénieurs - X, MINES, CENTRALE, ENSAE, ... - ayant complété votre cursus par une formation supérieure en macroéconomie, conjoncture et analyse économique, en France ou à l'étranger, vous disposez de facilités d'expression à l'écrit et à l'oral, vous maîtrisez une deuxième langue, fort d'une première expérience, bon pédagogue, maîtrisant l'informatique, vous avez envie de rejoindre REXECODE. René CASIMIR, Directeur AWW Conseil, est votre contact confidentiel; écrivez-lui (lettre manuscrite, CV, photo) au : 1 Rue A. Vaquerie, BP 237, 75 770 PARIS CEDEX 16.

REXECODE

AWV
RESSOURCES HUMAINES

N
Conseil Général
recrute :

Un Coordonnateur de la politique d'aménagement du territoire (réf. 20)

Vous assurerez deux fonctions principales :
- la responsabilité du bureau de l'aménagement du territoire (équipe de 6 personnes, dont 3 chargés de mission), rattaché à la direction de l'action économique,
- une mission de coordination transversale sur l'ensemble des services départementaux impliqués dans l'aménagement du territoire, selon la méthode du management par projets. Vous mettrez en œuvre les décisions et les orientations prises par le comité de programmation animé par le Directeur général adjoint chargé du développement et de l'aménagement.

Vous avez des connaissances pluridisciplinaires (droit de l'urbanisme, gestion des aménagements relatifs au développement et à l'aménagement du territoire). Vous avez également une expérience de développement des relations et relations transversales, animation de groupes de travail, contacts avec de nombreux partenaires institutionnels, extérieures.

Fonctionnaire ou possédant une expérience en matière d'études, de formation, d'animation, de relations publiques, politiques, vous maîtrisez les méthodes administratives, possédez des qualités rédactionnelles et une capacité d'animation et de la coordination.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite accompagnée d'un CV détaillé, d'une photo d'identité à Monsieur le Président du Conseil Général du Nord, DRH/Service Effectifs Emplois, 51 rue Gustave Delory, 59047 Lille cedex avant le 01/11/1996.

Société de services spécialisée dans le secteur de la santé.

Pour développer une activité nouvelle auprès des hôpitaux, cliniques, cabinets médicaux, laboratoires nous recherchons un(e)

COMMERCIAL(E)

Ayant si possible une connaissance du monde de la santé et de la bureautique.

SMIC plus intéressement, frais remboursés.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo à

Perspective Santé - 156, boulevard Magenta - 75010 PARIS

Appel à candidature

ORCHESTRE NATIONAL DE JAZZ

L'Orchestre National de Jazz changera de directeur musical en septembre 1997. Cet orchestre peut être :

- Une grande formation (big band ou autre)
- Une formation à géométrie variable
- Un ensemble de solistes (permanents et invités)
- Un projet porté par un collectif de musiciens

Renseignements : AJON - 91, quai Bannard et Levasseur - 75013 Paris - Tél. (1) 53 79 08 92

Rédacteur H/F

COMMUNICATION COMMERCIALE
CDD 6 MOIS AU MINIMUM

CARDIF

De formation bac + 4 (école de communication ou de journalisme, école de commerce, maîtrise de lettres), vous vous distinguerez par une plume facile, un tempérament alliant rigueur et créativité, un excellent relationnel et une adaptabilité à toute épreuve.

Votre première expérience (3 ans au minimum) vous a permis d'acquérir une parfaite connaissance en matière de produits financiers et d'assurance-vie.

Vous vous verrez confier la conception-rédaction de mailings et brochures commerciales ainsi que le suivi et la mise à jour de la documentation commerciale.

Vous participerez également à la promotion des produits par le biais de manifestations professionnelles (salons...).

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 6081 à Véronique Galmiche, Compagnie Bancaire, Service Recrutement, 5 avenue Kléber, 75116 Paris.

CARDIF, filiale de la

Compagnie Bancaire,

est l'un des tout premiers

groupes privés

d'assurance-vie et de

capitalisation. Nos signes

particuliers :

• 80 milliards d'encours

gérés,

• 620 collaborateurs,

• une forte notoriété,

• un développement

international,

• une capacité d'innovation

permanente.



COMPAGNIE BANCAIRE

مركز للتطوير

Marketing - Communication

SUD-EST

Importante Société de Transport Public recherche

UN CADRE de haut niveau
pour prendre la tête de sa Direction
Commerciale et Marketing.

Le candidat (homme ou femme d'environ 40 ans), de formation supérieure (HEC, MBA...), doit posséder une expérience significative dans une fonction à larges responsabilités commerciales et marketing dans le transport urbain ou dans le service au grand public.

Aisance relationnelle, sens de l'organisation, dynamisme et créativité, ancrage sur le terrain et force de conviction sont indispensables.

Il devra animer cette Direction, au sein du Comité de Direction Générale, faire l'analyse critique des forces et faiblesses du réseau actuel, proposer son évolution future dans une perspective d'intercommunalité, assurer la conquête d'une clientèle nouvelle, la définition d'un produit nouveau.

La rémunération sera fonction de l'expérience et du potentiel du candidat.

Adresser votre CV et vos prétentions à :

R.T.M. / Délégué Général
10-12, avenue Clot-Bey
B.P. 334 - 13271 MARSEILLE Cedex 08

Télécommunications,
nous écrivons l'histoire.



Professionnels du marketing

En matière de service, de relations commerciales et de technologies, nous écrivons l'histoire. Grande entreprise industrielle et commerciale au service de ses clients, France Telecom a su inscrire ses performances dans une logique d'évolution, de compétition mondiale et de mutation technologique qui ouvre constamment des territoires nouveaux. Pour notre Activité Entreprises, nous recherchons :

- des Chefs de Produits sénior et junior
- des Chefs de Projets (Marketing sectoriel)
- un Responsable Pôle Etudes et Documentation

Vos responsabilités et vos missions s'inscrivent dans la démarche Marketing de nos Unités d'Affaires opérationnelles, au service des entreprises. De nombreux postes sont à pourvoir dans les Domaines Voix et Données.

Après des études supérieures (Grande Ecole de Commerce, d'Ingénieurs, Université...), vous justifiez d'une solide formation et expérience du Marketing en contexte concurrentiel. Plus qu'à des compétences techniques fines, nous serons sensibles à votre parcours effectué dans des domaines tels que : • les services • la haute technologie... à votre ouverture internationale, votre pratique de l'anglais et votre expérience du monde des affaires. Votre personnalité fera la différence : créativité, réactivité, sens des affaires, force de proposition. Venez construire votre avenir au sein d'un groupe de dimension mondiale, au premier plan des télécommunications du futur !

Vous êtes convaincu(e) que vos compétences peuvent nous intéresser, alors sachez saisir cette opportunité en adressant dans les meilleurs délais un dossier complet à notre Conseil MERCURI URVAL, 95 avenue Victor Hugo, 92563 Rueil Malmaison Cedex, sous la référence choisie, portée sur lettre et enveloppe.

France Telecom

INSTITUT D'ETUDES DE MARCHES

(R. P.)

recherche (H/F) :

DIRECTEUR D'ETUDES confirmé,
pour développement commercial de
nouveaux secteurs.

CHARGE D'ETUDES QUANTI SENIOR,
3 ans minimum d'expérience.

ANGLAIS courant nécessaire pour les deux postes.

Adresser C.V., photo et lettre manuscrite (sous réf. n° 9042) à :
Le Monde Publicité
133, avenue des Champs-Élysées - 75409 Paris cedex 08.

Travailler à l'International
Développer une grande marque mondiale

Le leader mondial dans le domaine des arts de la table recherche un

**RESPONSABLE
MARKETING ET COMMERCIAL**
Fort potentiel d'évolution

Il s'agit d'intensifier le développement de plusieurs de ses marques par une commercialisation dans de nouveaux canaux de distribution en France, Espagne et Italie. Votre parcours vous a donné une bonne approche commerciale et marketing ainsi que la capacité d'évaluer l'efficacité des canaux de distribution et leur importance stratégique.

De formation grande école de commerce (HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent), vous avez 3 ans d'expérience réussie en marketing opérationnel ou en négociation auprès de grandes centrales d'achats.

Vous souhaitez maintenant avoir une responsabilité personnalisée, travailler à l'échelon international et vous avez le tempérament d'un pionnier capable d'initier des activités tout en bénéficiant des moyens d'un groupe.

Vous maîtrisez l'anglais et vous avez de bonnes connaissances en Italien ou en espagnol. Vos talents et vos aspirations correspondent alors sans doute à nos projets.

Poste basé à Paris.

etap

71, rue d'Auteuil
75016 Paris

INSTITUT FRANÇAIS DE DEMOSCOPIE

un des principaux instituts de recherche Marketing
recherche, pour son département Grandes Enquêtes,
un

Chargé d'Etudes

Vous avez une expérience de 2 ans
minimum dans le domaine transports
et/ou télécommunications.

Des études supérieures, Bac +3
minimum, complétées par une
bonne formation statistique.
Vous avez une pratique courante
de l'anglais. Vous avez l'esprit
d'analyse et de synthèse indispen-
sable à la rédaction de rapports.

Adresser votre dossier de candi-
dature : lettre manuscrite et CV à
Mme FRIQUET - Institut Français de
DEMOSCOPIE - 26, rue de Chambéry -
75015 PARIS.

**INSTITUT FRANÇAIS DE
DEMOSCOPIE**
RECHERCHES ET ETUDES MARKETING

VIA TRANSPORT, UNE DIVISION DU GROUPE VIA GTI

Avec 19 000 personnes, 8 400 véhicules, 2 métros, 1 tramway, VIA TRANSPORT est le premier
opérateur privé de transport public de voyageurs.

Pour une de ses filiales Nord Est Paris, VIA TRANSPORT recherche un

Chef de Produits Junior

Poste formateur et évolutif, permettant la mise en oeuvre de techniques marketing élaborées
dans le cadre d'une activité répondant au double impératif de service public et de gestion privée.
La réussite dans ce poste implique : • une formation ESC ou diplôme universitaire équivalent,
avec des stages significatifs • un bon sens relationnel, le goût de l'action sur le terrain lié au sens
du service public et à une bonne sensibilité à la vie de la cité • un réel potentiel d'évolution.

Merçi d'adresser lettre et CV sous référence 408 3003 6M à notre conseil :
etap 71, rue d'Auteuil - 75016 Paris.

VIA G.T.I.

NOTRE POUVOIR DE FAIRE EST VOTRE LIBERTE

Conseil et Audit



I NSTITUTE OF M A NAGEMENT R ESOURCES
LOS ANGELES - MEXICO - TORONTO - MANCHESTER - PARIS - MILAN - FRANCFORT

IMR est une société de conseil en management qui opère dans 12 pays avec 450 professionnels. Nous sommes reconnus comme des spécialistes du management du changement, avec comme objectif une amélioration de la performance des entreprises. Notre approche très participative dans le développement de solutions adaptées aux problèmes de nos clients, et le fait que nous mettons en place nos recommandations, a résulté dans une forte croissance de nos activités en Europe.

En conséquence, nous souhaitons étoffer nos opérations européennes avec des candidats bi-culturels (et, si possible, tri-culturels) franc-parlants et franc-complets. Après une phase de formation à nos méthodes en France, ces candidats pourront intervenir dans nos filiales étrangères. L'anglais est la langue véhiculaire d'IMR. Le partenariat avec nos clients et notre approche très pragmatique du conseil font que les personnes recherchées doivent :

- avoir une forte capacité d'analyse,
- pouvoir développer et mettre en place des actions concrètes avec nos clients,
- travailler en équipe.

Nous sommes intéressés par deux types de candidats.

CHEFS DE PROJET

(Réf. PM)

Pour encadrer des équipes de consultants afin de délivrer ce qui a été vendu au client et développer, avec nos équipes de vente, les comptes qui vous ont été confiés, vous devez avoir :

- entre 32 et 38 ans,
- un diplôme de grande école de commerce/ingénieur,
- 4 à 6 ans d'expérience du conseil dans une société de renom international,
- une expérience significative dans le management du changement,
- un sens relationnel très développé.

➔ Veuillez adresser votre CV avec une lettre manuscrite et une photo obligatoire à :
➔ IMR - Service du recrutement - 34, avenue de Messine - 75008 Paris, en précisant la référence du poste choisi.

SENIOR/JUNIOR CONSULTANTS

(Réf. SJ/C)

Pour mettre en place, avec nos clients, les changements nécessaires à leur amélioration, vous devez avoir :

- entre 27 et 35 ans,
- 2 à 5 ans d'expérience en milieu industriel/commercial ou 1 à 4 ans d'expérience du conseil,
- une forte capacité de travail et un grand sens de l'adaptabilité,
- un sens du travail en équipe,
- une expérience réussie dans la mise en place de projets débouchant sur des améliorations de performance.

Avez-vous ce plus que nos clients attendent ?

Vous cherchez plus de diversité, plus d'envergure dans vos projets, de réelles perspectives d'évolution en France et à l'étranger. Écrivez-nous : le Conseil avec KPMG Peat Marwick, c'est à peu près ce que vous imaginez, en mieux.

Nos professionnels connaissent le métier de nos clients et ont pour mission de faire aboutir leurs projets. Ils possèdent des compétences reconnues en stratégie, gestion, organisation, systèmes d'information, pilotage du changement et s'appuient sur 75 000 collaborateurs dans 142 pays.

Au-delà de leur compétence, c'est leur discernement, leur esprit d'équipe et leur enthousiasme qui font la différence.

Diplômé(e) d'une grande école, vous parlez couramment anglais et possédez au moins trois ans d'expérience en cabinet de conseil ou en entreprise dans les secteurs industriel, bancaire ou des services.

Vous avez surtout ce plus que nos clients attendent et qui fait la différence entre le bon et l'excellent. Bénédicte de Durand vous remercie de lui adresser votre candidature, sous la réf. 547, à KPMG Peat Marwick - Tour Framatome - 1, place de la Coupole - 92084 Paris-La Défense Cedex.

KPMG Peat Marwick

LE PREMIER COURTIER D'ASSURANCES EN FRANCE
recherche pour sa filiale leader au niveau national
dans la gestion des risques opérationnels :

Consultant CHEF DE PROJET

Pour lui confier :

- la réalisation des interventions au niveau des collèges de Direction,
- l'expertise au sens large (audit, analyse, synthèse, proposition et mise en place de recommandations)
- la conception et la négociation des plans d'actions (programmes, objectifs...),
- la définition d'une politique prévention,
- l'élaboration des référentiels, procédures et outils dans le cadre d'une méthodologie existante,
- le suivi de l'efficacité des actions d'un programme (résultats et fonctionnements).

De formation généraliste Bac + 4, les candidats auront une expérience de 3 à 5 ans minimum en audit, mise en œuvre d'actions de formation et programmes d'amélioration acquise dans un Cabinet de Consultants en organisation industrielle ou équivalent.

Bonne culture industrielle, notion Qualité, bon manager, pédagogue, capacité à convaincre, à animer et à faire partager. Anglais apprécié. Poste basé dans les Yvelines avec déplacements en France.

Merci d'adresser votre candidature détaillée avec références précises sous n° 02/AA à GRAS SAVOYE
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
BP 129 92302 Nanterre sur Seine cedex.

GRAS SAVOYE
Tant qu'il y aura des risques

Consultant en Organisation et Management

Ingénieur, vous avez une expérience significative en milieu industriel. Les différents postes à responsabilité que vous avez occupés, vous ont donné une vision globale de l'entreprise. Votre sens de l'analyse allié à une excellente capacité d'écoute et à un fort pragmatisme, vous permet de cerner rapidement les forces et les faiblesses d'une organisation.

Votre discernement et votre charisme vous permettent d'établir avec les dirigeants des PME que nous conseillons, des diagnostics pertinents qui les aideront à améliorer les performances de leur entreprise.

Si la perspective de créer ce poste au sein de notre structure vous intéresse, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, salaire actuel) sous la réf. MCOI à notre conseil qui vous garantira une totale discrétion.
COHERENCE - 43 boulevard des Alpes - 38240 Meylan.

Consultants en Organisation Bancaire

Un cabinet de Conseil en Management, Organisation et Systèmes d'Information en très forte croissance renforce ses équipes d'intervention dans le secteur bancaire.

Vous participerez à des projets variés : Reengineering de Processus, Planification d'entreprise et Conduite du Changement, Efficacité commerciale, Qualité Totale.

Diplômé d'une grande école d'ingénieur ou de commerce, vous avez nécessairement acquis une expérience d'au moins trois ans dans la pratique de l'organisation bancaire au sein d'un Cabinet de Conseil ou d'une Banque (Organisation, Contrôle de Gestion, Inspection...).

Vos qualités individuelles allieront rigueur, esprit de synthèse, adaptabilité et mobilité. Votre sens des responsabilités et votre esprit d'initiative vous permettront d'évoluer rapidement.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence CO/BG à Altair Conseil, Bruno Gourévitch, 33 rue Vivienne, 75002 PARIS ou par E-Mail : Altair@club-internet.fr

Altair Conseil

مكتبة المجلد